

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°194	
--	--------------	--

MAI 2001		
-----------------	--	--

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64

Fax : 01-48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail : bulletin@fikp.org

Sommaire

- **ERBIL : ELECTIONS MUNICIPALES**
- **SULEIMANIEH : RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION**
- **ANKARA REÇOIT MASSOUD BARZANI ET ANNONCE QU'ELLE S'OPPOSERA MILITAIREMENT A LA PROCLAMATION D'UN ETAT KURDE.**
- **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR 14 VIOLATIONS À CHYPRE ET LA MORT DE 11 CIVILS AU KURDISTAN.**
- **WASHINGTON : LE FMI OCTROIE 19 MILLIARDS DE DOLLARS À LA TURQUIE.**
- **DISPARITION DE SHAZAD J. SAIB**
- **L'IRAK MENACE LA TURQUIE ET LA JORDANIE DE CESSER SES EXPORTATIONS DE PÉTROLE SI ELLES ADOPTENT LE NOUVEAU PLAN DE SANCTIONS AMÉRICAIN.**
- **LES " DIX COMMANDEMENTS " DU PATRONAT TURC POUR LA DÉMOCRATISATION DU PAYS.**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**
- **AINSI QUE...**

ERBIL : ELECTIONS MUNICIPALES.

Le gouvernement régional kurde d'Erbil a organisé le 26 mai dans les villes de provinces de Duhok et d'Erbil des élections municipales. Pour la première fois les habitants de cette région du Kurdistan ont pu élire au suffrage universel direct leurs maires et leurs conseillers municipaux. Les élections se sont

déroulées dans le calme. Sur les 886494 électeurs inscrits, 700856 ont pris part au scrutin. Le taux de participation a été de 79% pour l'ensemble de la région, il a atteint 85% dans la province de Duhok (277944 votants sur 327.190 inscrits) tandis que dans la province d'Erbil il est descendu à 75,6% (422912 votants sur 559304 inscrits). L'abstention

plus élevée à Erbil s'explique, en partie, par l'absence de compétition électorale de l'Union patriotique du Kurdistan de Jelial Talabani qui conserve une certaine influence dans cette province.

Le scrutin était ouvert à des candidats présentés par des partis politiques ainsi qu'à tous ceux qui se présentaient à titre individuel. Les électeurs étaient appelés à élire directement leur maire

et choisir parmi la multitude de candidats leurs conseillers municipaux.

Parmi les formations en compétition : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, le Parti communiste du Kurdistan (PCK), la Ligue islamiste du Kurdistan (LIK), le Mouvement démocratique assyrien (MDA) et le Parti indépendant d'action (PIA).

A l'issue du scrutin, les candidats présentés par le PDK, seule formation présente dans toutes les circonscriptions, se sont partagés la part du lion, avec au total 567.503 voix dans l'ensemble de la région, 88,2% des voix dans la province de Duhok et 76,2% des voix dans la province d'Erbil. La Ligue islamiste arrive généralement en deuxième position, suivie de loin, par le Parti communiste. Voici les résultats de ces élections tels qu'ils ont été publiés dans le numéro du 30 mai du journal kurde "Brayeti" :

VILLE D'ERBIL

Candidats au poste de maire :

Najat Yasin Khurshid Najjar (PDK) : 183.616 voix (élu)
Zuhayr Muhammad Amin Rashid (Ligue islamique) : 52.183 voix
Fattah Tawfiq Fattah (Parti communiste) : 17.311 voix
Khalid Abdullah Ismail (PIA) : 1022 voix

VILLE DE DUHOK

Candidats au poste de maire :

Mohammad Salim Mufti (PDK) : 85.226 voix (élu)
Ismail Sakiri (Ligue islamique) : 19.375 voix
Sherzad Ali (Parti communiste) : 337 voix

VILLE DE ZAKHO

Candidats au poste de maire :

Sharif Musa (PDK) : 48.099 voix (élu)
Nassr-al-Din Sa'id Mustafa (Ligue islamique) : 2.646 voix
Bahman Rasho Sulayman (Parti communiste) : 110 voix

VILLE D'AKRAH

Candidat unique

Ahmad Ibrahim Omar (PDK) : 13.112 voix (élu maire)

VILLE DE SORAN

Candidats au poste de maire :

Aram Ahmad Hasan (PDK) : 18.772 voix (élu)
Mohammad Bayiz Fattah (Ligue islamique) : 13.350 voix

VILLE D'AMADIYA

Candidats au poste de maire :

Tawfiq Abd-al-Rahman Tawfiq (PDK) : 2567 voix (élu)
Awaz Abd-al-Rahman Ali (Parti communiste) : 575 voix

VILLE DE SARSANG

Candidats au poste de maire :

Farhad Abdi Abd-al-Latif (PDK) : 2895 voix (élu)
Yukhina Toma Bakoz (Indépendant) : 688 voix

Les résultats détaillés des conseils municipaux sont donnés dans la revue de presse p.88.

SULEIMANIEH : RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION.

Le ministère de l'Education nationale du Gouvernement régional kurde de Suleimanieh vient d'organiser, avec le concours financier et technique de l'UNICEF, un recensement général de la population du territoire qu'il administre. Cette opération qui a duré 40 jours a mobilisé 3898

enquêteurs répartis en 409 équipes qui ont systématiquement sillonné les villes et villages de la région. Chaque enquêteur était chargé de recenser de 100 à 120 familles. En s'associant à ce recensement l'UNICEF cherche à établir un état des lieux avec des informations fiables sur la situation de la scolarisation

des enfants et sur l'illettrisme. Une série de mesures devant être prise dès la prochaine entrée afin de scolariser tous les enfants en âge scolaire et d'organiser des cours d'alphabétisation pour les adultes illettrés.

Le tableau ci-dessous résume les premières données de ce recensement.

Résultat de recensement

	M	%	F	%	Total
Population	767.603	50.05	766.033	49.94	1.533.636
Moins de 5 ans	118.975		115.069		234.044
De 6 à 9 ans					
Scolarisés	56.381	38.81	51.587	35.51	107.968
Non	17.326	11.92	19.944	13.73	37.270
Total	37.707		71.153		145.238
De 10 à 15 ans					
Scolarisés	100.345	41.95	81.620	34.12	181.965
Non	21.741	9.08	35.486	14.83	57.227
Total	122.086		117.106		239.192
De 16 à 45 ans					
Illettrés	72.990	10.59	151.619	22.06	224.609
Scolarisés	267.702	38.85	196.677	28.45	464.379
Total	340.692		348.296		688.988
De 46 ans et plus					
Illettrés	61.233	28.72	93.583	43.90	154.816
Scolarisés	41.513	19.47	16.821	7.89	58.334
Total	102.746		110.404		213.150
Handicapés	22.584		16.412		38.996
	Nbre d'élèves	Garçons	%	Filles	%
Ecoles primaires	271.679	150.806	55.50	120.873	44.50
Collèges	70.874	70.874	55.24	21.726	44.76
Lycées	24.800	12.728	51.32	12.072	42.67
	Nbre d'enseignants	M		F	
Ecoles primaires	14.786	6.881		7.905	
Collèges et lycées	4.883	2.344		2.539	
Total	19.699				
Nombre de lycées (techniques) agricole, industrie, commerce : 10					
Nombre d'élèves : 2355					

Source: Kurdistan d'Irak, Bulletin d'information N° 2, mai 2001, publié par le Bureau de Paris de l'Union patriotique du Kurdistan.

ANKARA REÇOIT MASSOUD BARZANI ET ANNONCE QU'ELLE S'OPPOSERA MILITAIREMENT À LA PROCLAMATION D'UN ETAT KURDE.

Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), est arrivé le 7 mai, à Ankara pour s'entretenir avec les responsables turcs. À son arrivée dans la capitale turque, il a déclaré : "Nous allons évoquer les questions qui

intéressent les deux parties. Il nous est nécessaire de procéder à un échange de vues de temps en temps avec les autorités turques". Au programme de cette visite : relations économiques et politiques, questions de sécurité frontalière, avenir du régime de sanction, processus de réconciliation PDK-UPK...

À propos de la sécurité frontalière, au terme d'un entretien avec le sous-secrétaire d'Etat turc aux Affaires étrangères Faruk Logoglu, il a indiqué : " Il n'y a pas de changement dans notre attitude envers le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan). La présence du PKK dans notre région est inacceptable (...) Si le PKK insiste pour être présent dans cette région, nous continuerons à le combattre ". De plus, M. Barzani a

souligné que les relations du PDK avec son rival, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), se développent favorablement : " Je souhaite qu'elles puissent contribuer à la reconstruction de la région ". Les deux principaux partis kurdes irakiens se sont récemment mis d'accord sur une série de mesures de confiance comprises dans un accord conclu en septembre 1998 sous les auspices de Etats-Unis, dont l'application était jusqu'ici bloquée par des dissensions.

M. Barzani a également été reçu par le Premier ministre Bulent Ecevit, avec lequel il a évoqué la question de la révision des sanctions internationales imposées à l'Irak, envisagée par les Etats-Unis. Washington souhaite alléger les restrictions sur les produits de consommation à usage civil et durcir celles sur l'équipement et les technologies militaires.

Par ailleurs M. Barzani a également rencontré des responsables du parti turc d'opposition de la Juste Voie (DYP). Au cours de son entretien avec Hasan Ekinci, vice-président du DYP, le député ANAP de Diyarbakir Hasim Hasimi a servi d'interprète à M. Barzani qui à chacune de ses visites en Turquie s'exprime partout en kurde, y compris dans des enceintes officielles et gouvernementales où l'idéologie officielle nie l'existence même d'une langue kurde.

M. Barzani a conclu sa visite

par un dîner offert à son honneur par l'ancien ministre des Travaux publics, Serafettin Elçi, auquel plus de deux cents personnalités kurdes, dont les principaux dirigeants du parti pro-kurde HADEP, ont pris part.

Le PDK contrôle l'important trafic routier entre la Turquie et l'Irak et assure la sécurité de l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik (Turquie) qui traverse son territoire. Le commerce profitable à la Turquie et à l'Irak génère aussi d'importants droits douaniers qui constituent la ressource principale du gouvernement régional kurde. Dans des moments de crise, Ankara menace de " fermer la frontière " et d'asphyxier l'économie kurde irakienne. Les assurances données par M. Barzani à ses interlocuteurs turcs n'ont pas empêché ceux-ci de brandir à nouveau la menace d'une intervention militaire. En effet, dès le départ du leader kurde, Le quotidien turc Milliyet du 13 mai a annoncé la publication par le Premier ministre Bülent Ecevit d'une circulaire interne secrète encadrant la politique irakienne de la Turquie à court, à moyen et à long terme. Le point essentiel de la circulaire est clairement affiché : " La proclamation d'un Etat au nord de l'Irak sera considérée [par la Turquie] comme une cause d'intervention ". Un rapport signé par le ministre turc des Affaires étrangères, Ismail Cem, et intitulé " Mesures préventives relatives à la politique turque en Irak ", sert

de base à la circulaire dont l'existence est démentie par les autorités turques. Selon le quotidien turc *Hurriyet* du 16 mai, qui reprend l'information, le rapport qui met l'accent sur la nécessité de maintenir l'aspect unitaire de l'Irak souligne : " Nous prenons en considération le fait qu'il est impossible pour le nord de l'Irak de revenir à une situation d'avant 1992. Cependant le scénario qui ne pourrait en aucune façon être accepté par nous, c'est la proclamation d'un Etat kurde indépendant au nord de l'Irak. Une telle déclaration devrait être considérée comme un casus belli. "

Par ailleurs, le rapport indique que les études sur l'Irak devront être suivies par " un comité d'observation " présidé par le ministère des Affaires étrangères et composé du chef adjoint de l'état-major turc et le chef des services de renseignement (MIT).

De plus, Ankara qui continue de refuser à ses 15 millions de Kurdes le moindre droit culturel, soulève dans ce rapport une nouvelle fois la situation des Turkomans du Kurdistan irakien : " Il est important que les Turkomans normalisent leurs rapports aussi bien avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qu'avec Bagdad. Les Turkomans sont la troisième composante en Irak et seconde composante au nord de l'Irak du peuple irakien. Ils devraient être en sûreté et des messages en ce sens ont d'ores et déjà été délivrés ". Les Turkomans sont moins de 30 000 dans la zone de protection kurde et environ 150 000 dans l'ensemble de l'Irak.

STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR 14 VIOLATIONS À CHYPRE ET LA MORT DE 11 CIVILS AU KURDISTAN.

La Cour européenne des droits de l'Homme, saisie par le gouvernement chypriote grec, a, le 10 mai, reconnu la Turquie coupable de 14 violations sur l'île méditerranéenne, dont la partie nord est sous occupation turque depuis 27 ans. Il s'agit de la 4ème requête interétatique de "Chypre contre la Turquie", mais c'est la première fois que la Cour européenne tranche, les trois plaintes précédentes ayant été traitées par le Comité des ministres, l'exécutif du Conseil de l'Europe.

Dans cette dernière requête, datant de 1994, Nicosie accusait Ankara d'avoir violé la quasi-totalité des articles de la Convention européenne des droits de l'Homme, tant en ce qui concerne la disparition de près de 1.500 Chypriotes grecs, le déplacement forcé de 211.000 autres, des biens confisqués, que les conditions de vie des Chypriotes grecs restés sur place (restrictions des droits, menaces pour leur sûreté, interdiction des journaux en langue grecque...). Lors de l'audience de la Cour européenne, le 20 septembre 2000, le gouvernement turc avait pratiqué la politique de la chaise vide, ne présentant aucun défenseur, une première dans l'histoire de la Cour de Strasbourg, créée en 1959. Ankara avait fait savoir par une source diplomatique qu'il ne se sentait pas concerné par

les accusations de Nicosie et il avait renvoyé la responsabilité des faits à la République turque de Chypre du Nord (RTCN) proclamée en 1983 dans le nord de l'île divisée et que la Turquie est seule à reconnaître.

Les juges de la Cour européenne se sont prononcés par 16 voix contre une pour la responsabilité de la Turquie dans ces violations, qui vont de l'absence d'enquête sur la disparition de Chypriotes grecs à des traitements inhumains infligés aux proches de personnes disparues.

L'Etat turc est également accusé d'empêcher des Chypriotes grecs originaires du nord de l'île de rentrer chez eux ; de refuser toute compensation pour la perte de propriété, d'interférer dans la liberté de culte ; et de faire subir des discriminations aux Chypriotes grecs vivant sur la péninsule de Karpas, dans le secteur turc.

Le gouvernement d'Ankara a déjà réfuté ces accusations par le passé, affirmant que le contrôle du nord de Chypre ne relevait pas de ses compétences et que la responsabilité des faits incombait à la seule administration chypriote turque, qui n'est cependant reconnue que par la Turquie. Dans son arrêt, la Cour rejette toutefois la plainte chypriote

accusant la Turquie de violer d'autres clauses de la Convention européenne des droits de l'Homme, notamment celles relatives à l'esclavage, au travail forcé et à la liberté d'assemblée.

Les troupes turques ont envahi Chypre en 1974 à la suite d'une tentative de coup d'Etat menée par des Chypriotes grecs partisans du rattachement à la Grèce. À la suite de cette invasion, 180.000 Chypriotes grecs ont fui ou ont été expulsés du nord de l'île, où la Turquie maintient 35.000 hommes pour soutenir le gouvernement local.

Par ailleurs, des milliers de Chypriotes grecs, qui se sont regroupés dans quelque 80 requêtes dites individuelles, attendent que la Cour européenne statue sur leurs plaintes. Une requête regroupe les 1.000 habitants d'un village, une autre 400, selon un juriste de la Cour.

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit s'est, le 11 mai, élevé contre l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme reconnaissant la Turquie coupable de 14 violations dans la partie nord de Chypre, sous occupation turque depuis 27 ans. " Il est clair que la Cour européenne des droits de l'Homme n'a pas fait une évaluation correcte de la situation ", a déclaré Bulent Ecevit lors de son point de presse hebdomadaire. " Les questions concernant Chypre ne sont pas des questions de droit, mais des questions politiques ", a-t-il fait valoir. " La décision de la Cour ne correspond pas à la réalité chypriote ". Pour le

gouvernement d'Ankara, le contrôle du nord de Chypre ne relève pas de ses compétences et la responsabilité des faits incombe à la seule administration chypriote turque, qui n'est cependant reconnue que par la Turquie.

Le 31 mai, la Cour européenne des droits de l'Homme a, à nouveau, condamné Ankara cette fois-ci pour "violation du droit à la vie" et "traitements inhumains ou dégradants" après la mort en 1993 de 11 civils kurdes, disparus lors d'une opération de l'armée turque au Kurdistan.

Les onze hommes, arrêtés par les policiers en octobre 1993, avaient été détenus en plein air à Kepir pendant au moins une semaine, au cours de laquelle ils ont subi de nombreux mauvais traitements. Ligotés, à l'exception de l'un d'entre eux, battus pour certains, ils ont souffert du froid "mais aussi de peur et d'angoisse à l'idée de ce qui risquait de leur arriver", selon les juges européens. Tous ont ensuite "disparu".

La Cour européenne, qui estime que ces hommes sont "présumés morts à la suite de leur détention par les forces de sécurité", compte tenu du temps écoulé et de "l'incapacité du gouvernement à fournir une explication plausible et satisfaisante quant à leur sort", a conclu à la responsabilité d'Ankara dans leur décès. La Cour s'est par ailleurs dite "frappée par l'absence d'efforts sérieux de la part des procureurs pour enquêter sur les graves allégations formulées", et malgré les preuves apportées par les neuf requérants - tous des proches parents des disparus.

Les juges européens ont notamment alloué aux requérants la somme totale de 382.340 livres sterling (639.649,38 euros) pour dommage matériel. Pour dommage moral, ils ont octroyé à chacun des plaignants 2.500 livres (4.165 euros), ainsi que 20.000 livres (33.322 euros) pour les héritiers de chacun des disparus.

publiques, privatisation d'entreprises clé et réforme de différents marchés, tels que les télécommunications, l'électricité, le gaz naturel, le tabac et le sucre. En février dernier, une crise financière particulièrement aiguë a obligé Ankara à abandonner un précédent plan anti-inflation et à laisser flotter la livre turque, qui a perdu depuis 40% de sa valeur face au dollar.

Outre les 3,8 milliards de dollars disponibles immédiatement, le gouvernement turc pourra tirer dans un deuxième temps deux tranches de 1,5 milliard de dollars chacune au plus tôt les 25 juin et 25 juillet, puis deux autres tranches de 3 milliards chacune au plus tôt les 20 septembre et 15 novembre. Ces nouveaux déboursements seront accordés au vu des progrès accomplis par la Turquie dans la mise en œuvre de son plan de redressement.

DISPARITION DE SHAZAD J. SAIB.

Le ministre de l'Agriculture du gouvernement régional kurde de Suleimanieh, Shazad Jamil Saib, est décédé à la suite d'un accident survenu le 21 mai sur la route de Rania.

Sa disparition prématurée a suscité une vive émotion parmi ses amis, nombreux tant au Kurdistan qu'au Proche-Orient et en Europe. Le gouvernement régional kurde a décrété 3 jours de deuil et organisé des funérailles officielles.

Shazad Saib était né en 1946 à Suleimanieh dans une famille connue pour son patriotisme. Son père, l'écrivain Jamil Saib avait été conseiller et ministre

WASHINGTON : LE FMI OCTROIE 19 MILLIARDS DE DOLLARS À LA TURQUIE.

Le Fonds monétaire international a décidé d'apporter un nouveau ballon d'oxygène à la Turquie, en augmentant sa ligne de crédit stand-by de 8 milliards de dollars, la portant à un total de 19 milliards de dollars, dont 3,8 milliards disponibles immédiatement. Nouveau ministre turc de l'Economie et ancien vice-président de la Banque mondiale, Kemal Dervis s'est aussitôt félicité de cette

décision. "C'était le montant que nous attendions (...) C'est un succès pour le gouvernement. Le FMI n'a octroyé une aide d'un tel montant à aucun autre pays. Mais c'est aussi une responsabilité importante" a-t-il déclaré.

En annonçant le déblocage de ces 8 milliards de dollars supplémentaires, le numéro deux du FMI Stanley Fischer a de son côté vanté l'important plan de redressement mis en place par l'équipe de Kemal Dervis, alliant diminution des dépenses

du Cheikh Mahmoud, qui en 1919 se proclama "Roi du Kurdistan" et établit un gouvernement éphémère. Ce milieu familial a favorisé son engagement dès le lycée dans le mouvement national kurde. Admis à la Faculté de droit de l'Université de Bagdad, il milita à la fois dans les rangs de l'Union des étudiants du Kurdistan et dans ceux du Parti démocratique du Kurdistan.

Après l'obtention, en 1968, de sa licence de droit, il s'installa à Suleimanieh où il dirigea d'abord la revue mensuelle Rizgari (Libération) avant d'exercer jusqu'en 1975 son métier d'avocat.

Après l'effondrement en mars 1975 de la résistance armée kurde dirigée par le général Barzani, à la suite de l'accord irako-iranien d'Alger, il rejoignit l'Union patriotique du

Kurdistan (UPK) fondée par Jalal Talabani dont il fut le représentant à Damas, au Liban, aux Pays-Bas puis à Ankara. En janvier dernier, le nouveau Premier ministre de la région, Dr. Barham Saleh, l'avait appelé à ses côtés et lui avait confié le poste de ministre de l'Agriculture. Homme d'ouverture et de dialogue Shazad Saib bénéficiait de sympathies au-delà des rangs de son organisation politique.

L'IRAK MENACE LA TURQUIE ET LA JORDANIE DE CESSER SES EXPORTATIONS DE PÉTROLE SI ELLES ADOPTENT LE NOUVEAU PLAN DE SANCTIONS AMÉRICAIN

L'Irak a menacé d'arrêter ses exportations de pétrole vers la Jordanie et la Turquie si elles coopèrent au nouveau plan de "sanctions intelligentes" des Etats-Unis. Washington souhaite renforcer l'embargo sur les armes tout en assouplissant les restrictions concernant les importations de marchandises civiles en Irak.

Le vice-Premier ministre Tarek Aziz a déclaré à la télévision irakienne que Bagdad devrait cesser ses exportations vers ces deux pays si leurs achats de pétrole étaient effectués dans le cadre du programme pétrole contre nourriture de l'Onu. Pour l'instant, les deux pays importent du pétrole irakien en dehors de ce cadre, ce qui constitue une exception aux sanctions adoptées par l'Onu. Ils payent directement le

gouvernement irakien en espèces au lieu de verser la somme sur un compte de l'Onu. En vertu du nouveau projet de sanctions américain, les paiements des exportations illicites de pétrole irakien vers la Turquie, et la Jordanie, mais aussi la Syrie et l'Iran, devraient désormais être versés sur le compte de l'Onu.

L'Irak exporte son pétrole vers la Turquie par camion et par oléoduc. L'oléoduc Kirkuk-Yumurtalik livre environ 40 % des 2,2 millions de barils par jour vendus par l'Irak sous contrôle de l'Onu. Bagdad fournit tout son pétrole brut à la Jordanie et il couvre tous les besoins du royaume en produits pétroliers depuis 1990. Ces ventes de pétrole à la Jordanie constituent une exception aux sanctions imposées en 1991 par l'Onu à Bagdad suite à l'invasion

irakienne du Koweït. L'Irak fournit chaque année 4,8 millions de tonnes de pétrole brut et de produits pétroliers à prix réduits à la Jordanie, soit quelque 95.000 barils par jour, pour une valeur totale d'environ 600 millions de dollars. Les clauses de cet accord sont secrètes.

Le nouveau projet de sanctions américain prévoit l'inspection par l'Onu des avions à destination de l'Irak, la vente à prix réduits de pétrole irakien aux pays de la "ligne de front" (les voisins de Bagdad) et éventuellement des livraisons de pétrole fournies par d'autres pays du Golfe pour les voisins les plus pauvres de l'Irak.

LES " DIX COMMANDEMENTS " DU PATRONAT TURC POUR LA DÉMOCRATISATION DU PAYS.

Le TUSIAD, l'association turque des hommes d'affaires, a, le 21 mai, rendu public son rapport intitulé " Perspectives pour la démocratisation en Turquie en 2001 et les critères politiques de Copenhague de l'UE – Positions et Priorités ", demandant par la voie de son président Tuncay Ozilhan des réformes politiques nécessaires et sincères pour la Turquie. Présenté sous la forme d'une " liste de demandes prioritaires ", le rapport est formé par 10 articles, appelés par la presse turque de " 10 commandements du TUSIAD ". Le TUSIAD demande entre autres que la langue turque devienne par une révision constitutionnelle la " langue officielle du pays " et non plus " la langue maternelle " de l'Etat, ouvrant ainsi une brèche pour la diffusion et l'enseignement de la langue kurde. Voici de larges extraits de ce rapport :

" Inviolabilité de l'individu - le droit à la vie :

- La pratique de la peine de mort devrait être limitée aux périodes de temps de guerre ou de menace imminente de la guerre, ainsi stipulé à l'appendice du Protocole n°6 de la Convention européenne des droits de l'homme (...) Il n'est pas nécessaire de légiférer un nouveau code pénal pour abolir la peine de mort (...) L'adoption du

protocole n°6 de la Convention et l'élaboration d'une loi précisant la nature de la transformation appliquée à l'actuelle législation relative à la peine capitale sera suffisante...

La liberté d'expression :

- L'article 8 de la loi anti-terreur régissant " la propagande contre l'indivisibilité de l'Etat " et l'article 312 du code pénal turc, restreignant tous deux la liberté d'expression, devront être amendés. Il n'y a aucun obstacle à la révision de l'article 8 de la loi anti-terreur, puisque les dispositions actuelles de la législation criminelle sont suffisantes pour sanctionner les provocations de l'activité criminelle eu égard à la propagande en faveur des organisations terroristes. L'article 8 a pour seul objet de punir les crimes de pensée et par conséquent devrait être aboli. L'article 312 du code pénal turc n'a pas à être révisé entièrement. Des dispositions similaires existent dans presque tous les pays. Cet article sanctionne l'apologie d'une action qui constitue une infraction légale, l'encouragement de la désobéissance civile (§1), ou encore l'incitation de sentiment d'hostilité sur la base des différences de classe, de race, de religion et de confession (§2). Article 312 a fait l'objet de nombreuses critiques justifiées en Turquie, car il a été utilisé dans les

procès relatifs à l'exploitation de la religion depuis que l'article 163 du code pénal a été abrogé. Le préambule de la Constitution, aussi bien que ses articles 14 et 24, sanctionnent l'abus d'exploitation de la religion et renforce la législation à cet effet. Par conséquent, une nouvelle législation spécifique aux abus en matière de religion devrait être élaborée, alors que le paragraphe 1^{er} de l'article 312 devrait être abrogé et le paragraphe 2nd reformulé afin de refléter le critère du concept de " danger clair et présent " (...) La liberté d'expression n'est pas seulement une question légale, elle contient également des dimensions éducatives et philosophiques. Afin d'accorder une reconnaissance formelle au principe de la " liberté de pensée ", le nombre d'enseignement supérieur Imam-Hatip [ndlr : établissement scolaire islamiste] devrait être limité au stricte nécessaire fournissant le nombre requis de fonctionnaires religieux. Les étudiantes ne devraient cependant pas être admises dans ces établissements.

Les libertés collectives :

- Les commentaires et critiques concernant la loi sur les associations ont été soulignés dans un rapport spécial du TUSIAD (...) L'actuelle loi devrait être entièrement réexaminée. Une solution plus appropriée devrait être élaborée dans une nouvelle loi.

- La loi sur les rassemblements et les manifestations devrait être amendée pour limiter le

pouvoir des représentants locaux de l'autorité centrale qui repoussent à une date indéfinie des rassemblements et manifestations légaux. La période discrétionnaire devrait être réduite à entre 24 et 48 heures.

Les partis politiques et les élections

- Pour contribuer à l'amélioration de la démocratie dans les partis, la tenue des primaires ouverts à tous les membres avec une participation mandataire devrait être la règle. L'article 81 de la loi sur les partis politiques (intitulé " Mesures préventives contre la création des minorités) devrait être entièrement abrogé. De nombreuses lois existantes suffisent pour assurer l'intégrité de l'Etat. L'article 81 est habituellement consacré comme base légale pour dissoudre des partis politiques loyaux à l'unité de l'Etat. Spécialement après la défaite du mouvement séparatiste terroriste, l'abrogation de cet article servira à la réintégration de certains acteurs politiques au système...
- Deux réformes sont nécessaires et urgentes en matière électorale. La première est la suppression des prohibitions relatives à la coopération et alliances entre les partis politiques, contenues dans la loi électorale. La seconde est l'introduction d'un scrutin à deux tours aux élections municipales. La première a fait l'objet de plusieurs propositions de lois. Pour la seconde, il existe un

large consensus. Finalement, le seuil national pour qu'un parti ait des élus au Parlement devrait être abaissé à 5 % des suffrages exprimés, comme dans d'autres pays : Aux dernières élections, le système actuel a eu pour effet l'invalidation de six millions de voix.

L'Assemblée nationale turque :

- L'irresponsabilité parlementaire et l'immunité actuelle pour les parlementaires devront être reformulées sous le titre de " immunités parlementaires ". L'irresponsabilité parlementaire dispose que les membres du Parlement peuvent ne pas être tenus responsables pour les propos, les déclarations ou les votes effectués dans le cadre des activités parlementaires. L'exception dans la Constitution " à moins que l'Assemblée décide autrement sur proposition du conseil de la présidence " devrait être abrogée et une irresponsabilité absolue devrait être appliquée. L'inviolabilité parlementaire, encadrant le pouvoir des membres du Parlement d'exercer leurs fonctions sans pression et sans menace, devrait être reformulée. La protection d'inviolabilité ne devrait pas être un obstacle à l'enquête judiciaire ou à une procédure légale...

Le Conseil national de sécurité (MGK)

- Le rapport... propose que le MGK soit supprimé comme organe constitutionnel et que son domaine d'activité soit

limité à la défense nationale (comme avant 1960)... Bien que cette proposition ne soit pas comprise dans la Liste des priorités du Rapport, la question est importante et actuelle... Le rapport " Réformes nécessaires pour atteindre la conformité aux critères politiques de Copenhague ", préparé par le comité suprême pour la coordination des droits de l'homme du Premier ministre, ne contient pas de solution radicale. Ce dernier propose d'augmenter le nombre de membres civils dans le MGK avec un amendement constitutionnel... Ces mesures sont appropriées. Il est possible de limiter l'autorité du Conseil sans entreprendre une révision constitutionnelle, en amendant simplement les lois...

La justice

- L'établissement de l'organisation de police judiciaire, l'extension des garanties accordés par le code de procédure pénale aux suspects poursuivis par les Cours de sûreté de l'Etat, et les changements constitutionnels octroyant une justice indépendante (spécialement dans le contexte du Conseil supérieur de la magistrature) constitue des questions prioritaires qui restent à résoudre.
- Tous les actes administratifs (émanant spécialement du Conseil supérieur de la magistrature et du Conseil suprême militaire) devraient être l'objet de contrôle judiciaire. Les dispositions constitutionnelles interdisant les décrets en vigueur dans la

région sous état d'urgence d'être porté devant la Cour constitutionnelle, devraient être abrogés et l'article 15 in fine de la Constitution, qui exclut du ressort de la Cour constitutionnelle les décisions et les mesures adoptées par des lois ou des décrets pendant le régime militaire entre 1980-1983, devraient être annulés.

- À l'instar du rapport du Comité suprême de la coordination des droits de l'homme du Premier ministre, la saisine de la Cour constitutionnelle devrait être élargie, en particulier pour les groupes de partis politiques au sein du Parlement et autres institutions.

Harmonisation à la loi supranationale

- Dans le but de se conformer aux dispositions exigées pour

être membre de l'UE et autres institutions internationales, une clause devrait être ajoutée à la Constitution concernant la souveraineté ...

- Un projet de loi devrait être élaboré pour que les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme puissent servir de base au rejet et à la correction des jugements "

Bref, un vaste chantier de réformes proposé par une **o r g a n i s a t i o n** économiquement et socialement puissante mais qui à plusieurs reprises au cours des dernières années a été sommée par la haute hiérarchie militaire de ne pas se mêler de politique et de s'occuper de ses affaires. En Turquie, l'essentiel du pouvoir de décision sur les grandes questions politiques appartient toujours à l'armée.

parlait pas un seul mot turc...

Au village, sa famille avait une bonne situation : Des jardins, des potagers, des rizières, 700 pistachiers, un cheptel de bovins et d'ovins. Le bonheur n'a duré que jusqu'à ce que la " guerre à faible intensité " commence. Et puis, les villages voisins ont accepté un par un de s'enrôler dans la milice (pro-gouvernementale) des protecteurs de villages, mais les villageois d'Ancak, anciennement [et en kurde] Drêjan, ont refusé d'y adhérer. C'est pourquoi et conformément à " la pratique régionale ", le village a commencé à subir des raids.

" Non seulement les gendarmes, mais les protecteurs des villages voisins venaient y faire des descentes. Un jour d'été, ils sont venus perquisitionner le village puis notre maison. Nous dormions sur le toit, et pour éviter le danger, mon époux et moi, nous nous sommes enfuis, mais notre bébé de trois mois est resté là. La maison a été encerclée et personne n'a été autorisé à s'en approcher. L'enfant a pleuré toute la nuit sur le toit... "

Vingt jour après la perquisition, son mari Süleyman Turgut et ses cousins Ergin et Ahmet se rendront aux champs. Ergin à 67 ans et Ahmet à 75 ans, se déplacent avec difficulté, mais ce soir-là ils ne reviendront pas à la maison.

" Nous avons d'abord cru qu'ils arrosaient les champs, mais le lendemain matin nous nous sommes inquiétés... Un jour le chauffeur du village qui se rendait à Dargeçit voit dans le ruisseau trois corps. Ils avaient attaché au cou de mon mari un fichu jaune, rouge et vert et avaient déposé des armes auprès d'eux. Les militaires ont emmené les caméras de

LU DANS LA PRESSE TURQUE :

TÉMOIGNAGE DE ZEKIYE DOGAN, MÈRE KURDE, EPOUSE ET SŒUR DE DISPARUS.

Celal Baslangiç, journaliste au quotidien turc Radikal, relate le témoignage de Zekiye Dogan, une Kurde ordinaire, mère de quatre enfants, forcée par les autorités turques de quitter son village puis sa ville et ensuite la Turquie pour finalement venir s'installer en Allemagne. Voici de larges extraits de cet article intitulé " Que lui reste-t-il encore à perdre ? ", publié le 26 mai 2001.

" Le mari de Zekiye Dogan a été assassiné. Sept membres de sa

familles, âgés entre 13 et 75 ans sont portés disparus. Quant à elle, elle a fui Dargeçit avec ses enfants pour venir s'installer à Istanbul. Elle est probablement la personne la plus brisée de la 'Semaine des disparus' [ndlr : la Semaine des disparus démarre le 17 mai, jour anniversaire de la découverte du corps d'Hasan Ocak, exécuté après une détention en garde-à-vue et s'achève le 31 mai]

...Zekiye Dogan est née au village d'Akyol, district de Dargeçit dans la province de Mardin... Cela faisait déjà six ans qu'elle était en fuite à Istanbul, mais elle ne

télévision et ont fait diffuser un "reportage" en déclarant "voici, les terroristes tués au cours des combats". Mon neveu avait alors crié "comment un homme de plus de 70 ans peut être un terroriste ?" Il a été violemment battu. Les corps sont restés tout un jour dans l'eau du ruisseau, les militaires ne nous ont pas laissé les emporter. C'est seulement après leur départ que nous avons sorti les corps hors de l'eau et nous les avons cachés... Le jour même des funérailles, ils ont lancé sept obus de mortiers sur notre village".

Ensuite les villages qui avaient refusé de devenir des protecteurs de villages ont été un par un vidés et incendiés. Zekiye Dogan, sans attendre son tour, a alors ramassé ses affaires et emménagé avec son frère chez son père Ramazan Dogan à Dargeçit.

"Il est difficile de retourner chez ses parents avec quatre enfants. J'ai vendu tout mon bétail, construit une maison près de chez mon père et m'y suis installée. Pour subvenir à mes besoins, j'ai travaillé pendant un an dans des champs de coton. Mon père possédait 600 ovins et d'autres bétails dans son village appelé Dilan. Au cours d'un raid, on demande aux villageois "pourquoi vous n'êtes pas partis" et le village est mitraillé. Ali Duskun, le cousin de mon père meurt sous les coups des balles. Mon père fait une crise paralytique et on le croit mort, mais il reprend connaissance au commissariat après une injection, on lui reproche "d'aider les terroristes"... Finalement, les villages de Dilan et d'Akyol se trouvent vidés et incendiés"

Quelque temps après, les maisons des Dogan et de Duskun à

Dargeçit subissent une descente de militaires. Seyhan Dogan, âgé de 13 ans et frère de Zekiye Dogan [et cinq de ses proches] sont alors placés en garde-à-vue...

Ils n'ont pas de nouvelle des détenus pendant un bon moment, on nie même qu'ils sont placés en garde-à-vue en disant : "Ils ne sont pas en garde-à-vue, ils sont partis chez le PKK".

"Nous n'avons plus jamais reçu de nouvelles de mon frère et de mes proches. Ni même retrouver leurs corps. La pression a été plus forte sur le reste de la famille restée en vie. Ma mère, Asiye Dogan a aussi été placée en garde-à-vue. Ils lui ont bandé les yeux et l'ont emmenée. Nous sommes restés sans nouvelles pendant neuf jours, puis avons appris qu'elle était détenue dans la garnison de Mardin. Personne dans la famille n'avait le courage d'aller demander de ses nouvelles... Je suis alors allée auprès du procureur de Dargeçit et lui ai demandé "qu'est-ce que vous avez fait de ma mère ?". Quand il m'a répondu qu'il n'en savait rien, je suis devenue comme folle... ils ont réussi à me maîtriser difficilement et ont expliqué au procureur : "son frère est porté disparu, elle n'a pas de nouvelles de sa mère, elle a perdu la tête, pardonnez lui.". Une heure après, sa mère a été libérée. La famille Dogan reçoit alors un coup de fil d'Allemagne : "Vos enfants se trouvent dans les buissons de telle grotte". La famille veut alors aller récupérer les corps... mais personne n'est autorisée à sortir de Dargeçit... Nous avons eu des informations plus tard seulement, lorsque la famille d'un soldat est arrivée à

Dargeçit pour se renseigner sur le sort de leur fils qui effectuait son service chez nous. Le soldat aurait demandé grâce lorsque nos enfants devaient être exécutés... Mais on a répondu à cette famille "votre enfant a disparu" aussi... Ensuite la maison des Dogan est constamment perquisitionnée... Les jeunes de la famille Dogan partiront d'abord à Istanbul, puis s'enfuiront en Allemagne. Finalement toute la famille quittera Dargeçit un soir... Aujourd'hui Zekiye Dogan travaillent dans un restaurant en fabriquant du pain pour subvenir aux besoins de ses enfants. Sa fille Kader, âgée de 15 ans, est aide couturière, Serivan, Bilal et Ramazan, âgés réciproquement de 9, 11 et 13 ans, vont à l'école le jour, mais travaille ensuite pour apporter leur contribution au budget de la famille. Qui sait, peut-être parmi les enfants-vendeurs de mouchoirs, que vous rencontrez dans les rues, il y a un Serivan, un Bilal, ou un Ramazan.

La semaine des disparus continue. Les familles ont entamé un sit-in pour la première fois le 27 mars 1995 à 12h00 devant le lycée français Galatasaray... Cette opération d'espoir n'a pu durer que 200 semaines. "Les mères de samedi" ne peuvent plus se réunir devant Galatasaray depuis des mois... car depuis 17 août 1998 et jusqu'à 13 mars 1999, durant 30 semaines, les mères de samedi ont été traînées, battues, placées en garde-à-vue et poursuivies devant les tribunaux. 391 personnes ont été placées au total 932 jours en garde-à-vue, ont eu 81 jours d'arrêts de travail. Il y a encore aujourd'hui plus d'une quarantaine de procès contre les Mères de samedi."

AINSI QUE...

• **BILAN D'AVRIL 2001 DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN.** L'Association turque des droits de l'homme (IHD) a, le 10 mai, rendu public son rapport d'avril 2001 sur les violations des droits de l'homme au Kurdistan. En voici les principaux extraits :

- Nombre de meurtres non élucidés et d'exécutions extrajudiciaires : 3
- Nombre de morts dans des affrontements : 13
- Nombre de placements en garde-à-vue : 153
- Nombre de victimes de tortures et de sévices : 43
- Nombre d'arrestations : 30
- Nombre de villages / maisons incendiés : 4
- Nombre de publications interdites dans la région sous état d'urgence (OHAL) : 17
- Nombre de pièces de théâtre et de conférences de presse interdites : 4

• **PLUS D'UNE VINGTAINNE DE MORTS LORS DES COMBATS AU KURDISTAN.** Les forces armées turques ont annoncé, le 23 mai, avoir porté un nouveau coup au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en tuant 15 combattants, dont l'un des principaux dirigeants du PKK, lors d'une opération ces derniers jours. Le dirigeant abattu, Ozen Bingol, dit Ismail, se cachait dans une cave depuis trois jours avec ses proches. Il dirigerait le PKK dans la province d'Erzurum et ferait partie du

comité exécutif du PKK.

L'armée est intervenue dans la région montagneuse de Bingol, selon des responsables de la sécurité. Les combats avaient entraîné, entre les 19 et 20 mai, la mort d'un soldat et d'au moins cinq autres membres du PKK. Les accrochages entre l'armée turque et les combattants kurdes ont considérablement diminué d'intensité depuis la capture, fin 1999, du chef du PKK, Abdullah Ocalan.

• **UNE CENTAINE D'ARRESTATIONS DANS LES RANGS DU HADEP.** Plus de 50 membres ou sympathisants du parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (HADEP), dont 9 dirigeants, soupçonnés de "liens avec le PKK" ont été arrêtés à Ankara les 16 et 17 mai. Veli Aydoganun, responsable du Hadep à Ankara a déclaré que les forces de sécurité ont lancé une opération contre les domiciles des suspects à l'aube sur ordre de procureurs de la Cour de sûreté de l'Etat. "Plus de 50 personnes ont été arrêtées jusqu'ici. Six sont membres de notre parti et les autres en majorité des étudiants qui ont activement participé à nos activités sans être membres", a-t-il ajouté.

Le 24 mai, la police turque a interpellé 72 personnes lors de nouvelles opérations contre le Hadep dans les provinces d'Icel et Aydin. Les policiers ont perquisitionné le siège du parti à Mersin et ses bureaux à Toroslur et Akdeniz, et saisi 3 sacs de documents.

Selon Hamit Geylani, vice-président du HADEP: " Les opérations à Icel ont été lancées sur ordre de procureurs à la suite d'une décision de justice interdisant une publication non spécifiée. Vingt-six personnes interpellées ont été libérées après avoir été interrogées et 28 autres étaient encore détenues () Parmi elles figurent des membres du HADEP ". Il a dénoncé une pression politique sur HADEP : "Ces raids montrent le malaise que provoque le travail de notre parti".

Dans la province d'Aydin, les troupes paramilitaires de la gendarmerie ont interpellé 18 personnes, dont des responsables et membres du HADEP, le 24 mai.

"Ils sont toujours détenus et nos demandes de libération ont été rejetées", a précisé M. Geylani. "Nous demandons que tous nos membres et ceux détenus pour des raisons politiques sans raison légale soient libérés", a-t-il ajouté.

Le HADEP, qui plaide pour une solution pacifique à la question kurde, est régulièrement harcelé par la police pour ses liens présumés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il est l'objet d'une procédure de fermeture en justice pour ces liens présumés, une accusation qu'il rejette catégoriquement.

• **NOUVELLE TENSION ENTRE LES QUINZE ET LA TURQUIE.** Les Quinze ont manifesté, le 15 mai, leur mécontentement à l'égard de la Turquie qui bloque un accord entre l'Union européenne et l'Alliance atlantique, mais certains

espèrent qu'une solution sera trouvée à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN fin mai à Budapest. La Turquie "devra changer" d'attitude, a jugé le ministre français de la Défense Alain Richard. "Il n'y a pas d'avantages pour nos amis turcs à maintenir cette position négative, ce n'est pas cohérent avec leurs intérêts de rapprochement avec l'Europe", a-t-il dit. Le ministre allemand de la Défense Rudolf Scharping a aussi haussé le ton, affirmant que la Turquie n'empêcherait par les Quinze d'avancer sur l'Europe de la défense.

Depuis des mois, Ankara bloque un accord entre l'UE et l'OTAN sur l'accès de l'Union aux moyens de planification de l'Alliance atlantique. Ankara veut que cet accès soit décidé au cas par cas et non "garanti et permanent", comme le demandent les Quinze. Les Quinze ont proposé l'an dernier à ces pays des consultations étroites sur la politique européenne de défense, mais il n'est pas question qu'ils participent pleinement aux décisions. La Turquie, membre de l'OTAN mais non de l'UE, refuse de se contenter de ces consultations et juge que sa position géostratégique lui donne le droit de participer pleinement au processus de décision, comme si elle était un Etat membre de l'UE, ce que les Quinze jugent impossible. La Turquie s'inquiète surtout d'être absente d'un organe de décision sur des questions de sécurité auquel participe la Grèce.

L'ancien ministre des

Affaires étrangères, Ilter Turkmen, a mis en garde contre une telle escalade, soulignant qu'elle compromettrait les espoirs de la Turquie d'adhérer à l'UE : "Si nous donnons l'impression d'être les éternels fauteurs de trouble, le processus d'adhésion de la Turquie va en pâtir". Il écarte le scénario "catastrophe" d'une intervention de l'UE à Chypre, soulignant que l'Union n'est pas une coalition anti-turque et que ses membres sont des alliés de l'OTAN. Mais le chef de la diplomatie turque Ismail Cem a répliqué que "ce ne sera pas la fin du monde" si aucun accord n'est trouvé avant la réunion de Budapest.

Malgré un cessez-le-feu unilatéralement annoncé par le PKK, les autorités d'Ankara affirment vouloir supprimer toute opposition armée dans les régions kurdes.

• **UNE PETITE KURDE MORDUE À MORT PAR LES CHIENS DES GENDARMES TURCS.** Emre Kocaoglu, député ANAP d'Istanbul, a adressé une question écrite au Premier ministre Bulent Ecevit à propos de la mort d'une petite fille kurde âgée de 11 ans, tuée à l'incitation des gendarmes par leurs chiens de garde à Bingöl. La Fondation turque des droits de l'homme avait dénoncé l'affaire dans son rapport d'avril 2001 : Gazal Beru, sa grande sœur, Meral, âgée de 13 ans et une dizaine d'autres petites filles, après avoir ramassé des plantes dans les champs, passent devant la

caserne de la gendarmerie. Meral, rescapée, raconte : " Au bout de quelque temps nous nous sommes rendues compte que nous avions perdu un couteau. Nous sommes alors retournées devant la caserne pour le rechercher. Le soldat de garde nous a demandé de quitter les lieux et nous lui avons expliqué que nous cherchions simplement nos couteaux. Il a alors lâché ses chiens sur nous en pointant son doigt sur nous et en criant " attrape ". Les chiens nous ont pris d'assaut et nous avons commencé à hurler pour qu'il les arrête, mais il a continué et nous nous sommes enfuies jusqu'au cimetière. Le mur étant élevé, Gazal n'a pas pu monter. Cinq ou six chiens l'ont alors tirée et mordue ".

Outre le sort des petites filles kurdes, la question d'Emre Kocaoglu rentrait plutôt dans le cadre des dernières polémiques survenues entre Bülent Ecevit, Mesut Yilmaz et la gendarmerie turque. " Si la gendarmerie dépasse ses prérogatives, pensez-vous engager une instruction contre elle ? " conclue-t-il. Mais qui, en Turquie, va avoir le courage de poursuivre des militaires ?

• **LE COMMANDANT EN CHEF DE LA GENDARMERIE TURQUE SERMONNE LE GOUVERNEMENT ET DÉCLARE QU'IL NE LE PREND PAS AU SÉRIEUX.** Au cours de la réunion, le 29 mai du Conseil national de sécurité (MGK) le général Aytaç Yalman, commandant en chef de la gendarmerie turque, a ouvertement sermonné le Premier ministre Bülent Ecevit. Prenant spécialement la parole

en début de séance, le général a voulu réagir contre les dernières déclarations de M. Ecevit qui avait qualifié d'"*inélégantes*" les perquisitions effectuées par la gendarmerie au siège de plusieurs établissements publics impliqués dans la corruption. Le général Yalman a exprimé "*la tristesse de la gendarmerie*" en rappelant que la gendarmerie était présente sur plus de 92 % du territoire et qu'"*elle agissait conformément à la loi sur requête du parquet*". Il a ajouté : "*ce genre de déclarations met la gendarmerie en position de cible du gouvernement. On ne peut pas accepter cela. Et de toute façon nous ne prenons pas au sérieux ces propos*". Aytaç Yalman a également tancé le ministre de l'intérieur, Sadettin Tantan, qui n'a pas réagi et a attendu simplement que la colère du chef militaire s'apaise.

• **EN UN TRIMESTRE, LA CRISE ÉCONOMIQUE A MIS AU CHÔMAGE PLUS DE 358 000 PERSONNES EN TURQUIE.** Selon un rapport l'Institut National des Statistiques (DIE), la crise économique qui secoue la Turquie depuis plusieurs mois a mis plus de 358.000 personnes au chômage au cours du seul premier trimestre de l'année 2001.

Le nombre des personnes officiellement à la recherche d'un emploi est passé de 1,451 million à 1,809 million entre le 31 décembre 2000 et le 31 mars 2001, soit une augmentation de 24,7 %, déclare le DIE.

Selon DIE, le taux officiel du chômage aurait ainsi augmenté de 8,3 % à 8,6 %, même si ces chiffres passent

pour être très loin de refléter la véritable situation de l'emploi et de sous-emploi en Turquie, où l'économie dite "informelle" occupe une large place. En février, le DIE avait déjà annoncé que le programme de stabilisation économique mis en place en décembre 1999 avec le Fonds Monétaire International (FMI) avait coûté 120.000 emplois au cours du second terme de l'année 2000.

• **LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT CONDAMNE LA "SECONDE DÉLÉGATION DE LA PAIX" DU PKK.** La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a, le 2 mai, condamné les cinq membres de la seconde "*délégation de la paix*" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), venus de Vienne en Turquie en 1999 "*pour contribuer à la paix et montrer la bonne volonté*" du PKK. La cour a condamné Haydar Ergül à 18 ans et 9 mois, et Ali Sükran Aktas, Aygül Bidav, Imam Canpolat et Yusuf Kiyak à 12 ans 6 mois pour leurs activités au sein du PKK.

• **RETOUR À LA CASE DÉPART DANS L'AFFAIRE DES POLICIERS TORTIONNAIRES DE MANISA.** La Cour de cassation turque a, le 2 mai, cassé pour vice de procédure l'arrêt de la cour criminelle de Manisa, qui avait condamné à des peines allant de 5 à 10 ans de prison les 10 policiers ayant torturé 15 adolescents et leur professeur à Manisa au cours de leur détention en garde-à-

vue le 26 décembre 1995. La Cour estime que les accusés ne s'étant pas exprimés en dernier lieu avant le verdict, les droits de la défense n'ont pas été respectés.

Le verdict de cette affaire reste très important, puisque par décision de la Cour de cassation le sort des 16 victimes, condamnées à des peines allant de deux à douze ans de prison en 1998, reste suspendu à la condamnation des policiers. Si ces derniers sont reconnus coupables, les 15 adolescents de Manisa et leur professeur, arrêtés par la section anti-terreur de la police da Manisa pour "*appartenance à une organisation illégale*", seront acquittés. De plus, pour beaucoup il s'agit d'une affaire symbolique, les autorités turques rechignant trop souvent à condamner les policiers tortionnaires.

Alors que depuis plus de six ans les 16 victimes de Manisa essayent de voir le bout du tunnel, les 10 policiers tortionnaires, pourtant condamnés, n'ont nullement été inquiétés dans leur profession. 9 d'entre eux sont en fonction, dont 4 toujours à Manisa, et un seul a tranquillement pris sa retraite. Par ailleurs, le 10 mai, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi en cassation de 31 activistes islamistes impliqués dans l'incendie meurtrier en juillet 1993 d'un hôtel à Sivas causant la mort de 37 intellectuels réunis pour célébrer des festivités culturelles alévis. La Cour a cependant cassé l'arrêt pour trois activistes qui devront être rejugés par la Cour de sûreté de l'Etat.

• CÉLÉBRATION DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN TURQUIE : LE PARLEMENT TURC INTERDIT LA PRESSE DE SES COULISSES.

Le Parlement turc a célébré à sa manière la journée mondiale de la liberté de la presse en décidant le 2 mai d'interdire la presse de ses coulisses. Après trois heures et demi de réunion présidée par le président du Parlement turc Ömer Izgi (parti de l'Action nationaliste - MHP) et sur proposition du vice-président du Parlement Ali İlliksoy (parti de la Gauche démocratique - DSP), le bureau de la présidence du Parlement a voté à l'unanimité l'interdiction de la presse de ses coulisses. Les

coulisses sont désormais interdites aux journalistes, aux visiteurs, aux assistants des députés, aux gardes du corps et aux conseillers. Le bureau de la présidence entend ainsi faire taire les critiques à l'égard des dépenses des députés et du Parlement turcs.

Une telle interdiction avait été édictée précédemment après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. À l'époque note le quotidien *Hürriyet* du 3 mai, les journalistes, régis par la discipline militaire, étaient même obligés de se mettre en rang pour aller déjeuner. Le quotidien souligne également que sous le gouvernement de Turgut

Özal, la même proposition avait vu le jour mais ce dernier s'y était fermement opposé.

Cette nouvelle ne semble guère perturber Oktay Eksi, éditorialiste du même quotidien mais aussi président du Conseil de la presse turque, qui consacre le même jour ses colonnes aux rapports selon lui infondés et injustes sur la situation de la presse en Turquie, et fustige à ce titre l'association Reporters sans frontières, mais aussi le Comité de protection des journalistes et World Association of Newspapers, qui condamnent la situation de la presse en Turquie.

TUROQUIE

UNE NATION EN DÉSARROI

Courrier
INTERNATIONAL

DU 26 AVRIL AU 2 MAI 2001

■ Déjà dix-sept morts à la suite de la grève de la faim qu'un millier de prisonniers ont entamée pour réclamer de meilleures conditions carcérales. A cette affaire tragique que vit la Turquie s'ajoutent une crise financière sans précédent, l'impuissance des autorités et l'exaspération des citoyens, comme le montrent les articles désespérés de *Cumhuriyet*, *Finansal Forum*, *Sabah*, *Yeni Safak*... ■ Comment un pays que l'on présentait voilà peu comme une économie en devenir est-il tombé aussi vite ? Malgré les représailles visant les journalistes (2 800 d'entre eux ont été mis au chômage), la vérité commence à être dite : une camarilla d'intérêts économiques a maintenu un système qui vidait les caisses de l'Etat. ■ Et demain ? Pour Can Paker, interrogé par *Radikal*, la solution passe par des réformes institutionnelles, davantage de transparence, la reconnaissance des droits des Kurdes et sans doute l'émergence d'un "islam modéré", ouvert sur l'extérieur.

“Nous avons perdu nos illusions”

Collusion avec la mafia, incompétence des autorités, crise financière... Désormais, les Turcs n'ont plus confiance en un Etat et des élites qui les ont trompés, assure l'éditorialiste de *Radikal*.

RADIKAL
Istanbul

La Turquie souffre de n'avoir pu développer un concept d'Etat moderne conforme aux exigences de notre époque. Tout le débat qui concerne le programme du Premier ministre, Kemal Dervis, s'inscrit dans le cadre de ce constat. Pourtant, les raisons qui nous obligent à rénover cet Etat sautent aux yeux. En même temps, toutes nos certitudes vis-à-vis de l'Etat s'écroulent comme un château de cartes.

• Notre Etat est-il honnête ? La première crise fut, en 1997, l'affaire Susurluk [du nom

d'une ville de l'ouest de la Turquie]. A l'occasion d'une collision entre une Mercedes et un camion, nous avons appris que l'Etat agissait bel et bien à l'inverse de ce dont on nous avait persuadés. Au nom de l'Etat, certains collaboraient avec la mafia, commanditaient des crimes, faisaient du trafic de drogue, importaient et distribuaient des armes ultramodernes pour commettre des attentats... Les rapports du Parlement, les décisions prises par les tribunaux à la suite d'une série de procès, ainsi que les investigations des journalistes nous ont révélé une grande partie de ce qui était dissimulé dans les eaux troubles de cet aquarium qu'est notre Etat.

• Notre Etat est-il compétent ? Le séisme du 17 août 1999, deux ans après le scandale de Susurluk, a révélé que l'Etat ne pouvait assumer les missions que nous pensions les siennes. La certitude que "notre Etat est tout-puissant et sait soigner les blessures" s'est noyée dans le chaos

vécu après le tremblement de terre. Il est apparu que les organisations publiques et le Croissant-Rouge dont on vantait tant les mérites n'étaient pas capables d'accomplir les opérations de sauvetage les plus élémentaires.

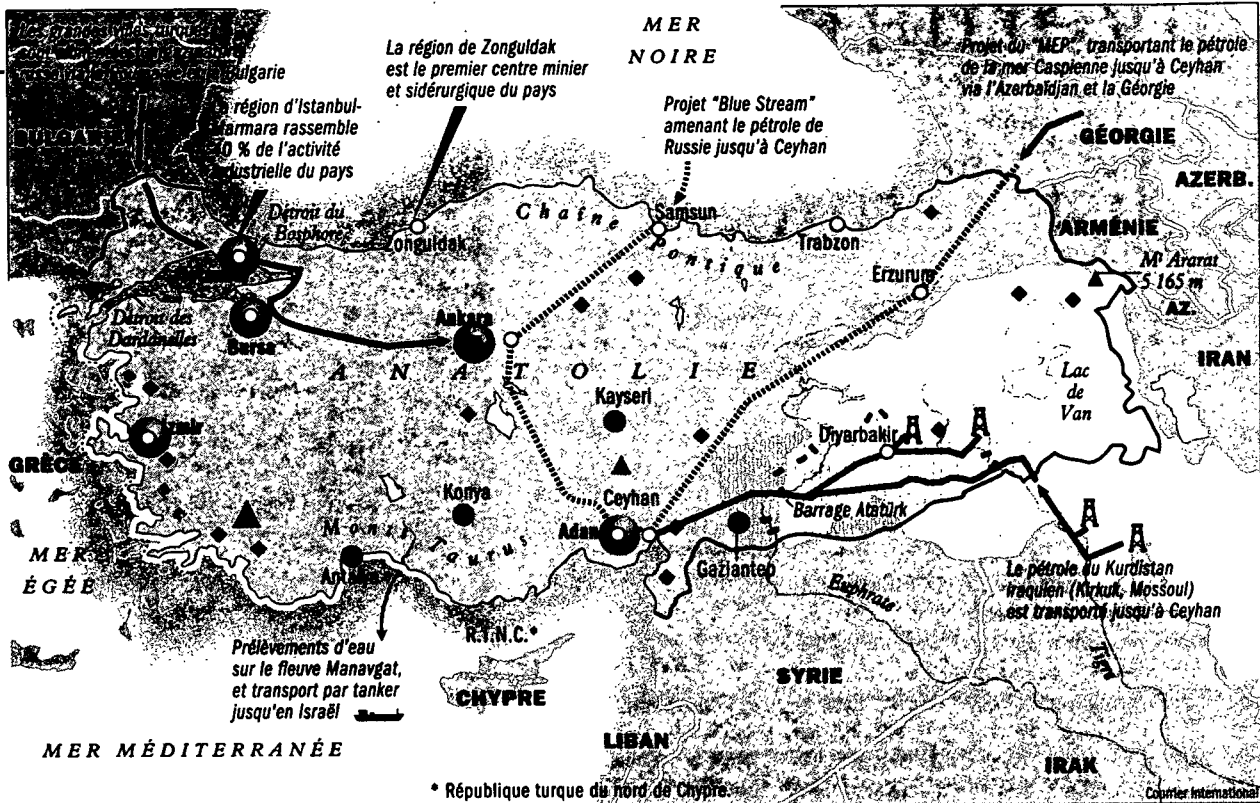
• L'Etat est-il riche ? Un autre dogme s'est également écroulé à l'occasion de la dernière crise économique, au début de cette année. La supposition "notre Etat est très riche. Ni nos ennemis de l'extérieur, ni nous-mêmes n'arriverons à le faire couler parce qu'il dispose d'immenses ressources que nous ne connaissons pas" est apparue comme une nouvelle tromperie. Il suffit de voir les articles de la presse internationale. Ils annoncent notre "faillite" financière. La facture amère du gaspillage des ressources de l'Etat par des dirigeants populistes et incompétents est sous notre nez. Bien sûr que notre peuple voit rouge...

Enfin, nous découvrons grâce à cette crise un grand nombre de vérités sur la gestion irresponsable du Trésor public. Bref, au fur et à mesure que les piliers sur lesquels reposait l'Etat s'effondrent l'un après l'autre, l'opacité de l'aquarium diminue. Progressivement, les citoyens commencent à entrevoir la vérité, pour-

suivent les corrompus et décèlent les mensonges qu'on leur a racontés depuis des décennies. C'est pourquoi nous entendons à nouveau tous les jours la formule "Rien ne sera plus comme avant". Cet engagement avait été pris au lendemain du scandale Susurluk, puis à la suite du

séisme et, enfin, aujourd'hui, à l'occasion de la crise économique. Kemal Dervis lui-même, le nouveau ministre de l'Économie, affirme qu'il n'y a pas de retour en arrière possible. Mais liquider le passé demeure une tâche difficile.

Hakuk Sahin



<ul style="list-style-type: none"> ● Ville de plus de 1 million d'habitants ● Ville de plus de 400 000 habitants □ KURDISTAN 	<p>Ressources énergétiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Zone du GAP, énorme projet d'irrigation du sud-est anatolien qui comprendra au final 22 barrages et 19 centrales hydroélectriques Principaux barrages existants ou en construction <p>Agissements de pétrole.</p> <ul style="list-style-type: none"> — Principaux pipelines Pipelines en projet ▲ Première réserve de chrome 	<p>Tourisme</p> <ul style="list-style-type: none"> La Riviera turque (côtes les plus touristiques) <p>Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Betteraves : 5^e producteur mondial ◆ Tabac : 5^e producteur mondial ◆ Thé : 6^e producteur mondial ◆ Olive : 6^e producteur mondial ◆ Coton : 6^e producteur mondial ◆ Orge et blé : 6^e et 8^e producteur mondial
---	---	---

0 400 km

Militaires, politiques et patrons : les raisons d'une crise

Bon observateur de la société turque, l'économiste Can Paker livre sa vision des événements. Pour lui, seule une réforme des institutions peut sauver le pays.

RADIKAL
Istanbul

Récemment, le président de l'Union des bourses et des chambres de commerce de Turquie (représentant plutôt les petites et moyennes entreprises) a réclamé la

démission du gouvernement quelques heures après avoir rencontré le chef d'état-major de l'armée turque. Certains de nos hommes d'affaires se méfieraient-ils de la démocratie ?

CAN PAKER* Pas seulement nos hommes d'affaires. Une partie de la société turque pense de cette façon. Aujourd'hui, en Turquie, nous assistons à une lutte entre ceux qui veulent perpétuer le système actuel et ceux qui, entérinant la mondialisation, veulent intégrer la Turquie au système mondial en lui permettant d'accéder à l'ère de la communication. La démocratie apparaît en effet dans ces conditions comme un moyen d'accéder à la mondialisation. Si vous

analysez la façon dont la démocratie est appliquée dans le monde, vous comprendrez qu'il est désormais impossible de dire à quelqu'un qu'il "ne peut parler que le turc" ou de dire à une femme : "Tu ne peux pas porter de voile dans les administrations publiques parce que ton voile reflète une idéologie". Bien sûr que l'habillement reflète une façon de penser. Mais ce qui est important, c'est que toutes les idéologies et tous les points de vue puissent s'exprimer librement. Partant de là, il ne faut plus placer d'entraves à la création de partis politiques, quels qu'ils soient.

Revenons à la politique. Au moment des décisions du 28 février 1997**, on a vu éga-

lement beaucoup de gens fréquenter l'état-major de l'armée. Va-t-on revivre le même scénario ? L'armée va-t-elle à nouveau intervenir ?

Le contexte mondial actuel rend très difficile la répétition d'un tel scénario. Avant le sommet d'Helsinki de décembre 1999***, ce genre d'intervention était plus facile. Mais Helsinki a tout changé. En effet, la démocratisation exigée par les Européens (les critères de Copenhague) rend désormais très difficile l'ingérence des militaires. Le patronat turc exige d'ailleurs le respect des critères de Copenhague. Certains s'imaginent encore qu'en Turquie la politique et l'économie sont gérées par la classe politique. C'est une grossière erreur. En réalité, ce qui se passe, c'est que la politique est devenue l'affaire du Conseil national de sécurité et que l'économie est gérée par les partis politiques.

Avec quel résultat ?

Le processus du 28 février 1997 a créé une forte dépendance entre l'économie et la politique.

La classe politique turque a alors soutenu ce processus et mis la main sur les ressources de l'Etat. Mais, maintenant, tout cela est terminé. Il n'y a plus d'argent à détourner. Les sources se sont tariées.

Pour quelles raisons ?

Tout d'abord, l'Union soviétique n'existe plus. En effet, à l'époque où elle existait encore, les pays vivant dans un système d'économie fermée

recevaient de l'argent de l'Occident s'ils prenaient position contre l'URSS. Or, maintenant, l'anti-soviétisme ne paie plus. Ensuite, des pays comme le nôtre se contentaient de faire de l'argent en vendant leurs matières premières. Aujourd'hui, avec l'avènement de l'ère de la communication et des nouvelles technologies, les matières premières ont perdu de leur importance.

Enfin, conséquence de la mondialisation, la concurrence et la compétitivité ont atteint des niveaux historiques. Maintenant, simplement en appuyant sur un bouton, vous pouvez acheter ce que vous voulez n'importe où dans le monde. Dans un environnement aussi concurrentiel, il n'y a plus d'économie qui puisse générer aussi facilement des fonds susceptibles d'être détournés et mal utilisés. Or la Turquie n'est plus en dehors du système économique mondial. Les mouvements de capitaux sont si rapides qu'à l'annonce de la crise économique turque 5 milliards de dollars ont quitté la Turquie en une demi-heure.

Dès lors, il ne s'agit pas seulement d'une crise économique ?

La crise économique turque a été provoquée par des irrégularités en tout genre. Il est de plus en plus évident que la cause de cette crise est avant tout politique. C'est parce que la Turquie ne s'est pas vraiment engagée sur la voie de l'Union européenne et qu'elle n'a rien fait pour réformer son système politique qu'elle se retrouve là aujourd'hui. Tant que la Turquie ne se démocratisera

pas, tant qu'elle ne changera pas la législation sur les partis politiques, tant qu'elle n'élargira pas les libertés individuelles et, enfin, tant qu'elle n'inclura pas davantage de transparence dans les pratiques de l'Etat, elle ne pourra pas sortir de la crise. Tout l'argent du FMI n'y fera rien.

L'association du grand patronat turc (TÜSIAD), qui était réputée pour son conservatisme, semble maintenant soutenir le changement. Qu'est-ce qui a changé ?

A partir du milieu des années 90, le grand patronat turc n'a plus eu besoin de la protection de l'Etat et s'est intégré au capitalisme mondial. Le patronat turc a alors compris que son intérêt était dans une globalisation supposant la démocratisation du système. Le processus a été le même chez ceux qui représentent le "capitalisme vert" (islamistes) en Turquie. [Il existe en effet en Turquie une association patronale islamique, le MÜSIAD.] C'est l'une des raisons pour lesquelles j'estime possible l'apparition d'un "Islam démocratique" dont la Turquie serait l'avant-garde.

Propos recueillis par Nese Düzel

* Directeur de la Fondation d'études sociales et économiques turques, à Ankara.

** Il s'agit des décisions prises lors d'une réunion du Conseil national de sécurité, dominé par les militaires, qui a sonné le glas de la coalition gouvernementale dirigée par les islamistes du Refah et que certains avaient alors qualifiées de coup d'Etat masqué.

*** L'Union européenne a admis officiellement à Helsinki, en décembre 1999, la candidature de la Turquie.

TEMOIGNAGE

Tant de sacrifices pour rien

L'éditorialiste du quotidien économique turc Finansal Forum pleure sur les années perdues.

Nous n'avons pas le pouvoir de revenir à la vie sur une autre planète. Nous n'avons pas non plus l'espoir d'une vie après la mort. Personne jusqu'à présent n'en est revenu pour nous confirmer les dires des croyances religieuses. La seule chose que nous sachions c'est que les plus belles années de nos vies ont été gâchées, anéanties. Aujourd'hui, on nous demande de régler une facture supplémentaire. On nous demande encore des sacrifices, des privations et de rester toujours sur notre faim. Tous ceux qui nous ont condamnés, obligés à vivre une telle vie, je ne peux que les maudire ! Enfant d'une famille modeste, j'ai passé ma vie entre salaires, crédits, échéances, les mille et uns comptes avant la fin du mois, le cauchemar des dettes et l'obligation de rembourser des factures. Mon père était un adjudant-chef. Lorsqu'il est mort à 33 ans, il venait d'acheter un réfrigérateur de marque AEG, de couleur crème, entièrement émaillé et, comme disait la publicité, antiodeur. Le pauvre en a profité juste un mois pour boire de l'eau fraîche. Il était encore recouvert de nappes en dentelle. Après le décès de mon père, l'adjudant Nus-

ret, avec ma toute jeune mère, mes trois frères et sœurs et les pensions de veuve et d'orphelins, il nous a fallu un an pour payer le crédit du réfrigérateur. Ma sœur aînée ne désirait rien d'autre que devenir professeur d'anglais, mais elle a dû y renoncer parce que, deux ans après, c'était mon tour d'aller à l'université et que nous ne pouvions pas nous offrir le luxe de faire tous deux des études supérieures. Maintenant, à l'approche de l'âge de la retraite, elle passe ses dimanches à préparer ses examens pour réaliser enfin son rêve de jeune fille, avoir un diplôme. Ma dévouée sœur, après avoir passé un concours d'entrée comme fonctionnaire à Elazig, a travaillé comme employée à l'hôtel des impôts, puis à la Banque d'Istanbul pour contribuer au maigre budget de la famille et participer au financement de mes études. Moi-même j'ai commencé à travailler à l'âge de 12 ans pour financer mes études et apporter ma contribution aux dépenses de la maison.

Jusqu'à aujourd'hui, ceux qui ont gouverné mon pays, ceux qui ont décidé de l'avenir de mes concitoyens et des enfants innocents, ces Premiers ministres (en dehors des périodes des deux coups d'Etat) ont pour noms Demirel, Demirel, Demirel, Ecevit, Erbakan, encore Demirel, Ecevit, Demirel, Ozal, Demirel, Ciller, Yilmaz-Ciller, Ciller-

Erbakan, Yilmaz-Ecevit et Ecevit. Peut-on imaginer une vie aussi dénuée de choix, d'alternatives, d'espoirs et de chances ? Je considère de toute façon les périodes de coup d'Etat comme des années confisquées de ma vie. Mes années universitaires se sont déroulées entre la terreur et l'anarchie et dans la peur quotidienne de la mort. Ma vie professionnelle – six ans durant j'ai été fonctionnaire : inspecteur des impôts –, elle aussi, a été un calvaire à cause de la politique des gouvernements partisans, dans la crainte d'une mise au placard ou d'une sanction sous forme de mutation. Nous avons été victimes des querelles de nos politiciens, de ceux qui nous gouvernent. Messieurs Süleyman Demirel, Bülent Ecevit, Mesut Yilmaz, Necmettin Erbakan, madame Tansu Çiller, messieurs Devlet Bahçeli, Deniz Baykal et les autres, je vous demande de nous rendre toutes ces années passées à se serrer la ceinture, où vous nous avez réclamé des sacrifices et fait vivre la peur de la mort à chaque sortie dans la rue ! En aucun cas, je vous pardonnerai.

Zulfikar Dogan, Finansal Forum, Istanbul

Mesures d'urgence au milieu de la tempête

■ Après des semaines de manifestations violentes à travers la Turquie, le ministre de l'Economie, Kemal Dervis, a tenté d'enrayer la déroute en proposant, le 14 avril, des mesures d'austérité. L'ancien vice-président de la Banque mondiale, appelé à la rescousse en mars dernier, a dressé un tableau sans concession de l'état de la Turquie. "Quand on paie son café 1 million de livres [turques], cela veut dire que quelque chose ne va pas", a souligné cet économiste respecté de 52 ans. Depuis que le gouvernement a laissé flotter la livre, fin février, pour endiguer une grave crise financière, la devise a perdu plus de 40 % de sa valeur face au dollar (1 dollar = 1,25 million de livres turques, le 23 avril), ce qui a entraîné des faillites en chaîne, des dizaines de milliers de licenciements, et provoqué l'actuelle vague de colère. Face à cette situation explosive,

M. Dervis a annoncé deux priorités : la réforme du système bancaire et l'accélération des privatisations. Ces mesures n'ont pas répondu aux attentes de la population, mais ont néanmoins le mérite de mettre en lumière les dysfonctionnements du pays. Les banques publiques, qui ont largement alimenté le clientélisme et la corruption politique, ont en effet atteint un niveau d'endettement alarmant : l'équivalent de 20 % du revenu national. Quant à la dette de l'Etat, elle a considérablement augmenté, passant de 30 à 65 % du PIB en dix ans. Le ministre de l'Economie a également reconnu que l'inflation serait plus forte que prévu : elle devrait atteindre 52,5 % en 2001, au lieu des 12 % envisagés.

Pour freiner cette escalade, M. Dervis s'est engagé à réduire les dépenses publiques de 9 % cette année et a annoncé un gel des recrutements dans la fonction publique. "Une bureaucratie byzantine et une corruption endémique valent à la Turquie la fâcheuse réputation d'être la quatrième économie la moins transparente au monde, après la Chine, la Russie et l'Indonésie", a noté le *Financial Times*.

Ces jeunes militants qui meurent en prison

Oral Calislar est l'un des rares journalistes turcs à suivre au jour le jour la grève de la faim des prisonniers politiques. Ses articles publiés par *Cumhuriyet* en disent long sur sa rage. Extraits.

CUMHURIYET (extraits)
Istanbul

PEUT-ON DISSIMULER LES MORTS ?

Depuis plusieurs jours, des êtres humains meurent dans ce pays. Il est question que d'autres prennent encore ce sinistre chemin dans les prochains jours. L'opération de transfert vers les nouvelles prisons de type F a été réalisée le 19 décembre 2000. Plus de quatre mois se sont écoulés depuis. Le ministre de la Justice, Hikmet Sami Türk, avait déclaré, à la suite des opérations, que cette situation était provisoire, l'article 16 de la loi sur la lutte antiterroriste devant être modifié pour permettre l'application des mesures d'isolement dans ces prisons. Il ne dit plus un mot depuis quatre mois. Aux questions posées les réponses ont été : "Qu'ils arrêtent d'abord leur grève de la faim, et les améliorations viendront avec le temps." Ces réponses n'ont pas suffi pour mettre fin au mouvement engagé par les grévistes. Le temps a passé, et on commence maintenant à compter les morts.

Le régime actuellement appliqué dans les prisons de type F est contradictoire avec le respect des droits de l'homme et avec les normes juridiques en vigueur au niveau international. Toutes les questions sur ce qui s'y passe ont été

étouffées par le silence. En ce moment, plus d'un millier de détenus sont incarcérés dans ces prisons constituées de cellules d'isolement et protestent contre cette situation en pratiquant une grève de la faim. Je dois préciser que je ne trouve pas humainement correct ce moyen de protestation. Je m'oppose à toute solution mettant en danger la vie humaine. De plus, la plupart des détenus ne sont pas encore jugés pour les délits qui leur sont reprochés. Ils sont donc juridiquement présumés innocents tant que leur culpabilité n'est pas établie. Il n'est pas acceptable que ces gens soient traités comme des "terroristes" et placés en cellule d'isolement. Cette mesure est totalement injuste, illégale et inhumaine. Faut-il ajouter que les transferts se sont faits dans la précipitation, avant que l'infrastructure ne soit complètement mise en service ; dans certaines parties de ces prisons, les travaux de plomberie ne sont pas encore achevés.

Le ministère de la Justice, s'il en a la volonté, peut trouver une solution à cette crise. Monsieur le ministre n'a-t-il pas reconnu lui-même qu'il était confronté à certaines oppositions au sujet de la modification de l'article 16 de la loi antiterroriste ? En d'autres occasions, M. Sami Türk avait mis en avant sa possible démission : pourquoi, alors que plusieurs vies humaines sont en jeu, ne montre-t-il pas davantage de détermination ?

D'autant que, même dans la situation actuelle, des modifications peuvent être apportées aux conditions d'isolement contestées afin d'éviter que les prisonniers ne meurent. Jusqu'à maintenant, on n'observe pas dans l'attitude du ministère de la Justice la moindre bonne volonté. Les prisons sont remplies de malades et de blessés, dont une grande partie n'est plus en état de pouvoir vivre sans assistance. En

réponse à toutes nos interventions, la réplique est invariablement : "Nous n'avons pas encore reçu le rapport du médecin légiste à ce sujet."

Des jeunes meurent, dont certains sont en prison pour avoir scandé quelques slogans ou collé des affiches. Ils meurent aujourd'hui alors que, dans le même temps, la Turquie rédige les milliers de pages du programme de démocratisation nécessaire à son adhésion à l'Union européenne. Quel type de démocratisation peut être envisagé par un système qui regarde sans broncher ses jeunes mourir dans les prisons ? Qui pourrait croire à ce programme ? A cause de cette attitude, la Turquie risque de ne jamais sortir de la crise et de ne pas trouver de solutions à ses problèmes. Le pays restera aux yeux du monde un pays de la mort. Nous vivons dans ce pays de la mort et regardons ceux qui meurent.

LA SOLUTION, TOUT DE SUITE ET MAINTENANT !

Avec l'entrée en jeu du président de la République, le silence qui était de mise sur la question des prisons et des grèves de la faim semble se rompre. Le gouvernement déclare enfin qu'il prépare une modification de l'article 16 de la loi antiterroriste. Tout cela aurait dû être fait avant, sans qu'autant de jeunes meurent ou restent handicapés. Malheureusement, ceux qui gouvernent ont préféré rester spectateurs au lieu d'agir. Quand le Premier ministre déclare que l'Etat ne peut pas négocier avec les terroristes, le sens attribué au mot "terroriste" en Turquie dénature totalement le fond du problème. A travers les déclarations du ministre de la Justice, on comprend que les cellules d'isolement ne seront pas totalement supprimées ; seuls ceux qui auront eu un bon comportement dans le cadre du "traitement" pourront bénéficier de mesures plus souples. Les personnes détenues ou condamnées en tant que terroristes ont une opinion politique qui constitue souvent, et précisément, la raison de leur incarcération. Si par "bon comportement" on entend l'abandon de ces opinions politiques, on est en contradiction avec le respect des droits de l'homme.

Oral Calislar

Voyage au Kurdistan turc, une région à l'avenir incertain

Si la sale guerre entre l'armée turque et les séparatistes du PKK semble avoir cessé dans les régions à majorité kurde, on est encore loin d'un retour à la normale. Reportage.

RADIKAL
Istanbul

Beaucoup de routes de l'est de la Turquie sont fermées à la circulation pour des "raisons de sécurité". De nombreux villages ont été vidés de leurs habitants, excepté quelques bergers armés de kalachnikovs, lesquels sont en réalité des "protecteurs de village" [milices de villageois kurdes mises sur pied pour suppléer l'armée turque dans sa lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)] qui utilisent les terres des villageois chassés.

Lorsque nous arrivons à un point de contrôle situé en haut d'une côte sur la route qui relie Siirt à Bitlis, l'un de ces miliciens arrête la voiture, ouvre la porte, s'assied et explique où il veut aller. Dans un cas comme celui-là, il n'y a rien d'autre à faire que l'emmener : refuser de prendre à bord un protecteur de village, a fortiori si l'on voyage seul, peut comporter certains risques. C'est par ce genre d'anecdote banale que l'on commence à appréhender la réalité d'un "état d'urgence" (toujours en vigueur dans ces provinces) dont on dit qu'il s'est relâché et dont on pense prévoir les effets.

Voyager dans l'est de la Turquie provoque des sentiments mêlés. D'une part, on admire le somptueux paysage du lac de Van entouré de sommets enneigés ; d'autre part, on est frappé par ces villages abandonnés à flanc de coteaux. La générosité de la nature est ainsi contrebalancée par une cruelle réalité.

Je rencontre un professeur de physique de Hakkari (en plein pays kurde, à la frontière entre la Turquie, l'Irak et l'Iran) qui se rend chaque semaine à Van. Mais un citoyen ordinaire n'a pas le même statut qu'un protecteur de village. Il ne peut pas arrêter n'importe quel véhicule comme ça. Il adopte alors une attitude humble en pratiquant une forme d'auto-stop honteux, et c'est ainsi que ce professeur devient, l'espace d'un trajet, mon compagnon de voyage. Sur la route entre Van et Hakkari, la forteresse de Hoshab apparaît soudainement au sommet d'une colline, c'est



une des plus belles surprises de ce voyage dans l'Est. Cette place forte doit son nom à la rivière qui coule à côté de la colline sur laquelle elle a été érigée - Hoshab signifie littéralement "belle eau" en kurde. Par la suite, la route, qui longe la rivière Zap, est parsemée de petites forteresses d'un autre genre, plus contemporaines, abritant des mitrailleuses et des chars dont les canons pointés vers nous suivent notre progression.

ACCOMPAGNÉ PAR DES MEMBRES DE LA POLICE ANTITERRORISTE

Après la petite ville de Hakkari, dont on ne peut entrer et sortir que par un seul passage, commence un voyage mouvementé d'environ 200 kilomètres vers Sirnak, où l'on se fait arrêter et fouiller pas moins de vingt fois. La litanie "Permis de conduire, autorisation, papiers..." suivie de la fouille allongent considérablement le trajet. Après six heures de route, j'arrive enfin à Sirnak. Les antennes paraboliques installées avec beaucoup de soin sur les toits de maisons misérables, dans des villages dont la population a beaucoup diminué, illustrent à merveille la réalité d'une "mondialisation" qui se manifeste même dans les coins les plus reculés. Cela n'empêche pas les enfants de continuer à jouer dans la boue avec leurs sandales en plastique. Si, lorsque vous êtes contrôlés sur la route entre Hakkari et Sirnak,

vous entendez une série d'explosions résonner dans les collines, surtout ne vous effrayez pas. Ne croyez pas qu'il y ait des combats. Non, il s'agit tout simplement de nos soldats, qui effectuent leurs tirs de mortier quotidiens !

Un peu plus loin, sur un petit terrain situé à l'entrée du village d'Ortaköy, des hommes vêtus comme des peshmerga [combattants kurdes] jouent au volley. La routine des tirs de mortier ne semble pas avoir affecté le rythme d'une vie qui se poursuit nonchalamment.

Sirnak est une ville très particulière. Si vous êtes journaliste, dix minutes à peine après votre arrivée à l'hôtel, vous voyez débarquer une équipe de la police antiterroriste qui vous invite à venir expliquer les raisons de votre présence à Sirnak. A partir de ce moment, dès que vous sortez de l'hôtel et que vous posez quelques questions aux habitants ou que vous prenez une photo, vous devez au préalable obtenir l'autorisation de ces individus. Bref, tant que vous serez à Sirnak, vous devrez apprendre à vivre avec eux. Si vous n'êtes pas d'accord, "il risque de se produire des choses désagréables", vous explique alors un des membres de l'équipe !

Lorsque je quitte Sirnak, je suis accompagné par mes anges gardiens jusqu'aux limites de la ville, où l'"équipe" suivante, en l'occurrence celle d'Idil, me prend en charge. Toutes ces pré-

cautions seraient motivées par le souci d'assurer ma sécurité. Néanmoins, d'autres pensent que ces policiers "pourraient être à l'affût de journalistes qui s'intéressent d'un peu trop près aux bénéficiaires d'une rente créée par le trafic entre le nord de l'Irak et cette région du sud-est de la Turquie".

Le voyage se poursuit ainsi jusqu'à la grande ville de Diyarbakir, dont l'héritage multiculturel s'érode inextricablement. Antranik Zor, le dernier Arménien du "quartier des infidèles", attend

son ultime jour au milieu des ruines de l'église arménienne pour refermer définitivement une longue parenthèse. Les hautes murailles de la ville ne parviennent pas à masquer cette réalité, ni à cacher la misère des personnes déplacées qui s'y entassent de plus en plus nombreuses.

Dans l'est de la Turquie, on ne peut voyager que la journée. La route qui va de Diyarbakir à Bingöl est interdite à la circulation à partir de 18 heures. De toute façon, sur cette route, à part

les petites villes de Hani, Lice et Genç, il n'y a guère d'endroits habités. Dernière étape : Tunceli, la région de l'est de la Turquie qui a sans doute connu le plus de souffrances. Ici, les forêts brûlées, les villages vidés et incendiés, ainsi que les morts ne datent pas seulement de ces dernières années. Toute l'histoire de cette région qui s'est soulevée contre le pouvoir central en 1937 – est marquée du sceau de la tragédie.

Hakan Gülseven

Le rêve européen : premières déceptions

Le "Programme national", charte de réformes engageant la Turquie vis-à-vis de l'Europe, vient d'être rendu public. Son manque d'audace déçoit.

YENI SAFAK
Istanbul

Vous ne pouvez pas imaginer ce que nous avons ressenti lorsque nous avons enfin pu voir un film dans notre langue maternelle, le kurde, que nous ne pouvons toujours pas écrire et pour laquelle il n'existe de toute façon aucune école en Turquie..." Ces

quelques lignes ont été écrites dans le quotidien *Radikal* par Muhsin Kizilkaya – qui est originaire de Hakkari, en plein pays kurde – à l'occasion de la sortie à Istanbul du film iranien *Un temps pour l'ivresse des chevaux*, dont la plupart des dialogues sont en kurde. Les deux salles projetant ce film en plein cœur d'Istanbul ont d'ailleurs été littéralement prises d'assaut par des citoyens turcs venus écouter enfin leur langue maternelle au cinéma.

Ce sentiment dont parle Kizilkaya est effectivement difficile à comprendre pour ceux dont la langue maternelle n'est pas interdite. C'est pour cela que dans le "Document d'adhésion" remis par l'Union européenne à la Turquie figurait le point suivant : "Il convient de lever les obstacles légaux empêchant les citoyens turcs de publier [des écrits] et de disposer de médias dans leur langue maternelle."

"LE TURC EST LA LANGUE OFFICIELLE DE LA TURQUIE"

Il est donc signifié de façon implicite dans ce document que, outre le turc, les citoyens turcs parlent aussi d'autres langues et qu'il conviendrait dès lors de leur permettre de pouvoir s'en servir légalement par voie de presse, de radio et de télévision. Il s'agit là d'une condition sine qua non posée par l'Europe,

sans laquelle des pourparlers pour une adhésion future de la Turquie ne pourront pas commencer. Même si cela n'apparaît pas explicitement, tout le monde aura compris que les Européens faisaient allusion au kurde. Mais n'oublions pas que, en plus du kurde, on parle aussi en Turquie d'autres langues – le géorgien, le laze, l'araméen, l'albanais, le bosniaque, etc. –, dont l'usage écrit doit être libéralisé. La liberté, la démocratie, en un mot l'Europe, sont à ce prix. Or, dans le "Programme national", qui vient d'être rendu public et qui est censé être la réponse turque aux conditions d'adhésion des Européens, on lit, sous le chapitre "Vie culturelle et liberté individuelle" que "le turc est la langue officielle de

la Turquie, mais que cela n'empêche pas les citoyens de s'exprimer en privé dans d'autres langues et dialectes". Voilà une réponse bien timide qui ne nous rapproche pas beaucoup de cet objectif européen de liberté.

Que signifie donc être libre de "s'exprimer en privé dans d'autres langues et dialectes"? Cela veut dire que si vous parlez géorgien chez vous, ou si un cinéma de Beyoglu passe un film en kurde, et bien, ne vous tracassez pas, vous ne

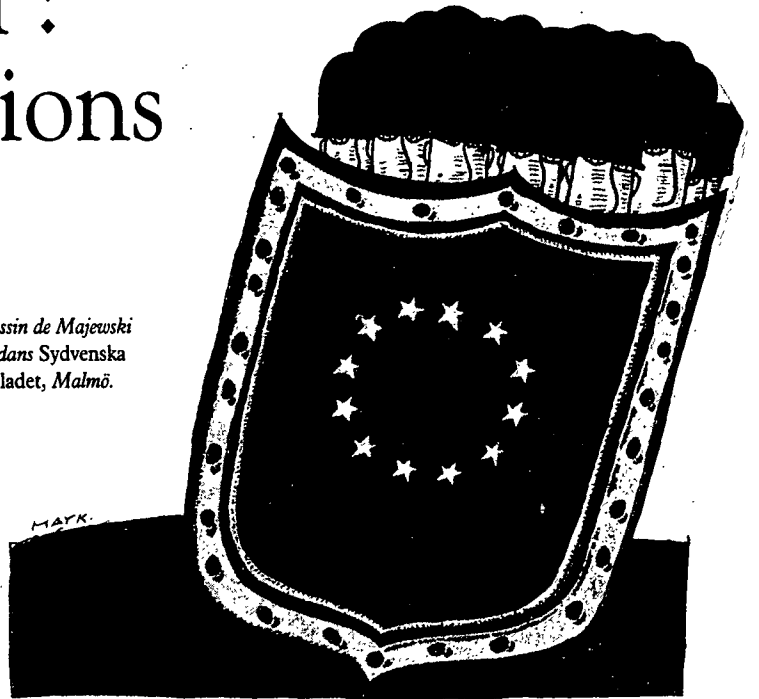
serez pas arrêté ! Peut-on, dès lors, en déduire que la Turquie s'est engagée à supprimer les obstacles empêchant les citoyens turcs de s'exprimer dans leur langue maternelle par voie de presse ou par tout autre moyen médiatique ? La réponse est non, bien sûr !

Ce "Programme national" reste par ailleurs tout aussi vague sur les modifications du Code pénal turc nécessaires à l'épanouissement d'une véritable liberté d'expression en Turquie. Idem sur le rôle du Conseil national de sécurité [qui consacre le rôle de l'armée dans le système politique turc] que les Européens voudraient voir réduit à une fonction essentiellement consultative.

Certes, il y a des points positifs dans ce "Programme national". Néanmoins, ce texte laisse vraiment un goût d'inachevé et rappelle surtout la formule "remettre au lendemain ce que l'on pourrait faire le jour même". On entend dire que le rapport des forces actuelles ne permet pas d'oser plus que ces timides propositions de "changement". Je crois plutôt que c'est la classe politique turque qui, sclérosée, s'accrochant à ses privilèges, ne veut pas que l'on aille plus loin. La crise économique que nous vivons aujourd'hui est d'ailleurs le résultat de l'incapacité de cette classe politique démodée à gérer le pays.

Cengiz Çandar

▼ Dessin de Majewski paru dans Sydvenska Dagbladet, Malmö.



Un dirigeant présumé du PKK renvoyé devant le tribunal de Duesseldorf



KARLSRUHE (Allemagne), 3 mai (AFP) - 13h02 - Un dirigeant présumé du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) a été renvoyé devant le tribunal de Duesseldorf (ouest) pour appartenance à une organisation criminelle, trouble grave à l'ordre public et dommages matériels, a indiqué jeudi le procureur général fédéral, Kay Nehm.

Mehmet T., un Turc d'origine kurde âgé de 41 ans, est soupçonné d'avoir été un haut dirigeant du PKK en Europe. Selon le parquet général fédéral, basé à Karlsruhe (ouest), il était responsable du PKK pour les régions "centre" et "nord-ouest" de l'Allemagne, entre décembre 1998 et son arrestation le 28 août 2000. Il se trouve depuis en détention provisoire.

Mehmet T. a orchestré le 16 février 1999 l'occupation durant 18 heures du consulat général de Grèce à Duesseldorf par des militants kurdes, qui protestaient contre l'arrestation du leader du PKK Abdullah Ocalan, a précisé le parquet dans un communiqué. Plusieurs policiers avaient été blessés.

Il a en outre "activement participé" à la falsification de documents et facilité l'entrée de clandestins en Allemagne, selon le parquet.

Le PKK est interdit en Allemagne depuis 1993, à la suite d'une vague d'attentats contre des intérêts turcs et allemands.

Dix Kurdes d'Irak empêchés de s'infiltrer en Israël



OUAZZANI (Liban), 3 mai (AFP) - 13h26 - Un groupe de dix Kurdes irakiens a été appréhendé par la police au Liban sud alors qu'il tentait la semaine dernière de s'infiltrer en Israël, a indiqué jeudi à l'AFP une source des services de sécurité libanais.

Les Kurdes, qui voulaient franchir la "ligne bleue", fixée par l'ONU entre le Liban et Israël, à la hauteur du village frontalier de Ouazzani, ont été interrogés par la sûreté générale libanaise et placés en état d'arrestation, a-t-on précisé.

Le 25 mars, quinze Kurdes, quatre hommes, huit femmes et trois enfants qui vivaient depuis des années au Liban, étaient entrés clandestinement en Israël à la recherche de meilleures conditions de vie.

Mais les autorités israéliennes les avaient refoulés et ils avaient été recueillis au quartier général de la FINUL, à Naqoura (sud), sur la côte méditerranéenne du Liban.

L'ONU leur a fourni des documents de voyage et ils ont obtenu des visas pour la Suède, où ils sont partis le 8 avril.

Quelque 900 réfugiés kurdes, en majorité syriens, dont le bateau s'était échoué le 17 février dernier sur les côtes méditerranéennes de la France avaient, selon la presse française citant les premiers éléments de l'enquête, transité par le Liban.

Le chef d'une faction kurde irakienne à Ankara pour évoquer leur coopération



ANKARA, 4 mai (AFP) - 10h20 - Massoud Barzani, chef du Parti démocratique kurde (PDK), une faction kurde du nord de l'Irak, est attendu lundi à Ankara pour évoquer avec les dirigeants turcs les liens de coopération entre les deux parties, a indiqué à l'AFP un responsable kurde irakien vendredi.

M. Barzani doit rencontrer mardi le Premier ministre Bulent Ecevit et le sous-secrétaire d'état aux Affaires étrangères Faruk Logoglu, a précisé le représentant du PDK à Ankara, Safeen Dizayee.

"M. Barzani restera quelques jours à Ankara", a-t-il ajouté.

Le Kurdistan irakien échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) contrôle la partie est de ce territoire, frontalière de l'Iran, alors que son rival, le PDK, tient le secteur proche de la Turquie.

Ces deux factions se sont récemment mises d'accord sur une série de mesures de confiance comprises dans un accord conclu en 1998 sous les auspices de l'ONU dont l'application était jusqu'ici bloquée par des dissensions.

Elles ont notamment décidé de diminuer leur présence militaire sur la ligne de cessez-le-feu séparant leurs secteurs, d'alléger les restrictions à la liberté de circulation entre ces secteurs et d'ouvrir un bureau dans la zone de l'autre.

Le PDK est l'allié d'Ankara depuis 1997 contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie) et l'armée turque lançait fréquemment des opérations contre le PKK dans le nord de l'Irak.

Le PKK a mis fin à sa rébellion armée contre l'Etat turc en 1999 et quelque 5.000 de ses militants se sont retranchés dans le nord de l'Irak, selon Ankara.

Out of Sight, Death Stalks Turkey's Hunger Strikers

Fasting Women Resolved to Get Prison Reform

By John Ward Anderson
Washington Post Service

ISTANBUL — The home where Fatma Sener carries on her hunger strike has become a grim ward of death. Three women have starved to death here in the last three weeks protesting conditions in Turkey's prisons, bringing to 20 the number who have died since March.

Inside the modest house in a working-class neighborhood of Istanbul, activists helped one of the weakest hunger strikers shuffle to the bathroom. She is Zehra Kulaksiz, 22, whose 19-year-old sister, Canan, died two weeks ago.

Afterward, three women gently massaged her hands and feet as she curled on a bed. Sympathizers have brought flowers for a small shrine in the hall. Posters proclaim: "Either life with pride or death" and "Heroes don't die and people don't get beaten."

"This is not a suicide," said Miss Sener, 22, who marked the 169th day of her hunger strike Tuesday. "We are death-fasting in order to help others live. But this is about death, and it can take time. For us, victory is close, and so is death."

The 20 people in Turkey who have starved themselves to death in the last five weeks were part of an increasingly gruesome campaign to highlight, and they hope, to change, what critics say is Turkey's shameful prison system, particularly that system's policy of holding political prisoners in isolation. International human rights organizations say the practice of isolation is inhumane and often leads to abuse of prisoners by

guards.

Sixteen of the dead have been inmates, and four, including the three who died in Miss Sener's house, were activists fasting in solidarity with them. From 200 to 400 inmates and six activists are participating in the so-called death fast. The independent organization Human Rights Watch said last week that about 60 prisoners were facing imminent death.

Away from the prisons, Miss Sener said, the activists "decided to show people what it looks like to die cell by cell, but outside the prison."

Like the others, Miss Sener drinks water mixed with salt, sugar or powdered juice to maintain her strength and to hold death at bay.

A clear picture of what is happening in Turkey's continuing prison crisis, now entering its sixth month, is difficult to grasp, because the hunger strike is mostly taking place inside prisons, away from public view. But the turmoil is galvanizing domestic and international human rights activists, who cite Turkey's poor prison record as a reason that it is not ready to join the European Union. Political analysts say the hunger strike is a low priority for a government that is fighting for political survival during Turkey's severe economic crisis.

Turkish authorities say that the hunger strikers belong to terrorist groups and that the state will not bargain with them, a position that is coming under increasing criticism as the death toll climbs. The toll surpasses that of a 1996 hunger strike by Turkish prisoners that claimed 12 lives; it is twice the number

of Irish Republican Army supporters who died in a Belfast prison during a hunger strike in 1981.

Even the duration of the hunger strike is creating some controversy, with medical authorities saying it is impossible for people to live so long without food and noting that, in most mass hunger strikes, people begin to die after about 65 days. But whatever the explanation, there is no dispute that, since the first death March 21, participants in the fast have been succumbing fairly regularly, and that more deaths are expected.

The fasters began their hunger strikes at different times, some as long ago as Oct. 20. While many are approaching death, others apparently are several weeks or months behind. After Turkish policemen stormed 20 prisons in December — a four-day operation code-named Return to Life that left 30 inmates and two officers dead — there were conflicting reports that the hunger strikers had been force-fed. Others were isolated in hospitals and gave up their fasts after being told that they were the only ones continuing the strike, doctors said.

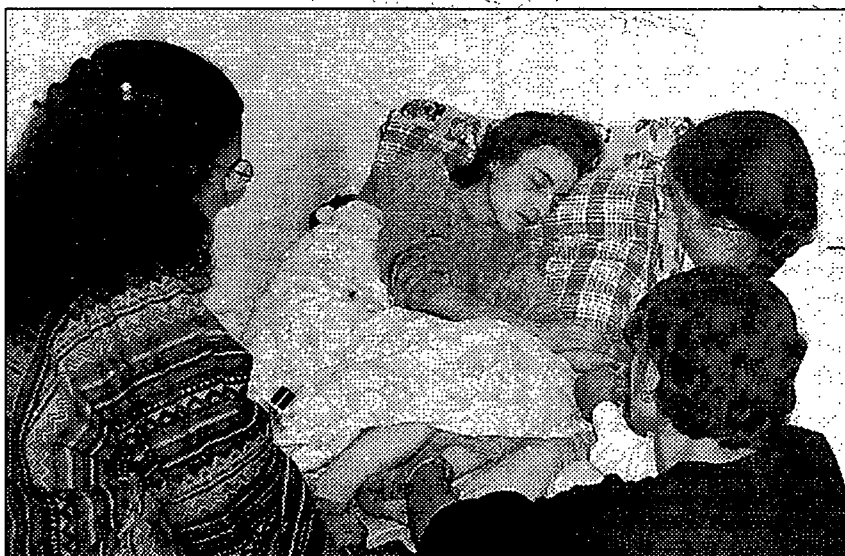
The December police action was designed to wrest control of Turkey's prison system from radical leftist groups that ran dormitory-style prisons like ideological indoctrination camps. Guards were not allowed inside. After the police retook the facilities, state officials transferred about 1,000 inmates to new prisons designed to isolate inmates in individual cells, potentially for years.

The cells, each with its own electricity, water and sewerage systems controlled by guards, were in prisons that often had no communal facilities for group meals, exercise or other activities. Critics said the facilities were designed to brainwash political prisoners, many of whom are teenagers who have been behind bars for years for offenses such as handing out political leaflets at rallies.

State officials say most of the participants in the fast belong to leftist and terrorist organizations, and some have been ordered to fast by their political leaders and are not free to stop. The groups have no unified set of demands: Some fasters say they seek negotiations with the state, while others want wide-ranging prison and legal reforms.

"We are doing this because there are so many and so frequent abuses of human rights in Turkey," said Resit Sari, 42, the only man fasting in the Istanbul house. "The way to stop it is for the state to go and listen to what people say."

But officials refuse. "No one should expect me to sit down with these terrorist organizations and negotiate or bargain," Justice Minister Hikmet Sami Turk said



John Ward Anderson/The Washington Post

Friends gathering around Zehra Kulaksiz, weakened by the hunger strike.

MAY 3, 2001

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

last week.

Prime Minister Bulent Ecevit said: "The state will not bow to those who force their own friends to die."

Mr. Sari, who was freed last year after being imprisoned 21 months for supporting a terrorist organization, accused

the government of hypocrisy. Authorities negotiated last month with a group of Chechen terrorists who took over a five-star hotel in Istanbul, he said, but "with the prisoners, there's no contact, suggesting they are trying to eliminate them and take revenge."

The strikers' main demand now seems to be abolition of a law mandating that political prisoners be held in isolation. In an interview Nov. 17, Justice Minister Turk promised that and numerous other legal and penal reforms; none have been enacted.

35 Candidates Seek Iranian Presidency

But Khatami Waits on the Sidelines

The Associated Press

TEHRAN — More than 30 candidates, including a woman, enrolled Wednesday for Iran's presidential election on June 8, but the incumbent president, Mohammed Khatami, has yet to announce whether he will seek another four-year term.

Farah Khosravi, a junior civil servant, and one of only a few Iranian women ever to enroll for a presidential vote, was among the first to sign up after registration opened at 8 a.m.

Little is known about her, but the official Iranian press agency, IRNA, described her as "liberal minded."

She and her companions handed flowers to journalists and officials during the registration at the Interior Ministry.

istry.

"If women have the right to vote, they have the right to be elected," she told journalists.

In the 1997 election, another woman also signed up to run, but her candidacy was rejected because the constitution did not clearly state that women could run for the presidency.

The press agency said that 35 candidates had signed up about three hours after registration opened.

Other hopefuls included Mohsen Sazgara, a reformist publisher who was among the pioneers of a reform movement that began after Mr. Khatami's election in 1997, in which he won 70 percent of the votes against a hard-line rival.

Registrations for the election took place in a tense atmosphere.

During the last year, hard-liners have closed down more than 30 pro-democracy newspapers in a bid to choke calls for reform.

Journalists, and some of the president's closest allies, have been questioned, harassed or jailed by courts run by hard-liners.

Several of Mr. Sazgara's former colleagues, who were also in the forefront of the fight for greater democracy, are in jail.

The Mujahidin of the Islamic Revolution, a reformist group, said last week that the election was a referendum on which way the Islamic Republic should go, more than 22 years after it was born out of the 1979 revolution that toppled the U.S.-backed leader, Shah Mohammed Reza Pahlavi.

"The next election will not simply be an election," the pro-reform Mujahidin said. "It will be a referendum on the essential character of the Islamic Republic."

It is widely believed that

Mr. Khatami will run. On Saturday, 18 political groups backing him have scheduled to meet, at which they are likely to discuss campaigning.

Some 220 of the 290 legislators in the Majlis, or Parliament, have signed a letter asking Mr. Khatami to run. The Majlis is dominated by reformists.

The hard-liners maintain their grip on power by keeping a predominantly young population in line with their strict Islamic rules that oppose dissent, sanction what music and television people can enjoy and how women should dress in public.

The reformists, led by Mr. Khatami, want greater democracy and an easing of those social rules.

Mr. Khatami has until May 6 to register for the election.

The Guardian Council, which is controlled by hard-liners and endorses each candidate, is expected to disqualify many of the reformists and allow most hard-liners to run.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MAY 3, 2001

Saddam's Baghdad Escalates as Bush's Washington Dithers

By Jim Hoagland

WASHINGTON — While the Bush administration struggles to determine what to do about Iraq and the Gulf, Saddam Hussein has concluded his own policy review with characteristic speed and brutishness. He wants an American pilot's head, and he wants it now.

Far from backing off after U.S. warplanes bombed air defenses near Baghdad on Feb. 16, Saddam's rocketeers have significantly escalated in recent weeks their firings at American and British aircraft flying routine patrols over Iraq, according to U.S. military and intelligence reports.

Those reports indicate that the escalation follows direct orders from Saddam to his military commanders to bag him an American pilot. These orders reportedly combine threats of reprisal for failure, and offers of huge cash bonuses for success.

When it comes to policy re-

views, Saddam is different — he knows what he wants and he goes after it frontally. One murderous glance from the still unmellow dictator, who turned 64 last week, is enough to silence any disagreement in his national security team.

This is not to suggest that George W. Bush should or could conduct policy deliberations in a similar manner. But a drawn-out search for a new Iraq policy that allows vacillation and divergences to dominate the process will doom a new U.S. approach before it can get started.

Saddam seeks that outcome with his newly aggressive, across-the-board response to the change of government in Washington.

While his gunners were targeting American F-15s, his diplomats set out at the recent Arab

summit in Amman to intimidate and humiliate Jordan and other Arab states that could be tempted to support a more focused U.S. policy. Iraq scored no diplomatic points at the parley, but that was not Saddam's goal.

His oil merchants have stepped up incentives for smuggling and evading sanctions since Secretary of State Colin Powell focused on that subject as part of the review. Iraq's illegal oil exports to Syria, and the revenues they bring directly to Saddam, have grown from 150,000 barrels a day to 250,000 since February. That was when General Powell visited Damascus and asserted that President Bashar Assad had promised to cooperate with a new U.S. approach to sanctions.

Iraq sells oil to Syria at \$19 a barrel, or nearly \$9 below recent world market prices, ac-

ording to the Iraqi National Congress, the leading anti-Saddam opposition group. The INC also reports that Russian technicians are helping Syrian engineers refurbish a second Syrian pipeline to Iraq for future exports and that Baghdad has opened discussions with Lebanon about a similar deal.

Saddam Hussein hurries while President Bush's people still organize themselves in a serious but needlessly protracted review. The Bush team needs to recognize and respond to Saddam's rush.

The most urgent task is to redraw the rules of engagement and mission requirements for the pilots enforcing the two no-flight zones over Iraq. Instead of flying the present purely reactive patrols that limit the time and scope they have to respond to being targeted, the pilots should be cleared to strike militarily significant targets that are iden-

tifiably part of a new strategy of constant confrontation.

At the top of that target list should be the dikes that Saddam has built in southern Iraq to dry up the marshes that an insurgency could use as cover. Blowing them away would be an effective way of announcing the end of the U.S. policy review.

At the conceptual level, the administration should abandon the current internal debate over regime change vs. containment

as its alternative policies. Those unconvincing labels should be replaced by a clear American commitment to support the establishment of democracy in Iraq, through a long-term program of material and political support for Iraqis who share that goal and will work for it.

Only by publicly identifying the need for a democratic Iraq and holding it up as a model, much as Washington did through the long and unprom-

ising years of calling for the independence of the Baltic states from the Soviet Union, can the United States convince the people of Iraq and of the region that it is finally serious about promoting change of a lasting nature in Baghdad.

That change will not be easy, or risk-free. Saudi Arabia and other oil-rich Gulf monarchies will not rush initially to help bring it about, any more than will oil-poor dictatorships like

Syria. But clear and sustained American leadership can turn the tide against Saddam's hurry-up offense.

By going to war against Iraq in 1991, America incurred a moral obligation to that country's long-suffering people. Washington has set that obligation aside for a decade. It should not wait any longer.

The Washington Post.

Guardian
May 3, 2001

Kurds threaten dam contractor

Paul Brown
Environment correspondent

The leading Kurdish dissident group, the PKK, would take up arms against the contractor Balfour Beatty if the firm built the Ilisu dam in Turkey and flooded the Kurds' homeland, company chairman Lord Weir was warned at its annual meeting yesterday.

Diyardi Kurdi, who had bought shares in the company to attend, said the guerrilla group's two-year ceasefire would end if the company went ahead with the plan. "I have lost 24 close relatives and my house has been destroyed but we will not give up the fight."

Kurdish opposition to the dam for which Balfour Beatty is lead contractor was voiced by several shareholders who

demanding the company withdraw rather than flood the city of Hasankeyf and the homes of 72,000 people.

Lord Weir said it was not his company's decision to build the dam. The Kurds should make representations to the Turkish government which proposed it and the British government, which had been asked to provide a £200m export credit guarantee to back the project.

Balfour Beatty objected to a proposal by Friends of the Earth, which has bought a £20,000 stake in the company, to adopt a World Commission on Dams report this year that required contractors to consider human rights and environmental issues when deciding to build dams.

Charles Secrett, director, of FoE, said not adopting the commission's principles

damaged the company's reputation and was bad for long term business.

Lord Weir said he did not feel the "distance between us and Friends of the Earth is very great" but said the commission's 26 principles on dam construction were "issues for the people that propose dams, not the companies that build them". But he said the company had adopted an ethical policy that included respect for the universal declaration of human rights.

Asked whether he regretted getting involved in the decision to build the dam, Lord Weir said "If we had known then how controversial this project would be we could have saved ourselves a lot of trouble by not taking part in it, but this was not the case at the time."

> Culture déconfiture

Interdit dans leur pays

Turquie

Il ne fait toujours pas bon être kurde en Turquie. *Emek*, *Özgür Bakis* (journal d'information, dont l'éditeur et trois rédacteurs ont été condamnés à des amendes d'un total de 466 071 euros au début de l'année 2000), a été contraint d'arrêter sa parution.

Remplacé par *2000* de Yeni Gündem, ce dernier a été interdit à son tour au mois de janvier dernier. Erdal Tas, rédacteur en chef, a été condamné à vingt mois de prison et 240 euros d'amende. Il est accusé d'avoir publié des propos "incitant à la haine et à l'hostilité par voie de discrimination raciale" (www.rsf.fr).

Le chanteur Sivan Perwer (militant du PKK) a vu son dernier album *Hêviya Te* (En t'attendant) censuré le 3 septembre 1999 par le ministre de la Culture. Les producteurs ont été placés en garde à vue.

Le même jour, le chef d'état-major turc,

Huseyin Kivikoglu, déclarait la libre circulation des œuvres en langue kurde. Les disques d'Ahmet Kaya n'ont jamais été distribués dans son pays. Il a même été condamné (à 3 ans et 9 mois le 10 mars 2000) avant de s'éteindre à Paris (le 16 novembre 2000), où il était réfugié politique depuis plusieurs années. Le chanteur n'avait jamais pu retourner chez lui, même après avoir été élu "musicien de l'année" en 1999 par un jury populaire.

Au mois de décembre 2000, le Haut Conseil de la radio et télévision interdit la diffusion du dessin animé *Pokémon* sur la chaîne ATV qui écope d'une interdiction d'émettre de 24 heures.

Plusieurs réalisateurs de cinéma (Reis Çelik, Yilmaz Güney...) voient leurs films distribués en salle mais ont souvent des ennuis a posteriori : emprisonnement, perquisitions... Yilmaz Güney a vu ses films - *L'espoir*, *Yol*, *Le mur*... - diffusés en salle en 1995 en sachant que la

menace pesait sur lui. Il est mort en exil. L'écrivain Yachar Kemal a été condamné en mars 1996 à vingt mois d'emprisonnement avec sursis pour un ouvrage pourtant sorti officiellement. Nadire Mater a été poursuivie pour atteinte au moral de l'armée.

Son livre *Mehmedin Kitabi* (Le livre de Mehmet) donne la parole à 42 appelés qui ont effectué leur service militaire au Kurdistan. Les soldats parlent (anonymement) des saccages des villes comme méthode répressive face au PKK. Mehmed Uzum s'est exilé à Stockholm pour écrire en toute tranquillité. Son œuvre, que l'on dit fondatrice du roman kurde moderne, est traduite en plusieurs langues, dont le français (*La poursuite de l'ombre*, Editions Phébus).

Pour en savoir plus, librairie Özgü

15, r. de l'Echiquier, 75010 (01 42 46 56 01).

Tuana 3-5, r. de Metz, 75010 (01 44 83 93 29).

Droit des minorités en Turquie : les témoignages sont accablants

Le 17 avril 2001, Jean-Paul Bret, député du Rhône, maire de Villeurbanne, a reçu Eren Keskin, une avocate kurde. A l'occasion d'un voyage de plusieurs jours en France, elle était venue témoigner, à Villeurbanne, de la situation des droits de l'homme en Turquie. Avant elle, ces deux dernières années, Joan-Paul Bret a reçu Ayché Nour Zarakolu, éditrice turque, Akin Birdal, ancien président d'une association de droits de l'homme en Turquie, Riza Altun, l'un des fondateurs du PKK. Leurs témoignages sont accablants.

Nous publions ci-dessous le courrier adressé par Jean-Paul Bret à Jean-Marc Ayrault, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et François Loncle, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale :

Le 17 avril 2001, j'ai reçu Eren Keskin, une avocate kurde, à l'Hôtel de Ville de Villeurbanne. A l'occasion d'un voyage de plusieurs jours en France, elle est venue témoigner de la situation des droits de l'homme dans son pays. Son témoignage est accablant.

Eren Keskin est née en 1960 à Bursa en Turquie. Elle milite activement au sein de l'IDH, association des droits de l'homme en Turquie, dont elle est vice-présidente. Elle participe aussi depuis plusieurs années à de nombreuses initiatives. Elle est membre de la plate forme de la démocratie, (qui regroupe plus de 200 ONG, partis politiques et syndicats engagés dans la défense des droits des minorités en Turquie), elle soutient les Mères du samedi (une association de familles de disparus), l'association de solidarité avec les prisonniers politiques et l'association des mères pour la paix.

En sa qualité d'avocate, Eren Keskin défend activement les femmes victimes de violences spécifiques dans son pays. Elle dénonce en particulier les agressions sexuelles dont elles sont les victimes lorsqu'elles sont en garde à vue ou détenues.

Eren Keskin a elle-même été emprisonnée six mois en 1996, pour avoir prononcé le mot "Kurdistan" lors d'un procès. Elle a été libérée grâce au parrainage d'Amnesty

International. Mais en mai 1999, elle a de nouveau été condamnée à une peine de 13 mois de prison. Pour récidive. Elle a employé l'expression de "résolution pacifique de la question kurde". Son procès se tiendra le 15 juin prochain à Istanbul.

Eren Keskin fait régulièrement l'objet de menaces de mort ou de gardes à vue. Elle n'est pas la seule. Ayché Nour Zarakolu, Leila Zana, Akin Birdal et Riza Altun ont, eux aussi, connu la prison.

J'ai parrainé Ayché Nour Zarakolu à l'occasion du cinquantième anniversaire de la déclaration des droits de l'homme. Cette éditrice turque se bat pour la reconnaissance du génocide arménien en Turquie et défend le peuple kurde. Elle est régulièrement menacée et emprisonnée.

J'ai rencontré Akin Birdal, l'ancien président de l'IDH, en novembre 2000. En 1998, lors d'un attentat, il a été grièvement blessé par 12 balles. Il est, lui aussi, régulièrement emprisonné. La dernière fois, c'était le 28 mars 2000. Grâce à la pression des ONG, il a été libéré, mais il fait encore l'objet d'innombrables procédures judiciaires.

J'ai reçu Riza Altun en mars 2001, l'un des membres fondateurs du PKK. Il a passé 12 ans de sa vie en prison. A plusieurs reprises, il a entamé des grèves de la faim pour protester contre la torture et les conditions de détention dans les prisons turques. Il est en France depuis juillet 2000 et a déposé une demande d'asile politique.

Tous les témoignages qui me sont rapportés se ressemblent. Les minorités sont persécutées, les intellectuels sont incarcérés, les prisonniers politiques font l'objet de tortures, les femmes détenues, notamment les kurdes, sont victimes d'agressions sexuelles.

Je me suis entretenu à plusieurs reprises avec certains de nos collègues, sensibles à la question kurde, de la possibilité de créer un groupe d'étude. Je souhaite que nous avancions dans notre projet et je demande votre soutien.

Jean-Paul Bret

Villeurbanne - 25 avril 2001

SÉNAT

3 mai 2001

Réfugiés kurdes

31654. - 8 mars 2001. - M. René Trégouët attire l'attention de M. le ministre délégué chargé des affaires européennes sur un résumé des déclarations faites par la présidence du Parlement européen le 26 février 2001 sur une chaîne de télévision, et publié dans l'édition du 27 février 2001 du *Bulletin quotidien* en page 18. Elle a notamment déclaré, concernant l'affaire de la disparition de l'équipage du bateau transportant des réfugiés kurdes, qu'il fallait que toutes les responsabilités soient établies y compris celles de certains pays et que, s'il apparaissait que la Turquie ait une responsabilité, ce serait tout à fait grave pour l'avenir de l'Union européenne et de la Turquie. Il lui demande de bien vouloir lui dire s'il partage ce sentiment.

Réponse. - L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre délégué chargé des affaires européennes sur

l'affaire du bateau transportant des réfugiés kurdes échoué à Saint-Raphaël. Face à ces événements dramatiques, la France a réagi très vite, sitôt après l'échouage de l'*East Sea*, en prenant l'attache des autorités turques afin d'obtenir toutes les informations disponibles sur les conditions dans lesquelles ce bateau a pu toucher les côtes turques et y embarquer ses passagers. A plus long terme, l'Union européenne travaille à la conclusion d'un accord de réadmission et de transit avec la Turquie. La troïka européenne et les autorités turques devraient se rencontrer au mois d'avril pour en discuter, afin que ce projet puisse aboutir rapidement. En tout état de cause, les conditions déplorables du périple de l'*East Sea*, et la nécessité de tout mettre en œuvre pour éviter qu'un tel événement ne se reproduise, ne peuvent que renforcer la détermination du Gouvernement français et de ses partenaires européens à lutter résolument contre les filières d'immigration clandestine.



4 MAI 2001

Belgium Premier says full EU membership open to 12 candidates

Belgium Premier excludes Turkey from EU membership

3 May 2001, Copyright © Turkish Daily News

Belgium says their EU term presidency, which will pass to it from Sweden on July 1, will be very important for candidate countries, opening the way for 12 candidates to full membership, but once again omitting Turkey.

In a press conference yesterday in Brussels, Belgian Prime Minister Guy Verhofstadt outlined the program of their term presidency. Stressing that they will pursue a very dynamic program during their term, Verhofstadt said the European Union would be entering into one of its most important stages and added that the Nice Agreement, which was signed last December, had opened the way for full membership for "almost" 12 candidate countries.

Verhofstadt said the Brussels-Laeken Declaration, to be announced at the end of Belgium's term presidency, would be important for the candidate countries.

All candidate countries including Turkey will be invited to the summit.

Remarking that the EU common currency would be launched on Jan. 1, 2002 at the end of Belgium's term presidency, Verhofstadt said the new Europe would be the largest economic power on earth in 2010 keeping pace of current developments.



May 5, 2001

Iraq Warns Neighbors Against 'Smart Sanctions'

By Hassan Hafidh

BAGHDAD (Reuters) - Iraq warned neighbors on Saturday not to cooperate with U.S.-sponsored "smart sanctions" -- a tighter arms embargo coupled with relaxed controls on civilian good imports -- or they would lose trade with Baghdad.

"Any country that deals with the new American plan will lose its trade dealings with Iraq," Deputy Prime Minister Tareq Aziz told reporters.

"Any country that wants to maintain its national interest through trade with Iraq will reject (this) American plan," said Aziz, who is also acting foreign minister. He was referring to a U.S. plan that would tighten controls on Iraq's borders to curb illicit trade with its neighbors.

Secretary of State Colin Powell said on Thursday he was making progress toward a new package of sanctions against Iraq and hoped to change the system when the United Nations reviews the decade-old sanctions regime in June.

Few details of the U.S. plan have been disclosed. The Washington Post reported in March the plan would entail posting U.N. monitors outside Iraqi borders and at key foreign airports.

Countries neighboring Iraq would be enticed to cooperate in exchange for the chance to buy Iraqi oil at discounted prices, according to the Washington daily. Some or all of their payments might be deposited into special accounts that Iraq could use only to buy imports from these neighbors, such as Jordan, Syria and Turkey.

Baghdad currently maintains strong trade links with Jordan, Syria and Turkey despite the U.N. trade embargo imposed on Iraq for its 1990 invasion of Kuwait.

Under special arrangements exempted from the U.N. sanctions, Baghdad has supplied Jordan with all its oil needs since 1990. In return Amman exports various civilian commodities to Baghdad. Syria and Turkey import Iraqi oil outside the U.N. sanctions system, paying cash directly to the Baghdad government and not to the U.N. escrow account.

"The so-called 'smart sanctions' plan is a political game launched by the United States in order to find a way out for its failing policy on Iraq," Aziz said. "I believe that neighboring countries will not deal with these American proposals because they will suffer economic losses." The new proposals were the theme of Powell's trip to the Middle East in February, his first major trip abroad. Since then U.S. officials have said they continue to work on the details.

Iraq Resumes Anti-Pest Aerial Spraying in No-Fly Zones

BAGHDAD, May 6 (Reuters) - Iraqi pilots have resumed anti-pest spraying flights through Western-imposed no-fly zones for the first time since the Gulf War, an Iraqi official source said on Sunday.

Spraying flights in the no-fly zones have been undertaken since 1991 by the Rome-based U.N. Food and Agriculture Organisation (FAO), which used to supply spare parts for Iraqi helicopters and contracted non-Iraqi pilots.

The United States and Britain are imposing two no-fly zones over northern and southern Iraq. The daily U.S. and British patrols aim to protect Shi'ite Muslims in the south and a Kurdish enclave in the north from possible attacks by the Iraqi armed forces. The source said Iraqi helicopters manned by Iraqi pilots began spraying pesticides in Basra province 600 km (375 miles) south of Baghdad last week. In Nineveh province 450 km (270 miles) north of the capital an anti-pest spraying campaign was launched last Thursday. He said helicopters would finish a week-long spraying drive on Monday.

Washington and London have said that their no-fly zones target military aircraft. Iraq resumed internal flights in early November through the no-fly zones in a bid to break out of its U.N.-imposed sanctions straitjacket. In Rome, the FAO said on Wednesday that Iraq had refused to allow it to use foreign pilots to spray pesticides in flight exclusion zones. "The Iraqis have decided to do this job themselves," Anne Bauer, head of Rome-based FAO's special relief operations service, told Reuters. The U.N. Security Council had not agreed to an Iraqi request to provide the crews of the pesticide missions, Bauer said.

Iraq has rejected a compromise in which Iraqis could pilot the aircraft with FAO staff members on board, Bauer said.

The FAO says the spraying operation covers a 1.8 billion square metre (19.38 billion square foot) area a year in southern and northern Iraq.

The pests being sprayed are sunpest, humaira and dubas that infect date palms, desert locusts and corn stem borers that hit cotton, rice weeds and blast and wheat weeds.

The source said the Iraqi helicopters used for anti-pest spraying were in needs of spare parts.

* * * * *

Turkish Train Arrived in Baghdad

May 7, 2001 Iraq News Agency

A Turkish train carrying on board 44-member delegation of businessmen, journalists, Director-General of Turkish railways and his assistants, arrived in Baghdad on Sunday, in a first expedition after a 19-year halt.

The delegation was received by Director-General of the Sate Company of Railways Ghassan Abdul Razaq.

Mr. Abdul Razaq told INA that this trip which lasted eleven hours would open new outlets to transport goods and passengers and reactivate the trade movement between Iraq and Turkey. He said that a tripartite meeting would be held next month between Iraqi, Turkish and Syrian railways director generals in Istanbul to discuss all technical details to run regular trips among the three countries.

The train began its journey from the Turkish Mardin station and passed through the Syrian Qamashli before entering Iraq through Rabi'a border station. The volume of contracts in Iraqi railways sector with Turkish companies reached \$33 million within the framework of oil-for-food deal.

Last August The Iraqi State Company of Railways had run a train to transport passengers and goods between the city of Mosul in Iraq and Halab in Syria. Currently, the lien works regularly.

* * * * *

E U R O P E

The Only Game in Town

Can Economics Minister Kemal Dervis pull Turkey out of its economic and political decline?

By **ANDREW FINKEL** ISTANBUL



EVEN TV GAME SHOWS in Turkey struggle in an economy gone haywire. The network producing the popular show *Who Wants to Be a Millionaire?* are calling it *Who Wants to Be a 500 Billionaire?* Even so, the lira jackpot is worth 45% less in dollar terms than it was after a devaluation crisis that started two months ago. In one recent episode a young man in the hot seat won 500 million Turkish lira, worth about \$400 dollars and a round of applause for knowing that Kemal Dervis—the new Economics Minister and the man charged with pulling Turkey back from the edge of economic collapse—gave up a senior job in the World Bank.

Dervis now finds himself in a contestant's chair but his is a game with a big difference: there is only one question—how can Turkey climb out of its quicksand of debt? And there is only one conceivable answer—by making deep and painful structural reforms. The prize for getting it right is a recovery worth hundreds of billions—and that's dollars, not lira.

Dervis' biggest challenge is getting others to accept the answer. This means disciplining his new colleagues in Ankara to dismantle the very system of patronage and spoils on which they depend. It also means convincing a population already disillusioned by endless corruption scandals that they have to tighten their belts just one more time. The political establishment hopes that Dervis' reforms will reach just far enough to allow them to return to their old habits and send him packing back to Washington.

The international community is in a different quandary. The European Union regards Turkey as an important market and the U.S. sees it as a strategically important ally. Everyone wants to see change for the better. On the other hand, the Bush Administration came to office openly skeptical of funding the sort of bailout package that Turkey says it desper-

ately needs. Ankara has been through 16 IMF agreements in the last four decades and Washington is reluctant to throw good money after bad. To send in a new squadron of rescue cavalry too quickly risks frustrating the incentive to reform that is the basis of international bailouts.

Last week the IMF and World Bank decided that doing nothing would be even worse, promising a \$10 billion rescue package in addition to funds already agreed in return for an increase in the tempo of

allow the lira to float free and then set astronomical rates of interest—which in February reached highs of 7,500%—to prevent a total run into foreign currency. There are worse hurdles to come. In such an atmosphere foreign institutions were unwilling to increase their Turkish exposure, drying up sources of credit and sending the country into even deeper recession.

The crisis is causing real pain. "I know people who are selling their refrigerators," said Fatih Yildiz, a demonstrator at one of the increasingly frequent public protests in Ankara. He said he lost his job in a furniture workshop when his employer could no longer pay the rent. "If I am ashamed that a rich country should be looking for money abroad, then politicians should be very ashamed," he said. At the moment, Ankara



COUNTRY IN CRISIS: Turks take to the streets of Istanbul to protest against the government corruption and mismanagement that has led to the current economic and political turmoil

reform. A sign that Turkey is taking its obligations seriously came with last week's resignation of Energy Minister Cumhur Ersumer in response to accusations of corruption. Such political correctness would have been unimaginable in the pre-Dervis age of just two months ago.

The current crisis began last February with a dispute between the Prime Minister and President about the pace of an anti-corruption drive. Turks, already jittery about the pace of reform and the value of the currency, went on a shopping spree for foreign imports. With that collapse in confidence, the Central Bank was forced to

is not so much embarrassed as relieved. The Turkish parliament was at last slogging its way through legislation designed to get politics out of the economy.

Though the terms of the IMF package are still under negotiation, its benefits will likely be back-loaded to reward movement toward government transparency. Turks who want to be millionaires will then have to do it themselves through good business management, not by buying or peddling influence. "Don't look to Ankara for help," Dervis told a gathering of Turkish business leaders last week. The hardest move of all is to announce that the game is over. ■

Iraqi Kurdish faction vows to sustain struggle against PKK

ANKARA, May 8 (AFP) The head of a leading Kurdish faction in northern Iraq pledged here Tuesday that his militia would continue fighting rebels from the Kurdistan Workers' Party (PKK) who have retreated from Turkey.

"The presence of the PKK in our region is unacceptable," Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), said after talks with senior Turkish diplomats, Anatolia news agency reported.

"If the PKK insists on staying, our struggle to get them out of the region will continue and it is continuing," he added. Barzani's faction, which controls the area along the Turkish border, has long supported Turkish cross-border operations against PKK rebels in the region.

Ankara says the PKK, which has waged a 15-year war for Kurdish self-rule in southeastern Turkey, uses northern Iraq – outside Baghdad's control since the Gulf War – as a jumping-off point for attacks into Turkey.

Some 5,000 PKK militants are currently based in the region, according to Turkish officials.

The PKK move to northern Iraq sped up after autumn 1999 when the group said it was laying down its arms and withdrawing from Turkey to seek a peaceful resolution to the Kurdish conflict in the country.

Barzani also hailed the recent rapprochement between his KDP and its arch-rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Jalal Talabani. "I hope this will contribute to the reconstruction of the region," he said.

The two feuding sides have recently outlined several confidence-building measures in a bid to implement a long-delayed peace agreement, signed in 1998 under US auspices.

Barzani met with Turkish Prime Minister Bulent Ecevit later on Tuesday.

The two leaders discussed moves by the United States for revised UN sanctions on Iraq, an aide to Ecevit told AFP, without disclosing details. Washington wants to modify the sanctions by easing restrictions on civilian products, such as allowing carefully regulated trade in consumer items and oil, and tightening those on military equipment and technology.

NATO member Turkey, which hosts US and British planes patrolling the no-fly zone over the Kurdish enclave in northern Iraq, has recently urged the lifting of UN sanctions on Baghdad and has held a series of talks with Iraqi officials to revive bilateral trade.

* * * * *

Barzani News Conference in Ankara

Anatolia May 10, 2001

ANKARA, May 10 (A.A) - Massoud Barzani, the leader of the Iraqi Kurdish Democratic Party (KDP), said on Thursday that Turkey had some concerns regarding Iraq's territorial integrity, noting that they conveyed that those concerns were unnecessary.

Barzani, who staged a news conference, pointed out that his contacts were very successful, noting that they discussed many issues concerning the two sides.

When asked what kind of concerns does Turkey have, Barzani said one of Turkey's concerns was the territorial integrity of Iraq. Barzani said they told the Turkish side that they supported Iraq's territorial integrity and that they did not create such a threat. He said the other issue which created concern was the Turkmen issue, adding that, "we don't have any problem with our Turkmen brothers."

Responding to a question why they did not visit the Nationalist Movement Party (MHP), Barzani said they were ready to meet anybody who wants to meet them. Responding another question Barzani said border trade in Habur was for the benefit of everybody, noting that bringing limitations to trade here would affect people in two sides.

When asked if they have any economic demands from Turkey, KDP leader said they wanted the Turkish companies to attend humanitarian aid tenders which the U.N. opened within the framework of the oil for food program. When a journalist asked about the allegations of some security units that they supported a group which separated from the terrorist PKK organization, Barzani said, "unfortunately, the press mentions things, which don't exist, as if they exist. If we have a policy to support such a group, you would not see me here today. Such kind of allegations are totally baseless."

Responding to a question if their visit to Turkey would make Baghdad angry, Barzani said they did not get such a reaction so far, adding that the visit was not against Iraq's territorial integrity.

Barzani, responding to another question, said there was not any change in their attitude toward the PKK, adding that PKK's existence in the region formed a threat toward the security of people. He said, "they gave very serious damages in the past. Reaching compromise with them is out of question."

Barzani will depart from Turkey on Friday.

* * * * *

Talabani: UN agencies benefit from the UN oil-for-food programme

KurdishMedia.com

By Dr Rebwar Fatah May 6, 2001

In an interview to Kurmashan TV, on 3 May 2001, in Iranian Kurdistan, Mr Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), criticised the UN agencies' implementation of the UN resolution 986 (oil-for-food-programme). He said that some UN agencies benefit from their sources of the programme without any supervision from the Kurdistan administration. Kurdistan gets 13% of the Iraqi oil revenue.

On the other hand, high-ranking political leaders in the Kurdish administration told KurdishMedia.com that corruption is widespread within the UN agencies. "There are some UN personnel who get over \$25,000 a month, while a Kurdish teacher gets about 300 Iraqi Dinars (about \$14) and this is only a drop in an ocean."

KurdishMedia.com was also informed that the qualities of goods are extremely low and sometimes not suitable for human consumption and use. The UN agencies are ignorant of the Kurdish food culture; they buy wrong food for the time of the year. For example, Kurds do not consume dry beans in the heat of summer, but the agencies do not understand this. That is why cooperation with the local NGOs is vital. The Kurdistan de facto state suffers from two sanctions, that of the UN on Iraq as whole and that of the Iraqi regime on Kurdistan.

The observers believe that the UN oil-for-food programme, which is designed to ease the Iraqi and Kurdish people's suffering as the result of the UN embargo on Iraq, has not worked effectively. The UN agencies buy the products outside Iraq and Kurdistan and the foreign products directly compete with the local ones. As the result, the local productivity under the UN programme has suffered drastically. The UN is not engaged in development programmes, only consumer products. This, the observers believe, is a wrong approach in reducing the Iraqi and Kurdish people's suffering and has had drastic consequences on the local economy, including unemployment and movements of people from the villages to the already crowded cities.

The Kurdish projects are approved by Baghdad with drastic consequences. For example, the school textbooks are approved and printed by the Iraqi government. Kurdish children have to study Baathist propaganda and the promotion of wrong ideas. There is a picture of Saddam in the first page of every textbook. Kurdish children, whose fathers have been murdered by Saddam's regime, have to see Saddam's picture dozens of times a day. Where is the logic in this? It will have extremely dangerous consequences on the future of the region. With this sort of school curriculum, the Kurdish children may not grow up to become productive members of society with respect for the human rights and law and order. The US believes that removing Saddam from power can only be achieved by donating cash to the Iraqi opposition abroad and by removing Saddam from power in a military coup. These are extremely naïve ideas. The removal of Saddam, as a regime not as a person, is a complex process which is engaged with every aspect of Iraqi and Kurdish lives, including promoting South Kurdistan de facto state as a model to further Iraq and the Middle East. And this will start with the school children.

* * * * *

May 10, 2001

Euro Court Condemns Turkey for Cyprus Rights Abuse

By Gilbert Reilhac

STRASBOURG, France (Reuters) - The European Court of Human Rights delivered a stinging rebuke to Turkey Thursday, finding it guilty of widespread human rights abuses arising from its 1974 invasion of northern Cyprus. The case was brought by the Cyprus government, which argued that the 27-year-old Turkish occupation of the north of the Mediterranean island had trampled on almost every article in the European Human Rights Convention.

The court said in a judgement passed by 16 votes to one that Ankara had violated 14 articles of the convention, including the right to life, the right to liberty and security, the right to freedom of thought and the right to freedom of expression. Turkey, which is hoping to become a member of the European Union (news - web sites), refused to attend the hearing when it opened last year in this eastern French city, arguing that the Turkish Cypriot state was an independent entity.

However, only Ankara has recognized it as such and the European court said Turkey should be held accountable for the actions of the northern Cypriot administration, adding that it "survived by virtue of Turkish military and other support."

The Turks invaded Cyprus after a brief, failed Greek Cypriot coup engineered by the military then ruling Greece. Ankara has always denied accusations of rights violations. But the Strasbourg court upheld charges that some 170,000 Greek Cypriot refugees living in the south of the island and banned from returning to their homes in the north were deprived of rights to property, compensation and a family life.

It also ruled that by failing to investigate the fate of some 1,500 people who went missing during the Turkish invasion, Ankara had violated their "right to life."

CYPRUS RELIEVED AFTER LONG WAIT

Cyprus lodged its complaint against Turkey at Strasbourg in 1994, but the Court only agreed to take it up last year after its screening body, the Human Rights Commission, said a friendly settlement between the two countries was not possible. Cypriot Attorney-General Alecos Markides said he was pleased by the verdict.

"The general philosophy of this judgement is that Turkey exercises an effective control on this part of Cyprus and that it is legally responsible for human rights violations committed there," he said.

The court has not yet decided whether to fine Turkey and will issue a full verdict in a few months. As a signatory of the convention, Ankara must comply with the final ruling.

Thursday's verdict represents the latest in a long line of criticism out of Strasbourg about Turkey's human rights record and the issue has overshadowed its bid to become an EU state.

The EU granted Turkey candidate status in 1999 and last year it laid down a series of political and economic changes it wanted to see before starting membership talks. Improving regard for human rights was one of the key criteria.

U.N.-sponsored talks for a settlement over the Cyprus issue stalled late last year when Turkish-Cypriot leader Rauf Denktash pulled out, saying he would not join negotiations unless his demands for a two-state settlement were addressed. Markides told Reuters that Thursday's ruling should strengthen Cyprus's bargaining position.

"We are negotiating to find proper ways within an acceptable political compromise to restore the human rights of all the people of Cyprus, Greek Cypriots and Turkish Cypriots alike," he said.

(Additional reporting by Michele Kambas in Nicosia)

* * * * *

IHD : No decrease in human rights violations

Turkish Daily News May 11, 2001

The Istanbul Branch of the Human Rights Association (IHD) prepared a report covering seven months on human rights violations in Istanbul. The data in the report is laid out under seven headlines.

According to the report, a total of 9,600 people were taken into custody between September 2000 and March 2001. Some 483 of them were children. During this period, 195 people approached the association with claims of torture.

Attacks against the media continued. Two television and newspaper buildings and 12 journalists were attacked and 65 journalists were arrested. While 41 TV and radio stations were closed by the Radio Television Supreme Council (RTUK), 129 magazines and newspapers were seized after court decisions. A person died on the death fast in Istanbul and 32 people, two of them security officials, died in 20 prisons where operations to retake the prisons were organized. There were 31 bomb attacks by terrorist organizations; three people died and seven were wounded in the attacks.

Thirty-seven people were victims of mystery murders.

Announcing the data during a press conference, Branch Chair Eren Keskin said, "There is no difference between the past and now in terms of the number of human rights violations."

* * * * *

Bush says US supports economic program

Turkish Daily News May 10, 2001

U.S. Ambassador to Ankara Robert Pearson delivered a letter from U.S. President George W. Bush to Prime Minister Bulent Ecevit yesterday. Bush reiterated U.S. support for the economic reform program in Turkey in the letter and called on the Turkish leaders to "demonstrate by your actions over the coming days and weeks that the support of the United States and international community was a wise investment."

Bush wrote the letter in response to Ecevit's letter to G-7 countries' leaders to ask for their support to end the economic crisis. He also referred to the recent hostage-taking crisis in Swissotel in Istanbul and asked Ecevit to bring the perpetrators to justice.

The following is the full text of Bush's letter to Ecevit.

"Dear Mr. Prime Minister

"The news of your formal agreement with the IMF was received with great satisfaction. As I expressed when we last spoke, we strongly support your efforts to reform the Turkish economy. We are pleased that we could lead an international consensus to finance your program through the IMF and the World Bank. I am confident you and your government will demonstrate by your actions over the coming days and weeks that the support of the United States and international community was a wise investment, both in Turkey's economic and political well-being, as well as in the stability, security and prosperity of Europe.

"We are encouraged that you and your government are working hard to implement your reform program. I also know that some of these reforms, like telecommunications privatization and bank restructuring, will be challenging and require great political courage. The full realization of your reform agenda is central to improving confidence and creating the conditions for a return to economic growth. I believe your leadership in this effort is critical. "We also want to congratulate you and the Turkish law enforcement community for the professional and peaceful manner in which you successfully managed the recent hostage situation in Istanbul that put American citizens at risk. We look forward to seeing the perpetrators brought to justice for this crime.

"Mr. Prime Minister, through hard work, sacrifice, and close cooperation, we have made important progress towards resolving Turkey's recent crisis and towards reaching our common goals. I look forward to seeing you in Brussels on June 13, when we and other allied leaders will review progress in our joint endeavors."

* * * * *

U.S. Generals Advocate Fewer Patrols Over Iraq

Concern Rises as Baghdad Seeks to Down Plane

By Thomas E. Ricks
and Alan Sipress
Washington Post Service

WASHINGTON — The two U.S. military commanders overseeing the “no-fly” zones in Iraq have recommended that the Bush administration sharply reduce the number of patrols conducted by American and British pilots, mainly because of the mounting danger that an allied plane could be shot down.

General Tommy Franks of the army, head of the U.S. Central Command, and General Joseph Ralston of the air force, the top U.S. military officer in Europe, have recommended “major changes in the way we do the patrols” to enforce a U.S. ban on all Iraqi flights over large swaths of northern and southern Iraq, a Pentagon official said Tuesday.

Administration officials said that the United States remains committed to maintaining the no-flight zones, and neither General Franks nor General Ralston is recommending that Iraqi planes be allowed to resume flying. But the generals, concerned about an intensified Iraqi campaign to shoot down an American plane, are pressing the administration to change the way they are enforced.

General Franks’s Central Command enforces the ban on flights over southern Iraq, which was imposed by the United States with allied support in 1992 to protect the restive Shiite population in the south from a crackdown by President Saddam Hussein’s military, as well as to prevent his forces from massing near the Kuwaiti and Saudi borders.

General Ralston is in charge of the American forces based in Turkey that patrol the northern no-flight zone, which was declared in 1991 to protect rebellious Iraqi Kurds from attack by the air force of Iraq.

General Franks has recommended reducing the patrols in the south but maintaining a minimum number of allied flights to keep a close eye on Iraqi troops who could approach the Saudi and Kuwaiti borders, a second Pentagon official said.

General Ralston has indicated that he would prefer a halt to the flights in the north, this official said. But, he added, General Ralston would like to keep warplanes at the ready in Turkey and declare that the United States reserved the right to launch retaliatory strikes if Iraq flew warplanes in the zones to harass the Kurds or other minority groups.

Reducing the number of patrols would decrease the need for frequent U.S. bombing of Iraqi air defenses.

This could mark an end to the undeclared war that has pitted American and British pilots against Iraqi gunners since 1998. It also could ease the concerns of American allies in Europe and the Middle East, who have urged the United States to adopt a less aggressive posture.

Last year, U.S. aircraft dropped bombs or fired missiles on Iraq 98 times, according to congressional testimony by General Franks and General Ralston in late March. The Iraqi government asserts that U.S. air strikes have killed 300 people, mostly civilians, since 1998.

The military recommendations come as the administration is conducting an overall review of Iraq policy that officials hope will be completed by summer. In addition to examining the no-flight zones, Bush officials are trying to build international support for a new system of “smart sanctions” targeting Mr. Hussein’s military capability, and they are reviewing what support can be provided to Iraqi opposition groups seeking to overthrow the Baghdad regime.

One top commander stressed to the administration that the risk of losing a U.S. pilot has grown so great in recent weeks that continuing the operation may no longer be justifiable, a person familiar with the administration’s policy discussions said.

The danger to the U.S. and British pilots who fly in the two zones has skyrocketed as Iraq’s military has made an unusually determined effort to shoot down a pilot, this person said. Almost every flight has been fired on by Iraqi anti-aircraft guns, and well over 100 surface-to-air missiles have been launched since the last large-scale U.S. and British air raids in mid-February, he added.

In addition, he said, the Iraqis are rarely turning on their air-defense radars, making them harder to target and so lessening the military benefit of flying in the zones. Without radar to guide their missiles, the Iraqis are firing almost blindly, but in such great numbers that U.S. commanders fear that eventually they will get a lucky hit. Worried U.S. pilots call this getting hit by a “golden BB.”

Administration officials, including Secretary of State Colin Powell in congressional testimony last week, have repeatedly said they intend to maintain the no-flight zones.

A senior State Department official said the administration continues to view them as necessary on two counts: preventing Saddam Hussein from using Iraqi air power against Kurds and Shiites, and precluding him from building up military forces where they could threaten

neighboring countries, namely Kuwait and Saudi Arabia.

“The issue under review is what is the best way to implement the no-fly zones, not whether there should be no-fly zones,” the State Department official said.

Administration officials involved in reviewing elements of U.S. policy toward Baghdad say they have made the most progress in developing a new approach toward the UN sanctions imposed on Iraq after its 1990 invasion of Kuwait.

In recent weeks, U.S. diplomats have repeatedly visited European and Middle Eastern capitals to build support for a policy of lifting most economic sanctions while tightening the restrictions on imports and revenue that Mr. Hussein could use to develop weapons of mass destruction and to strengthen his army. The administration plans to finalize its sanctions proposal before a UN review in June of the current oil-for-food program.

At the same time, Bush officials have been debating how much financial, military and covert backing should be provided to the Iraqi opposition. They are also weighing whether to extend American support beyond the Iraqi National Congress, now the main recipient of U.S. aid, to other opposition figures and organizations.

Herald  Tribune
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

MAY 10, 2001

11 May 2001

For immediate release

For additional information, contact:

Jean-Paul Marthoz, Brussels: +32 2 732-2009

Elizabeth Andersen, Washington, DC: +1 202
612-4326



TURKEY: PRISON CRISIS LOOMS OVER COUNCIL OF EUROPE MEETING

(New York, May 17, 2001) -- A Council of Europe meeting in Istanbul next week could embarrass the Council of Europe and its Turkish hosts unless Turkey takes immediate steps to resolve its prison crisis, Human Rights Watch said today.

The May 21-23 Istanbul meeting will bring together the Standing Committee of the Council's Parliamentary Assembly, made up of dozens of prominent parliamentarians from the Council's 43 member states. In an open letter sent to members of the Standing Committee last week, Human Rights Watch called for urgent attention to resolve the Turkish prisons crisis in advance of the Istanbul meeting.

Hundreds of Turkish prisoners and their family members are on a hunger strike to protest isolation conditions in new Turkish prisons and the violent transfer of prisoners to the new facilities last December. The crisis has cost fifty-four lives so far.

"The Turkish government should not be hosting a meeting for Europe's leading human rights institution when it's in the middle of defying that institution," said Elizabeth Andersen, advocacy director for Human Rights Watch's Europe and Central Asia division. "The participants in the meeting should make this clear."

The Turkish government has ignored recommendations of the Council of Europe's Committee for the Prevention of Torture, whose experts visited Turkey in April in response to the ongoing crisis. The Committee has repeatedly urged immediate steps to end prisoners' isolation, including out-of-cell activities and expanded visitation and telephone privileges. The Committee's annual report is among the items on the agenda of the Parliamentary Standing Committee meeting in Istanbul.

The Council of Europe Parliamentary Assembly President, Lord Russell-Johnston of the United Kingdom, arrives in Ankara today, ahead of the other parliamentarians, for an official visit during which he is expected to raise the prisons issue with the Turkish government.

The letter can be found below.

OPEN LETTER

TO MEMBERS OF THE COUNCIL OF EUROPE PARLIAMENTARY STANDING COMMITTEE, THE COUNCIL OF EUROPE SECRETARY GENERAL, AND PERMANENT REPRESENTATIVES TO THE COUNCIL OF EUROPE

We are writing in advance of the upcoming Council of Europe Parliamentary Assembly Standing Committee meeting in Istanbul to request your urgent attention to the on-going crisis in Turkey's prisons. We are alarmed at the prospect of a prominent meeting of the Council of Europe, Europe's foremost human rights body, taking place in Istanbul at a time when Turkey is experiencing one of the most grave human rights crises seen there in recent years. We hope therefore that Council of Europe representatives can work proactively together with their Turkish counterparts to resolve the crisis in advance of the meeting.

For two years the Turkish Justice Ministry has, in practice, all but ignored concerns expressed by the European Committee for the Prevention of Torture, Human Rights Watch and others about isolating prisoners in its new F-type prisons. The Turkish government's failure to address these concerns has fueled opposition to the new prisons and contributed to the current deadly and potentially destabilizing crisis. As of 11 May, 2001 eighteen prisoners and four relatives of prisoners have died in the course of a hunger strike in protest against the violent transfers to F-type prisons and the regime of isolation imposed there. A further seventeen prisoners have suffered permanent and severe brain damage. In addition, thirty prisoners and two Turkish gendarmes were killed in the course of the violent operation to transfer prisoners to the new facilities in December 2000.

The Justice Ministry has publicly conceded that small-group isolation is damaging to prisoners. Ministry officials stated that they wanted to provide prisoners with time out of their cells to participate in organized activities, but that they were prevented from doing so by the provisions of Article 16 of the Anti-Terror Law. Nonetheless, the government failed to push through amendments to the law before transferring prisoners to the new prisons in December 2000. Moreover, after the transfers, it took the Turkish government a full four months to enact the necessary changes. On 1 May, the amended law was passed by parliament. Yet by 11 May, to Human Rights Watch's knowledge, not a single prisoner had been brought out of his unit. Meanwhile we have received new reports that prisoners have been ill-treated in the privacy of their units for failing to present themselves for rollcall, or for shouting political slogans.

Against this backdrop, it is essential for Council of Europe representatives to impress upon their Turkish counterparts the importance of immediately taking the steps recommended by the Committee for the Prevention of Torture (CPT) following its April visit to Turkey. A copy of the CPT statement is attached for your reference. Drawing from the CPT's observations and recommendations, as well as those put forward by Parliamentary Assembly Lord Russell-Johnston in a recent editorial, we have identified the following steps, which we hope you will urge the Turkish authorities to take to resolve the crisis, immediately, before the Standing Committee convenes on 21 May:

- **Immediately arrange for daily out-of-cell communal activities for all prisoners in F-type prisons.**
- **Immediately make arrangements for regular independent monitoring of prison conditions by civil society groups such as the bar and medical associations or a specially constituted board of prison visitors. Such monitoring could publicly verify that prisoners in F-type prisons are able to leave their cells for communal activities, and that they are being granted open visits and telephone calls on a regular basis.**
- **Ensure that the elements of prison reform proposals and arrangements for their implementation are explained in a public, objective and thorough way to all those involved in the hunger strikes.**

In addition, we believe it would be valuable for the Secretary General to offer the Turkish

government his good offices to facilitate implementation of the CPT's recommendations and to bring about a resolution of the crisis in the upcoming week before the Standing Committee meeting convenes in Istanbul.

Thank you very much for your attention to these urgent concerns.

Sincerely,

/s/

Holly Cartner
Executive Director
Europe and Central Asia Division

/s/

Lotte Leicht
Director
Brussels Office

Fidel Castro qualifie sa visite en Iran de "grand privilège"

Arrivé la veille au soir à Téhéran, le président cubain Fidel Castro a qualifié mardi sa visite officielle de trois jours en Iran de "grand privilège" et estimé qu'elle affermira les liens entre ces deux pays qui ont pour commun une même détestation des États-Unis. Ils sont en effet tous deux soumis à des sanctions unilatérales de la part de Washington, qui les fait figurer en bonne place sur sa liste noire des pays soutenant le terrorisme.

Vêtu d'un costume civil au lieu de son traditionnel treillis vert olive, le "lider maximo" a été accueilli par son homologue iranien Mohammed Khatami au palais de Saâdabad. "Ma visite en Iran est pour moi et mon peuple un grand privilège. C'est un voyage politique et culturel et je suis persuadé que les relations bilatérales seront plus fortes après".

"Notre nation éprouve une grande affection pour le peuple de Cuba et la présence ici de M. Castro survient après 22 ans d'attente", a répondu le président Khatami. Fidel Castro a ensuite déposé une gerbe devant la tombe de l'ayatollah Ruhollah Khomeini, le père de la Révolution de 1979 qui renversa le Shah d'Iran. Il doit aussi être reçu par le guide suprême de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei.

A l'issue de leur entretien, Castro a souligné les changements survenus dans le pays. "Alors que l'Iran fut le gendarme de la région (pour les États-Unis) avant la révolution, il a joué un rôle majeur dans le combat contre l'impérialisme ces 22 dernières années", a-t-il dit cité par l'agence IRNA.

"Nous devons privilégier un monde où règnent justice, humanité et égalité, et non pas la domination et l'expansionnisme", a souligné de son côté le président Khatami.

Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés en 1998, ainsi que l'année dernière, lorsque le président iranien a fait escale à La Havane, de retour d'un sommet de l'OPEP au Venezuela. On ne sait pas si les deux hommes ont abordé les questions pétrolières, cruciales pour l'île castriste hier totalement dépendante de l'URSS en ce domaine. En crise énergétique permanente, Cuba a accru sa production d'énergies fossiles ces dernières années, mais dépend toujours des importations pétrolières.

Le commerce bilatéral entre les deux pays est de 100 millions de dollars annuels, principalement en sucre, pêcheries, biotechnologies...

En provenance d'Algérie, Castro se rendra ensuite en Malaisie et au Qatar. Cette tournée est exceptionnelle pour le président cubain, âgé de 74 ans, dont les déplacements à l'étranger se cantonnaient ces dernières années à l'Amérique latine et aux pays de la zone Caraïbes.



10 MAI 2001

KDP wants Turkish probe into the conditions of Turkomans

Barzani:

Our own people want us to fight PKK

ILNUR CEVIK

Massoud Barzani completed his visit to Ankara declaring that the Kurdistan Democracy Party (KDP) administration in northern Iraq will continue struggling against the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK) even if Turkey stops the fight against the terrorist group.

Speaking to the Turkish Daily News in a special interview, Barzani stressed the PKK has given much harm to the Kurdish people of northern Iraq, and thus, even if he wanted to end the struggle against the PKK, the people would not allow this. "How can I look into the faces of our people who have lost their loved ones in the hands of the PKK?" Barzani asked.

The KDP leader, who just completed a visit to Ankara, said Turkey is fully aware of the fight the KDP is conducting against the PKK.

He said, however, the KDP will not jointly combat the PKK with the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) forces. He said in the past the PUK and the PKK had struggled against the KDP.

Barzani said the time has come to resettle the people of northern Iraq in the vacant lands. He said the people who had fled the fighting with the PKK in the past should be resettled in these areas and said the money obtained from the oil for food deal could be used for this purpose. He also said Turkey would send a delegation to study the issue.

"When you repopulate the vacant lands the PKK bands will not be able to roam around freely," he stressed. "When we repopulate these areas it is inevitable that we will clash with the PKK and suffer casualties. But this is a price we are prepared to pay."

Barzani said the KDP had continued limited operations against small PKK groups in the past year but there was no significant activity. "But if people want to test our sincerity against the PKK and say not enough peshmerges have died in the campaign against the PKK, then we reject such a notion."

Barzani said the KDP has no problems with the Turkomans in northern Iraq but stressed they do have serious concerns about the Turkoman Front. "They act like a party but have still not registered with the authorities while all the other groups have. They have about 600 militants in Erbil which is a major security concern for us."

Barzani said he has asked the Turkish authorities to send an independent inquiry group to look into the state of the Turkomans and end the speculation about them once and for all.

The KDP leader said Turkish contractors are welcome in northern Iraq to undertake projects worth hundreds of millions of dollars. "We prefer Turkish contractors because of Turkey's proximity and maintenance facilities," he stressed.

Barzani also said he was concerned about recent reports that Turkey was planning to further cut diesel trade with Iraq from 75,000 tons a month to 50,000. He said this will not only hurt the economy of northern Iraq but also all the economy of Southeastern Turkey as the country goes through a serious economic crisis.

He said he could not raise this issue with the Turkish authorities because the news about the cuts came after he had concluded his discussions with officials in Ankara.

L'ambassadeur turc de retour à Paris tandis que le Parlement d'Ankara se prépare à condamner la France...

L'ambassadeur de Turquie en France doit réintégrer son poste à Paris, cinq mois après en avoir été rappelé au plus fort de la crise entre la France et la Turquie suscitée par l'adoption par le Parlement français d'une loi reconnaissant le génocide des Arméniens (voir p.4). Plusieurs autres indices à caractère

économique et commercial avaient déjà laissé présager, au cours des dernières semaines, d'un retour à la normale des relations franco-turques, d'autant plus prévisible que la Turquie ne peut se passer plus longtemps d'un partenaire économique européen de l'envergure de la France alors qu'elle est en proie à une grave crise économique et financière.

Dans le même temps pourtant, la Turquie ne baisse pas la garde concernant le dossier d'un génocide arménien dont elle persiste à nier l'existence. Ainsi, la commission des affaires intérieures du Parlement de Turquie a adopté mercredi dernier un projet de loi contre les allégations internationales et autres accusations et distorsions de l'histoire, et qui devrait donner lieu à une condamnation de la France. Dans ses grandes lignes, le texte législatif indique que la "Turquie rejette les allé-

gations concernant un génocide arménien qui ne sont pas prouvées par l'histoire" et condamne la "France et les autres puissances étrangères qui ont encouragé les Arméniens à la rébellion afin de les utiliser dans leur propre intérêt". La Turquie condamne aussi les pertes en vies humaines occasionnées dans cet objectif, ainsi que "le soutien manifesté à l'égard du terrorisme de l'ASALA". Le projet de loi souligne aussi que la Turquie condamne l'Arménie pour l'occupation du Haut Karabagh et des territoires azéris, établissant un parallèle avec le génocide dont ont été victimes les musulmans de Bosnie-Herzégovine. Il met enfin l'accent sur les mesures nécessaires pour combattre les dispositions prises contre la Turquie dans les parlements de certains pays.



12-13 MAI 2001

TURQUIE-FRANCE-ARMÉNIE

La Turquie renvoie son ambassadeur à Paris après cinq mois de brouille

La Turquie a normalisé ses relations diplomatiques avec la France en annonçant jeudi le retour à Paris de son ambassadeur, cinq mois après l'avoir rappelé suite à la reconnaissance par la France du génocide arménien.

Sonmez Koksal va retourner à son poste, a annoncé le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué, sans donner de date.

M. Koksal avait été rappelé le 18 janvier après l'adoption par les députés français d'une loi reconnaissant comme un génocide les massacres d'Arméniens perpétrés en 1915, sous l'Empire ottoman.

"C'est un pas important vers la normalisation des relations, significatif d'un souhait de détente", a-t-on souligné de source diplomatique française.

"Les liens avec la France se poursuivent dans le cadre déterminé par le gouvernement et qui avait été annoncé au public", a souligné de son côté le ministère turc dans son bref communiqué.

Selon les observateurs, cette remarque tend à apaiser les éventuelles critiques intérieures sur un retour de l'ambassadeur, alors que le gouvernement avait employé une rhétorique très ferme pendant la crise, et laisse encore en suspens une normalisation complète des relations en fonction de futurs développements.

Le Premier ministre Bulent Ecevit avait annoncé après la reconnaissance du génocide, considérée par la Turquie comme historiquement erronée et comme une atteinte à l'honneur national, que la Turquie allait "réviser ses relations économiques et politiques avec la France".

Cette révision s'était concrétisée par l'annulation d'un contrat d'armement et l'exclusion d'entreprises françaises d'une série d'appels d'offre. Consigne avait également été donnée aux ministères de maintenir les relations bilatérales au plus bas niveau possible.

La glaciation des relations avait été particulièrement nette du côté de l'armée turque.

Le gel des relations diplomatiques avec la France est cependant devenu difficile à tenir dès lors que la Turquie, frappée fin février par une grave crise financière, a besoin d'un soutien étranger pour y faire face et que la France, dans le cadre du G7 (groupe des 7 pays les plus industrialisés) a un rôle à jouer.

"Ils n'ont pas le luxe de se fâcher sérieusement avec leurs amis", souligne ainsi un analyste sous couvert de l'anonymat.

Al-Tawhid, Assassins of late Hariri, the KDP leader, supported by Iran

KurdishMedia.com

by Dr B. Hawari 14/05/2001

Halabja-Kurdistan (KurdishMedia.com) 14 May 2001: Al – Tawhid, same as most of the Islamic fundamental groups, was born from the same mother, the Islamic Movement of Kurdistan (IMK), let by Mala Ali Mala Abdul-Aziz.

Al-Tawhid split from IMK about 2 years ago. They were operating from Sirwan (Dujaila) in Sulemani province. Then they moved into Hewler (Arbil), South Kurdistan capital, currently under control of Kurdistan Democratic Party (KDP). Here, the Kurdistan Democratic Party (KDP) attacked them, and as a result 12 of their members were killed and were pushed out of Hewler to Qandil Mountains, and from here moved to Banishar. They engaged in a quarrel with Kurdistan Socialist Party (KSP) in November 2000 and they killed 2 members of KSP.

Al-Tawhid currently is about 90 armed persons, and has maintained secret relationships with some local people in Khormal and Halabja, controlled by IMK. Local people told KurdishMedia.com that they keep contacts with the international terrorist, Osama Bin Laden. They also have links with some Palestinian organisations. Their Palestinians contacts are two people known as Abu-Bassir and Abu-Meqdad, recently seen with them in Kurdistan. Not much known about these individuals. It was learnt from members of IMK, in Halabja area, that the Palestinians arrange for Al-Tawhid to attack on civic centres in the world, whenever it is possible. It is not known whether they have attacked any centres so far.

Al-Tawhid is solely supported by Iran and allegedly Franswa Hariri's assassination was a prerequisite to build their trust with Iran. Hariri, was both the highest-ranking Christian in the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, and was gunned down in Arbil, the Kurdish region's capital, on February 18th. Hariri was very close to Barzani family and a loyal member of this extended family. He was also very much respected by the late Mustafa Barzani, Mr Massoud's father.

They are currently operating from Kani Khayran and Iran is helping them to build a bridge over the River Sirwan in order to make it easy for them to move to Iran and back to Iraq. Although the IMK claims that they have no links with Al-Tawhid, it was reported to KurdishMedia.com by the local people, that Al-Tawhid can be influenced by the IMK. "They are only another facet of the IMK," a local resident of the area told KurdishMedia.com. It was also reported that before the assassination of Mr Hariri, Al-Tawhid members were in Halabja, IMK's headquarters and they were aware of their unfortunate plan.

* * * * *

Foreign Ministry denies secret circular on Iraq

- Ankara: No possibility seen for Kurdish state in northern Iraq

SAADET ORUC

Ankara does not see any possibility for the establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq; so nothing is being planned, taking such a scenario into account, senior Foreign Ministry officials said.

Asked by the Turkish Daily News about reports that a secret circular had been released by the Prime Ministry on Iraq, top Foreign Ministry officials concentrating on Iraqi affairs denied the existence of such a circular based on a Foreign Ministry report.

It was reported over the weekend that Prime Minister Bulent Ecevit distributed to state institutions a secret circular on Iraq in which it was declared that Turkey would not allow the formation of a Kurdish state in northern Iraq and in case of such a development, Ankara would interfere in northern Iraq.

"We do not see such a possibility and the leaders of the parties in northern Iraq have been telling us that they do not have such aims. Despite the fact that they might have such a dream in their minds, they know that such a development is impossible," a senior Foreign Ministry official said, stating that to take measures on farfetched possibilities would be speculating.

MGK to host debates on Iraq

Discussions on Iraq are held at the monthly meetings of the National Security Council (MGK). The report, which also claimed that a decision had been made for the formation of a Monitoring Board to be headed by the foreign minister with the participation of the deputy chief of General Staff and the undersecretary of the National Intelligence Organization (MIT), was strictly denied by the Foreign Ministry official, who briefed the TDN.

It was stated that some parts of the press report such as the improvement of economic relations with Iraq were shared by the Foreign Ministry.

Asked whether a further evaluation is seen to be urgent on Iraq after the new U.S. administration had come to power, the same official said that it is early for such a new evaluation, since Washington has not given signals of a single policy on Iraq.

* * * * *

Improvement in border relations with Syria

Turkish Daily News May 16, 2001

A rapid improvement in relations between Turkey and Syria, especially between provinces on both sides of the border, has been noted since Syria ejected Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorist group in 1999, the Anatolia news agency reported yesterday. The four-day celebrations of the Feast of the Sacrifice at the Kilis Oncupinar border crossing in December was the work of the governors of Aleppo and Kilis and shows the extent to which relations have advanced. Kilis Governor Aslan Kutuk noted that relations really improved once Bashar Asad became head of state. He said they had invited Aleppo Governor Selah Kennach to Kilis and that he arrived with a delegation on Jan. 18 this year and signed a protocol. He added that they then went to Aleppo on Apr. 5 and were warmly greeted.

Governor Kutuk stated that several subcommissions have been formed to deal with joint celebrations of festivals, student exchange visits and reciprocal tours by education officials. Governor Kutuk noted that both parties genuinely wanted to improve relations and cited the investigation against the Oncupinar Customs Directorate, in which information was passed on to the Syria side of the border, showing an environment of mutual trust.

Governor Kutuk said that businessmen and everyday people also had roles to play in bettering relations with Syria and that relations had to remain within legal bounds. He announced there would be a meeting for the businessmen of the region promoting Syria and held by the Damascus Embassy Trade Attache over May 20-25.

Governor Kutuk mentioned the joint festival celebration programs held at the border to which not the estimated 3,000 or so people came but over 11,000 from both countries.

Governor of Sanliurfa Muzaffer Dilek said relations with Syria were good but that one downside was the lack of a border crossing suitable for commercial relations.

Chairman of the Southeast Anatolia Exporters Unions Abdulkadir Cikmaz said both governments had to take concrete steps towards improving relations. "We have reached an important stage, but this is not enough," he said and noted that in the first four months of the year almost \$10 million in exports were noted and that as relations improve so will this figure. The optimism and stories of improved relations between Syria and Turkey are being noted by Gaziantep Chamber of Industry, the Sanliurfa Chamber of Trade and Industry as well as Gaziantep University, which has sent teachers to Aleppo University to teach Turkish at weekends. Demand is said to be high.

* * * * *

May 16, 2001

34 Die in Turkish Plane Crash

By SELCAN HACA OGLU Associated Press

ANKARA, Turkey (AP) - A Turkish military airplane with 34 people aboard crashed in southeastern Turkey on Wednesday, and officials said there were no survivors.

The Casa CN-235 cargo plane was carrying members of Turkey's Special Forces from the southeastern city of Diyarbakir to the capital of Ankara when it crashed.

Initial reports had said 37 soldiers were killed in the crash. The military said later, however, that 34 soldiers were aboard the plane. Three soldiers did not make the flight.

A military official speaking on condition of anonymity said the aircraft crashed due to a technical malfunction.

Witnesses in Malatya, a town 155 miles from Diyarbakir, said they saw the plane fall from the sky in flames, but their accounts were impossible to immediately confirm.

Private CNN-Turk television said pilots lost control of the aircraft at 17,000 feet. They said the aircraft fell into a steep dive and crashed into a field near Malatya.

The aircraft was carrying 28 soldiers and had a six member crew, the military said. Rescue teams so far have recovered 18 bodies, private NTV television reported. Bayram Karaaslan, the mayor of Akcadag, the town near where the plane crashed, said there were no survivors. "We can only collect corpses now," he said, speaking from the scene to CNN-Turk television. He said many of the bodies were dismembered in the crash.

Malatya is some 410 miles south of Ankara.

Diyarbakir is the largest city in overwhelmingly Kurdish southeastern Turkey. Autonomy-seeking Kurdish rebels have battled Turkish soldiers in the southeast for 15 years. Some 37,000 people, mostly Kurds, have died as a result of the fighting. The last Turkish air force crash was in January when another Casa cargo aircraft on a training mission crashed over central Turkey, killing three crew members.

That crash came two days after a Turkish F-4 warplane crashed in western Turkey, killing the pilot and the navigator. The jet was also on a training mission. The Spanish-designed two-engine propeller aircraft are manufactured in Turkey.

* * * * *

Turkey says Kurdish state in northern Iraq grounds for war: Report

ANKARA, May 16 (AFP) Turkish authorities have said in a secret report that the proclamation of an independent Kurdish state in northern Iraq was unacceptable and would be seen as grounds for war, a Turkish newspaper reported Wednesday.

"The scenario which is impossible for us to accept is the declaration of an independent Kurdish state in northern Iraq. Such a declaration must be regarded as a reason for intervention," the report read, according to the mass-circulation Hurriyet daily. The newspaper quoted anonymous diplomats as saying that this amounted to "casus belli," a provocation which would justify military intervention.

The report which was prepared by the foreign ministry had been sent to eight strategic institutions, including the powerful general staff and the Turkish secret service, by the prime minister's office, Hurriyet added. The document said that there were no signs currently that a Kurdish state would be proclaimed in the western-protected enclave, but it underlined the need to protect Iraq's territorial integrity should President Saddam Hussein be deposed.

Turkey has always opposed the idea of a Kurdish state in the mountainous north of Iraq on fears that such a move would fan a separatist campaign by armed Kurdish rebels fighting the Ankara government. Northern Iraq, which has been outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War, is controlled by two main Kurdish factions which have recently agreed on a series of confidence-building measures to implement a long-delayed peace agreement, signed in 1998 after long years of feuding.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani controls an area along the Turkish border, while the Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK) administers a patch of land close to the Iranian border.

Both groups have repeatedly said they supported Iraq's territorial integrity in a bid to allay Turkey's fears.

The report also underlined the need to eliminate rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK), who are believed to have taken shelter in northern Iraq after offering a truce to Ankara to end their 15-year campaign for Kurdish self-rule in the country's southeastern corner.

"We should follow a strategy aimed at completely eradicating the PKK's military presence in northern Iraq," it added. The KDP has long supported Turkish cross-border operations against the PKK in northern Iraq, while the PUK has recently abandoned its close ties with the group and engaged in clashes with PKK rebels encroaching into its territory.

* * * * *

Ecevit worried about the current situation in northern Iraq

Turkish Daily News
May 18, 2001 by Saadet Oruc

Despite balanced statements from the Foreign Ministry regarding the situation in northern Iraq, the Prime Ministry gives signals that cause surprise among foreign policy circles.

NEWS ANALYSIS

Prime Minister Bulent Ecevit was quoted as saying on Thursday in some newspapers that a de-facto state has already been established in northern Iraq. And his advisors confirmed that the Turkish prime minister was worried about the current situation in northern Iraq.

"He expressed his worries to the visiting Iraqi Kurdish leaders, as well," his veteran advisors said.

"There is a de-facto situation in northern Iraq, a parliament has already been established and it seems that not only was there not any possibility for the unification of Iraq, but also Saddam does not give any sign for becoming more democratic," said the close advisor of Ecevit.

When reminded that the Iraqi Kurdish leaders have been repeating that they do not have any aim for establishing a state in the region, Ecevit's advisor said that they did not evaluate any of the leaders of the Iraqi Kurdish parties as sincere. However, senior Foreign Ministry officials said in earlier remarks that they rely on the statements made by the Iraqi Kurds.

Another surprising step from the prime minister's office was a secret circular on Iraq.

Just one day after a clear denial from the Foreign Ministry that there was no secret circular on Iraq, a secret document circulated by the Prime Minister's office on a series of measures on the Iraqi affairs was revealed in a mass circulation newspaper. Despite the diplomatic expressions used by the Foreign Ministry regarding the Iraqi affairs, the Prime Ministry did not refrain from using strict expressions. The Foreign Ministry was emphasizing on the evaluation that no possibility is seen for the establishment of a Kurdish state in northern Iraq, however, the Prime Ministry circulars were talking about military actions against northern Iraq.

Especially concerning the possible developments in Iraq, Ecevit wants the Turkomans to be ready for every option. "Ecevit wants the Turkomans to have the place that they deserve, in case of a change in Iraq," the veteran advisor said.

The prime minister is also said to have been concerned regarding the role of Iran in the region south of the 36th parallel, the advisor said. Iraqi people of Shiite origin live in the southern parts of Iraq, where neighboring Iran has a big affect.

Analysts in Ankara commented that the uncertainty in Ankara regarding the Iraqi affairs was because of the fact that the prime minister, who had been known to be anti-American regarding his approach on Iraq, was making politics, while the Foreign Ministry was implementing a diplomacy taking the realities of the region into account.

* * * * *

May 17, 2001

Iraq to Reject Plan on 'Smart' Sanctions-Press

BAGHDAD (Reuters) - Iraq will reject a British proposal on ending sanctions on all goods to Iraq except for weapons-related materials, an official Iraqi newspaper said on Thursday.

Al-Qadissiya said the draft resolution, proposed by Britain on Wednesday with U.S. backing, was a new "political game which aims at tightening the 11-year-old unjust embargo on Iraq."

"Iraq will reject any resolution that America hopes to issue under a British draft resolution' or 'smart sanctions'," the paper said in a front-page editorial.

The draft resolution is to be circulated next week to the 15-member United Nations (news - web sites) Security Council and is expected to be put to a vote by the end of the month.

A British official told reporters on Wednesday that the resolution, if approved, would allow Iraq to "meet all of its legitimate civilian needs from food to car parts." However, it also proposes keeping financial controls on Iraq's oil revenues in a U.N. escrow fund out of which suppliers for goods going to Baghdad are paid. Iraq has been under stringent U.N. trade sanctions since its 1990 invasion of Kuwait.

To ease the impact of the sanctions on ordinary Iraqis, an oil-for-food deal began in late 1996, allowing Iraq to sell unlimited amounts of oil with the proceeds put in a U.N. escrow account. The funds are then used to buy food, medicine and other humanitarian goods for its population.

To cut down oil smuggling under the current sanctions regime, the new U.S.-British plan aims to bring Iraq's illicit oil exports to Turkey, Syria and Jordan under the U.N. system, which means depositing revenues of these sales in the U.N. escrow account. Baghdad opposes such a plan. Iraq's Deputy Prime Minister Tareq Aziz said on Wednesday Baghdad would halt Iraqi oil supplies to Jordan and Turkey if they supported the new plan.

* * * * *

Over 50 Kurdish party members, students detained for links with PKK

ANKARA, May 17 (AFP) Turkish security forces in Ankara have rounded up more than 50 people, including officials of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP), for suspected links with armed Kurdish rebels, a HADEP official told AFP Thursday.

Agents raided the houses of the suspects in the pre-dawn hours on Wednesday on orders from state security court prosecutors, said the head of HADEP's Ankara branch, Veli Aydogan. "More than 50 people have been detained so far," he said. "Six among them are officials in our party. The rest are predominantly university students who have actively participated in our activities, though they are not formal members," he added.

Aydogan said security officials had declined requests from families for detailed information about the operation, which the liberal daily Radikal described Thursday as aimed at the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and not HADEP. Members of HADEP, which seeks a peaceful resolution to the Kurdish question, are frequently prosecuted for alleged links with the PKK. The party itself faces a possible ban for an alleged association with the rebels - a charge that it categorically denies.

The PKK has waged a 15-year war for Kurdish self-rule in southeast Turkey and the conflict has claimed some 36,500 lives. Heavy fighting in the region has scaled down considerably since the PKK declared in September 1999 an end to its armed campaign for self-rule to seek a peaceful solution to the conflict.

The declaration followed peace calls from condemned PKK leader Abdullah Ocalan, who was captured in February 1999, is on a death row in a Turkish jail.

* * * * *

CENTRE to CENTRE

2/2001

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN

Turkey: Asiye Güzel Zeybek – Four Years in Prison Without Trial

Four years ago, in February 1997, Asiye Güzel Zeybek was among ten persons arrested for alleged connections with the now banned Marxist-Leninist Communist Party. Four years later, she remains in prison, still awaiting trial. Furthermore, Zeybek claims that she had been brutally raped in the early days of her detention. She had been editor of the MLCP magazine, *Atilim* and also of *Işçinin Yolu*.

In October 1997 Zeybek testified that in the first few days of her arrest, eight policemen had subjected her to rape and torture. An investigation was initiated, but despite evidence of the trauma that Zeybek had suffered presented by the Medical Faculty of Istanbul University, in October 1999, the rape charges were dropped after the investigation found "no proof of guilt". Zeybek claims that the shock of the rape had stopped her from reporting the incident earlier, and that she had felt numbed by the experience, unable to tell anyone, even her husband. She has since published a book giving an account of her rape.

Whatever the reasons for Zeybek's arrest, it is clear that she has suffered great injustice. Article 9 of the United Nation's International Covenant on Civil and Political



Rights states that everyone has the right to be brought to a court within a "reasonable time" or be granted release. Four years is far from "reasonable". Zeybek's claims of rape and torture is consistent with accusations against Turkish police by other detainees. There is concern that such allegations are not properly investigated, and even when verified, officers are not sufficiently penalised.

International PEN is deeply concerned by Asiye Güzel Zeybek's continuing detention and is calling for her release. Appeals may be sent to: His Excellency Hikmet Sami Turk, Minister of Justice, Adalet Bakanligi, 06440 Bakaniklar, Ankara, Turkey Fax: + 90312 417 3954

Letter from the WiPC Chair

Report from a trial which should never have been

From March 29 to April 5 trials took place at the Istanbul Security Court against the books of Kurdish writer Mehmed Uzun and his publisher Hasan Öztropak. The two were accused of "disseminating separatist propaganda" and "supporting a terrorist organisation".

The trial had raised an international storm initiated by Mr. Uzun's Swedish publisher "Ordfront" and PEN, and supported by all the Nordic Writers' Unions, Editors' Unions, Translators' Unions, the Swedish Royal Academy, the Foreign Ministries of Sweden, Norway, Denmark and Germany, and last but not least a number of prominent personalities including two Nobel Prize winners.

Tried the first day was publisher Öztropak. After formalities he was asked if Mehmed Uzun was a real, living author. "Yes," Öztropak answered, "and alive, as are his books." He then said he did not understand why he was accused in the first place. He stated that it was absurd to define the book as "separatist propaganda". The whole of Mehmed Uzun's authorship was recognisable for its emphasis on the peaceful exercise of mutual understanding and respect among all people inside the Turkish borders.

The judge then opened an envelope and took out the "offensive" book. He started to rummage through his papers, and it was obvious to everybody present, that he had never seen the book before. At last he found the sentences referred to in the accusation papers "Here it says Kurdish" he said, "And here Kurdistan, and further down persecution of the Kurdish people by the rulers. Are these thoughts suited to create the atmosphere of co-operation

and understanding?" "If your Excellency had looked a little further down on the same page" answered Hasan Öztropak, "Your Excellency would have noticed that the end of this argument concludes that this has happened before in the history of this nation. But it is mutual understanding in the future which counts. Besides, in a work of fiction the author has the right to let voices contradicting the writer's own to speak out. It is the context that matters, not each and every sentence". After an embarrassing pause, the judge chose to postpone the trial.

April 4: The yard outside the Security Court was crowded. A forest of TV-cameras, an army of journalists, a huge assembly of prominent Turkish and foreign writers, artists and intellectuals. The waiting room was like a battlefield with everybody wanting to get in. Under Article 169 of the Turkish Penal Code, never before used in a case like this, Uzun and Öztropak risked from 3 to 5 years in prison. The defenders claimed that the trial was in contradiction of Turkish legislation for three reasons: a) it was raised against a translation, b) it was raised too late, and c) it was raised against works of art with no links to propaganda. Mehmed was allowed to read a speech in his defence. It became a powerful and moving statement, a total condemnation of the accusations brought upon him, the conduct of trials in Turkey, and the lack of elementary understanding of what the novel was about. After Uzun it was the prosecutor's time to speak. He was very brief. He simply declared the case closed and demanded acquittal!

Mehmed Uzun is free, but the laws are still the same, and what will happen with the less well known writers to morrow?

Eugene Schougin, Chair Writers in Prison Committee

IRAN: Researcher, journalist and cleric Hasan Yousefi Eshkevari detained incommunicado.

Hojatoleslam Hasan Yousefi Eshkevari, director of the Ali Shariati Research Centre and contributing editor of the now-banned newspaper *Iran-e Farda*, was arrested in August 2000. His reported transfer from Evin Prison to a military detention centre on or around 12 April 2001 has led to fears that his health is in danger. He is thought to be held incommunicado, and there are serious concerns for his safety. Eshkevari is an insulin-dependent diabetic, and there are unconfirmed reports that he has been unable to obtain insulin in custody.

Eshkevari was arrested in connection with his participation at an academic and cultural conference held in Berlin in April (see page 2). His trial began behind closed doors on 7 October 2000 in the Special Court for the Clergy. He is believed to have been charged with "acting against national security" for a speech he gave at the conference, "defaming government officials in articles", "starting a campaign against the system", and "denying and insulting the holy religion of Islam". He has also been additionally charged with "declaring war on God", "being corrupt on earth", and apostasy, and these latter three charges carry the death penalty. His trial ended on 17 October 2000 and he was reportedly convicted but to date no information has

been made public about what sentence was passed on him.

Hasan Yousefi Eshkevari, aged 52, trained as a clergyman in the religious and cultural centre of Qom and has devoted much of his life to study and writing. He has published extensively in scientific, religious and intellectual journals. He has translated several books, and his own publications several titles on Iranian history and politics, and Islamic issues.

International PEN considers Hojjatoleslam Hasan Yousefi Eshkevari to be detained solely for the peaceful exercise of his right to freedom of expression as guaranteed by Article 19 of the International Covenant on Civil and Political Rights, to which Iran is a signatory, and is calling for his immediate and unconditional release.

Appeals to be sent to:

**Leader of the Islamic Republic
His Excellency
Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Presidency,
Palestine Avenue
Azerbaijan Intersection
Tehran, Islamic Republic of Iran.**



ZOOM

Une Palme d'or s'est échappée

Cannes, 1982. "Yol", le film-réquisitoire de Yilmaz Güney, triomphe. C'est depuis sa geôle turque que le cinéaste kurde a dirigé le tournage. Flash-back.

« La Palme des droits de l'homme ! », titre la presse en 1982, sous la photo d'un cinéaste kurde (Yilmaz Güney), le poing levé, recevant la plus haute récompense du festival de Cannes. Pourtant, Güney n'est pas « réalisateur » du film. « J'en ai été l'architecte et non l'ingénieur », dit-il. Ancien comédien devenu cinéaste, condamné à cent ans de prison (!) pour délit d'opinion et autres méfaits, il vient d'en passer dix derrière les barreaux.

Son film, *Yol*, raconte l'histoire de cinq prisonniers turcs en permission spéciale rendant visite à leurs familles. On découvre une Turquie muselée, retardée, écrasée sous la bureaucratie militaire. Et l'oppression des Kurdes est dénoncée sans détour. Yilmaz Güney a écrit son scénario d'après les témoignages de ses compagnons de cellule. Il a choisi les acteurs, les lieux, et même dirigé son film à distance, donnant ses directives à son assistant, Serif Gören, lors de ses visites. Son évasion, puis sa cavale sur la Croisette pour recevoir la Palme provo-



Mort en 1984, Yilmaz Güney n'a cessé de dénoncer le système carcéral turc.

quant la fureur des Turcs, qui le déchoient de sa nationalité. Recueilli par la France, il aura le temps d'y tourner *Le Mur*, autre réquisitoire implacable sur les prisons d'enfants. Il meurt à Paris en 1984, à l'âge de 47 ans. L'histoire ne finit pas là. En février 1999, après dix-sept ans d'interdiction, *Yol* est enfin projeté à Istanbul devant une salle archicomble, qui applaudit longuement ce film reconnu comme « un des plus grands jamais tournés en Turquie ». Tarik Akan, principal acteur du film, reçoit la fameuse Palme des mains de la veuve du cinéaste. Le temps a fait fléchir la censure. Mais dehors, la misère, qui a bouleversé les spectateurs à l'écran, est toujours la même...

Bernard Génin

→ YOL, 22.35, CINECINEMA 3

IRAN L'enquête du correspondant du « Figaro », Prix Albert-Londres, sur des meurtres en série de femmes dans la ville la plus sainte du pays

La mort mystérieuse des prostituées de Machhad

LE FIGARO MERCREDI 16 MAI 2001



Treize prostituées ont été assassinées en neuf mois à Machhad, de manière similaire. Les enquêteurs ne savent toujours pas s'il s'agit d'un détraqué isolé ou d'un groupe aux motifs religieux.

Notre correspondant en Iran a reçu hier le prix Albert-Londres, distinguant le meilleur reporter de presse écrite (voir *Le Figaro économie*, page XII). Voici son dernier reportage.

Machhad :
de notre envoyé spécial
Serge Michel

« Des prostituées ? Il y en a beaucoup, vous allez voir ! » Or le chauffeur, en arrivant à la place Moqhaddam de Machhad, déchanté : elles ont disparu.

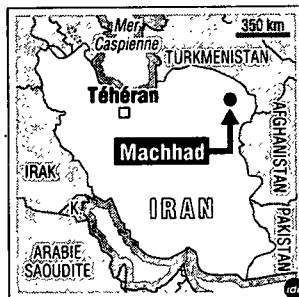
Il repère tout de même au mi-

lieu de la foule deux femmes en tchador que rien ne distingue d'autres femmes, mais que son œil expert identifie comme des tenantes de l'amour tarifé. Mais celles-là ont absorbé trop de stupéfiants pour parler de l'affaire qui agite la ville sainte : le mystère des meurtres de l'araignée.

En neuf mois, à Machhad, treize prostituées ont été assassinées. La première le 30 juillet 2000 et la dernière le 11 mai dernier. Toutes de la même manière : enlevées à bord d'une voiture, étranglées à l'aide de leur foulard islamique, et abandonnées dans une lointaine

banlieue, sans constat de violence sexuelle ni de vol.

La prostitution, interdite en Iran, fut un symbole du régime impérial décadent, et a longtemps été niée par les autorités



Le « sireh », particularité de l'islam chiite, prévoit le mariage à durée déterminée, renouvelable

de la République islamique. Du coup, l'affaire a pris une résonance très particulière dans la ville la plus sainte d'Iran, siège du gigantesque mausolée de Reza, le 8^e imam des chiïtes, érigé en l'an 817 et visité chaque année par 14 millions de pèlerins.

Ces voyageurs, justement, ont fait de Machhad la capitale du *sireh*, le mariage temporaire. C'est une particularité de l'islam chiite qui prévoit une union à durée déterminée, de quelques heures à quelques années, renouvelable. Pour les femmes vierges, il faut l'accord du père. Les autres peuvent aller simplement s'inscrire au registre d'un mollah ou, plus simple, prononcer une formule religieuse en arabe. Comme le contrat prévoit une rémunération pour l'épouse et que l'homme peut avoir un nombre infini de femmes

temporaires à côté des quatre épouses prévues par le Coran, beaucoup d'Iraniens désavouent le *sireh*,

considérant cette vieille pratique comme une forme légale de prostitution.

Pourtant, une femme doit en principe attendre plus de trois mois à l'échéance d'un mariage temporaire avant d'en conclure un autre. De toute évidence, les douze prostituées assassinées, qui travaillaient au bord de la route pour les camionneurs, n'étaient pas protégées par un *sireh*. C'est peut-être la raison de leur mort.

« Nous avons commencé à comprendre de quoi il retournait au quatrième ou cinquième meurtre », explique au *Figaro* Hossein Ghazali, hodjatoleslam dans le clergé et rédacteur en chef du quotidien *Khorasan*, le premier à avoir parlé des « meurtres de l'araignée ». Pourquoi ce nom ? « Parce que les victimes sont piégées comme les mouches sur la toile. Et aussi parce que tout indique qu'il s'agit d'un groupe de tueurs qui agissent au nom de

certaines croyances. Ces croyances font penser à une toile d'araignée : elles sont mortelles mais en même temps erronées, et tellement fragiles ! »

L'affaire pourrait rappeler celle, incontournable en Iran, des meurtres en série d'un escadron de la mort des services secrets ayant exécuté à l'automne 1998, pour des raisons religieuses, au moins quatre intellectuels et dissidents. Ils avaient été selon toute vraisemblance condamnés à mort pour apostat par la *fatwa* secrète d'un ayatollah.

Mohsen Mehralizadeh, gouverneur général du Khorasan, reconnaît que les douze femmes avaient un autre point commun : leur casier judiciaire. « Mais, ajoute-t-il aussitôt, cela ne veut pas dire que le meurtrier a eu accès à des informations privilégiées. » Le gouverneur de l'immense province dont Machhad est la capitale pense avoir affaire à un tueur solitaire. Un tueur très rusé : la police locale ayant été incapable de trouver le moindre indice, il a fallu confier l'enquête à une équipe de super-détectives débarqués de Téhéran, qui ont

refusé de répondre à nos questions.

Une des difficultés de l'enquête semble être l'indifférence, voire la sympathie de la population envers l'araignée. La police a ainsi reçu des appels de prétendus complices, trop heureux que « la société soit nettoyée des femmes corrompues ». « J'ai l'impression que les gens s'en fichent, reconnaît le gouverneur, mais nous ne voulons pas voir des voyous tuer des femmes comme cela. »

A Téhéran, le Parlement a formé une commission spéciale, et les journaux ont sorti d'autres meurtres des tiroirs. Selon le quotidien réformateur *Hambastegi*, ce sont 26 prostituées en tout qui ont été assassinées ces dernières années au Khorasan.

A Machhad, la peur rôde. « Beaucoup de filles, effrayées, ont quitté provisoirement la rue ou travaillent plus prudemment, avec des clients qu'elles connaissent déjà. » Le témoignage de Marzieh, prostituée de 37 ans se confiant dans l'anonymat d'un taxi de nuit, explique pourquoi la place Moghaddam et les bordures du périmètre sont désormais désertes. Les filles qui restent

pourraient être des appâts : « Plusieurs ont spontanément offert à la police de servir de piège », poursuit Marzieh, qui estime les prostituées de Machhad à près d'un millier. Sans compter celles qui pratiquent des *sireh* avec les pèlerins qui prennent une compagne pour la durée de leur séjour pieux auprès de l'imam Reza. Sans compter non plus les « Russes » d'Asie centrale, venues du marché très animé de Machhad, qui s'offrent les hôtels louches des ruelles du bazar Reza. « Nous avons peur de l'araignée, conclut Marzieh, mais aussi des clients qui profitent de la situation pour nous dévaliser. »

L'araignée donne des idées. Le 2 mai, une prostituée supplémentaire a été assassinée à son domicile. Shiva, 24 ans, avait conclu un *sireh* d'une journée avec Rasool, un homme venu de Téhéran. Il l'a tuée par une injection dans la nuque, mais a été aperçu lors de sa fuite et se serait présenté à la police. Selon le juge Mansouri, cité par le journal *Kayhan*, ce meurtre n'a rien à voir avec les treize autres.

IRAN

Khatami favori de la présidentielle

Téhéran : Serge Michel

Il y aura dix candidats aux élections présidentielles iraniennes du 8 juin. Ainsi en a décidé le très conservateur Conseil des gardiens, qui a fait son choix parmi 814 inscriptions. Aucune femme ni aucun candidat plus réformateur que Khatami n'ont satisfait aux critères très sévères des Gardiens. Face au président, qui est d'ores et déjà certain de remporter le scrutin, on trouve neuf conservateurs bon teint, mais aucun adversaire de taille.

Le plus connu de ses opposants est sans doute également le moins populaire. Ali Fallahian, ancien ministre des services secrets (1989-1997), a vu sa réputation entachée par les accusations d'avoir été le cerveau des meurtres en série

d'intellectuels et de dissidents durant les deux présidences Rafsanjani. Il a aussi été incriminé en 1997 par la justice allemande pour le meurtre de quatre opposants kurdes dans un restaurant de Berlin devenu célèbre : le Mykonos. Ancien du séminaire religieux Haqqani de Qom, réputé pour son extrémisme politique et religieux, il avait déjà tenté sa chance, en vain, aux législatives de l'an dernier.

L'actuel ministre de la Défense, Ali Chamrani, fera sans doute un meilleur score. Il est avec le vice-président Hachemi-Taba (chargé de l'éducation physique) un des candidats modérés de cette élection, tout en restant conservateur. Bien que faisant partie du cabinet Khatami, cet ancien commandant de la marine est nommé par le guide suprême Ali Khamenei, dont il est réputé proche. Sa

présence intrigue les observateurs. Pour certains, il est chargé de faire baisser le score du président avec le soutien des casernes, selon d'autres, sa candidature n'est qu'une manière de tester la popularité de l'armée et surtout des Gardiens de la révolution, dont Chamrani est une figure éminente.

Mahmoud Kachani est un candidat inclassable. Juriste et professeur d'économie à l'université, il est surtout le fils de l'ayatollah Kachani qui fut d'abord l'allié de Mossadegh lors de la nationalisation du pétrole en 1951 puis son ennemi, allant jusqu'à soutenir le coup d'Etat de la CIA de 1953. Cela pourrait nuire à son fils : Mossadegh est encore très populaire en Iran où il incarne les valeurs nationales, laïques et démocratiques.

Les candidats les plus proches des conservateurs sont

Abdollah Jasbi, président des « Universités libres » (privées) et directeur du journal conservateur *Afarinesh*, et l'économiste Ahmad Tavakkoli, professeur d'université, ancien ministre du Travail. Cependant, ces candidats ne seront pas formellement soutenus par les formations conservatrices proches du bazar ou du clergé, sans doute dans le but de ne pas leur faire du tort.

Le suspense venait de la candidature d'Ibrahim Askarzadeh, qui a finalement été rejetée. Cet ingénieur de 44 ans, ancien preneur d'otage de l'ambassade américaine en 1979, reconverti depuis aux réformes à tous crins, aurait pu créer la surprise. Sa candidature avait froissé l'entourage présidentiel et enthousiasmé une partie des réformateurs déçus de la prudence de Khatami.

Plus de 50 sympathisants d'un parti pro-kurde arrêtés à Ankara



ANKARA, 17 mai (AFP) - 10h14 - Plus de 50 membres ou sympathisants du parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (Hadep) soupçonnés de liens avec la rébellion kurde ont été arrêtés à Ankara, a indiqué jeudi à l'AFP un responsable du Hadep.

Les forces de sécurité ont lancé une opération contre les domiciles des suspects mercredi à l'aube sur ordre de procureurs de la Cour de sûreté de l'Etat, a indiqué le chef du Hadep à Ankara, Veli Aydogan.

"Plus de 50 personnes ont été arrêtées jusqu'ici. Six sont membres de notre parti et les autres en majorité des étudiants qui ont activement participé à nos activités sans être membres", a-t-il ajouté

Les autorités ont repoussé la demande des familles d'informations détaillées sur l'opération

Les membres du Hadep, qui plaide pour un règlement pacifique de la question kurde, sont souvent poursuivis pour liens présumés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le Hadep est l'objet d'une procédure judiciaire en vue de sa fermeture pour liens présumés avec le PKK, une accusation qu'il rejette catégoriquement.

Le PKK a mené pendant 15 ans une lutte armée pour une autonomie kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Le conflit et les violences qui l'ont entouré se sont soldés par 36.500 morts, selon un bilan officiel.

Les combats dans le sud-est ont considérablement diminué depuis que le PKK a annoncé l'arrêt de sa lutte armée et son retrait de Turquie en septembre 1999, à l'appel de son chef Abdullah Ocalan, emprisonné en Turquie et condamné à mort pour trahison et séparatisme.

.....

Nouveau ballon d'oxygène du FMI à la Turquie



jeudi 17 mai 2001,

Le Fonds monétaire international a décidé d'apporter un nouveau ballon d'oxygène à la Turquie, en augmentant sa ligne de crédit stand-by de 8 milliards de dollars, la portant à un total de 19 milliards de dollars, dont 3,8 milliards disponibles immédiatement. Nouveau ministre turc de l'Economie et ancien vice-président de la Banque mondiale, Kemal Dervis s'est aussitôt félicité de cette décision. "C'était le montant que nous attendions () C'est un succès pour le gouvernement. Le FMI n'a octroyé une aide d'un tel montant à aucun autre pays. Mais c'est aussi une responsabilité importante", a-t-il déclaré juste avant de monter dans l'avion devant le conduire à Paris, où se déroule aujourd'hui une réunion de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques.

En annonçant le déblocage de ces 8 milliards de dollars supplémentaires, le numéro deux du FMI Stanley Fischer a de son côté vanté l'important plan de redressement mis en place par l'équipe de Kemal Dervis, alliant diminution des dépenses publiques, privatisation d'entreprises clé et réforme de différents marchés, tels que les télécommunications, l'électricité, le gaz naturel, le tabac et le sucre. Stanley Fischer a jugé tout à fait "approprié" l'accent mis sur la restructuration du secteur bancaire, "surtout au vu des faiblesses constatées dans ce secteur lors des crises récentes". En février dernier, une crise financière particulièrement aiguë a obligé Ankara à abandonner un précédent plan anti-inflation et à laisser flotter la livre turque, qui a perdu depuis 40% de sa valeur face au dollar.

Outre les 3,8 milliards de dollars disponibles immédiatement, le gouvernement turc pourra tirer dans un deuxième temps deux tranches de 1,5 milliard de dollars chacune au plus tôt les 25 juin et 25 juillet, puis deux autres tranches de 3 milliards chacune au plus tôt les 20 septembre et 15 novembre. Ces nouveaux déboursements seront accordés au vu des progrès accomplis par la Turquie dans la mise en oeuvre de son plan de redressement.

Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran
Democratic Party of Iranian Kurdistan
Member of the Socialist International



حزبی دیموکراتی کوردستانی ئێران
حزب دمکرات کردستان ایران

1945

Déclaration concernant la 8^{ème} élection présidentielle et les élections législatives partielles du 6^{ème} Parlement

La République islamique d'Iran a commencé à prendre des dispositions pour la 8^{ème} élection présidentielle et les élections partielles pour le 6^{ème} Parlement, qui se tiendront le 8 juin 2001. Au cours des deux derniers mois, les responsables du régime, partisans de n'importe quel groupe ou aile dans le noyau du pouvoir, ont sué sans et eau pour convaincre les masses iraniennes de l'importance des prochaines élections et ainsi attirer autant de personnes que possibles vers les bureaux de vote. Il n'y a pas de doute, les deux ailes principales à l'intérieur du régime se sont rendu compte que, au bout de 22 années du système soi-disant islamique, les différentes couches de la population ont acquis une connaissance approfondie de l'essence du régime, et qu'elles ont également conscience des dissensions entre les dirigeants de ces ailes. En outre, les despotes au pouvoir savent parfaitement que leur duplicité est incontestablement connue de tous à présent et que les gens n'ont plus confiance du tout en leurs promesses. Nos citoyens savent très bien que, s'ils élistaient une des figures de proue du régime, ils ne verraient jamais réalisés leurs objectifs. C'est ce fait précisément qui a désillusionné la majorité de l'électorat par rapport à ce genre de chicanerie et de tricherie. Les autorités, de leur côté, sont absolument convaincues que cette affaire sera une prestation sans splendeur.

On se souvient très bien qu'il y a quatre ans, les électeurs iraniens, croyant que parmi les autorités était entré en scène un homme ou un groupe de personnalités qui pourrait les soutenir dans leur lutte pour des droits justes, s'étaient précipités vers les bureaux de vote et avaient massivement voté pour Sey-yed Mohammad Khatami . En fait, le très fort taux de participation électorale était incontestablement un référendum des citoyens visant d'un côté à rejeter la politique et les pratiques du régime et de l'autre côté à exiger leurs justes droits à la liberté, à la démocratie et aux droits de l'homme, ainsi qu'à la justice sociale. Il devint tout à fait évident finalement que , en dépit de leurs attentes durant les quatre années de sa présidence , non seulement il ne fit strictement rien pour satisfaire les justes demandes du peuple, mais il a aussi démontré clairement, contrairement à ces attentes, que du point de vue idéologique il n'était en rien différent des autres dirigeants du régime – et s'il devait y avoir la moindre différence entre eux, ce serait sans aucun doute dans la méthode d'administration de l'Etat et dans la question de savoir comment préserver la totalité du régime . En outre, jusqu'à présent, M. Khatami n'a présenté aucun projet de loi au Parlement pour défendre notre peuple , bien que

les réformateurs aient obtenu une large majorité lors des dernières élections parlementaires il y a un an.

Dans ces circonstances, il est assez clair que la participation active du peuple dans l'élection et plus encore dans un vote pour M. Khatami, au lieu d'être un pas en avant vers la liberté, la démocratie et la réforme (affirmation avancée par les réformistes), sera en fait un pas pour rétablir le cercle vicieux des attentes stériles par rapport à M. Khatami, dont les quatre années de présidence ne présentent pas le moindre aspect louable aux yeux du peuple et ne lui ont pas valu quoi que ce soit dont il peut se montrer fier.

Chers citoyens ! Vous savez certainement qu'une fois de plus, vos candidats qualifiés n'ont pas obtenu le droit de vous représenter. Le Conseil des Gardiens, en tant qu'organe tout-puissant du régime, a rejeté tous les candidats qualifiés. C'est allé si loin que les noms de ceux qui ont été rejetés n'ont même pas été annoncés. Il n'y a donc plus la moindre possibilité d'avoir une élection libre, l'électorat étant obligé de voter pour un homme parmi un certain nombre de candidats soigneusement sélectionnés et approuvés par les despotes. C'est la raison pour laquelle nous nous attendons sérieusement à ce que le peuple kurde, ainsi que nos compatriotes iraniens, s'abstiennent de se rendre dans les bureaux de vote.

Comme vous le savez parfaitement, le 8 juin, des élections législatives partielles seront tenues en même temps que l'élection présidentielle, de manière à pouvoir remplir les sièges vacants de certaines circonscriptions. Pour autant que nous sachions, dans les régions concernées, tous les candidats qui avaient obtenu la majorité des voix au premier tour, ont tous été rejetés. Une telle exhibition d'illégalité signifie que les despotes rejettent quiconque obtient les faveurs des électeurs et tout ce qu'ils approuvent. En conséquence, il faut s'attendre à ce que nos citoyens adoptent une position ferme à cet égard et qu'ils démontrent vaillamment, en refusant de se rendre dans les bureaux de vote, que leur volonté diffère du tout au tout de celle du régime.

Nous espérons que nos compatriotes démontreront leur volonté et leur unité inébranlable aux dirigeants en ne participant pas à cette prochaine supercherie, qu'ils prouveront ainsi leur adhésion sans faille à la démocratie et à la liberté, et qu'ils rejettent tout genre de dictature dissimulée sous la ruse et l'hypocrisie.

Comité Central
Du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran
Kurdistan, le 20 mai 2001

Les âpres chemins de l'exil kurde

Victimes de la lutte de l'Etat turc contre la guérilla, des milliers de familles kurdes ont dû quitter de force leurs villages. Quelques-unes, à l'instar des naufragés de l'« East-Sea » en février dernier, ont réussi à gagner l'Europe grâce à des filières clandestines qui se cachent à peine. Depuis Diyarbakir, au sud-est de la Turquie, jusqu'à Francfort, en passant par Istanbul, notre envoyé spécial a suivi l'errance de ces déracinés qui n'ont au fond qu'un rêve : retrouver leur pays

DIYARBAKIR (KURDISTAN TURC)

La famille Tari vit en exil. A deux pas de chez elle, mais en exil. Si une poignée de kilomètres seulement la sépare de son village, qu'elle a dû fuir en 1993, tout espoir de retour lui semble interdit. Abdurrahman Tari, sa femme Edibe et leurs dix enfants sont installés dans la banlieue de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan turc. Assis en cercle sur le *kilim*, autour du thé traditionnel de bienvenue, ils ressassent un passé heureux, si proche et si lointain : « J'avais une ferme et des terres, j'employais une vingtaine de personnes, nous étions prospères », se souvient le chef de famille, le regard fixé, par-delà la fenêtre, sur les immeubles de la cité.

Des bâtiments de trois étages, construits à la fin des années 1980 pour accueillir les *pesmergas*, les anciens combattants du conflit Iran-Irak, abritent aujourd'hui 450 familles kurdes chassées de leurs montagnes par le pouvoir turc. Les rues sont défoncées, les cages d'escalier décrépites, mais les appartements assez vastes et confortables. C'est toujours mieux que les taudis surpeuplés du centre-ville que les Tari ont connus à leur arrivée. Aujourd'hui encore, dans le quartier Baglar, un entrelacs de ruelles boueuses, les réfugiés s'entassent à plusieurs familles dans des deux-pièces, guettant les premiers beaux jours pour aller s'installer sous la

tente dans les terrains vagues de la périphérie.

Comme les Tari, des centaines de milliers de familles de paysans ont été jetées sur les chemins depuis le début des années 1990, au rythme des destructions de leurs fermes par les blindés de l'armée turque. L'objectif affiché était de nettoyer le secteur, soupçonné de servir de base arrière à la guérilla. Abdurrahman hésite, il faut insister un peu pour qu'il raconte les circonstances de son exil : « Tout a commencé parce que j'ai refusé de devenir un *koruç*. » Ces « protecteurs de villages », version kurde des « collabos » de toutes guerres, forment une milice progouvernementale très active dans les zones rurales. Ils seraient environ 50 000, à surveiller les allées et venues pour le compte de l'armée. Au plus fort de la guerre, de 1992 à 1998, aucun paysan ne pouvait prétendre à la neutralité. S'il ne collaborait pas, il était considéré comme acquis à la cause des « patriotes » kurdes.

« Un soir, des soldats sont venus avec six panzers, ils m'ont emmené, j'ai été torturé pendant vingt-six jours. » Un silence, Abdurrahman ajoute dans un murmure quelques détails sur les souffrances endurées. « Quand ils m'ont relâché, je n'avais plus rien, je n'avais plus le choix, alors je suis venu ici. » Son récit rejoint tous les autres : pendant des mois, il y a les menaces policières, les pressions, les nuits de garde à vue, les humiliations publiques, les mauvais traite-

ments ; et puis un jour, une nuit plutôt, l'irruption des forces de l'ordre. Certains ont vu leur maison, leurs bêtes et leurs récoltes anéanties, incendiées ; d'autres ont dû tout vendre à moitié prix à des voisins *koruç* avant de décamper ; beaucoup évoquent des proches tués sous leurs yeux, ou disparus dans les rangs de la guérilla.

Trois mille cinq cents villages ont été rasés, plus de trois millions de Kurdes poussés vers les villes du Sud-Est anatolien. Diyarbakir a été le principal réceptacle de cet exode - 300 000 habitants en 1992, 1 million aujourd'hui. Les immeubles y poussent comme champignons, dans la plus complète anarchie : « Moins de 2 % des nouvelles constructions ont reçu une autorisation », affirme Serdar Talay, responsable de la section locale de Gök Der, association indépendante spécialisée dans les migrations. Locations au noir, ventes sans titres de propriété sont proposées par les investisseurs, souvent mafieux, aux réfugiés à la recherche d'un toit.

Bien que le flot des arrivants se soit ralenti depuis deux ans, l'intendance n'a pas suivi. « Le problème majeur, ce sont les canalisations », reconnaît Feridum Celik, le jeune maire de la ville. Les réseaux d'eau potable et d'eaux usées se mélangent parfois, répandant sur la ville une odeur nauséabonde, ainsi que le risque d'épidémies. Elu en avril 1999, ce représentant du Hadep, parti de gauche pro-kurde, ne peut guère compter sur les aides

gouvernementales. Il a obtenu de banques allemandes des prêts préférentiels pour construire une station d'épuration, ainsi qu'un système d'assainissement à la mesure de sa cité (200 millions de deutschemarks, soit presque vingt fois plus que le budget annuel de la ville). Grâce à ces sommes, il espère que « les travaux seront réalisés à 90 % d'ici à trois ans ».

A cette époque, que seront devenus les Tari ? Le père a perdu son travail de chauffeur depuis trois mois, il n'a plus de quoi payer le loyer. Parfois, ses garçons vont dans les rues vendre des *smit*, sortes de bretzels que l'on transporte en pyramide sur la tête. Ce petit commerce n'y suffira pas. « J'ai peur de perdre l'appartement », reconnaît Abdurrahman. Homme pieux, il s'en remet « au bon vouloir de Dieu », excluant toute idée de départ. Comment partirait-il, d'ailleurs ? Son petit capital a été dilapidé dès les premiers mois pour « survivre » en ville. Or les trafiquants dont il a entendu parler prendraient 20 000 deutschemarks (1 DM vaut 3,35 F) par personne, 7 000 par enfant, pour un aller simple en Europe.

Son voisin d'en face, Yahya, n'a pas non plus d'argent, même s'il porte chemise blanche et cravate impeccables, comme au temps où il était « homme d'affaires ». Mais il ne dissimule pas son envie d'ailleurs : « Fuir en Europe ? Oui, puisque, de toute façon, depuis que j'ai quitté mon village, je me sens

étranger. » Comme lui, des dizaines de milliers de Kurdes, à Diyarbakir, souffrent du déracinement autant que de la misère. Devant l'étranger de passage, ils n'évoquent jamais leurs assiettes vides - « Pour certains, on peut pourtant parler de famine », dit-on à l'association Gök Der -, mais ils finissent toujours par vider le sac des peurs dont le souvenir ne les quitte pas. Les violences sont interrompues depuis le cessez-le-feu décrété unilatéralement par le PKK d'Abdullah Öcalan en 1999 mais, comme l'explique Osman Baydemir, un jeune avocat, président de l'Association des droits de l'homme de Diyarbakir, « elles sont encore dans les têtes ».

On fait circuler en silence le photo d'une fille ou d'un frère « parti à la guérilla », on montre au mur le portrait d'un père ou d'un oncle martyr. Comme si la guerre était encore aux portes. D'ailleurs, dans cette région sous état d'exception, on en respire le climat, chargé de suspensions et de craintes. Ainsi, ce gamin, petite silhouette de moineau accroupie dans la poussière de la rue. Sur un torchon étendu au bord du trottoir, il vend des crayons, « tous les jours sauf le dimanche ». Est-il kurde ? La réponse fuse : « turc ». On insiste d'un sourire ; il a un haussement d'épaules : « Euh, les deux. » Dans une métropole aux 9/10 kurde, avouer son identité kurde, ne serait-ce que sur le ton de la confiance, peut être source de sérieux ennuis. « Les

gens ne prennent pas le risque de partir et de mourir seulement pour des raisons économiques, insiste M. Baydemir. Psychologiquement, ils ressentent un besoin impérieux de fuir le danger. Tant que la question kurde ne sera pas réglée, l'exil continuera. »

Parfois, le déclic est provoqué par l'administration turque elle-même. Hikmet Altug, un instituteur de trente-huit ans, est sur le départ. Avec seize de ses collègues, membres comme lui du syndicat des enseignants de Diyarbakir, il vient de recevoir sa mutation. En pleine année scolaire, il a trois semaines pour rejoindre son nouveau poste, à l'autre bout de la Turquie. « Dans un fief de fascistes », précise-t-il. Depuis 1992, 476 enseignants, militants syndicaux, auraient ainsi été mutés loin de Diyarbakir, affirme le président du syndicat, Hayretin Altun. Lui-même a été envoyé, il y a six mois, « dans un village sans enfants » ; il a préféré prendre une maigre retraite, à quarante-six ans. Hikmet, lui, a sept enfants. Il ne les emmènera pas. Il pense à la démission, et à fuir définitivement près de dix années de harcèlement policier. Depuis ce jour de 1992 où une balle l'a fauché à la sortie de l'école et plongé pendant dix-sept jours dans le coma, il est « constamment en garde à vue ». Sans motif précis. Il se donne quelques semaines de réflexion, mais, c'est sûr : « Si je ne tiens plus le coup, j'irai en Europe. »

Toutefois, ceux qui franchiront

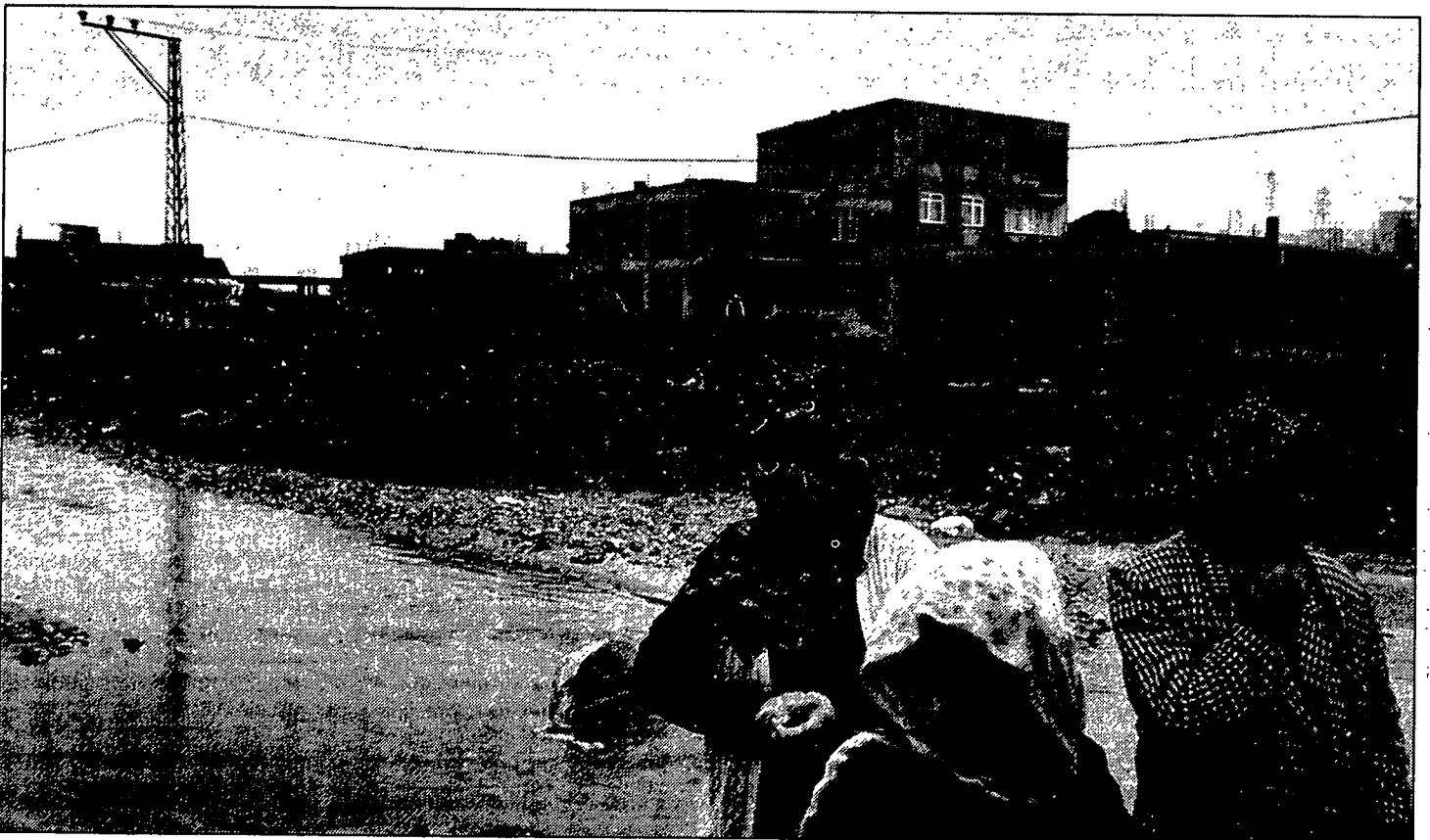
le pas et prendront l'autocar pour Istanbul, à plus de mille kilomètres de là, puis tenteront la traversée vers les côtes de l'Italie, ne seront jamais qu'une infime minorité. La plupart entretiennent le rêve de rentrer un jour au village. L'Etat turc a en effet pris conscience de l'inefficacité de sa politique visant à vider les campagnes kurdes. Sa tentative d'imposer un regroupement des populations dans des villages « à l'algérienne » ou « à la vietnamienne » a échoué. Aujourd'hui, les vagues promesses d'une aide au retour semblent se dissoudre dans la terrible crise économique qui secoue le pays. Sur 17 000 demandes en bonne et due forme, l'Etat a donné un millier de réponses favorables, mais jamais les 1 000 dollars destinés à financer la réinstallation. A Diyarbakir, la section de Gök Der, plusieurs fois fermée par les autorités, ne fonctionne que depuis quatre mois : « Nous avons soutenu la demande de soixante familles, mais le préfet n'a jamais répondu », souligne Serdar Talay.

SEHCOBAN (KURDISTAN TURC)

Sans attendre un feu vert des autorités, quelques-uns se sont risqués sur le chemin du retour. Sehmus a trente ans, quatre enfants, tous nés à Diyarbakir, où il s'est marié en 1993 avec une amie d'enfance. Depuis deux ans déjà, il est revenu dans son village, à une quarantaine de kilomètres au nord. Sehcoban était un bourg d'environ

soixante familles ; les maisons ne sont plus que des tas de pierres, à peine plus hauts que les alignements de cailloux qui délimitent les champs alentour. Seule la petite école blanche est restée intacte, deux autres masures ont été rafistolées. Aujourd'hui, cinq familles vivent ici, sans autorisation, squatteurs de leur propre village. Par quatre fois, elles ont été renvoyées, *manu militari*, à Diyarbakir. Par quatre fois, elles sont revenues, à pied, et avec le vieux tracteur, seul vestige sauvegardé des temps anciens. « Depuis six mois, les korucus nous laissent tranquilles, dit Sehmus. Le commissaire doit être un type bien. »

A Sehcoban, ni électricité, ni eau ; la fontaine est à plusieurs kilomètres. « Il n'y a pas le confort, mais il y a la survie », sourit Sehmus. Il garde un troupeau de jeunes bovins à viande, « qui appartient à un riche ». Lui n'a rien, que des dettes puisqu'il achète tout, y compris la farine pour le pain, à crédit. Gigantesque à-valoir sur la récolte future. Mais que sera-t-elle ? Ces deux dernières années, la sécheresse l'a réduite à néant et l'inflation galopante a creusé la dette. Les cinq familles de Sehcoban, en se cotisant, n'ont même pas de quoi acquérir une vache pour donner du lait aux enfants. Que dire d'éventuels travaux pour rendre les ruines plus habitables. Dans la maison où vit Scukran, trente ans, entourée de ses cinq enfants, flotte une odeur de brûlé, encore persistante huit.



A Diyarbakir, un quartier aux rues boueuses abrite les familles de réfugiés kurdes chassées de leurs montagnes toutes proches.

ans après l'incendie. Son mari a jeté quelques truées de ciment entre les moignons de poutres, mais l'humidité suinte en permanence l'hiver. Et pendant les nuits d'été, la lampe à huile reste allumée pour dissuader les serpents. Les grands yeux noirs de Scukran ne se plaignent pas : « C'était pire à Amed (le nom kurde de Diyarbakir). »

Survivre au pays. Ce slogan de misère ne convient pas aux plus jeunes, dont la plupart ont grandi en ville. « On s'en fout d'avoir à manger, cela ne suffit pas, on veut plus de liberté », jette Mehmet, vingt-deux ans. Il est descendu de son village il y a cinq mois seulement. Sa grande sœur est « à la guérilla » et il ne supportait plus « les pressions ». Il est venu en ville avec sa mère, « parce qu'il est impossible de se loger pour un célibataire ». Tous deux habitent dans la cave de l'immeuble où il a trouvé un job de concierge. Il rêve de travailler dans la restauration, d'ouvrir son propre établissement. C'est là que l'exil économique se superpose au politique. L'économie régionale, sinistrée par les années de guerre, gangrenée par les trafics en tous genres, ignorée par Ankara, ne peut nourrir les enfants du Kurdistan. Et encore moins leurs espérances. Pour Mehmet et ses amis, contrairement à leurs parents, Diyarbakir n'est pas un terminus, seulement la première étape de leur ruée vers l'Ouest. Il en est sûr : « L'envie de partir existe- ra toujours ».

ISTANBUL

Au premier étage d'un immeuble anonyme de Galatasaray, c'est comme un consulat du Kurdistan à Istanbul. On n'y délivre aucun visa, mais la cafétéria du Centre culturel de Mésopotamie (MKM) a, pour les Kurdes de la capitale turque, un parfum d'extraterritorialité. Des jeunes s'y retrouvent pour boire le

thé, fumer et papoter en dialecte. Des familles, nouvellement arrivées « du pays », viennent y chercher un conseil, une aide, un peu de solidarité. C'est là aussi qu'on trouve les meilleurs livres, CD ou cassettes en langue kurde, puisque le MKM (prononcer Mékamé) est aussi maison d'édition. Une salle de télévision permet de visionner les derniers films sortis en vidéo ou DVD sur la question kurde. En revanche, la salle de théâtre est fermée. Des scellés posés par la police en condamnent l'accès depuis 1998, comme si l'art théâtral était potentiellement plus subversif que les autres.

Ainsi est le MKM, lieu de rencontres toléré par les autorités où une communauté vient brasser ses sentiments, entre nostalgie, espoir et désespoir. Metin, Kemal et Ibrahim ont une vingtaine d'années. Ils ont quitté leurs villages détruits alors qu'ils étaient jeunes adolescents. Après avoir végété quelque temps avec leur famille à Van et Diyarbakir, ils ont mis le cap à l'ouest.

Depuis trois ans, ils ont collectionné les petits boulots, barman ou plongeur, entre de longues périodes de chômage. Les trois amis préfèrent venir au MKM - « entre nous » -, plutôt que d'aller dans les cafés que fréquente la jeunesse stambouliote. « Le regard sur nous des gens d'ici nous gêne, on se sent rejetés », dit Kemal. Ibrahim renchérit : « Les jeunes Turcs ont des préjugés, ils sont manipulés par les médias. » L'idée de partir en Europe les a bien sûr effleurés, mais ils sont taraudés par le doute : « Déjà ici, le pays me manque, avoue Metin. Alors là-bas, que vais-je faire ? » Ibrahim, sans emploi à son retour du service militaire, semble le plus déterminé : « Nous vivons à sept dans une pièce, j'ai l'impression de ne servir à rien. Si je pouvais, je ne resterais pas une seconde de plus dans ce pays. »

« Si je pouvais. » La condition est essentiellement financière car, « techniquement », la capitale turque offre toutes les facilités. Cette mégapole de douze millions d'habitants est devenue la principale plaque tournante de l'immigration clandestine à destination de l'Europe. Les Kurdes de Turquie constituent le principal « bassin de clientèle » pour les trafiquants. Ils seraient aujourd'hui près de trois millions disséminés dans l'agglomération, vivant le plus souvent dans des conditions d'extrême précarité. Il y a aussi les Kurdes d'Irak, d'Iran et de Syrie que les filières conduisent à travers le pays jusqu'à Tarlabasi, vieux quartier cosmopolite où sont rabattus les candidats au départ. On y rencontre aussi des Afghans, des Africains, des Européens de l'Est, même des Marocains, qui préfèrent aujourd'hui ce grand détour à l'aléatoire passage par Tanger. Désormais, le sas stambouliote n'y suffit plus : on embarque de tous les ports ou criques de la côte de la mer Egée.

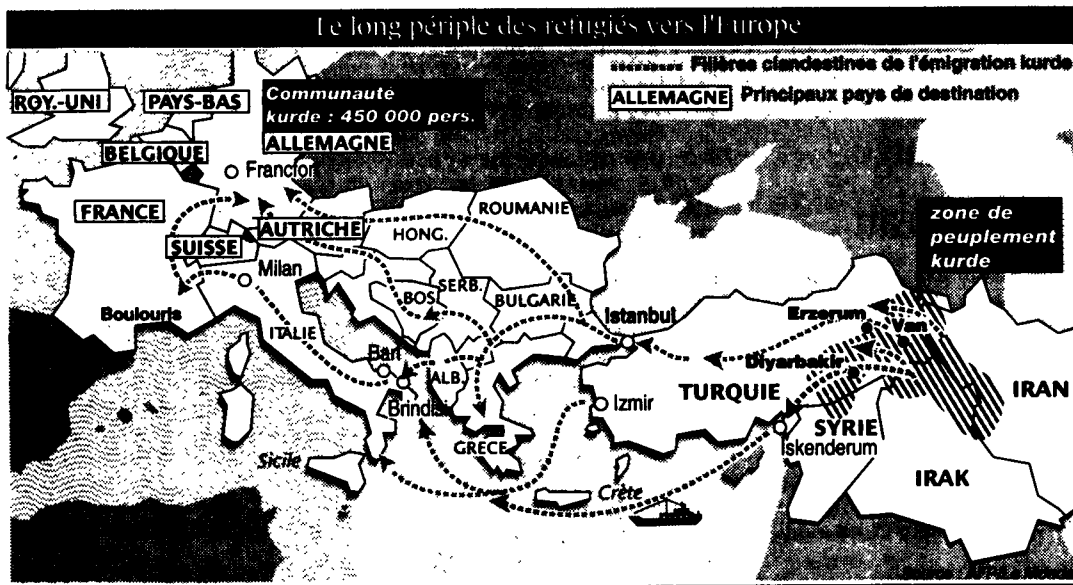
Ahmet Acun a tenté sa chance l'an dernier. Les trafiquants étaient venus jusque dans sa banlieue, à Iki Telli. « C'était pendant le mois de ramadan, raconte-t-il. Je ne connais pas leur nom, c'est mon meilleur ami qui me les a présentés. »

Ils demandaient 3 000 deutschemarks. » Sans emploi depuis deux ans, ce maçon de trente-huit ans, père de six enfants, escomptait rejoindre l'Allemagne où vit son cousin, puis y faire venir sa famille. « Ils nous ont rassemblés, nous étions peut-être 500 de plusieurs nationalités, des enfants, des bébés, des vieux. Puis ils nous ont emmenés en cars jusqu'à un port de plaisance, Ayvali. De là, nous sommes partis à pied à travers une forêt, nous avons marché une heure, nous devions prendre le bateau à 2 h 30 du matin. » Mais en arrivant à l'endroit convenu, la cohorte a vu s'éloigner des véhicules de l'ar-

mée. « Les responsables nous ont alors dit qu'on ne pouvait pas partir. Ils nous ont conduits dans une ferme, où nous avons passé le reste de la nuit. A 9 heures, l'armée nous a encerclés. »

Pas de chance. C'était l'époque où, après plusieurs accostages dans la région de Brindisi et de Bari, l'Italie avait invité la Turquie à moins de laxisme dans la surveillance de ses frontières. Ahmet Acun est rentré chez lui, après une semaine de détention. « Si c'était à refaire, je recommencerais », dit-il, approuvé par son voisin, Behget Kogak, trente-trois ans : « Nous ne souhaitons pas spécialement aller en Europe, mais il nous faut fuir quelque part, explique ce dernier. Regardez comme nous vivons, psychologiquement, les gens ne vont pas bien. » Comme 450 autres familles venues en majorité de la région d'Erzerum, au Kurdistan, les deux hommes ont élu domicile à Ayazma, sorte de hameau enfoui au fond d'un vallon qui reçoit les eaux usées des dizaines d'immeubles construits sur le plateau d'Iki Telli. Ils vivent dans des bicoques bâties illégalement de leurs mains, des *gecekondus* (littéralement « construits en une nuit ») dont les autorités s'efforcent de freiner la prolifération.

Behget Kogak désigne un énorme tas de gravats à 300 mètres de chez lui : « Là, il y avait trois maisons, les bulldozers sont venus la semaine dernière. » La sienne a été démolie cinq fois. Aujourd'hui, il a obtenu un papier qui lui en accorde l'usufruit. Ni locataire, ni propriétaire, Behget fait partie de cette population des ombres qui échappe aux statistiques et vit d'expédients. L'électricité des *gecekondus* est aux trois quarts piratée, l'eau tirée d'une fontaine est stockée devant la porte dans des barils en plastique, quelques poules faméliques qui picorent sur une décharge pourvoient au complément alimentaire, l'argent du trans-





Istanbul. Dans cette mégalopole de douze millions d'habitants, près de trois millions de Kurdes vivent dans des conditions d'extrême précarité.

port scolaire est économisé pour de plus triviales nécessités. De toute façon, les enfants vont par les rues cirer les chaussures, vendre des mouchoirs en papier ou des moules farcies en jouant au chat et à la souris avec la police. Il y aurait ainsi, errant dans Istanbul, quelque 10 000 enfants kurdes, de six à quatorze ans. Les adolescents trouvent à s'employer, clandestinement, dans les nombreuses entreprises de confection de l'agglomération. Pour leurs pères, travailler est devenu presque impossible.

A la misère quotidienne s'ajoute la crainte, pour les habitants d'Ayazma, que leur bidonville ne survive pas à la construction, en cours dans le voisinage, du stade olympique. Une perspective qui relance les envies d'expatriation, alimentées par les fantasmes et les rumeurs : « *Le bruit a couru qu'il y avait un passage sous la mer.* » Ahmet guette l'occasion d'un prochain bateau. Comment le saura-t-il ? La question provoque l'hilarité dans la petite collectivité : « *Bientôt, ils publieront les horaires de départ dans la presse !* »

FRANCFORT (ALLEMAGNE)

Les trafiquants ne se cachent

guère. Dans un quartier comme celui d'Aksaray, à Istanbul, ils ont même pignon sur rue : « *Pour acheter mon passeport, je suis allé dans une boutique, c'était une agence de voyages* », raconte Omar Cabbar, un avocat kurde qui a réussi à gagner l'Europe après avoir fui Kirkouk, en Irak. Contre 4 000 dollars, on lui a fourni un vrai-faux passeport, avec visa de tourisme pour l'Allemagne. Délai, huit jours. « *Un type m'a accompagné à l'aéroport, il a parlé aux policiers comme à de vieilles connaissances*, précise Omar. *A Francfort, à la sortie de l'aéroport, un homme m'a repris le passeport et m'a rendu 1 000 dollars, comme convenu.* » Omar Cabbar pouvait alors se présenter aux autorités allemandes pour obtenir le statut de réfugié politique.

Tous les témoignages soulignent les bons rapports entre les trafiquants et la police, notamment à l'aéroport d'Istanbul. « *Ils se vantaient d'être leurs copains, ils nous disaient qu'il n'y aurait pas de problèmes* », se souvient Hanim Gezer, une femme de quarante et un ans, partie de Diyarbakir avec deux enfants. « *C'est mon beau-père qui a payé, 8 000 deutschemarks par personne, la moitié avant*

le départ, le reste quand nous sommes arrivés en Allemagne. » Les Gezer sont restés un mois en transit à Istanbul, enfermés « *dans un grand local avec trente autres familles* ». Puis un jour, les trafiquants sont venus les chercher, avec deux autres familles. Direction : l'aéroport. « *Les autres n'avaient pas assez d'argent, ils ont pris un bateau pour l'Italie* », explique Hanim. Elle a appris par la suite que la moitié avaient été renvoyés en Turquie.

Mais le grand voyage se fait aussi par la route, via la Grèce, la Bulgarie ou la Roumanie, en fonction de la politique de visas des divers pays. Actuellement, la frontière bulgare serait la plus perméable. Parfois, la route s'arrête prématurément à Bucarest ou à Sarajevo, sur un parking où les passeurs abandonnent leur véhicule. Pour Delal Alpaslan, une jeune veuve de trente-huit ans et ses deux garçons, tout s'est bien passé. C'est en urgence qu'elle a été « *exfiltrée* » par sa famille l'an dernier, peu après que son mari, Haydar, a été tué dans un accrochage avec l'armée régulière. Il avait quelques responsabilités dans la lutte armée, comme en témoignent les articles que lui a consacrés *Ozgur Politika*, le quotidien de la diaspora kurde édité à Francfort. Delal n'avait pas projeté de partir, elle ne s'est pas occupée des préparatifs : « *J'étais dans un état second*, dit-elle. *Un jour, on nous a mis dans un camion, nous avons roulé pendant trois jours et trois nuits, sans sortir de notre cache.* »

Delal Alpaslan, Omar Cabbar, Henim Gezer ont eu des itinéraires différents, qui ont fini par les conduire, comme 450 000 autres Kur-

**« Pour acheter mon passeport,
je suis allé dans une boutique,
c'était une agence de voyages »**

**Omar Cabbar,
avocat kurde exilé en Allemagne**

des, jusqu'en Allemagne. Fin de l'errance ? Ont-ils atteint l'eldorado que l'on dépeignait à Istanbul, Kirkouk ou Diyarbakir ? C'est trop tôt pour Delal, son aîné Isa, seize ans, et Botan, onze ans. Ils ne sont sortis que depuis trois mois du camp de réfugiés. Ils sont encore « sous le coup des événements ». Malgré des papiers en règle, révèle la mère, « le petit demande souvent si les Allemands peuvent encore nous arrêter et nous renvoyer ». Arrivés en 1997, Henim Gezer, sa fille de dix ans et son fils de vingt-quatre ans vivent encore dans une pièce unique, au camp d'hébergement Oberursel, à quinze kilomètres de Francfort. Dans ces bâtiments préfabriqués hérissés de paraboles, où la cuisine et les sanitaires sont communs, on dénombre près de 300 familles ; kurdes, mais aussi somaliennes, afghanes, pakistanaïses. Et des camps comme celui-ci, il y en a une trentaine pour la seule région de Francfort.

Depuis quatre ans entre les mêmes quatre murs, Henim ne se plaint pas : « Certains sont là depuis dix ans. » Elle se satisfait de savoir que « les enfants sont en sécurité, ils sont en vie et ils vont avoir un avenir ». Elle-même ne sort pratiquement jamais de la chambre, ne connaît personne au dehors, ne parle pas allemand. Depuis huit mois, les Gezer ont obtenu le précieux passeport bleu ciel des réfugiés mais, faute de trouver un logement, ils restent à Oberursel. La vie dehors n'est pas forcément meilleure : Omar Cabbar pleure son statut d'avocat d'avant les années d'oppression à Kirkouk. Il ne le retrouvera sans doute jamais ici. Cinq

ans après avoir été admis comme réfugié, il ne maîtrise toujours pas assez bien la langue allemande pour reprendre des études. Il a été garçon de restaurant. « Aujourd'hui, je vis de l'aide sociale », avoue-t-il, un peu honteux dans son élégant costume bleu.

Son voisin du dessus, dans le coquet immeuble social sis à Offenbach, dans la banlieue de Francfort, connaît le même problème. « J'ai des difficultés linguistiques, c'est ma faiblesse », reconnaît Arif Dirik, trente-six ans, un ancien instituteur qui présidait le syndicat des enseignants d'Antep. Plusieurs fois suspendu, gardé à vue, menacé de mort, il a fini par fuir le Kurdistan, avec son épouse et leur petite fille. « Nous vivons depuis novembre 1994 en Allemagne, mais dans ma tête je ne suis pas encore ici, dit-il. Chaque soir, je m'endors dans mon pays. » Les Européens ne font pas assez pour l'intégration de ces exilés ou sont-ce les Kurdes qui jamais ne se sentiront chez eux hors de leurs montagnes ? A Francfort ou Berlin, comme à Istanbul et à Diyarbakir, leur exil ressemble à une douloureuse parenthèse en attendant l'improbable retour. Ils élèvent leurs enfants dans la nostalgie de cette terre qu'ils ont peu ou pas connue. Agée de dix ans, Dilar, la fille d'Arif, est première de sa classe, elle n'a que des copines allemandes, c'est elle qui aide sa mère à apprendre la langue. Toutefois son père n'en doute pas : « Elle a envie de retourner dans son pays. » Et Helin, son autre fille, cinq ans, née à Offenbach, Allemagne ?

Jean-Jacques Bozonnet



A Diyarbakir, région sous régime d'exception, règnent suspicion et crainte.

IRAK Vers un embargo plus souple

Punir Saddam Hussein en ménageant le peuple

Patrick Saint-Paul
(avec AFP)

Londres et Washington ont tendu la trappe. Mais il est peu probable que Saddam Hussein tombera dedans. La Grande-Bretagne, soutenue par les Etats-Unis, a proposé aux autres pays membres du Conseil de sécurité d'assouplir l'embargo commercial imposé depuis dix ans au régime irakien.

Si cette proposition très attendue est adoptée, l'Irak se-

rait autorisé à importer tous les biens qu'il souhaite, à l'exception des armes et des produits à double usage civil et militaire, alors que le régime actuel est fondé sur l'idée que tout ce qui n'est pas autorisé est interdit. Les contrats passés par l'Irak seraient uniquement contrôlés par le secrétariat de l'ONU et non plus par le Comité des sanctions que l'Irak accuse de bloquer délibérément les contrats. Bagdad n'aura toutefois pas le contrôle de ses revenus pétroliers qui devront toujours être versés sur un compte séquestre admi-

nistré par l'ONU.

Le projet prévoit que Saddam autorisera le retour des inspecteurs de l'ONU sur le désarmement avant une éventuelle levée partielle des sanctions. L'Irak avait déjà fait savoir qu'il n'accepterait rien de moins qu'une levée totale de l'embargo et avait expulsé les inspecteurs de l'ONU en 1998.

« Avec ce système, l'Irak aura les moyens de combler les besoins de sa population, a indiqué un diplomate britannique. Si notre proposition est adoptée par le Conseil de sécurité, l'Irak n'aura plus d'excuses pour justifier les souffrances du peuple irakien. » Selon Richard Boucher, porte-

parole du département d'Etat, « le but est de contrôler efficacement la capacité de l'Irak d'acheter des armes et menacer ses voisins avec ses armes de destruction massive. Et de permettre au peuple irakien d'avoir accès aux produits dont il a besoin ».

Pourquoi Saddam accepterait-il ces « sanctions intelligentes », qui ne pénaliseraient théoriquement que son régime ? Le blocus est de plus en plus perméable. Le commerce entre l'Irak et ses voisins ne cesse de se développer. Et les exportations « illégales » de pétrole rapportent des revenus de plus en plus confortables au clan du raïs.



■ Danielle Mitterrand, ici en Irak avec Massoud Barzani, le président du parti démocratique du Kurdistan, sera à Saint-Juéry demain à 17 heures.

SAINT-JUÉRY Danielle Mitterrand invitée des Kurdes, demain, à l'Albaret

« J'ai convaincu François »

Danielle Mitterrand, la présidente de France libérés, sera à Saint-Juéry, salle de l'Albaret, le samedi 19 mai, à partir de 17 heures, à l'invitation de l'association franco-kurde d'Albi qui fête dix ans de présence dans le Tam. Conférence, témoignages, repas kurde et spectacle sont au programme. Renseignements au 06.22.49.59.65.

Pour beaucoup de Kurdes, vous êtes considérée comme une sauveuse. Ils vous appellent « la mère des Kurdes ». Comment réagissez-vous à ça ?

C'est une bien grande famille que le destin m'a confiée, parce qu'il n'a pas su la protéger lors du partage des territoires par les alliés vainqueurs et rapaces, se distribuant les richesses de cette région. Ils ont confiance en mes démarches qu'ils savent pacifiques parce qu'ils connaissent mon opiniâtreté à convaincre, qu'ils ont leur place sur notre terre au même titre que ceux qui se l'approprient inconsidérément. C'est déjà une longue his-

toire entre nous ; nous avons des souvenirs communs qui fondent nos relations et notre histoire commune.

Qu'est-ce qui vous a touchée quand vous êtes entrée pour la première fois dans un camp de réfugiés kurdes ?

J'ai rencontré des familles écartelées, des enfants isolés, à la recherche de leurs parents disparus. J'y ai vu des blessés victimes des gaz toxiques ; le désarroi de ces femmes, hommes et enfants entretenu par la folie des dictateurs. En croisant le regard effarouché des plus petits, je me suis donc donné pour mission de les sortir de là. A mon retour, je me suis employée à convaincre François.

Ça a été facile ?

Non. Les services du ministère des Affaires Étrangères ont dit à François que j'étais en train de me laisser manipuler. Ces diplomates prétendaient qu'en Turquie les Kurdes d'Irak étaient à l'abri. J'ai alors remis un document filmé sur le gazage d'Alabja à François. Je lui ai dit comment ça se passait dans les camps, comment les Turcs ramenaient les réfugiés à

la frontière et les abandonnaient à leurs bourreaux. Il faut quand même savoir qu'ils exterminent leur propre population kurde ! Bref, j'ai convaincu François de dépêcher une mission pour rapatrier les plus fragiles, en l'occurrence les enfants accompagnés de leurs parents qui prendraient en charge les orphelins. Et voilà comment, il y a 10 ans, sont arrivés en France quelques rescapés des camps.

Les Kurdes s'impliquent beaucoup dans le Tam. Ils ont le souci de faire connaître leur culture mais aussi de s'ouvrir sur les Français. Qu'en pensez-vous ?

Les Kurdes ont trouvé une raison de vivre en développant leur savoir, leur culture et en la faisant partager à leurs voisins qui découvrent eux aussi les richesses d'une civilisation lointaine. Ils apportent leur contribution à la construction du 21^{ème} siècle qui se fonde sur l'échange culturel, la solidarité, et la responsabilité individuelle.

Vous rappelez-vous de Zoubeyr Abdulrahman, le chef du camp de Mardin que

vous avez rencontré en 1989 ?

Mais oui, je me souviens très bien de Zoubeyr Abdulrahman. Il m'est arrivé de le rencontrer à nouveau avec sa famille, au cours de mes divers déplacements en province.

C'est lui qui est à l'origine de cette fête organisée par l'association franco-kurde d'Albi. Cette fête en votre honneur, 10 ans après leur arrivée en France, vous vous y attendiez ?

Je suis heureuse de participer à cette fête anniversaire. Les Kurdes m'honorent en me la dédiant. Et j'y suis particulièrement sensible. Les enfants seront des adolescents ou des adultes ; ils n'oublient pas et seront le relais pour transmettre leur identité à ceux qui sont nés en France. Je retrouverai avec émotion celles et ceux que j'avais rencontrés dans les camps.

Propos recueillis par Béatrice DILLIES.

France libérés Fondation Danielle Mitterrand, 22 rue de Milan, 75009 Paris. Téléphone 01.53.25.10.40. Site : www.france-libertes.fr. Email : contact@france-libertes.fr

LA DÉPÊCHE
SAMEDI 19 MAI 2001

DÉBAT Les Kurdes reçoivent Danielle Mitterrand, ce soir, à St-Juéry

« Elle nous a sauvé la vie »



Les jeunes Kurdes se sont organisés en groupes pour mieux vous recevoir avec Danielle Mitterrand, ce soir à partir de 17 heures, à Saint-Juéry.
Photo DDM - B. D.

Ibrahim, Behave et Bewar ont mis des affiches à Saint-Juéry. Kavi, Kavout et Mourad à Albi. Mais le grand jour c'est aujourd'hui. Quatre cents personnes sont attendues au repas kurde de Saint-Juéry, ce soir. Les jeunes se sont déjà organisés pour le service. Mais qui servira Danielle Mitterrand, la présidente de France Libertés ? Mystère ! Car ce rêve secret, tous les jeunes Kurdes du Tarn le cultivent encore jusqu'à ce soir. Rien n'est décidé, mais Kavout, 16 ans, sait ce qu'elle doit à l'épouse de François Mitterrand (lire « La Dépêche du Midi » d'hier). « Sans elle, je serai pas là. Alors avant de lui dire bonjour, je vais lui dire merci. »

« C'est vrai qu'à la fin, dans les

camps turcs, c'était affreux. Elle est arrivée au bon moment. D'une certaine manière, elle nous a sauvé la vie », poursuit sa grande sœur, Kavi, qui n'avait que 8 ans, en 1991, quand la bonne nouvelle est enfin arrivée pour les réfugiés kurdes d'Irak.

La fête organisée ce soir en l'honneur de Danielle Mitterrand a donc pour objet de célébrer dix ans de présence kurde en France, mais aussi de faire connaître une culture méconnue.

ENRICHIS PAR LA DIFFÉRENCE

Kavi mettra sa robe traditionnelle ce soir. Après la conférence donnée par la présidente de France Libertés à 17 heures, les personnes présentes pourront aussi découvrir des pièces d'artisanat et des chansons

kurdes. « C'est important pour nous, reprend Kavi. On veut être reconnu en tant que peuple, pas en tant que victime. »

Un sentiment d'appartenance à une communauté qui s'exclut pas le partage. « On a pris les qualités des Français, les qualités des Kurdes. Et c'est ce qui fait ce que nous sommes », se réjouit Kavout, à la fois déracinée et fière de ce mélange des cultures qui l'a enrichie. Alors, si les jeunes Kurdes parlent régulièrement leur langue natale chez eux, tous sont maintenant bien intégrés sur leur terre d'exil.

Khochi, 8 ans, voudrait être infirmière. Mourad, 23 ans, est déjà pâtissier ; Mamyan, 19 ans, maçon ; et Zouzari, 17 ans, vendeuse. Bewar, lui, va s'inscrire en Deug de

Langues étrangères appliquées l'année prochaine.

Autant d'exemples de cette volonté farouche de s'en sortir. « Pour remercier les Tamais qui nous ont accueillis, car ce sont des gens ouverts, chaleureux et sympathiques. Ils nous ont acceptés tels qu'on est. On leur doit de réussir à faire quelque chose de notre vie », conclut Kavi.

Alors, tous espèrent que les Français viendront très nombreux, ce soir, à leur rencontre salle de l'Albarret. Pour renforcer cette amitié franco-kurde qui a pris naissance il a dix ans déjà.

Béatrice DILLIES.

Danielle Mitterrand à Saint-Juéry

Kurdes et Français unis par les larmes

Saint-Juéry, 18 heures. Danielle Mitterrand arrive avec une petite heure de retard dans la salle de l'Albarêt, à Saint-Juéry. Cinq cents personnes se lèvent aussitôt comme un seul homme pour applaudir l'invitée d'honneur de la soirée.

Tout sourire, la présidente de la Fondation France Libertés avance lentement sur fond de musique kurde. Dilvine Emin, 20 ans, est venue de Montauban pour rencontrer « la mère des Kurdes » ; elle ne manque pas cette occasion.

« Je suis contente de vous revoir. Je vous ai vu au à Bourg-Lastic quand je suis arrivée en France.

— Ah, vous aviez quel âge, répond Danielle Mitterrand ?

— 8 ans, reprend la divine Dilvine. Ses yeux verts débordent de reconnaissance pour celle qui a obtenu que la France accueille des réfugiés kurdes sur son territoire. C'était il y a dix ans. Un anniversaire que toutes et tous ont fêté dignement à Saint-Juéry.

Français, Kurdes ! Difficiles d'ailleurs de dire qui était quoi hier.

En maître de cérémonie, Jean-Marie Delbos arbore ainsi la tenue traditionnelle du combattant kurde avec khaki et chitek autour de la taille. Saïd Ahmad, chargé de l'accueil à l'entrée, a préféré le costume « européen » et les lunettes de soleil.

Mais après tout qu'importe ! Car en écoutant le récit de Kavi, ensuite à la tribune, les larmes ont le même goût au coin de toutes ces lèvres — françaises ou kurdes — prêtes à couvrir la jeune fille de baisers réconfortants.



Danielle Mitterrand a échangé quelques mots, hier, avec Dilvine au cours d'une soirée riche en émotions. Photo DDM - Maxime Corbière

Car Kavi est effondrée. Sa voix tremble puis s'étrangle au souvenir de la difficile fuite à travers les montagnes, entre Irak et Turquie. Son père, Zoubeyr Abdulrahman, le président de l'association franco-kurde d'Albi, est au premier rang. Lui aussi cache difficilement son émotion, comme le public d'ailleurs.

« Je voudrais remercier particulièrement Madame Mitterrand, reprend néanmoins Kavi. Elle a permis à la petite fille que je suis de rêver d'un monde meilleur. Alors merci. » Danielle Mitterrand se lève et l'embrasse sous les applaudissements.

Emotion encore quand Hawar évoque son père mort au combat contre les troupes de Saddam Hussein. « On sauve une vie et

on sauve le monde. Je ne prétends pas sauver le monde. Simplement j'ai sauvé quelques vies », commente modestement Danielle Mitterrand avant que chacun se retrouve autour du verre de l'amitié offert par l'association franco-kurde d'Albi.

Kavi peut enfin retrouver le sourire. Elle a déchiré son discours. L'avenir est maintenant devant elle.

Béatrice DILLIES.

Etaient également présents parmi les personnalités : Paul Quilès, Thierry Carcenac, Antoine Magana, le maire de Saint-Juéry Jacques Lasserre, le Dr Kendal président de l'institut kurde de Paris, Saywan Barzani le représentant du gouvernement du Kurdistan en France

LA DÉPÊCHE
20 MAI 2001

Un non-lieu a été prononcé pour trente et un Kurdes arrêtés en 1993

Certains avaient passé six mois en détention provisoire

L'OPÉRATION « Rouge-Rose » a fait chou blanc : une centaine de Kurdes avaient été interpellés, le 18 novembre 1993, sur ordre du ministre de l'intérieur de l'époque, Charles Pasqua, lors d'un vaste coup de filet dans plus de vingt-cinq départements. Trente et un Kurdes avaient été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et plusieurs d'entre eux pour « extorsion de fonds », treize personnes avaient été écrouées. Après avoir minutieusement examiné les charges - l'instruction a duré huit ans -, le juge d'instruction Roger Le Loire a estimé, vendredi 11 mai, qu'il n'y en avait pas et délivré un non-lieu général. Après ce coup de filet dans les

milieux supposés proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Charles Pasqua avait obtenu, le 30 novembre 1993, du conseil des ministres, la dissolution de deux associations kurdes, « les façades légales du PKK qui, en France comme dans d'autres pays d'Europe, se livre à des actions de caractère terroriste ou délictuel, qu'il n'est pas possible de tolérer sur notre sol », avait assuré le ministre de l'intérieur.

Plusieurs actions violentes avaient été menées par des Kurdes contre des intérêts turcs à Paris, Lyon, Marseille et Strasbourg au printemps et à l'automne 1993, et les policiers soupçonnaient le PKK d'avoir monté en France « une infrastructure susceptible de com-

mettre tout type d'actions violentes ou illégales ».

Le parquet de Paris, à la suite de ces « présomptions de constitution d'une entente établie par le PKK ayant pour but la préparation et la commission d'actes de violence à caractère terroriste », avait ouvert une information en novembre 1993, confiée au juge Le Loire. Le ministère de l'intérieur en avait profité pour rendre un service à la Turquie en livrant, moins d'une semaine après le coup de filet, une liste d'une vingtaine de noms de Kurdes interpellés à l'officier turc qui siégeait à Interpol. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) avait alors dénoncé « ces pratiques interpolices qui se veulent au-dessus des droits des réfugiés ».

L'opération n'avait pourtant pas donné grand-chose : les policiers n'avaient pas découvert une seule arme en perquisition, seulement des sommes d'argent et plusieurs listes de noms, avec des sommes inscrites en regard. L'enquête sur ces rackets a, elle aussi, tourné court : « Les investigations ne permettaient pas de caractériser l'infraction d'extorsion de fonds », a noté le juge d'instruction dans son ordonnance de non-lieu. L'information ne révélait pas davantage la pré-

paration de crimes ou délits. » Il a effectivement été prouvé l'existence de « collectes de fonds » par les associations proches du PKK, mais le juge n'a pu « mettre en évidence l'exercice de violences ou d'autres infractions en relation avec une entreprise terroriste ».

« IL N'EST JAMAIS TROP TARD »

Le juge d'instruction, après trois mois de réflexion, a ainsi minutieusement recopié le réquisitoire définitif du parquet de Paris et délivré, faute de charges suffisantes, un non-lieu pour les trente et un Kurdes poursuivis, qui, pour treize d'entre eux, ont purgé de vingt jours à six mois de prison. « Il n'est jamais trop tard pour mettre fin à un abus », a indiqué placidement M^r Jean-Jacques de Felice, qui défendait le plupart des Kurdes. Je n'ai jamais cessé de dénoncer l'arbitraire de leur arrestation et de souligner la nécessaire solidarité avec le peuple Kurde. » L'avocat entend demander réparation pour ses clients devant la Commission nationale d'indemnisation en matière de détention provisoire. « Mais ça n'excusera pas les brutalités qu'ils ont subies », soupire M^r de Felice.

Franck Johannès

LE MONDE / VENDREDI 18 MAI 2001

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MAY 18, 2001

Allies Ready To Lighten Sanctions Against Iraq

By Colum Lynch and Alan Sipress
Washington Post Service

UNITED NATIONS, New York — The United States and Britain will begin a diplomatic campaign next week to overhaul the 11-year-old sanctions on Iraq, marking the first substantial step by the Bush administration to carry out a new policy for confronting Baghdad.

British officials, working with their American counterparts, said Wednesday that they were preparing to offer, as early as Monday, a draft Security Council resolution that would eliminate most restrictions on Iraq's civilian imports while tightening controls on military goods and oil revenue.

"This is a very big shift," a British diplomat said. "We are effectively ending sanctions on ordinary civilian imports and replacing it with a very tightly focused control regime. If our proposals are adopted by the Security Council, Iraq will have no excuse for the suffering of the Iraqi people."

In recent months, American envoys have been meeting in Europe with British, French and Russian officials to lay the groundwork for the resolution. The Bush administration has sought to reach agreement on the contours of a new sanctions policy before June 4, when the United Nations is scheduled to decide whether to renew the oil-for-food sanctions program.

"We have been working on this for a long time," said James Cunningham, the acting chief American delegate to the United Nations. "We hope to adopt the resolution by the end of the month."

[A senior Russian official said Thursday that Britain and the United States have yet to win Russia's backing for the proposal, Reuters reported. "It is clearly premature to speak of Russian support for this initiative," Interfax news agency quoted Deputy Foreign Minister Sergei Ordzhonikidze as saying.

[In editorials written before British officials spoke about the proposal, Iraqi newspapers rejected the suggested changes, The Associated Press reported.

The Qaddisiya newspaper ruled out any UN resolution that "America tries to pass under any pretext."]

The broad outlines of the sanctions plan have gained a "reasonably positive response" from France, Russia and China, Iraq's traditional advocates on the 15-member Security Council, according to the British official. American and European officials said France was upbeat about the overall proposal, since it could satisfy a long-standing French demand for the lifting of civilian sanctions. Russia and China have withheld detailed comments.

But American and European officials said they expected intense negotiations among the five permanent Security Council members over the specifics of the new plan, in particular the list of items that would still be barred from Iraq.

Under the proposal, Iraq would be free to import any goods not specifically designated for the council's review. Last week, after an internal Bush administration debate over which items could pose a military threat, the United States and Britain agreed on a proposed list and showed it to Russia, China and France.

The list would include all military imports and many "dual-use" items, such as high-powered computers and advanced telecommunications equipment, that have both civilian and mil-

itary applications. "There will effectively be no sanctions on all other goods entering Iraq," the British official said.

American and European officials said they expected negotiations among council members about whether to allow the resumption of international investment in Iraq's oil industry, a step that could benefit French, Russian and Chinese companies.

They also expect tough bargaining over whether Iraqi revenue deposited in the UN account can be used to pay off

Baghdad's debts, a change favored by Russia, which is owed several billion dollars.

The draft resolution would maintain the existing escrow account into which Iraqi oil revenue was deposited and then spent on imports that meet Security Council conditions. It would also very likely allow the resumption of international commercial flights to Baghdad.

The Bush administration plan would

authorize Iraq to export oil through Syria under UN auspices in an effort to halt the smuggling of more than 100,000 barrels a day outside international control. It would also allow the UN to compensate countries neighboring Iraq with money from the escrow account if Baghdad retaliated against them for cooperating with the import restrictions.

Iraq asked Russia to oppose the new resolution and put its neighbors on notice that it would punish them if they supported the plan.

New Policy on Iraq

Recognizing that the international embargo on trade with Iraq has become increasingly untenable, the United States and Britain will soon propose a reasonable narrowing of the sanctions to bar the shipment of arms and weapons-related material to Saddam Hussein's regime. Even nations that are weary of the 11-year ban on trade with Iraq should support restrictions designed to prevent Baghdad from rearming and once again threatening its neighbors. But Washington and London will have to make a concerted diplomatic offensive if they hope to prevail at the UN Security Council and gain Saddam's assent for a plan that would return international weapons inspectors to Iraq.

A decade after the Gulf War, most of the world has lost interest in isolating Iraq. Some nations are lured toward complacency by short memories of Saddam's invasion of Kuwait and the prospect of profitable business deals with Baghdad. The change in attitude is shortsighted, but, with permanent members of the Security Council like France, Russia and China anxious to abandon the embargo, the United States and Britain have no choice but to fashion a new approach.

Under the British-American proposal, the Security Council would develop

a list of military and industrial items that would be banned from sale to Iraq. Iraq would still be required to deposit all its legitimate oil revenues in an escrow account controlled by the United Nations. Yet the country would be free to import whatever nonmilitary goods it wished, effectively ending the embargo on civilian commodities. The United Nations has permitted Iraq to import food, medicine and other essential items, but Saddam has cynically limited such purchases to stoke foreign complaints about the hardships that the embargo has inflicted on the Iraqi people.

In return for a relaxation of the trade ban, Saddam would have to allow the United Nations to resume weapons inspections, which have been suspended since 1998. He is unlikely to accept the deal unless he is convinced that the Security Council is united in its determination to maintain an arms embargo and will not set aside the broader trade restrictions until he lets inspectors back into Iraq to monitor weapons programs. He may well reject the plan even if faced with an undivided Security Council, but there will be no hope of obtaining his agreement if France, Russia and China remain wobbly.

The plan will also prove unworkable

if nearby nations like Syria, Iran, Turkey and Jordan are unwilling to enforce the prohibition on arms sales by carefully inspecting overland cargo shipments to Iraq. All these nations now openly permit the smuggling of banned goods in and out of Iraq.

If the new diplomatic initiative fizzles, President George W. Bush is sure to face escalating pressures to support Iraqi efforts to unseat Saddam. American financial assistance might be appropriate if there were an organized, well-led opposition within Iraq, or in the Iraqi exile community, but that is not the case. Mr. Bush should not entertain any proposals to use American military forces or weapons in concert with Saddam's foes.

Engineering a change in governments is easy to champion but extremely difficult to execute, even in the rare cases when it may be justified and consistent with American principles. A bungled program to remove Saddam from power would embarrass the United States and recklessly endanger the lives of Iraqis who would like to see a democratic government installed in Baghdad.

—THE NEW YORK TIMES.

Iraq opposition says Saddam could exploit UK plans

Reuters 21/05/2001

Iraq's opposition umbrella group said yesterday it welcomed British proposals to end embargoes on all civilian imports to Baghdad but warned they could benefit President Saddam Hussein more than his people.

Sharif Ali bin Hussein, a spokesman for the Iraqi National Congress (INC), said Britain's suggestion to end the 10-year sanctions on all but military and "dual-use" goods could allow Saddam to siphon off funds for his own use.

"We are wary that the implementation won't make any difference to the Iraqi people," he said. "But we hope that this will expose the lie that sanctions are responsible for the misery of the Iraqi people, when in fact it is Saddam Hussein." He said Saddam had had for some time enough funds at his disposal to tackle a humanitarian crisis which Iraq blames on the sanctions - imposed for its 1990 invasion of Kuwait. It says sanctions have killed more than a million Iraqis.

Iraq resumed exports of oil, at first in very limited quantities, in 1996 under a United Nations oil-for-food scheme which gave it access to around two-thirds of the oil proceeds to buy humanitarian supplies. Britain's proposals

would keep financial controls on Iraq's oil revenues in a UN fund out of which suppliers for goods going to Baghdad are paid. Contracts for goods will still go through the UN machinery, albeit at a faster pace.

"We're not optimistic that he will use this, even if he accepted it which we doubt, to help the Iraqi people," Sharif Ali, a constitutional monarchist and first cousin to the late King Faisal II of Iraq, told Reuters. "He will use it to import more luxury for his cronies."

Official Iraqi newspaper Al Qadissya on Wednesday said Baghdad would reject the proposals as a "new political game which aims at tightening the 11-year-old unjust embargo on Iraq". The British plan would also tighten bans on weapons-related materials entering Iraq, which committed Iraq in 1991 to dismantle all weapons of mass destruction programmes. But Sharif Ali said Saddam had already proved adept at side-stepping those controls. "He's supposed to be under a sanctions regime (but) obviously we know he has been able to import all kinds of military equipment," he said.

The British-drafted resolution, to be circulated next week to the 15-member United Nations Security Council, is the first concrete evidence of new U.S. policies towards Iraq disclosed earlier by the administration of U.S. President George W. Bush. Washington last week distributed a list of "ideas" to key Security Council powers and diplomats said it had been working with Britain on the resolution. But U.S. officials have not yet committed themselves to the British proposal.

Irak-Syrie: les ennemis se réconcilient

Beyrouth envoyé spécial

La Syrie et l'Irak, les deux frères ennemis du monde arabe et les deux seuls régimes baassistes, ont confirmé la normalisation de leurs relations, mettant un terme à un conflit vieux de trente ans. Hier, le Premier ministre syrien Mohammed Moustapha Miro est arrivé à Bagdad pour une visite de plusieurs jours. Celle-ci avait été précédée de l'ouverture par la Syrie d'une section d'intérêts à Bagdad, plus d'un an après celle d'une représentation équivalente à Damas. Cela fait quatre ans que les deux pays ont commencé à se rapprocher. Dès 1997, ils avaient ouvert leurs frontières aux délégations officielles et commerciales. Le processus s'était accéléré, avec des visites régulières de responsables et l'organisation de vols aériens de Damas vers l'Irak, en dépit de l'embargo de l'ONU. La situation régionale marquée par la reprise de l'Intifada et l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, leur volonté commune de voir le monde arabe adopter une ligne beaucoup plus dure à l'encontre d'Israël, la persistance de leur isolement

aussi, de même que la mort, l'an passé, du président Hafez el-Assad, vieil adversaire de Saddam Hussein, ont été autant de coups d'accélérateur favorisant cette normalisation. **Lever l'embargo.** Ce rapprochement apparaît durable. Ainsi, le Liban, pays sous tutelle syrienne, s'est dépêché lui aussi de normaliser ses rapports avec l'Irak. En mars, faisant suite à la décision de Beyrouth de rétablir ses relations avec Bagdad, l'ambassade irakienne au Liban, fermée depuis 1994, a rouvert ses portes. Et le vice-président irakien Taha Yassine Ramadan a été invité en visite officielle par le Premier ministre libanais, Rafic Hariri.

Cette double normalisation est dans l'intérêt de l'Irak, qui s'emploie à mobiliser le monde arabe contre l'embargo que lui impose l'ONU depuis l'invasion du Koweït, en 1991. Le président Bachar el-Assad s'est prononcé sans ambiguïté sur ce point en soulignant, le 28 février, «la nécessité de lever l'embargo imposé au peuple irakien». Peu après, le secrétaire général adjoint du parti Baas syrien, Abdallah al-Ahmar, a

plaidé pour une «action arabe commune» afin d'y parvenir. Jusqu'alors, un seul responsable arabe de haut rang – le Premier ministre jordanien Ali Abou Raghed, en novembre – s'était rendu à Bagdad en dix ans d'embargo. Les positions de la Syrie sont d'autant plus appréciées par l'Irak qu'elle avait fait partie de la coalition alliée mise sur pied, en 1990, pour libérer le Koweït. Dix ans plus tôt, elle avait soutenu Téhéran lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), fermant même l'oléoduc qui traversait la Syrie et permettait à Bagdad d'exporter son pétrole, ce qui avait entraîné la rupture des relations diplomatiques entre les deux Etats. Aujourd'hui, la Syrie permet depuis plusieurs années à l'Irak de contourner l'embargo onusien, grâce à des activités de contrebande de part et d'autre de la frontière. Le 1^{er} avril, un accord sur l'établissement d'une zone de libre-échange est entré en vigueur. Bagdad et Damas projettent aussi la construction d'un nouvel oléoduc de 560 km qui relierait l'Irak à la Méditerranée. **Isolément syrien.** Du côté syrien, on a aussi avantage à cette

amélioration des relations. Depuis la mort de Hafez el-Assad, le 10 juin 2000, son fils Bachar n'a pas réussi à briser l'isolement de son pays. On l'a vu en avril, lorsque la réunion du Comité de boycottage des produits israéliens n'a pu se tenir à Damas, faute de quorum des pays participants. Même si la Syrie privilégie une «stratégie de paix» vis-à-vis d'Israël, les déclarations à l'emporte-pièce de Bachar, ses leçons de morale à ses pairs arabes, plus âgés que lui, au dernier sommet d'Amman, son hostilité déclarée au plan de paix jordano-égyptien ont déplu dans les capitales arabes. Même avec les Palestiniens, la réconciliation claironnée à Amman n'a débouché sur rien, pas même sur une visite de Yasser Arafat à Damas, qui aurait sauvé les apparences. La semaine dernière, Bachar est revenu de façon précipitée de Charm el-Cheikh, en Egypte, peu après un entretien avec le président Hosni Moubarak, interrompant une visite officielle de plusieurs jours. On a laissé entendre que ce retour soudain était motivé par l'aggravation des menaces israéliennes sur la Syrie. Plus probablement, il a pu être la conséquence d'un contentieux entre les deux chefs d'Etat ou alors de la situation intérieure à Damas, où les luttes internes se poursuivent ●

JEAN-PIERRE PERRIN

22 MAI 2001



Kurdes: le dossier met huit ans pour se dégonfler

Suspectés de terrorisme par Pasqua, les 31 hommes ont finalement été innocentés.

Il s'agit de trente et un. Des Kurdes arrêtés à travers toute la France, en novembre 1993 sur ordre de Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur. Tous étaient soupçonnés d'être au centre d'un racket organisé pour le compte du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Ils ont été incarcérés, huit jours, quinze jours, quatre mois, six mois, avant d'être placés sous contrôle judiciaire. Le 11 mai dernier, le juge parisien Roger Le Loire a mis un terme à l'affaire avec un non-lieu général. Voilà déjà trois ans d'ailleurs que le magistrat avait clos son instruction et conclu à l'innocence des Kurdes. Le parquet antiterroriste ne s'est pas beaucoup pressé de conclure.

Manipulation. En novembre 1993, l'opération de police aboutit à cent onze interpellations ayant permis selon le communiqué du ministre de l'Intérieur de saisir du matériel «pouvant servir à composer des engins incendiaires et des instruments destinés à falsifier des documents administratifs». Deux jours plus tard, vingt-quatre personnes sont mises en examen, dont vingt et une sont placées sous mandat de dépôt (les autres seront arrêtées quelques jours plus tard). A la télévision, Charles Pasqua assène «il est possible que la cause kurde mérite quelque sympathie», mais pas question d'accepter «que l'on transpose sur notre sol la guérilla, le racket et que l'on soit la base arrière d'organisations terroristes». Il parle aussi du «coup de filet» qui a eu lieu presque en même temps dans les milieux islamistes. «Certaines personnes interpellées s'apprétaient à commettre des attentats en France» affirme-t-il. On saura bien plus tard que les policiers ont déposé puis saisi chez Moussa

Kraouche, le président de la Fraternité algérienne en France des documents «prouvant» ses relations avec les GIA. Cette manipulation causera même la colère du juge Le Loire et consacrera sa rupture avec le pool antiterroriste, qu'il quitte il y a cinq ans en emportant ses dossiers. Dont celui des Kurdes. La vague d'arrestations avait d'ailleurs été organisée en son absence et tous les interrogatoires menés pas la juge Laurence Le Vert.

Expulsions. Les avocats réagissent après cette rafle de novembre 1993. Pour Daniel Jacoby, qui est aussi à l'époque, président de la Fédération internationale des droits de l'homme «il s'agit d'un dossier artificiellement fabriqué». Bilan final donc, les trente et un non-lieux. Mais aussi des expulsions de Kurdes «en urgence absolue» vers la Turquie. Dans son ordonnance, Roger Le Loire recense les actions violentes menées en France et attribuées au PKK. D'abord les règlements de compte meurtriers dans la communauté en 1992. Puis le

24 juin 1993, une prise d'otages au consulat de Turquie à Marseille. A Lyon avec «deux opérations commando visant les locaux de la Turkish Airlines et la Maison de la Turquie». A Paris, où «deux engins incendiaires étaient lancés sur l'agence de la Banque du Bosphore» par deux individus non identifiés. Ou à Strasbourg, le 4 novembre 1993, la Banque du Bosphore, mais aussi deux agences de voyage sont visées et quatre militants du PKK arrêtés. Enfin, en Turquie, où quatre Français sont

«Ce non-lieu total est d'autant plus important qu'il émane d'un juge qui a fait partie du pool antiterroriste.»
M^e Stéphane Maugendre, avocat

enlevés. A Paris, le 15 novembre 1993, la DST (Direction de la surveillance du territoire) transmet à la DGPN (Direction générale de la police nationale) un rapport «faisant état d'informations recueillies sur le PKK qui en utilisant en France un réseau associatif, y commettrait des actions criminelles ou délictuelles» note le juge. Quant à la recrudescence des actions du PKK en France, elle serait, selon la DST «à relier à l'augmentation de l'immigration turque et kurde, notamment clandestine ou dans le cadre de demandes d'asile plus ou moins fantaisistes» relate encore le juge. Pour conclure cinq pages plus loin, au manque de preuves: «Les perquisitions ne révélaient pas la présence d'armes.» Seulement des notes, des listes de noms «au regard de sommes d'argent». Pour lui, «les investigations ne permettaient pas cependant de caractériser l'infraction d'extorsion de fonds, en l'absence de plainte». Et ne révélait pas davantage «la préparation de crimes et délits».

Arbitraire. M^e Jean-Jacques de Felice fait maintenant les comptes: «Les mois de prison, les cautions versées, les associations kurdes interdites, les noms des interpellés transmis à la police turque. Mais enfin, il faut se réjouir, dit-il, il n'est jamais trop tard pour mettre fin à l'arbitraire.» M^e Stéphane Maugendre a défendu un des Kurdes interpellé. Sa compagne a été placée en garde à vue, son cabinet a été perquisitionné. «Ce non-lieu total est, remarque l'avocat, d'autant plus important qu'il émane d'un juge qui a fait partie du pool antiterroriste et qui a un certain recul sur les pratiques de ses collègues.» Ensemble, les avocats vont maintenant demander à la justice d'indemniser leurs clients ●

DOMINIQUE SIMONNOT



22 MAI 2001

IRAK Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se rangent à un assouplissement important des sanctions contre Bagdad

Paris impose ses vues sur les sanctions

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU devaient discuter pour la première fois officiellement hier des propositions anglo-américaines d'assouplissement des sanctions contre l'Irak. La Russie et la Chine doutent cependant qu'une résolution puisse être adoptée par les 15 membres du Conseil avant le 31 mai et le début de la prochaine phase - d'une durée de six mois - du programme « pétrole contre nourriture » de l'ONU, prévu le 4 juin.

Luc de Barochez

Après onze ans d'épreuves, la population irakienne voit peut-être le bout du tunnel. Les Occidentaux envisagent un assouplissement considérable des sanctions qui frappent l'Irak depuis l'invasion du Koweït en 1990. Dans leur projet de réso-

lution soumis au Conseil de sécurité des Nations unies, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne rejoignent en grande partie des idées défendues par Paris, qui plaide pour l'abandon de mesures jugées cruelles, inutiles et contre-productives.

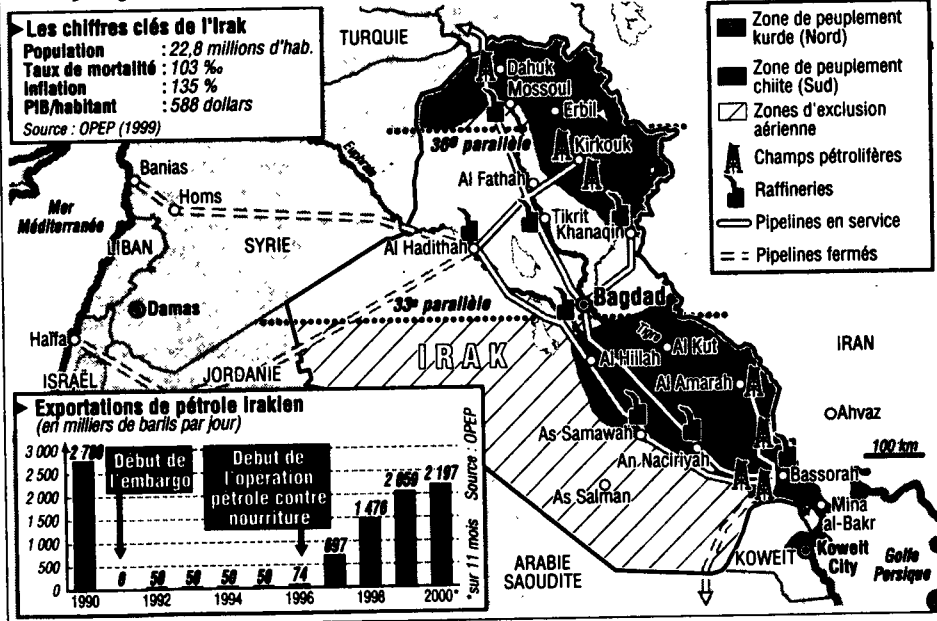
Le rapprochement entre les Français et les Anglo-Saxons marque un tournant de la politique occidentale dans le Golfe. Les autorités françaises sont toutefois prudentes, en attendant de voir le texte américano-britannique. Les deux autres puissances qui siègent en permanence au Conseil de sécurité, la Russie et la Chine, demeurent méfiantes. Elles souhaitent une levée pure et simple de l'embargo.

C'est la première fois que l'embargo pourrait être allégé de façon significative depuis que l'Irak a pu reprendre sous conditions, il y a cinq ans, ses exportations de pétrole. Selon le projet américano-britannique, l'importation par l'Irak de produits civils destinés à la population deviendrait totalement libre. En revanche, l'embargo sur les armes serait maintenu. Les produits pouvant éventuellement avoir un usage militaire resteraient soumis à autorisation du comité des sanctions de l'ONU.

Les revenus que l'Irak tire de ses ventes de pétrole demeurent sous strict contrôle des Nations unies. Le texte prévoit aussi la reprise des vols commerciaux vers Bagdad. L'idée est de profiter de la reconduction régulière du régime des sanctions, le 3 juin, pour mettre en place le dispositif. Les réticences de la Russie et de la Chine pourraient, cependant, en retarder l'adoption.

La communauté internationale n'a plus de politique claire en Irak depuis le rejet par Bagdad, en 1999, de la résolution 1284 du Conseil de sécurité. Le texte offrait à Bagdad une levée des sanctions en échange d'un retour des inspecteurs en

Un pays lourdement pénalisé



Bagdad s'en prend à la France

Le quotidien *As-Saoura*, organe du parti Baas au pouvoir, affirme dans son édition de dimanche que les sanctions intelligentes « ne sont pas une idée américaine ou britannique mais une idée française que les responsables français ont avancé après l'agression américano-britannique en décembre 1998 », allusion à l'opération Renard du désert. « Les responsables français adoptaient une politique à deux visages, d'un côté se lamentant sur la souffrance du peuple irakien et s'opposant à l'intransigeance américaine et de l'autre

conseillant aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne d'adopter une politique plus intelligente à l'égard de l'Irak pour empêcher l'effondrement des sanctions », ajoute le journal. Selon *As-Saoura*, les nouvelles propositions « visent à renforcer l'embargo. Elles visent aussi à colmater les brèches que l'Irak a opérées dans le mur des sanctions et à imposer un contrôle total sur ses revenus pétroliers ». L'Irak a affirmé qu'il rejetait ces sanctions et mis en garde les pays voisins qui aideraient à les appliquer.

désarmement de l'ONU, expulsés d'Irak en 1998. Mais comme le régime de Saddam Hussein a persisté dans son refus des inspections, l'embargo a été maintenu, faute de mieux.

A son arrivée au pouvoir en janvier, l'Administration américaine de George W. Bush a mis le dossier à l'étude. Le constat fut amer. Les pays voisins de l'Irak ont laissé se développer une contrebande à grande échelle, qui permet au régime de Saddam Hussein d'encaisser des revenus de plus de 2 milliards de dollars par an qui échappent à tout contrôle de la communauté internationale. L'embargo, censé affaiblir le régime, aboutit ainsi à l'effet exactement inverse. Le désastre humanitaire qu'il a provoqué en Irak le rend de moins en moins défendable aux yeux des opinions publiques. A Washington, le souci de reprendre la main dans le Golfe se conjugue avec la volonté, aiguillée par la crise énergétique aux Etats-Unis, de détendre le marché pétrolier.

Les autorités françaises ont dénoncé à maintes reprises le caractère punitif des sanctions.

Le nouveau texte va dans le sens des trois objectifs de Paris : prévenir tout risque pour la sécurité régionale en empêchant le réarmement de l'Irak, enlever une carte des mains de Saddam Hussein en améliorant la situation humanitaire et, enfin, conforter l'autorité du Conseil de sécurité de l'ONU en restaurant le contrôle sur les ressources financières de l'Irak.

Contrairement à la résolution 1284, le projet américano-britannique ne pose aucun préalable aux autorités irakiennes. Le probable rejet du texte par Bagdad n'empêcherait donc pas sa mise en œuvre. Il sup-

pose en revanche la coopération des pays voisins, pour mettre un terme à la contrebande et empêcher un réarmement de l'Irak. C'est un point crucial pour la crédibilité du dispositif. Les Etats-Unis ont des moyens de pression sur la Turquie et la Jordanie. Mais ils en ont peu sur la Syrie et encore moins sur l'Iran. Tout dépendra des compensations qui seront offertes.

Les Occidentaux doivent aussi s'entendre sur la question

des investissements en Irak. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'envisagent pas, contrairement aux souhaits de la France, de les autoriser de nouveau. Il faudra encore dresser la liste des produits dont l'importation restera soumise à

autorisation. Les marchandages vont être serrés. « Mais nous n'avons pas beaucoup d'autres cartes à jouer. L'inaction serait la pire des solutions », souligne un diplomate.

Nouvelles mesures

Les sanctions ont été imposées à l'Irak à la suite de son invasion du Koweït en août 1990. Dans le but de désamorcer les critiques de l'opinion internationale à l'encontre des sanctions, la Grande-Bretagne, en collaboration avec des responsables américains, a proposé hier :

- levée de l'embargo sur toutes les marchandises civiles importées en Irak ;
 - maintien de l'interdiction concernant les produits militaires, et contrôle par la commission des sanctions du Conseil de sécurité pour les biens dits à « double usage » (civil et militaire) ;
 - contrôle des revenus pétroliers par les Nations unies ; les revenus seraient toujours versés sur un compte de l'organisation.
- Ces propositions ne prévoient pas en revanche de renforcer la surveillance des frontières, comme le souhaitait Washington. La résolution élaborée par la Grande-Bretagne prône seulement une « coopération renforcée » avec les voisins de l'Irak, sans entrer dans les détails.

L'effet Colin Powell

New York : Jean-Louis Turlin

L'assouplissement des sanctions contre l'Irak représente une victoire de Colin Powell. Face aux faucons de l'administration et du Congrès qui n'attendent que le renversement du dictateur irakien, le président George W. Bush soutient son secrétaire d'Etat qui, depuis sa tournée dans les pays arabes, prône des « *sanctions intelligentes* ». Le département d'Etat parle d'un « *changement significatif dans (notre) approche* » de la question irakienne.

À son arrivée au gouvernement, le général Powell, ancien vainqueur de la guerre du Golfe, évoquait plutôt la nécessité de « *redonner du nerf* » à un régime de sanctions que le nouveau président avait comparé à du gruylère. Mais il s'est vite rendu compte qu'il ne serait pas suivi au Conseil de sécurité, où la position de la Grande-Bretagne elle-même commençait à évoluer. Son voyage dans le Golfe a fait le reste : il en est revenu convaincu que le désir de com-

merce et la solidarité arabes, avivés par l'intransigeance anglo-américaine sur les sanctions et la crise israélo-palestinienne, avaient déjà considérablement entamé l'isolement irakien.

Les sanctions produisaient donc l'effet inverse de celui recherché. Le programme « *Pétrole contre nourriture et médicaments* » a été contourné par Bagdad, qui vend quotidiennement en fraude entre 100 000 et 300 000 barils de pétrole avec la complicité de pays voisins. Moyennant quoi, le compte séquestre de l'ONU, alimenté par les ventes légales de pétrole et destiné à l'achat de biens contrôlés par une commission onusienne, reste sous-utilisé et la population civile irakienne en pâtit.

Saddam Hussein, lui, ne s'est jamais aussi bien porté et il a beau jeu de rejeter la responsabilité de la souffrance de son peuple sur les sanctions.

C'est précisément l'argument pervers auquel veut répondre la levée de l'embargo commercial. Parallèlement, le projet de résolution prévoit la coopération des pays important illégalement du

pétrole irakien, notamment la Syrie, la Jordanie, la Turquie, voire l'Iran. Des compensations financières seraient envisagées en cas de représailles commerciales de Bagdad contre les « faux frères ».

L'objectif du général diplomate est de « *resserrer les boulons* » et de canaliser le maximum des revenus pétroliers irakiens sur le compte séquestre ouvert depuis 1996 à cet effet. Reste à savoir de quels moyens de contrôle l'ONU pourrait se doter contre la fraude aux frontières. Et surtout à convaincre Saddam Hussein qu'il a plus à gagner d'une légalisation du commerce des biens civils, dont l'importation ne serait plus soumise à l'approbation préalable de la commission de surveillance, que de la contrebande.

Autre obstacle, technique celui-là : la classification des biens civils en fonction du risque de détournement à des usages militaires. Méfiant, le Pentagone ne manquera pas de donner du fil à retordre à Powell sur ce point. La partie, pour le secrétaire d'Etat, est loin d'être gagnée.

Turkish Women Who Complain of Police Brutality Pay Heavy Price

By Molly Moore
Washington Post Service

ISTANBUL — Nazli Top was walking home from work nine years ago when she was stopped at a security checkpoint. She says she was taken to a police station where she was held captive for 10 days by officers who beat her, prodded her with electric shocks until her body went numb, then raped her with a riot stick. She was 32 years old and three months pregnant.

Last June, Mrs. Top told her story at Turkey's first public conference on the abuse of women in police custody, an event women's rights advocates hailed as a milestone in a country in which sexual violence against women is frequently ignored, covered up or deemed taboo for debate.

Six months later, Mrs. Top and 18 other conference speakers and organizers were charged with "insulting and raising suspicions about Turkish security forces." If convicted, each could receive a six-year prison term.

"The police who did this should be standing here, not me," Mrs. Top told the judge hearing her case. "I am being victimized for the second time."

The prosecutions come during an intensifying struggle over freedom of expression and individual rights in a country torn between the march toward integration with the European Union and an entrenched culture that protects government institutions from rigorous public scrutiny.

"If this was a democratic country, officials would start investigations against the police instead of going after the people making the accusations," Mrs. Top, a nurse in the research laboratory of a hospital in suburban Istanbul, said in an interview.

Human rights advocates say Turkey's laws against insulting or belittling the government are often used to silence journalists, intellectuals, government opponents and victims of abuse by police and military forces.

'Now we're going to take you to the operating room.'

European Union officials evaluating Turkey's membership application have demanded it abandon or moderate such laws.

Amnesty International asked Turkish authorities to drop the charges against Mrs. Top and her co-defendants, "who are guilty only of peacefully expressing their views."

Instead, the government recently reviewed the speeches made by several of the participants and filed new charges against five of the women, accusing them under Turkey's anti-terrorism laws of spreading separatist propaganda, according to Fatma Karatas, an attorney and one of the women facing the additional charges.

Those laws, which cover a broad range of religious and ethnic issues, are among the most frequently used in freedom-of-expression cases in Turkey, Mrs. Karatas said.

Prosecutors in the cases against the conference participants did not return several telephone calls requesting comment on the government's position. Government authorities traditionally defend the laws used in this case as necessary to protect the state from separatist and religious extremist groups.

"This conference was the first of its kind," said Nahide Kilic, an official of Initiative Against Sexual Abuse and Rape in Custody, an Istanbul-based victim support group that helped organize the meeting last June. "People came forward and talked about their experiences to set an example for those too scared to come forward. Now, with these charges, the state wants to silence the people."

Participants in the Assembly Against Sexual Harassment and Rape Under Detention, which was attended by about 2,000 people, said they were stunned by the government's charges because the conference had been approved by the government and most of the victims had

revealed details of their allegations in unsuccessful court cases against the police or in other official complaints.

Many of the speakers highlighted the court's reluctance to prosecute members of the security forces accused of raping or otherwise abusing detainees, especially women.

"Amnesty International has documented a general climate of impunity for those suspected of torture and ill-treatment in Turkey," the human rights group wrote in a recent report. "Even where complaints of serious human rights violations are pursued by the authorities and security officers are prosecuted, only a negligible proportion of them are eventually convicted. In cases where a conviction occurs, security officials often receive the lightest possible sentences."

Mrs. Top was walking home from the hospital where she worked on a late spring afternoon in 1992 when policemen investigating an attack on a nearby police vehicle stopped her to check her identification. After driving her to a police station and questioning her for hours, Mrs. Top said one of the policemen told her: "Now we're going to take you to the operating room. But it's not like the ones you've seen in your hospital."

"They beat me with sticks with sharp ends," Mrs. Top said, her hands shaking as she recounted the incident. "They tied my hands behind my back and hung me from a rope. They hit me like a punching bag."

"They put electric shocks on my breasts and genitals and all over my body. They kept increasing the voltage. After awhile, I was numb, I didn't even feel the electricity. Then they raped me with a truncheon."

The baby she was carrying survived. The police released her several days later after pressing no charges.

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

MAY 22, 2001

L'armée turque abat 15 rebelles kurdes, dont un dirigeant



mercredi 23 mai 2001,

TUNCELI, Turquie (Reuters) - Les forces de sécurité turques ont annoncé avoir porté un nouveau coup au Parti des travailleurs du Kurdistan, en tuant 15 rebelles, dont l'un des principaux dirigeants du PKK, lors d'une opération ces derniers jours.

L'armée est intervenue dans la région montagneuse de Bingol, située au sud-est du pays, selon des responsables de la sécurité. Les combats avaient entraîné la mort pendant le week-end d'un soldat et d'au moins cinq autres membres du PKK.

Un responsable militaire a précisé à Reuters que le dirigeant abattu, Ozen Bingol, dit Ismaïl, se cachait dans une cave depuis trois jours avec ses proches. Il dirigeait le PKK dans la province d'Erzurum et faisait partie du comité exécutif du PKK.

Les accrochages entre l'armée turque et les rebelles kurdes ont considérablement diminué d'intensité depuis la capture, fin 1999, du chef du PKK, Abdullah Ocalan.

Malgré un cessez-le-feu unilatéralement annoncé par le PKK, les autorités d'Ankara affirment vouloir supprimer toute opposition armée dans les régions du sud-est à majorité kurde, abandonnées par de nombreux rebelles qui se sont repliés dans le nord de l'Irak ou de l'Irak.

Plus de 30.000 rebelles, soldats et civils ont trouvé la mort depuis 1984 dans des accrochages entre les forces de sécurité et le PKK.

.....

L'Etat de Chypre condamné pour "traitements inhumains" à Strasbourg



9h53 - STRASBOURG (Conseil Europe), 23 mai - La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné, mercredi à Strasbourg, l'Etat de Chypre pour "traitements inhumains" infligés par des policiers à plusieurs Chypriotes turcs, qui ont ensuite été expulsés vers la partie nord de l'île.

Les juges européens ont en revanche conclu à une non-violation du droit à la vie dans l'affaire la plus grave, celle d'Ilker Tufansoy, abattu le 2 juin 1994 à l'âge de 24 ans, alors qu'il était revenu dans le sud de l'île un mois après en avoir été brutalement expulsé.

La Cour "n'est pas en mesure de déterminer qui a tué Ilker Tufansoy", expliquent les juges dans leur arrêt.

Le gouvernement de Chypre a déjà été condamné une fois pour des mauvais traitements policiers en décembre 2000, lors d'une interpellation musclée dans la zone tampon entre les deux parties de l'île, mais c'est la première fois que la Cour européenne juge ainsi des plaintes groupées de Chypriotes turcs entrés illégalement à Chypre et victimes de sévices.

Les huit requérants, ou leur famille, affirmaient tous qu'ils étaient venus dans le sud de l'île pour y chercher du travail. Certains ont eu le temps d'y fonder un foyer et d'avoir des enfants.

Des attentats dans deux mosquées à Nicosie et le meurtre de Theophilos Georghiades, président du Comité pour la solidarité du Kurdistan avaient amené une période de vive tension dans le sud de l'île, selon Nicosie.

.....

Le parlement discute de l'abolition de la peine de mort



ANKARA, 24 mai (AFP) - 11h44 - Une commission spéciale du parlement turc discute une série d'amendements constitutionnels prévoyant l'abolition de la peine de mort et ouvrant la voie à un enseignement en kurde mais se heurte à la résistance de l'extrême droite, a-t-on indiqué jeudi de source parlementaire.

La commission, composée de membres des cinq partis représentés au parlement, se penche sur un projet d'amendement de 51 articles de la loi fondamentale pour la rendre conforme aux normes européennes et les débats devraient durer plusieurs semaines voire des mois, a-t-on précisé de même source.

Le Parti de l'Action Nationaliste (MHP, extrême droite), partenaire de la coalition tripartite gouvernementale, s'oppose notamment à l'abolition de la peine capitale et à une modification qui permettrait un enseignement en kurde.

"Une formule intérimaire qui pourrait lever les réserves du MHP peut être trouvée. Mais nous sommes encore à un stade préliminaire", a indiqué un député à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

Selon le projet, le turc, actuellement "langue de l'Etat turc" deviendrait "langue officielle".

Mais la constitution interdit de modifier cette disposition et la commission va s'adresser à des experts à ce sujet.

Dans l'éventualité d'un compromis, le projet sera débattu à la commission de la constitution avant d'être voté par les députés.

La Turquie, candidate à l'UE depuis 1999, doit satisfaire aux critères de Copenhague sur le respect des droits de l'Homme et de la démocratie --abolition de la peine de mort, droit à un enseignement en kurde et réduction du rôle de l'armée dans la vie politique-- avant de pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion.

Parmi d'autres modifications figurent l'élargissement de la liberté d'expression et des droits syndicaux, la réduction des pouvoirs du président de la République et une limitation de l'immunité des parlementaires.

.....

54 interpellations lors d'une opération contre le parti pro-kurde



ANKARA, 25 mai (AFP) - 10h01 - La police turque a interpellé 54 personnes lors d'opérations visant les bureaux du parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (HADEP) dans la province d'Icel (sud), a indiqué vendredi à l'AFP un responsable du parti.

Les opérations ont été lancées jeudi sur ordre de procureurs à la suite d'une décision de justice interdisant une publication non spécifiée, a indiqué le vice-président du parti Hamit Geylani.

Les policiers ont perquisitionné le siège du parti à Mersin, capitale de la province, et ses bureaux à Toroslar et Akdeniz, et saisi 3 sacs de documents, a-t-il ajouté.

"Ces raids montrent le malaise que provoqué le travail de notre parti", a souligné M. Geylani, y voyant une pression politique sur le HADEP.

Vingt-six personnes interpellées ont été libérées après avoir été interrogées et 28 autres étaient encore détenues, a-t-il dit. Parmi elles figurent des membres du HADEP.

Le HADEP, qui plaide pour une solution pacifique à la question kurde, est régulièrement harcelé par la police pour ses liens présumés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a mené pendant 15 ans une lutte armée pour une autonomie kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Il est l'objet d'une procédure de fermeture en justice pour ces liens présumés, une accusation qu'il rejette catégoriquement.

Les combats dans le sud-est ont considérablement diminué depuis que le PKK a annoncé l'arrêt de sa lutte armée et son retrait de Turquie en septembre 1999, à l'appel de son chef Abdullah Ocalan, emprisonné en Turquie et condamné à mort pour trahison et séparatisme.

.....

La curiosité des Kurdes d'Irak paralyse le téléphone des pompiers turcs



ANKARA, 25 mai (AFP) - 15h00 - Les Kurdes du nord de l'Irak embouteillent les lignes téléphoniques des pompiers turcs en profitant de leur numéro gratuit pour poser des questions hors de propos, ont dénoncé vendredi les autorités locales turques, citées par l'agence Anatolie.

Les habitants de Zakhō appellent par exemple pour demander le cours du dollar, poser des questions sur le trafic de diesel à la frontière, ou encore "juste pour lancer des insultes", a expliqué à Anatolie, excédé, le chef des pompiers Adil Bartan.

Selon le pompier, la brigade reçoit des centaines d'appels par jour depuis des téléphones cellulaires utilisant le réseau de téléphonie mobile turc, le seul disponible côté irakien dans la région frontalière.

"Les lignes sont constamment occupées et nous n'arrivons plus à être alertés sur les incendies. Il faut régler ce problème", a-t-il lancé.

Les services d'urgence à Sirnak et à Silopi ont le même problème, a-t-il dénoncé.

Le nord de l'Irak, contrôlé par deux factions kurdes, échappe au contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

La frontière avec la Turquie est le théâtre d'un trafic de diesel amené par camions depuis l'Irak, violation de l'embargo imposé à Bagdad sur laquelle l'ONU ferme les yeux.

Ten commandments from TUSIAD

- Report includes issues such as abolition of death sentence, adaptation of MGK to EU standards, revision of electoral law; political parties law and Kurdish education

The Turkish Industrialists' and Businessmen's Association (TUSIAD), which has, in the past, tried to form an agenda on the implementation of most urgent issues such as political reforms, adaption to Copenhagen criteria, change of political parties and electoral laws, announced its democratization report.

The report "Democratization Perspectives in Turkey and EU Copenhagen Political Criteria, Views and Priorities" was publicly announced yesterday at a press meeting organized in Istanbul. The report consists of 10 articles from the electoral law to the National Security Council (MGK), from death sentence, to torture and ill-treatment.

Stating that work on the political parties law, electoral system, MGK and state of law would take a long time, TUSIAD Political Criteria Working Group Chairman Can Paker said, "We will follow all issues. We will announce these issues to the government, the assembly and the public by using all means of communication."

Paker stated that TUSIAD had sensed long before that Turkey's political structure had ran into a bottleneck and it had presented a report consisting of necessary reforms.

Political parties law

The legal framework about political parties entails restrictive and anti-democratic rules. For this reason arrangements about the establishment, activities and organization of political parties and the restrictions of the parties over the freedom of thought should be reconsidered.

Party leader hegemony should not be allowed to destroy the party structure; arrangements that will bring about inner party democracy should be definitely made.

Electoral system

The electoral law reform should encourage parties to form alliances and prepare common government program, it should not bring about the power of people who are not wanted by the majority.

Legislative immunity and assembly interrogation

The legislative immunity and assembly interrogation institutions in many democratic European countries do not represent an immunity as comprehensive as in Turkey. The framework of legislative immunity in Turkey should be definitely narrowed. Assembly interrogation arrangements should be reorganized with the same perspective.

Death sentence

Turkey is the only European Council member country that did not sign protocol No. 6 (which foresees the abolishment of death sentence) which is added to the European Human Rights Convention. This protocol should be signed and approved, the death sentence should be cancelled in the laws except for war and such situation as described in the protocol.

Freedom of thought and expression

It was foreseen that some numerical and legal arrangements regarding the freedom of thought and expression in the National Program would be changed; this is a positive development. Some constitutional articles, the Anti-terrorism Law and the Penal Code should be revised according to the decisions of the European Human Rights Court.

Cultural life and individual freedoms

If Turkey does not make legal amendments so as to allow the teaching of different cultures and languages in a way that will not dislocate the official language as the language of education, it will fall behind Central European countries in democratic criteria.

The right to broadcast in the mother tongue is closely related to the expression of thought and the freedom to obtain information. This is why the prohibitions and limitations regarding language in the constitution

and legal arrangements should be lifted.

The right to assembly and civil society

The right to establish associations and to assemble freely that is stated in the short-term political criteria of the Accession Partnership Document should be strengthened from the constitutional and legal perspectives. The assembly and demonstration law and the associations law should be taken up with a conception that will encourage the development of civil society and should be purged of anti-democratic articles.

Torture and ill-treatment

The penal code and other pertinent laws should be amended in Turkey in order to prevent the allegations and phenomenon of torture. It is necessary to make legal arrangements that will facilitate the interrogation of state officials accused of torture and ill-treatment, and bring about the punishment of torturers.

The National Security Council

The National Security Council should be brought up to the standards of the European Union and the Accession Partnership Document. The National Security Council should serve as a government consultant in national security policy making.

State of Law

It is necessary to have an effective, independent and impartial judiciary and to check the adherence of all official procedures and actions with the law. That is why the constitution and the legal arrangements should be changed in a way that will ensure the independence of the judiciary.

'Political reforms are insufficient'

Making a speech during the press meeting, TUSIAD Chairman Tuncay Ozilhan stated that the political reforms that TUSIAD stressed overlapped with the political criteria of the EU which Turkey wanted to be a member.

Ozilhan said, "But it is not possible to say that the governments and the Assembly have been determined about implementation of political criteria so far."

Making a speech at the opening of the meeting, Ozilhan stated that Turkey, which had been in an economic crisis, entered a new process with the International Monetary Fund's (IMF) letter of intention and started to reorganize its economy not to create a new crisis after the macro economic frame and foreign resource which were deficiencies of Turkey's "Turkey's Program for Transition to Strong Economy" had been announced.

Stating that the economy loomed large in Turkey's agenda and the public focused on solutions to overcome the crisis, Ozilhan said:

"In this environment, the Copenhagen criteria which is a precondition to be the member of the EU and the National Program which consists of our commitments to adapt these criteria lost its importance in the public's agenda. If we want to solve radical problems of Turkey, if we are determined to make Turkey to be one of the strong and determined countries of the world, we have to consider this changing process as a whole. For this reason, we needed to bring political reforms issue to the agenda."

Administrative weakness

Ozilhan said: "We all see that the economic crisis, which caused trouble for all sections of society, was caused not only by economic disequilibrium but by the impasse of the political system and Turkey's weakness of administration. So, if we will start a reorganization process, it should include a radical transformation of political structures."

Noting that the reform in the political system would bring about a new organization in relations between the state and private sector, Ozilhan said:

"The state, which does not interfere in the economic life anymore, will return to its main duties such as education, health, judiciary, defense, infrastructure, regional development and social security, make expenditures for these areas and contribute to the productivity of our country."

"The private sector will focus on activities such as production, investment and increase in employment. It will use its savings to finance its own investments rather than fill the gaps of the state budget. The institutionalization of the relations between the state and the private sector will contribute to the adaption of a new conception of economic management and social consensus."

Iraq is draining away 5,000-year way of life

By Ray Moseley Chicago Tribune May 22, 2001

LONDON – One of Saddam Hussein's major crimes against his own people has been his little-noticed effort to drain the marshes of southeast Iraq and destroy a way of life that goes back at least 5,000 years.

Hussein undertook the drainage project after the Shiite Muslims of southern Iraq—encouraged by the United States—rose up in an unsuccessful revolt against his regime following the 1991 Persian Gulf war.

Today just 6 percent to 17 percent of the marshes, one of the world's most important wetlands, is intact, and more than 200,000 people have been driven out of the area in this act of vengeance by the Iraqi dictator. The marshes may disappear altogether by 2010.

A London-based international charity, Amar, is preparing a detailed report on the effects of Hussein's policy and on ways to restore the marsh Arabs to their homeland and their traditional way of life in a post-Hussein era.

The European Parliament is throwing its weight behind Amar's efforts to alert governments around the world to the need for financial and technical aid in restoring the marshes when that becomes possible. Amar organized a conference in London on Monday of historians, economists, sociologists, legal and political experts and others to make contributions to its report, which will be issued in mid-July.

'Nothing is left'

"Everything has been lost to the marsh Arabs," said Emma Nicholson, the founder of Amar and a British member of the European Parliament. "Nothing is left at all." Nicholson, who is chairwoman of the Parliament's foreign affairs and human-rights committee, said she recently held talks with State Department officials in Washington and found "a deep feeling of moral grief" over the fact that the administration of then-President George Bush encouraged the Shiite Muslims to revolt against Hussein. That led to Hussein's order to drain the marshes.

"The U.S. bears that burden of guilt," she said.

The Amar charity was named for an injured boy whom Nicholson met when she made a clandestine visit to the marshes. He was a victim of napalm and phosphorus bombs dropped by Hussein's planes but he survived by diving into a river to douse the flames engulfing him. He now lives in Britain with Nicholson, who is his legal guardian.

"Among the many crimes of Saddam Hussein, the draining of the southern Iraqi marshes stands out," she said. "It is a humanitarian and cultural catastrophe as much as an ecological one. "The marsh Arabs must be included in any post-Saddam settlement ... The full restoration of the marshes and the communities who depend on them is feasible and necessary."

The marshes covered 6,000 square miles, an area slightly larger than Connecticut, and were fed by the Tigris and Euphrates rivers. They were once home to about 400,000 people. A series of dams built in northern Iraq dating to the late 1950s began to decrease the flow of water to the marshes, but drainage occurred only when Hussein's regime diverted the river waters and built drainage canals in the 1990s.

This was followed by the systematic destruction of villages and the deportation of people. Since ancient times the marsh Arabs, known as Madan, lived from reed gathering, mat weaving, fishing, hunting and grazing of water buffalo. They lived on islands constructed of reeds and used reeds to build their homes. More than 95,000 Madan have fled to refugee camps in Iran since Hussein drained the marshes and are getting some help from Amar. Others have been made destitute and are internal refugees in Iraq.

The marshes also have played an important role in supporting the international migration of birds. Several species of wildlife threatened with extinction also have inhabited the marshes. Thomas Naff, director of the Middle East Center at the University of Pennsylvania, said that if drainage of the marshes continued at its present rate, "there may come quickly a point at which salvation is not possible."

Where marshes do survive, he said, they have been altered permanently and fisheries may not recover.

'Reversal' needed

Naff said the full impact of dams built on the Tigris and Euphrates in Turkey and Syria has not yet been felt but could be considerable. "But if there is going to be any salvation [for the marshes], there has to be a reversal in Iraq itself," he said.

Naff said there was a positive side to the tragedy. The dams in northern Iraq were built to deal with floods and drought and to expand irrigated agriculture. If the marshes are restored, he said, then there may be a more consistent flow of water and better quality water in the area.

But he said the maintenance of these projects under Hussein has been poor, and there are too few experts in charge of them to do the job properly.

James Brasington, a lecturer in geography at the University of Cambridge, showed satellite photos of the marsh region taken by the U.S. National Aeronautics and Space Administration that revealed how the marshes have shrunk. The NASA photos showed that only a narrow strip along the border with Iran and stretching into Iran remains marshland. Brasington said that was between 6 and 17 percent of the original area.

* * * * *

Wall Street Journal Europe May 21, 2001

IRAQ: Resisting Tyranny - A Country of Fear, a Prospect of Hope

By Ahmad Chalabi.

Iraq is a country of fear. The people live in fear of the regime and the rulers fear the will of the people. Recognizing this, in 1998 the U.S. Congress passed the Iraq Liberation Act with overwhelming bipartisan support, making it U.S. policy to provide help to those Iraqis committed to overthrowing the totalitarian dictatorship of Saddam Hussein and establishing democracy in our country.

After decades of struggle and suffering, we Iraqis finally have a chance to get on the right side of history. We are willing to make any sacrifice to achieve this and we call upon the policy makers in Washington to implement the law of the United States. This is our manifesto, in so many words.

Unfortunately, some U.S. policy makers are hesitant to provide us with the legislated support. And now there is talk in both Washington and London of weakening U.N. sanctions on Iraq and abandoning the no-fly zones the U.S. has enforced for a decade to protect Iraqis in the north and south of the country from Saddam's aggression.

Critics of the idea of overthrowing the Iraqi regime have long argued that a vaguely defined policy of "containment," whereby the dictator is said to be kept "in his box," is better than a regime change. But within that "box" Saddam has remained free to oppress the Iraqi people and develop his weapons of mass destruction.

Today he is unrepentant and flush with new oil money. Seeing the gradual meltdown of the international resolve to keep his regime isolated and unimpeded by arms inspectors, he is focused on restoring his glory and pursuing his megalomaniacal dreams of conquest. Every day he makes new threats against the sovereignty and independence of Kuwait and Saudi Arabia. He uses every chance to stoke the fires of conflict in the Middle East, trying to meddle in Israeli-Arab affairs and establish a link between the peace process and sanctions. There will be no peace between Israelis and Arabs while Saddam is in power. All elements of the Iraqi opposition are united behind the INC's twin goals - the overthrow of the dictatorship and the establishment of a constitutional government in Iraq committed to democracy, human rights and the rule of law.

The INC has already proved it is up to the task. Following the Gulf War, we established military bases in northern Iraq and organized an effective force of some 7,000 fighters. Even the idea of an organized resistance was a challenge to the fragile regime, already in disarray, but our efforts went much further than that. As we strengthened our operational base inside Iraq, the INC became an umbrella organization for all the diverse resistance groups.

Simultaneous with its military activities, the INC developed strong links to the inner circle of the Iraq establishment, forming clandestine ties with members of Saddam's military apparatus and prominent leaders in Iraqi society. The payoff was invaluable. Apart from gaining direct access to information about the regime, the INC became

a magnet for regime insiders who yearned to be rid of Saddam. Iraq's director of military intelligence, Gen. Wafiq Samarrai, and chief nuclear scientist, Khidar Hamza, were two of the many high-level defectors who came to the INC during that period.

In March 1995 we successfully mounted a military challenge against the Iraqi army, taking out two divisions. We were well on our way to removing Saddam. Responding to the threat, Saddam attacked us and things took a different turn in September 1996 when the U.S., contrary to its commitment to the INC, failed to provide air cover against Saddam's aggression. Our operations were devastated as 40,000 troops and 400 tanks swept the region - something people who now want to relax the no-fly zones should consider.

As the Bush administration moves forward to develop its policy toward Iraq, our message is clear: Toppling the dictator is a viable, practical option, not a suffering people's distant dream. Saddam today is vulnerable. Life in Iraq is a saga of daily acts of resistance, large or small, armed or passive. In Iraqi Kurdistan in the north, Saddam's authority is weak, extending only to intelligence operatives and paid agents. Southern Iraq is in a state of latent revolution, punctuated by increasing armed rebellion against the regime. Even in Baghdad and central Iraq, Saddam is continuously challenged.

The INC can be the leading element in overthrowing the regime and establishing a popular, democratically elected government in Iraq. Pessimists can argue that this is a hopeless cause. But, then again, in 1980 few thought that a rag-tag bunch of Afghan rebels would be able to take on the mighty Soviet 40th Field Army.

Since late last year, when the Clinton administration finally released funds to the INC, we have succeeded in making significant strides. We have again united the opposition, established our administrative base, and opened offices in countries bordering Iraq.

We are embarking on a number of initiatives inside the country and the response from the Iraqi people is overwhelming. We also hold ourselves up to the Iraqi people as the only example of a genuinely Iraqi institution based on the principles of democracy, pluralism and tolerance. Our leadership is elected and our membership encompasses all elements of Iraqi society: Sunnis, Shia, Kurds and others.

Toppling the dictatorship of Saddam Hussein will not be an easy task. But with renewed commitment to our cause from the Bush administration, many Iraqis believe the light at the end of the tunnel is closer than ever.

* * * * *

May 24, 2001 Jordan Times

'Only total lifting of sanctions can help Iraq's economic recovery'

By Michael Jansen

BAGHDAD PREEMPTED with flat rejection the British draft resolution for revising the economic sanctions regime. This was formally submitted to the Security Council on Tuesday. Iraq countered the British proposal, made at the behest of the US, by demanding the total lifting of the punitive embargo imposed in August 1990. While Baghdad's reaction was predictable, the stance of China and Russia, two permanent Security Council members, could not be predicted.

Last weekend Russian Foreign Minister Igor Ivanov said that Moscow disagreed with elements of the draft. On Tuesday Russia tabled a counterproposal to extend the current oil-for-food programme and postponed consideration of the British draft. China, angered over a series of political gaffes by the Bush administration, is likely to back Russia. France, the fifth permanent council member, is caught in the middle. This means that it is unlikely that the council will approve the "smart sanctions" proposal, as London and Washington would like, before June 3, when the oil-for-food programme comes up for renewal. And if the US and Britain attempt to postpone or interfere with the roll-over of the oil-for-food programme, Iraq has threatened to suspend it altogether.

The British proposal is being promoted as a "major shift" by the US and UK from the total embargo which is now killing Iraqi civilians at the rate of 10,000 a month. But this plan, characterised as "smart sanctions," does not, in reality, provide for an easing of the hardline policy adopted since 1990 by Washington and London towards Iraq. Instead, if approved, the proposal would strengthen the hold of the US-dominated Security Council on Iraq's economy and extend council's control to the territory of Iraq's neighbours, infringing on their sovereignty.

Under "smart sanctions," most restrictions on trade with Iraq would, theoretically, be lifted. The only items banned would be military related items which would be placed on a 30 page list prepared by the US. At present these two council members prevent Iraq from importing a whole range of goods essential for normal civilian life. These include ambulances, medical equipment, chemicals for water purification and equipment to repair the country's deteriorating oil sector. At present, thanks to US and British obstructionism, \$3 billion worth of contracts for purchases are "on hold" and \$15 billion in Iraqi oil earnings remain in the bank, unspent on urgently needed civilian necessities, because Baghdad sees no point in placing orders which will, inevitably, receive the same treatment.

Absolute US/UK control will also be guaranteed by the retention of council supervision over Iraq's oil exports and revenues. Contracts will continue to be vetted by the council's Sanctions Committee and earnings must be paid into a UN-operated escrow account. These provisions give the Sanctions Committee ultimate authority over Iraq's major natural resource, as well as the bulk of its financial resources.

Under the British plan, commercial and cargo flights would be permitted to resume as long as they are inspected at departure points. Train services would also be allowed to run, if monitored. This means that Jordan, Turkey, Iran, Egypt, Syria, Lebanon and the United Arab Emirates will be compelled to permit UN-designated inspectors to monitor all air and land traffic to Iraq. Furthermore, countries which allow Iraq to export oil by road, rail or pipeline outside the ambit of the oil-for-food programme would be compelled to stop the "smuggling" and subjected to monitoring.

The US hopes that halting "smuggling" would deprive the Iraqi government of its only independent source of income. The US is proposing to compensate the countries benefiting from "smuggling" by increasing from 25 to 30 per cent the slice of Iraq's oil revenues dedicated to reparations. This means that Iraq would end up paying countries to strangle its government and economy. Thus, if approved by the council, the "smart sanctions" regime would tighten controls over Iraq and reverse the erosion which has taken place over the past year in the original sanctions programme.

Humanitarian agencies working in Iraq argue that only the total lifting of sanctions can put Iraq, devastated by ten years of blockade, back on the road to economic recovery. An authoritative source close to UN Secretary General Kofi Annan told this correspondent that Annan is unable to act against the sanctions regime. In the view of this source, the only positive aspect of the tussle between the US and UK, on the one hand, and opponents of sanctions, on the other, is that "there will never be another sanctions regime of such a sweeping magnitude imposed for an undefined period of time on any other country".

If and when the council decides to impose sanctions on another country, both the scope of the embargo and a time frame will be set. This offers little consolation to the 22 million embattled Iraqis whose lives have been wrecked by sanctions and who have no future because Washington and its acolyte London insist on continuing the blockade of Iraq under the rubric of "smart sanctions".

* * * * *

26 May 2001 Kurdish Observer

Ocalan: On ECHR, Political Developments, Diyarbakirspor

In a written statement released after meeting with his attorneys, PKK President Abdullah Ocalan said that he was approaching peace with common sense, but stressed that the rights of millions of Kurds must not be played with.

PKK President Ocalan, characterizing his defense to be given in the European Court of Human Rights (ECHR) as of historic importance, said that he approached peace with as much common sense as war. Ocalan said the following in a written statement that was released Thursday, following a meeting on Imrali Island with his attorneys from the Century Law Firm the day before: "The case to be heard in the ECHR is of historic importance. It is not related just to me personally. My abduction was a violation of European law. This is the current state of the West's policies towards the Kurds. If the conspiracy process had developed, a great segment of the Kurds would have been annihilated. This was a reflection on the international field of the similar period in 1993 of 'perpetrator unknown' [murders]. I am not saying that Turkey's stance was completely like this, but certain circles were connected and informed of the process."

Öcalan explained that Turkey did not have sufficient knowledge about the international conspiracy process, adding, "Chief of General Staff Kivrikoglu was saying 'I am suspicious that he will be brought to Turkey' one week before my capture." Öcalan said that this showed that Turkey had not completely solved this conspiracy, saying, "I saw this conspiracy and spoiled the game." Öcalan continued to say: "I am cautious on certain subjects and loaded with concerns, but one side of me is very common sense. I am approaching peace with as much common sense as war."

Kurdish rebellions

Öcalan said that the deficient aspect of the Kurdish rebellions was that they were devoid of common sense, saying, "It is necessary for Kurds and Turks to understand the depths of this." Öcalan stressed that the most valuable courage was that which did not abandon common sense even under the most difficult conditions, adding that hollow and empty courage carried the meaning of "very bad destruction."

'Games are being played over the Kurds'

Öcalan continued to say the following: "This conspiracy is not just against me as a person. It was seen at Newroz. Millions, the masses, stood up for me. Millions will continue my legacy. I explained this. Did Turkish and Kurdish intellectuals understand? If we can't understand, there will be deeper and worse results from the 20-year crisis. I am going to work to live until my last breath for the sake of realities. If I do not live, know that this death will be the most valuable death. Then death is the most valuable and necessary moment. Other than this, I won't give permission for either life or death. It is not just my death of life that is the question. Games are being played over the rights, goals, and justice of millions of Kurds through my person. They want to play worse than in 1920."

Democratic state

Öcalan said that he had put his stance clearly out in the open, continuing: "If it is a democratic state, we would prefer it over 50 clan states. This is appropriate to our political development and ideology. A stance such as 'we are going to destroy you, we will force you to be like us' carries very serious dangers."

Congratulations to Diyarbakirspor

PKK President Abdullah Öcalan also sent his congratulations to the Diyarbakirspor football team for rising to the Super League. Öcalan stressed the following: "Diyarbakirspor must serve the democratization of sports in the region. Up until now, the masses have been drugged with football. I am hoping that a democratic stance in the name of the people will rise along with the rise to the first league, and send congratulations on this basis."

Importance must be given to knowledge

Öcalan also called for academies for art, religion, language, history, and women's freedom to be established as quickly as possible, adding, "Kurds will discover themselves through this, they will establish their brains, essence, freedom, and scientific side." Öcalan said that it was necessary for "art to carry out its function in the development of democracy" and hoped for success in steps in this direction.

* * * * *

RFE/RL IRAQ REPORT Vol. 4, No. 18, 24 May 2001

U.S., BARZANI BLOCK IRAQ-TURKEY 'ECONOMIC, MILITARY' BRIDGE.

London's "Al-Hayat" on 21 May reported that the United States has foiled Iraqi attempts to conclude an agreement with Turkey that would set up a direct economic bridge bypassing areas under the Kurdish administration's control and allow the pumping of oil and the flow of goods. Kurdish sources told "Al-Hayat" that Turkish Prime Minister Bulent Ecevit had presented the plan to Mas'ud Barzani, who was in Ankara at the time, but he categorically rejected it.

The Iraqi plan calls for establishing a direct corridor: Turkey will build a bridge across the Khabur River and link it to a land corridor parallel to the Iraqi pipeline. The corridor will be fenced off and allow trucks carrying goods and oil to cross from Iraqi territory to Turkey without the involvement of the Kurdish administration which collects taxes at the Ibrahim Al-Khalil crossing.

The Kurdish sources said that Turkey had informed the U.S. of the details of the plan but the U.S. response was negative. Washington considered it a security- military bridge between Ankara and Baghdad. Barzani said that U.S. efforts are now focusing on "assuring Turkey and ensuring an adequate share for it within the framework of the smart sanctions plan that is under discussion at present with the five permanent Security Council members." (David Nissman)

* * * * *

Mixed signals on Iraq from Ankara

Turkish Probe

May 20, 2001 by SAADET ORUC

The future of Iraq? No, the right question is on the future of the leader of that country, Saddam Hussein. Even Prime Minister Bulent Ecevit, the "once-best friend" of Saddam, started to voice his doubts on the future of the Iraqi leader and the fate of Iraq. Ecevit wanted to prepare the Turkmen, the well-known Turkish card in northern Iraq, for the post-Saddam era.

It was decided that the Iraqi Kurdish leaders would be welcomed in a different atmosphere in Ankara. Contrary to previous meetings, the recent call of Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani to Ankara had been an opportunity for the Turkish government to state its position regarding the ongoing developments in Iraq.

"First of all, do not go far beyond the limits of a political party in Iraq. Refrain from creating a misunderstanding regarding the territorial integrity of the country, as well," Barzani was told in Ankara. The prime minister's worries about Iraq were seen in Turkish press reports throughout the week in some newspapers that a de-facto state has already been established in northern Iraq. His advisors confirmed that the Turkish prime minister was worried about the current situation in northern Iraq. A secret circular published by a mass circulation newspaper caused further confusion in Ankara.

Lesson 1!

Just one day after a clear denial from the Foreign Ministry that there was no secret circular on Iraq, the secret document circulated by the prime minister's office on a series of measures on Iraqi affairs was being revealed in this newspaper.

Not only the top Turkish Foreign Ministry official responsible for the Middle East, but also the top Turkish diplomat was clearly denying the presence of such a circular and the Turkish Daily News, undoubtedly, considered that there was no necessity to question the clear denials of two leading Turkish officials. The TDN report, which was based on two key diplomats, was unfortunately being denied by the Hurriyet report, which revealed the document. Not only the self-confidence of the reporter, but also the confidence towards the words of the Turkish diplomats was being destroyed following these two contradicting reports. However, the explanation from the top official showed that there was another problem at the ministry. The top official, following a meeting where the report on the secret circular had been discussed, with a sad voice assured the TDN that he, as the source of the story, wanted to admit the fact that it was the Foreign Ministry who denied the report.

"The thing that was destroyed was not your journalistic self-confidence, but the ethics of the state. How can a secret document, which was not even seen by the Middle East Department of the Foreign Ministry, be published in the media?," asked the diplomat, stating that if the TDN was asked about the source of the report, his name could be mentioned openly.

Now, lesson one after this weeklong "row" which went on the TDN pages plus reports of other newspapers on the Turkish policy on Iraq:

A denial from a diplomat does not always mean a real denial! Journalists write the right pieces, diplomats deny them! Every day is a lesson for a journalist regarding even the best-known subjects

* * * * *

Barzani, "The days that Kurds used to kill Kurds have gone away."

KurdishMedia.com 22 Apr 2001

Arbil-Kurdistan (KurdishMedia.com) 22 April 2001: Mr Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), in the opening speech of the Kurdistan universities conference, said that the days when Kurds used to kill Kurds have gone. He was reassuring the progress in the peace process between KDP and Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Mr Barzani praised the Kurdish academicians, researchers and developers, "If they had the right circumstances, they could have created miracles." He also invited diaspora Kurdish technocrats in contributing to the education system in Kurdistan and in building a brighter nation. Mr Barzani said that even if they could not come back to Kurdistan on the permanent bases, they could contribute in other ways, which he left for them to decide how.

This is the first conference in its kind where all three universities of the south de facto state take part. A number of exile Kurdish experts were also invited. To encourage diaspora Kurds to go back and work in Kurdistan where they were very much needed, Mr Barzani reassured stability and peace in Kurdistan. It was in this context when he said, "The days that Kurds used to kill Kurds have well gone away."

* * * * *

Turkish military in South again

Kurdish Observer 24 Apr 2001

It has been learned that Turkey, which began withdrawing the troops it had been keeping in the Soran region of South Kurdistan last month, has once again been sending military troops and vehicles to the region in recent days. According to information received from local sources, about 300 soldiers and technical personnel and 40 mortar weapons belonging to the Turkish army had arrived in Carkurna, which is in territory belonging to the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Six of the heavy weapons have been positioned at various points in Carkurna, while the others are being kept in reserve. Among information received is that a great number of the some 300 soldiers that arrived are staying in city center in Suleymaniya. It has also been learned that in addition to these, about 200 personnel from the National Intelligence Agency (MIT) have been settled in the Soran region of Turkey in the scope of gathering intelligence against the PKK. At the same time, various other forces have intensified their intelligence, surveillance, and similar activities in South Kurdistan in order to secure control over the region and implement their own policies.

They withdrew, but...

A great number of clashes occurred in various locations after the PUK peshmergas began assaults against the PKK guerrillas on September 15, 2000, and Turkish military forces arrived in the region on December 17 after a call from the PUK forces. The PKK had made calls for peace and dialogue to the forces in the region, particularly the Kurdish organizations, in the framework of its change in strategy calling for the silencing of weapons and seeking of a solution. When the PUK did not end its assaults, a great force from the Turkish military including thousands of soldiers and technical personnel and a great number cannons, missiles and other heavy weapons entered the Soran region and were positioned on the Carkurna field near Ranya. These military forces began to withdraw on March 26. Despite this, it was discovered that during the withdrawal, the military left a great number of the heavy weapons it had brought and ammunition with the PUK peshmergas, and afterwards, they had begun secretly sending more weapons to the region.

'News of clashes is not correct'

It has been learned that the news appearing in the Turkish press to the effect that clashes in the Genc district of Bingol resulted in the deaths of 9 guerrillas and 5 soldiers is not correct. Local sources confirm that a clash occurred, but say that the news that 9 guerrillas lost their lives is not correct. Although the exact number is not clear, it is believed that 2 lost their lives and that one guerrilla fell captive to the soldiers. It was reported that 7 soldiers lost their lives. Additionally, F-16 war planes and Cobra attack helicopters departing from Malatya bombed the rural area of Genc where the clash occurred. It has also been reported that the Turkish military began a new operation as of Friday morning.

Local Municipality Elections in Iraqi Kurdistan

Al-Zaman 25 May 2001 (Translated for KurdishMedia.com by R. M. Ahmad)

Arbil-Kurdistan on 25th May 2001. Today, Friday, at 8.00 am, Arbil Time, electioneering propaganda campaign for the local election in Iraqi Kurdistan stops, 24 hours before the opening of the ballot boxes for the casting of votes tomorrow. National, Nationalist, Islamic and Assyrian political parties and movements taking part in these elections. The election campaign started ten days ago. During this time, Kurdistan Democratic Party (KDP) held large public gatherings in Arbil, Zakho and Dihoke where KDP faces competition from Islamic Union.

Islamic Union held only one large public gathering in Dihoke, but concentrated its election campaign to encourage its supporters to come out to vote. Islamic Union Candidate for the head of Dihoke Municipality, Ismael Skerry, who has raised the question "Where you get this?" from his election manifesto, confirmed that no candidate has a guarantee to win, a real election contest exists and he doesn't depend on only on women's vote. He added that what is important for him is to participate, the experiment succeeds and the public learn to elect whom ever they want.

Iraqi Kurdistan Communist party, which is a third large contestant in this election, considers its candidates are strong enough to gain good results. Assyrian Democratic Movement, the largest Assyrian political Party, which asked the special situations of the Assyrians to be considered and seats allocated for them in the municipal assemblies where Assyrians can not contest because of their small numbers, confirmed they participate to vote. The Assyrian Democratic movement has not put any candidate except in Ainkawa where the majority are Christians.

It is expected most of the KDP candidates to win but surprises could happen in Dihoke from Islamic Union Candidates. Election campaigns went very well without serious problems except in some cases some pictures of the candidates were torn but condemned by every one. Those caused these damages will be taken to the court of law.

The Higher Election Committee has announced to form a committee from the teaching staff of the universities of Salahidin and Dihoke and foreigners working in charity organisations in the region. This committee sends observers to the voting centres to ensure the voting process goes on cleanly and properly. Every one is under obligation to cooperate with these observers and has to help them to make their duty easy. In the mean time, election media are carrying on to inform public about election mechanism and how to vote.

The latest announcement from the Higher Election Committee is that during the Election Day candidates cannot go to the voting centres except to vote but have to leave immediately. Also those, who has not received their voting card, can still vote provided each has an identity document with the same details of the voter on the voting list names at the voting centre.

* * * * *

Democratic Competition

Al-Hayat 27 May 2001 (Translated for KurdishMedia.com by R. M. Ahmad)

Arbil-Kurdistan on 26th May 2001. Today local municipality elections starts in Iraqi-Kurdistan, the area run by Kurdistan Democratic Party (KDP) headed by Barzany, for the first time to complete similar elections took place in Iraqi Kurdistan area run by Patriotic Union of Kurdistan (PUK) headed by Talebany. Each political party competes in these elections independently after KDP ignored the idea of political parties coalition in the Election.

Jawher Namiq, the secretary of KDP politburo, considered the idea of political parties coalition, as one list in the election, as "Emptying Democratic Idealism from its Content as the Elections Become Acts Played by the Actors (Voters) Voting on Only One List." This is not because KDP expects to win most of the seats easily, but this is good to create healthy democratic competition pays dividends in the long run. It is a lot better than the traditional political parties fronts.

Kurdistan Islamic Union, the second largest political organisation in these Elections, tries to get as many seats as possible especially in Dihoke area where they got one third of the votes recently in student elections. However, KDP sources consider this as temporary surprises because of the instability, between KDP and PUK, which benefited Islamists temporarily.

Kurdistan Communist Party is the third political force in the game and enjoys the support of the modernised groups who don't have political loyalty but worried in case Islamists control some municipalities which they could change to a sort of no go area like Halabja. After Municipality elections in PUK area, Extreme Islamists took control of Halabja, which is now under the control of their armed Militia. It has been changed to a ghost town. The case of Halabja should not be repeated after these elections, even if Islamists take over on any assembly. Because we understand these elections are about providing services as good as possible to the voters, not to dictate on people how to live. No more ghost towns in Kurdistan please.

* * * * *

PUK leader refers to Iran as only supporter of Iraqi Kurds

Sanandaj, Kurdestan Prov., May 26,

IRNA – Leader of Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Jalal Talebani in the city of Suleymaniye Friday night referred to the Islamic Republic of Iran as the only supporter of the Iraqi Kurds during their hard times.

Addressing a group of Iranian industrialists, he said, "The Islamic Republic have helped Iraqi Kurds over the past few years when those countries, which today call themselves as our friends, were supporting the crimes committed by the Baathist regime." He further referred to chemical bombardment of Halabcheh and attack on Arbil by the Baathist forces as examples of black days of the Iraqi Kurds over the past few years. The Iraqi Kurds are still in need of Iranian assistance, Talebani said reiterating that Kurds will never forget the support given to them by the the Islamic Republic of Iran. He further called for presence of Iranian experts in various industrial, agricultural and technical fields in the Iraqi Kurdistan.

Although economic situation of the Iraqi Kurds has improved through implementation of the UN resolution 986 (oil for food deal), Kurdistan will not become a developed region without Iranian aid, he added. "Today, we have access to sufficient financial credits but unable to absorb them and we hope that the Islamic Republic of Iran, as before, would help the Iraqi Kurds spend such existing credits," Talebani stressed.

Meanwhile, the first trade and industrial exhibition of Iran's Kurdestan Province was opened in Suleymaniye in the presence of the PUK leader and the Iranian delegation. 86 industrial and manufacturing units from different parts of the Islamic Republic are displaying various potentials of Iran in the exhibition. Members of the political bureau of the PUK and leaders of the Iraqi Kurdish parties attended the inaugural ceremony of the exhibition which was warmly welcomed by local Iraqi Kurds.

Asadollah Barkhordari, a commercial official in Kurdestan Province told IRNA that the objective of the exhibition is to introduce Iran's great industrial potentials to people in northern Iraq. He said that the PUK officials had made great contribution to the setting up of the Iranian exhibition in Suleymaniye.

Addressing the inaugural session of the exhibition, Barkhordari said that setting up of the Iranian industrial and trade exhibition in Iraqi Kurdistan is an indication of Iran's determination to continue its humanitarian aid to the Iraqi Kurds. Such a presence will pave the way for development and prosperity of the region, he added.

* * * * *

Council of Europe: Turkey at crossroads

Turkish Probe May 27, 2001 by Gul Demir

The European Council Parliamentarians' Assembly (AKPA) held its Standing Committee meeting at the Hilton Istanbul Hotel. Participating in the AKPA meeting were well-known figures and Turkey experts like European Council Parliamentarians' Assembly Committee Chairman Lord Russell Johnston, Council of Europe (CE) General Secretary Walter Schwimmer from Austria, Cyprus and Turkey Rapporteur of the Council of Europe Monitoring Committee Andras Barsony (Hungary), Benno Zierer (Germany), and Legal Commission member Erik Jurgens (The Netherlands).

The CE Monitoring Committee, which monitors if EU candidate countries fulfill the criteria, came together with

authorities in the Turkish capital before the meeting. Besides Prime Minister Bulent Ecevit and Foreign Affairs Minister Ismail Cem, they met Minister of Justice Hikmet Sami Turk and representatives of the Constitutional Court and National Security Council (MGK). They also contacted the patriarch of the Orthodox Church, representatives of the Jewish Community, the Human Rights Association, EU ambassadors and political parties including the People's Democracy Party (HADEP).

The subject of the AKPA meeting which coincided with the democratization report of the Turkish Businessmen and Industrialists' Association (TUSIAD) was the reforms expected from Turkey for EU membership. The procedure will work in the following manner: AKPA member parliamentarians will submit their reports to the AKPA Watch Committee and the Turkey report will be discussed in Strasbourg, France on June 8.

Greek Consul General Panos Kalogeropoulos invited internationally reknown authors of the Turkish press, businessmen Sarik Tara, Asaf Guneri (who has played a key role in the development of Turco-Greek relations) Osman Kavala and Besim Tibuk who is also a politician and academicians to a reception to meet the Greek MPs participating in the Assembly meeting. The reception of the Greek consulate general took place in a cordial atmosphere conducive to the development of warmer relations. The openness on both sides over novel views and creative solutions regarding Turco-Greek relations and Cyprus was felt clearly. Greek deputies said the reflection of the friendship with Turkey on the political platform strengthened peace. In the meantime, meeting the New Democratic Party's Dora Bakoyanni whom the Turkish Daily News interviewed years ago was an additional source of pleasure.

The Greek members of the Council of Europe expressed their views on a number of issues from the prison question in Turkey to the death fasts, from the recent dismissals in the media to the Radio Television Higher Board bill. Their comments about the approach of the Turkish Daily News to different issues and its reporting ethic, and the statement that they read the newspaper regularly, were words that would make a journalist proud. It was especially interesting that they stated the views of the Council of Europe over Turkey clearly and without any reservation. The Greek parliamentarians, who said they would abide by the decisions of the ECHR, sbowed an attitude that squarely contradicted those of veteran Turkish politicians. There is obviously no need to say how important these developments are for Turkey's EU membership.

Turkish public wants real democracy

Council of Europe General Secretary Walter Schwimmer said they did not view Turkey as a problematic country and noted the Council of Europe had aided Turkey on human rights issues over the fifty years of its membership. He said they regarded Turkey as a family member of the Council of Europe. Turkey and Cyprus Rapporteur of the Council of Europe Andras Barsony pointed out that Turkey is at a crossroads where it has to choose the values of the CE or taking a different turn, which, he noted, would not be reasonable for Turkey. Barsony said "When we look at human rights problems or the economic crisis in Turkey, we must know that real democracy is impossible without economic stability. This is why Turkish businessmen have pressed for democratic reforms. A democratic setting improves the business environment. We cannot be pessimistic about Turkey's future. The Turkish public is very attached to democracy, it wants real democracy."

Lord Russell Johnston said the dominant groups in Turkey had two major fears which were first, the threat of fundamentalist Islam acceding to power on the back of secular forces, and second, separatism. He noted that the CE was more concerned with people's aspirations, suggesting that Turkish society needed to improve on this count. AKPA Chairman Johnston said the CE regarded as a positive development that Turkey should have adopted secularism and separated religious and political affairs, but Turkey was slow to make progress with reforms.

Opinion regarding closure of political parties

Lord Russell Johnston emphasized two issues over the trial regarding the closure of the Virtue Party (FP). He noted that Welfare Party (RP) applied to the Strasbourg Court and said the CE received the impression that the Constitutional Court in Turkey awaited the ruling for the RP before it proceeded on to the second case. He said the European Parliamentarians' Assembly was opposed to terrorism, religious impositions and believed in secularism. He added the caveat that they did not think in parallel with Turkey with regard to closing parties because of beliefs and policies.

Chairman of the European Parliamentarians' Assembly (AKPM) Lord Russell Johnston said that the CE could not base its actions regarding party closure on guess work. He said they looked mainly at the party program. "We cannot base our determination over a party on other people's opinions. The decision should be based on the concrete

actions of the party and the content of its program. The European Parliamentarians' Assembly believes that some political speeches are exaggerated in Turkey." Regarding the closure case of the FP, Schwimmer asked Turkey to wait for the EHRC's ruling over RP's closure.

Which solution in Cyprus?

The European Council would like to see a compromise and the solution of problems. Schwimmer said the Cyprus problem should be resolved as soon as possible. Stating that "I don't predict that the European Union (EU) will accept a divided Cyprus for membership," Lord Johnston recalled that the ECHR condemned Turkey for human rights violations in Cyprus and stressed that by refusing to heed the decisions of the European court, Turkey was indirectly violating the Convention of Human Rights (CHR). "The decision lies with Ankara, which is a member of the Council of Europe," said Johnston. "This would be an indicator of respect for human rights. The inability to heed the decision of the EHRC will impede Turkey's EU membership."

Johnston said Prime Minister Bulent Ecevit was very experienced over Cyprus and noted that the rigid attitude over a confederative solution continued. Schwimmer noted that the European Council Parliamentarians' Assembly made a very serious proposition for a state that encompassed two societies and two regions. "We are ready to protect the rights of Turks and Greeks in Cyprus, for they lived together on the island for years. A way must be found for the coexistence of the societies."

Turkey at crossroads

Council of Europe Cyprus Rapporteur Andras Barsony explained his views on the topic as follows: "There is a state which is recognized by no one but Turkey. Turkey has to decide on a solution. If this status quo is not recognized by the world and is recognized only by Turkey, Turkish politicians must consider how long this state of affairs can continue. Or they should consider the need for a historic compromise. Instead of having an independent state only in Northern Cyprus, we need a decision that also includes Greek Cypriots."

"Another factor is Turkey's bid for EU membership. How can we take this application seriously if the ruling of the EHRC is not heeded? This is not a restaurant menu. One cannot say I choose such and such. That is why it is a crossroads for Turkey. You cannot always insist that you will not do something when you are a family member."

Barsony's proposal for a possible solution in Cyprus is one that considers the basic features of both societies, and the reactions of the local population and civil society associations. "After long-lasting differences, both sides have to contribute to peace on the island. For instance there can be an agreement between the highest level authorities as soon as tomorrow. If they are unable to explain this to people on both sides of the Green Line, this will remain on paper only. The Council of Europe should find a solution which comprises both of the populations and on which they can agree.

"The second issue is security. Both sides should understand the need for an international peacekeeping mission. Only this kind of peacekeeping mission can ensure the future of both societies. Both sides lack confidence in each other. There is need for an organization under an international umbrella and the supervision of the United Nations. The demilitarization of the island should be considered in the long term."

Death fasts should end

AKPA Chairman Johnston made an assessment regarding prisons: "I can say that we also wanted the transition to F-type prisons but it was done with a good amount of violence and in a wild manner. That is why some people died and some were wounded in the process. This was not a good beginning." Noting that he thought positively about three new bills regarding F-type prisons, he said: "But as far as I understand, these laws are not being implemented yet." He called on authorities to put them into effect as soon as possible.

The Council of Europe will carefully watch if Turkey sticks with the prison reform. Indicating that they hoped that the death fasts and hunger strikes would thus end, Johnston said "People should not risk their lives with these death fasts. We want to protect human rights at the same time that we want to save human life. It is time for the death fasts to end." He added they would visit F-type prisons to analyze the conditions and talk with prisoners.

"There is a language called Kurdish"

AKPA chairman Johnston recalled the Council of Europe was celebrating 2001 as "The Year of Languages" and said that Turkey's attitude regarding Kurdish contradicted this fact. Stating that "We are also in the position of protecting the languages of minorities and of peoples," Johnston said, "There is a language called Kurdish.

"Some politicians in Turkey say there is no language called Kurdish. There are newspapers, and television and radio broadcasting. Language is a person's most valuable possession. The mother tongue is the only way of cultural and self-expression. I believe that the pressure in this area reduces the chances of the Kurdish people forming an attachment to the state, which acts roughly toward them.

"Usually people who are not separatist or Islamists are jailed for very simple political arguments over very simple issues. The Council of Europe supports the secular regime established by Ataturk, and in no way supports terrorism. It supports the use of the mother tongue. We don't see Europe as a cauldron of languages and religions. We believe in the plurality of languages, religions and cultures. Turkish is part of Europe's linguistic wealth, but the same holds true for Kurdish. As we support the right of Turkic people in Macedonia and Kosovo to speak Turkish, we support the right of Kurds in Turkey to speak Kurdish. This is Turkey's wealth. The existence of different languages and cultures and different traditions will benefit the state. We do not see this as a threat to national unity and territorial integrity. Turkey is composed of very different ethnic groups, we have to admit it."

Barsony said while Japanese, Arabic and Chinese were taught in Turkish schools, Kurdish was omitted and continued: "I believe this is ridiculous. Let's say there are no Kurds, who then is the threat? If the Kurds are not terrorists, then the terrorists are just terrorists. The first step of a baby toward full humanity is the pronouncement of the word 'mother' in this language as he learns to speak. How come a social group is told that 'you cannot use your mother tongue'? This has nothing to do with political activism and terrorism. For instance, Abdullah Ocalan himself does not speak Kurdish, he speaks Turkish.

Barsony said "Kurdish, the mother tongue of millions of people, cannot be an element of threat. It is only a question of identity for people who use this language. This language has to be used and exist in a democratic society" and expressed hope to see positive developments over Kurdish this year.

Harsh criticism at AKPA meeting

During the AKPA meeting at the Istanbul Hilton Hotel, Council of Europe member parliamentarians directed a number of questions to Turkish parliamentarians. There were responses to criticisms. Armenian parliamentarian Hovhannes Hovhansyan said "Our people expect steps for the implementation of peace and serenity. We were always opposed to terrorism. Our constitution states that borders will not be changed. The genocide is accepted all over the world. But you do not take steps in this direction."

Turkey's EU General Secretary Volkan Vural recalled that Armenian authorities had told him "We don't want to look at the past, we want to look at the future of our children." Vural said "Those who want peace and serenity have to indicate this. They have to indicate that they did not invade other territories."

AKPA Legal Commission member Erik Jurgens from the Netherlands irritated Turkey's Minister of Justice Hikmet Sami Turk. Socialist deputy Jurgens said "Turkey defines terrorism in a manner that does not cohere with international standards. Turkey has a wrong definition of terrorism. The defense of regional autonomy, which is not considered an offense in other countries, is an offense in Turkey." Jurgens criticized Minister of Justice Hikmet Sami Turk for using the word terrorism in a way that did not fit with the standards of the Council of Europe.

Responding to Jurgens' criticism about HADEP members who disappeared under custody or were arrested, Turk said it was not possible to amend constitutional articles defining the unity of the state and secularism. The arrested HADEP members were in prison because of "links to terrorist organizations" and had been sentenced by independent Turkish courts.

In his response to Erik Jurgens at the AKPA meeting, Turk accused European countries of causing the death fasts. Turk said the following: "The hunger strikes are today led by some European countries. Your country included... We know that the instructions for the hunger strikes come from Brussels and Amsterdam." Minister Turk's response received reaction from some parliamentarians, upon which AKPA Chairman Lord Russell Johnston intervened. He may also have gotten confused on the number of deaths resulting from the fasts, saying 18 instead of 22.

* * * * *

IRAN

817 candidats pour empêcher les réformes !

Fait unique au monde, en Iran, plus de 800 personnes se sont présentées à l'élection présidentielle. Loin de traduire la bonne santé de la démocratie, ce phénomène révèle le poids de l'héritage despotique dans ce pays.

IRAN EMROOZ

Francfort

Selon le ministère de l'Intérieur iranien, 817 personnes ont déposé un dossier de candidature à la présidence du pays [seuls 10 candidats ont finalement été autorisés à se présenter]. Selon la même source, juste avant la date limite des inscriptions, la foule rassemblée était si nombreuse qu'il était impossible de bouger, comme si les cinq jours prévus pour déposer une candidature ne suffisaient pas pour inscrire tous les postulants à la présidence. Puisque nous autres Iraniens avons plutôt l'habitude de tout remettre à la dernière minute, nous pouvons imaginer qu'un bon nombre de candidats potentiels se sont trouvés face à des portes closes sans avoir pu déposer leur dossier !

Et cela n'est que l'aspect quantitatif de la chose, mais il existe également un autre aspect, plus fondamental : quelle atmosphère politique, quel système juridique et finalement quelle culture politique faut-il pour que 800 personnes se portent candidates à la présidence ? Il est de bon ton en Iran de ne pas dramatiser cette question, et certains considèrent ce phénomène comme un signe de démocratie et d'ouverture de l'espace politique ! Pourtant, il s'agit plutôt d'une amère plaisanterie. Ce genre de phénomène est révélateur d'une anomalie culturelle, d'une situation chaotique et de notre arriération politique. Il est évident aussi que cet événement historique pour notre société restera probablement unique ; il révèle plutôt des enjeux de politique politicienne, ainsi que la faiblesse pathologique et historique de notre culture politique.

Il est clair que, pour les opposants aux réformes, l'enjeu politique actuel consiste à vider de leur sens et de leur sérieux les élections. Ils veulent démobiliser la population, réduire le vote en faveur de Mohammad Khatami et discréditer les réformateurs. Ces opposants aux réformes, qui souffrent d'une totale marginalité politique, ne tiennent pas



▲ *Avis. La démocratie ne répond d'aucun candidat. Dessin d'El Roto paru dans El País, Madrid.*

à prendre de nouveau le risque de mettre en avant un candidat voué par définition à un échec embarrassant. En revanche, ils ont l'intention, en jouant des sentiments de certains groupes sociaux et ethniques, de soutenir de nouveaux personnages dans le jeu électoral pour disperser le vote de la population. Cette ruse vise à amoindrir les chances d'une victoire déterminante et puissante des réformateurs. C'est pourquoi ces derniers doivent désormais réfléchir aux moyens d'y faire face.

LA POLITIQUE, UN PHÉNOMÈNE ANTICULTUREL !

Notre problème vient de la faiblesse de la tradition partisane due à l'absence du droit d'organisation en Iran. Historiquement, nous n'avons pas de culture du travail collectif dans notre société. Notre culture politique, contrairement aux sociétés libres et démocratiques, n'a pas doté la sphère politique de cadres et de normes, ce qui permet toutes les dérives. Selon cette culture, la politique n'est pas considérée comme une activité néces-

sitant des qualités et une expérience, mais comme un domaine ouvert dans lequel quiconque peut s'aventurer. On confond le principe de la participation de chacun dans le choix des programmes politiques avec les capacités d'expertise et de compétences professionnelles dans la politique. Même nos intellectuels ne voient dans la politique qu'un jeu politicien et de magouilles. Cette vision négative ne permet pas d'appréhender la politique comme une partie intégrante de la culture. Ainsi la politique se trouve-t-elle reléguée au rang de phénomène à part et fondamentalement anticulturel. Pourtant, cette attitude n'arrive ni à faire disparaître la nécessité sociale de la politique, ni à l'humaniser davantage ; au contraire, elle contribue à la rendre encore plus violente. Elle expose par là même la société à subir davantage d'irrégularités, comme nous en sommes témoins en ce moment. Tout cela, hélas, n'est que l'héritage maudit du vieux despotisme qui règne dans notre patrie.

Hossein Alavi

Enquête

L'angoissante attente des réfugiés kurdes

VILLEURBANNE (RHÔNE)
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

DÉPUIS QUELQUE TEMPS, des antennes paraboliques ont surgi aux fenêtres du centre d'accueil des réfugiés kurdes de Villeurbanne (Rhône). Comme autant de signes que la vie s'installe et que non, pour l'instant, ces familles-là ne s'en iront pas franchir d'autres frontières. Jusqu'ici, à l'inverse de beaucoup de leurs compagnons d'exil (*lire ci-dessous*), les 50 personnes hébergées dans cet immeuble de la banlieue lyonnaise après le naufrage, le 17 février, du cargo « East Sea » sur les côtes varoises, ont choisi de rester en France.

Dans ce foyer tenu par l'association Forum-réfugiés, le quotidien a vite repris son cours. Les enfants ont été scolarisés dans la zone, les adultes profitent de cours d'alphabétisation, tous ont eu droit à un bilan de santé à l'hôpital. Puis chacun a rempli son dossier de demandeur d'asile. Entre un bavardage dans la cour et une invitation à boire le thé chez les voisins de palier, tous guettent, avec angoisse, les premières convocations aux entretiens de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). « Nous sommes dans une phase de gestion de l'attente, explique la responsable du lieu, Malika Benzineb. Après l'euphorie de l'arrivée et le rebondissement sur leur véritable nationalité, ils vivent un peu un contrecoup... »

Syriens pour la plupart

Le 7 avril dernier, en délégation, les porte-parole de cette petite communauté kurde sont venus lui annoncer la « vérité » : ils ont avoué que la majorité d'entre eux était originaire non pas d'Irak mais de Syrie. Dicté par les passeurs, entretenu par la crainte de rétorsions à l'encontre de leurs proches restés au pays, ce mensonge collectif s'est révélé à peu près au même moment dans tous les autres centres d'accueil, semant le trouble chez les militants associatifs comme dans les ministères. « Ils étaient soulagés, nous l'étions beaucoup moins,

raconte Malika Benzineb. Nous avons passé trois jours et trois nuits à les réentendre. Il fallait compléter ou modifier, au besoin, leurs dossiers. Mais globalement, au-delà de la géographie et des parcours suivis pour arriver au bateau, les récits de ce qu'ils ont subi n'ont pas beaucoup changé. » Ce revirement a cependant réveillé les peurs. Hormis sous couvert d'anonymat, rares sont ceux qui acceptent désormais de raconter leur véritable histoire et de s'expliquer sur ce mensonge.

M. Kawa est l'un d'eux. « Je suis heureux de parler et que la vérité soit sortie parce que la France ne sait pas ce qui se passe en Syrie », énonce-t-il avec calme. Agé de 39 ans, marié et père de trois enfants, ce photographe de mariages vivait à Amuda, une ville de 30 000 habitants située dans la région d'Al-Jaziré, non loin de la frontière turque. Il affirme faire partie des 300 000 Kurdes de cette zone

adopté dans les années soixantes et qui visait à créer une « ceinture arabe » autour de la Turquie, a privé de nationalité et de droits civiques. Militant de la cause kurde au sein du parti Yekîd (Parti démocratique des Kurdes de Syrie), il raconte comment les arrestations de quinze de ses camarades l'ont décidé à fuir.

« Pour des représailles »

« A la fin de l'année 2000, notre parti a revendiqué l'appartenance de la région kurde de Syrie au Grand Kurdistan. C'est après que ça a commencé. J'étais recherché, je me suis caché. Des connaissances m'ont fait rencontrer des passeurs. » Pour les 13 000 dollars (91 000 F) exigés pour lui et sa famille, M. Kawa a vendu sa maison et son matériel photo. « Ils nous ont conseillé de dire que nous étions d'Irak avant même de monter sur le bateau. Ils expliquaient que, sinon, les pays de l'Union européenne nous refuse-

raient et nous renverraient. Et puis beaucoup d'entre nous ont peur des représailles du régime syrien. »

Mince et nerveux, Azad — qui signifie « libre » — insiste lui aussi pour s'exprimer. « Ça fait trente-six ans que je me tais, alors j'en profite ! » Cuisinier, célibataire, il dit être parti parce qu'il était recherché par la police syrienne comme sympathisant d'un parti kurde. « Je ne voulais pas mentir mais avec les pressions des passeurs, il fallait qu'on ait tous la même parole. » Comme les autres, Azad ne connaissait pas la destination du bateau. Au contraire de M. Kawa, qui souhaiterait aujourd'hui s'établir à Lyon, être en France ou ailleurs aujourd'hui lui importe finalement peu. « L'essentiel, dit-il, c'est qu'on ne me renvoie pas là-bas, que j'obtienne un statut et que je puisse un jour avoir une vie tranquille et digne. »

PASCALÉ EGRÉ
(INTERPRÈTE : SUVAR)



VILLEURBANNE (RHÔNE), LE 18 MAI. Originaires en majorité de Syrie, et non d'Irak comme ils l'avaient d'abord prétendu, les Kurdes de ce foyer vivent dans la crainte de se voir refuser leur demande d'asile. (LP/PHILIPPE MERLE)

L'« East Sea » venait bien de Turquie

L'ENQUÊTE sur les filières organisatrices du périple de l'« East Sea » se heurte jusqu'ici à de nombreux obstacles. Outre la disparition immédiate de l'équipage après l'échouage du bateau et la saisie tardive des services concernés, les investigations reposent en grande partie sur une délicate coopération avec les autorités des pays concernés, tant par le trajet du bateau (Turquie, Syrie, Grèce, Italie...) que par les destinations finales des exilés (Allemagne, Angleterre...). Plusieurs commissions rogatoires internationales ont été lancées à cet effet. Les déclarations contradictoires des arrivants kurdes n'ont pas facilité non plus le travail des enquêteurs. « A l'inverse d'autres victimes, ils considèrent presque les passagers comme leurs bienfaiteurs, juge l'un d'entre eux. La crainte de rétorsions sur leurs

familles ouvre aussi la porte à toutes les manipulations, y compris ici. »

Reconstitué à partir de leurs récits, le trajet du bateau se précise peu à peu. L'« East Sea » serait bien parti d'un port turc proche d'Istanbul où il aurait d'abord embarqué environ 150 personnes — Kurdes d'Irak pour la plupart — avant d'aller chercher les autres, les Kurdes syriens, regroupés en attente au Liban, au large de la Syrie. Quant à expliquer les complicités officielles dont les passeurs semblent avoir disposé (absence de contrôle militaire ou de signalement maritime), toutes les hypothèses restent possibles. En particulier celle d'une volonté de la Turquie de faire « payer » — en tolérant ces départs voire en « pilotant » le bateau jusqu'à Fréjus — à la France la reconnaissance du génocide arménien.

P.E.

Les trois quarts d'entre eux se sont « volatilisés »

SEULES 170 PERSONNES sur les 910 Kurdes débarqués à Fréjus le 17 février après leur traversée de la Méditerranée restent aujourd'hui localisées. Dès le début mars, près de la moitié d'entre eux avaient disparu vers d'autres destinations. Les uns après les autres, les 449 accueillis par la suite dans les centres d'hébergement d'urgence ont pris la même décision. La semaine dernière encore, au foyer Croix-Rouge de La Queue-les-Yvelines (Yvelines), deux familles, soit 15 des 33 hébergés, sont parties du jour au lendemain. « Ils ont sans doute préféré eux aussi rejoindre d'autres communautés kurdes déjà installées en Allemagne ou en Suisse, suppose la directrice du centre, Martine Barbareau. Ils étaient de plus en plus angoissés de ne pas savoir s'ils allaient être acceptés en France ou pas. »

Au total, 130 demandes d'asile

sont parvenues à l'Ofpra. Ses responsables s'étaient engagés à instruire rapidement les dossiers mais le changement des déclarations a retardé le processus.

Les premiers entretiens ont cependant commencé début mai et la majorité d'entre eux devraient être fixés sur leur sort avant l'été. En 1999 et 2000, à l'inverse des Turcs et des Irakiens, l'Ofpra n'a que rarement accordé le statut de réfugié à des demandeurs syriens. Ses responsables affirment cependant que le mensonge initial ne pèsera pas sur la décision finale. « Les modifications de récits dans les dossiers kurdes sont très fréquentes, y souligne-t-on. Pour nous, ce n'est pas tant leur nationalité d'origine qui compte que de savoir s'ils ont été persécutés ou non. Chaque cas sera examiné individuellement. »

P.E.

le Parisien

DIMANCHE 27 MAI 2001

Special report

The Economist May 26th 2001



Can sanctions be smarter?

The United States is rethinking policy towards its old enemies in the Gulf. Sanctions have outlived their purpose, but they are hard to replace

SOON after taking office, George Bush told his officials to review America's policy towards Iraq and Iran. The general idea behind these reviews was to find out if there was a way of being tougher towards Saddam Hussein's Iraq, and perhaps less tough towards Muhammad Khatami's Iran. The exercise drags on, but the results so far do not seem to be fitting the required pattern. The only part of the Iraqi rethink to emerge publicly is designed to ease United Nations sanctions against Iraq (albeit in a way that Iraq rejects but cannot prevent), while America's unilateral sanctions on Iran look as if they may well remain intact.

To discuss Iraq first. The stranger ideas being considered in the review remain under wraps: how to help Iraq's split opposition to overthrow the regime, for instance, or indicting Mr Hussein for his war crimes. But America, with Britain's help, has come up with new "smart" plans for replacing the 11-year-old sanctions. Ever since the UN's weapons inspectors were expelled from Iraq two and a half years ago, sanctions have lost their original purpose of ensuring that the country was declassified of its weapons of mass destruction (see box on next page). They now merely help to devastate Iraq's economy and bolster its cruel dictatorship. A change is called for.

America and Britain think they have found the right one. They are hoping this week to persuade not just the other three permanent Security Council members, Russia, China and France, but also Iraq's

neighbours, that there are more effective ways of squeezing Mr Hussein's regime. And they hope to do this before the current oil-for-food protocol, with its crude and leaky web of rules, exceptions, bribes and cudgels, comes up for its six-monthly renewal on June 4th.

Basically the new smart sanctions are a more flexible and, it has to be presumed, more efficient version of the oil-for-food arrangement which allows Iraq to import food and medicine and some humanitarian goods in exchange for its oil. Under the new proposals, Iraq would be able to import all the goods it wants, except for weapons and dual-use stuff.

This should cut out some of the bottlenecks in the present system. The sanctions committee has vetoed almost one in five of Iraqi orders on security grounds: Iraq can buy vaccines, for instance, but may not be allowed to import the refrigerator trucks needed to transport them. Some \$9 billion-worth of approved orders linger in the pipeline and \$3.5 billion-worth have been vetoed. The changes, or so America and Britain hope, will shift the blame for Iraqi deprivation from the cruelty of sanctions to Mr Hussein's misrule.

Financial control of Iraq would remain firmly in UN control: all the money from oil sales would go to the UN escrow account to stop Mr Hussein spending it on weapons. This means that although the country would be able to import more, it would still be denied the free movement of labour and capital that it desperately

needs if it is at last to start picking itself up.

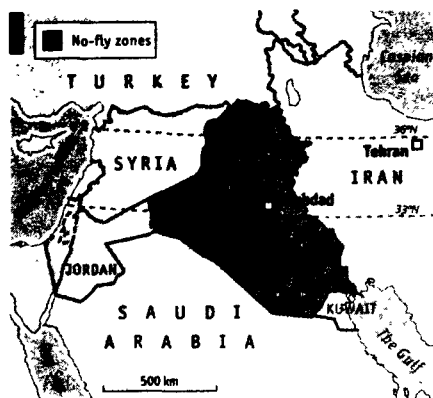
Sitting on the world's second-largest oil reserves, Iraq was once, politics aside, an advanced country. Now its living standards are on a par with Ethiopia's; Unicef confirms a 160% rise in Iraq's infant mortality rate since 1991; and the middle classes have disappeared. Iraq needs massive investment to rebuild its industry, its power grids and its schools, and needs cash in hand to pay its engineers, doctors and teachers. None of this looks likely to happen under smart sanctions.

Enriching the neighbours

Another problem is that the old "dumb" sanctions have made quite a few people rich, apart from Mr Hussein and his cronies. Iraq's neighbours, as well as the semi-autonomous Kurds under UN protection in northern Iraq, have earned billions of dollars from tolls, transit fees and smuggling. As an extra indirect reward, Turkey, Syria and Jordan are each getting around 150,000 barrels a day of oil sold by Iraq at bargain prices, just so it can get its hands on some cash outside UN supervision.

Thanks to this inventiveness, Iraq now has a hidden oil trade worth anything from \$1.5 billion to \$3 billion a year, on top of the \$16 billion a year it earns officially. Jordan's shaky economy would probably have collapsed without these gifts of Iraqi oil. The truckloads of oil that pass through northern Iraq on their way to Turkey bring a tidy income to the Kurdish warlords who tax them. Turkish companies then distribute the oil at profit. Syria and Iran, bitter foes of Iraq for 20 years, have been lured into widening trade ties.

Smart sanctions are crafted on several assumptions: that there will be no more smuggling in or out; that roughly the same amount of oil continues to go to Iraq's neighbours, but through the escrow account; and that those same neighbours agree to police their borders to prevent for-▶



► bidden goods getting into Iraq. But weaning these regional players from the trough, and persuading them to act as customs officers, is tricky. American diplomats have quietly proposed a range of possible rewards, in exchange for which Iraq's neighbours would place all their oil imports under the UN umbrella.

The suggestions include creating an "insurance" fund to compensate for Iraq's threatened end to oil supplies. "Any country that deals with the new American plan will lose its trade dealings with Iraq," says Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister, and he may not be bluffing. The fund might be financed partly by raiding Iraq's escrow account (if that is not illegal), partly by contributions from "friendly" governments and multilateral institutions. Kuwait, for instance, has said that it would "rush to the aid" of Arab countries hit by an Iraqi oil cut-off, and the United States backed the IMF's recent bail-out of Turkey.

Jordan and Turkey, America's allies, will probably go along with the new proposals. Syria and Iran may wait to see which prospect looks more lucrative, bowing to UN dictates or keeping the Iraqi back-door open. The new sanctions are also likely to involve considerable payoffs to other Security Council members.

Unseating Saddam

The contradiction is that, even as America tries to find a new way of living with Mr Hussein, it is again toying with the idea of getting rid of him. During the presidential-election campaign, Mr Bush complained that the Clinton administration was not serious about its stated policy of "containment plus regime change". He promised to be more serious himself.

Many people now in senior jobs have gone further. Paul Wolfowitz, the number-two in the Defence Department, and Richard Armitage, a deputy secretary of state, once signed an open letter calling for recognition of the Iraqi National Congress (INC), one of the main opposition groups, as Iraq's legitimate government.

But the idea of backing an insurrection usually goes down better with crusading congressmen and gung-ho pundits than

with the officials and soldiers who would have to implement the policy. The Clinton administration resisted spending the money Congress had set aside for the Iraqi opposition for as long as possible, and in the end used it to buy the would-be revolutionaries fax machines.

It is difficult to imagine the prosperous Iraqi exiles who lobby Congress leading a charge on Baghdad. Once in office, the Bush administration recognised that the INC was not the only pebble on the beach. These days, the serious armed resistance to Mr Hussein comes from the Shia Muslim guerrillas in Iraq's southern swamps. But since they are supported by, and often based in, Iran, America wants nothing to do with them. Iran is the next problem.

The Khatami disappointment

The election in 1997 of Muhammad Khatami, Iran's would-be reforming president, bred hopes that America and Iran might restore the diplomatic and trade links that were severed so sharply at the time of the 1979 Islamic revolution. Not so. President Bush has already renewed America's unilateral sanctions on Iran, and in August

Congress will probably renew an act imposing secondary sanctions.

Although imports into America from Iran were banned in the 1980s, American oil firms, through their foreign affiliates, remained the largest buyers of Iranian oil. Then, in 1995, Conoco concluded a huge deal to develop Iran's offshore oil. This was the last straw: Bill Clinton, announcing that all trade and investment in Iran would in future be banned, forced Conoco to pull out. A consortium led by Total, a French company, gleefully replaced it. The next year Congress passed the Iran and Libya Sanctions Act (ILSA), allowing secondary sanctions on foreign companies that invested heavily in Iran's and Libya's energy. Yet Mr Clinton waived his right under the act to punish Total, and several other non-American firms have since invested in Iran and gone unpunished.

When Mr Khatami took over, he called for "a crack in the wall of mistrust between the two nations". He made friends with some of America's Arab allies, such as Saudi Arabia; he toned down Iran's opposition to the Israeli-Palestinian peace process; he took steps to halt the murder of ►►

Iraq's weapons

The hidden menace

What the inspectors didn't find

AFTER its defeat in the Gulf war, Iraq agreed to give up all its weapons of mass destruction and all its missiles save the short-range kind (175km, 108 miles, or less). Inspectors, working for the United Nations, were meant to supervise the dismantling of the arsenal.

Although Iraq kept trying to hide what it had, the inspectors nonetheless managed—before they were thrown out in December 1998—to dispose of large quantities of chemical weapons and many, though not quite all, of Iraq's known missiles. They also dismantled the critical elements of Iraq's nuclear-weapons programme. When the inspectors arrived, Iraq was probably within months of producing a fission bomb. The guess is that, if constraints were lifted, Iraqi scientists could build a nuclear bomb within about five years, and sooner if they could buy the highly enriched uranium or plutonium required.

However, the inspectors could not account for more than 4,000 tonnes of precursor chemicals used in the manufacture of chemical weapons, as well as more than 30,000 chemical shells and other munitions. Similarly, despite Iraq's denials, there is strong evidence that it made warheads containing vx, one of the most toxic nerve agents, and still has

plenty of the stuff hidden away.

Iraq fought hardest to conceal its biological weapons. Until 1995 it denied it had ever made any, then claimed it had only tinkered. Yet inspectors found evidence of production on an industrial scale. Iraq is known to have stockpiled doses of anthrax, botulinum toxin and aflatoxin, a carcinogen. It has yet to account for some 17 tonnes of growth medium for making such weapons, and is thought to have experimented with the ebola virus and bubonic plague. Since inspections ended, Iraq has tried to import equipment that it says is for civilian uses but could be used to make both chemical and biological weapons.

It is also rebuilding parts of its missile factories and is thought to be working on longer-range missiles. It has managed to rebuild the air defences that buzz American and British planes enforcing the no-fly zones (see map). America recently accused a Chinese company of helping to upgrade Iraq's air defences, installing fibre-optic cables to link the missile batteries, radar stations and command centres. China has since admitted privately that its companies were doing work in Iraq without UN permission, although it still insists they were working on civilian projects.

▶ Iranian dissidents abroad made some feeble efforts at social reform. In response, Mr Clinton lifted the embargo on certain Iranian exports, such as pistachios, and allowed his secretary of state to speak almost apologetically about American influence during the years of the shah. American oil companies, convinced that Iran would soon be open for business, began divvying up the best Iranian fields.

They were wrong. Mr Bush's review of policy towards Iran will not be revealed until after Mr Khatami's (almost certain) re-election on June 8th. But last month the Americans again vetoed Iran's application for membership of the World Trade Organisation. In March the president renewed the embargo on investment and trade, declaring Iran to be a threat to "the national security, foreign policy and economy of the United States". Few now expect Congress to allow ILSA to lapse when it comes up in August; the only question is whether it will be renewed for the full five years.

Not yet to be trusted

Since ILSA is barely applied, it has done little harm to Iran's economy. The ban on American trade and investment has a far more damaging effect. Iran's energy sector, with ageing fields and growing demand at home, needs a vast amount of money if it is to meet its monthly OPEC output quota. (It has met it only once in the past year.) As for trade in general, many Iranian businessmen miss the energising high-tech presence of their American colleagues.

American administrations have always said they need to be satisfied on three issues before ending this particular cold war: Iran's production or purchase of weapons of mass destruction (see box); its sponsorship of terrorism; and its destructive influence on Arab-Israeli peace.

In March the State Department called Iran "the most active state sponsor of terro-

Iran's weapons

A bigger punch

Scuds are only the start

IRAN, like Iraq, wants weapons to defend itself in a dangerous part of the world. As a result, it threatens a wider region. With help from Russia, China and North Korea, it is building increasingly long-range missiles.

From time to time, America has imposed trade sanctions on the foreign companies involved. As a member of the missile-technology control regime (MTCR), which prohibits help to non-members for missiles of more than a certain range and capability, Russia is not supposed to help Iran, but its export controls leave much to be desired. China too has pledged to end missile help that infringes most MTCR rules, though its controls are leaky too. By now, Iran is fairly self-sufficient in building shorter-range Scud-type missiles. Its most modern missile, the 1,300km medium-range Shahab-3, could strike targets in Israel. Work on a Shahab-4 and possibly a Shahab-5 with potentially intercontinental range is also under way.

rism in 2000". The Americans claim that Iran has stepped up arms shipments, by way of Syria, to Hizbullah in Lebanon—which few, outside America and Israel, now see as a terrorist organisation—and that it supports Hamas and Islamic Jihad, which do indeed carry out terrorist acts. An extremely sensitive issue is the unsolved explosion at Khobar Towers, the building in Saudi Arabia that was blown up in June 1996, killing 19 American servicemen. The Saudis say publicly that

Investing in missiles makes little sense unless they can deliver a big punch. Although Iran has signed treaties promising not to build nuclear, chemical and biological weapons, it is suspected of setting up a network of companies to buy materials, technology and know-how for such weapons on the international black market. And although Iran has declared some of its chemical stocks, as required under the Chemical Weapons Convention, it is thought to hold others in reserve, including "nerve, blister, choking and blood agents", according to recent unclassified American intelligence reports. Its pattern of purchases abroad suggests a keen interest in biological weapons too.

Meanwhile, Russia is helping to complete a nuclear power plant in Iran. America insists that this will help Iran develop expertise it can use in a weapons programme—rather as India is now known to have used foreign civilian help in building its bomb.

their own nationals alone were responsible; the FBI sees an Iranian hand.

However, perhaps the most important reason for the deterioration in relations is neither weaponry nor suspected terrorism, but the Palestinian *intifada*. Before the uprising broke out last September, Mr Khatami and his foreign minister pursued a relatively gentle line, and the Iranian hardliners opposed to Middle Eastern peace were isolated and demoralised.

But when the Palestinian death-count began rising, and Ariel Sharon was elected Israel's prime minister, the hardliners had their day. Mr Khatami could no longer afford to distance himself from them. A conference, organised by one of Mr Khatami's supporters, was held in Tehran at the end of April to show support for the *intifada*. It was attended by VIPs from the Islamic world and by the leaders of Hamas, Islamic Jihad and Hizbullah.

At the conference, Mr Khatami himself proposed only that there should be a "referendum" to decide Palestine's future. But Ayatollah Ali Khamenei, Iran's conservative "supreme leader", attacked Israel's "satanic intentions". In general, the conference revived Iran's old image of violent pan-Islamism. It alienated influential Americans, and made it more unlikely that America would drop its sanctions. But until those sanctions are dropped, not even moderate Iranians will agree to official talks with the United States. ■



Iran has reformed a little, but not enough

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MAY 29, 2001



Tehran/Mohiti/Agence France-Presse

Supporters of President Khatami gathering Monday for a campaign speech by the democracy-minded leader.

Khatami Pledges Reforms at Tehran Rally

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — President Mohammed Khatami pledged Monday before 30,000 supporters to pursue democratic reforms if he is re-elected.

“There is no other solution than to establish and strengthen democracy in this country at its roots,” Mr. Khatami said. “The destiny of all peoples shows that democracy is the wish of everyone.”

Amid shouts of “political prisoners should be released!” and “Khatami, continue reforms!” Mr. Khatami said the nation had to decide on June 8 whether to pursue the political and social reforms he has initiated since his landslide victory in 1997.

“I believe the nation should choose a

program rather than a person,” he said. “Iran has no choice other than democratic reforms that would also protect religious values.”

The rally at Shiroudi Stadium, next to the former U.S. Embassy in central Tehran, was initially banned by the hard-line judiciary, but was later allowed to continue.

Mr. Khatami criticized the judiciary, without naming it, for jailing and harassing his key allies and journalists.

“Nothing should be above the law,” he said. “Under a democratic government, opponents are recognized. The establishment should not jail its opponents under pretext of seeking to overthrow the establishment.”

He appealed for a huge turnout for the

election, which “can guarantee victory for democratic reforms.”

On Sunday, Mr. Khatami said reforms were irrevocable and warned that even if the authorities decided to ignore popular demands, people would still not give up.

“In the past four years, my government has passed through a tunnel of crises,” he said. “I’ve had two pre-occupations: not to let the crises lead to riots and at the same time pursue public demands and fulfill promises.”

Mr. Khatami, a moderate cleric whose calls for greater democracy repeatedly have met resistance from the hard-line clerical establishment, faces nine rivals. Among them are Defense Minister Ali Shamkhani and former Intelligence Minister Ali Fallahian. (AP, AFP)

■ IRAQ Rejects U.N. Plan

Baghdad threatened to halt oil supplies to Jordan and Turkey if they agreed to a U.N. plan to replace sanctions on Iraq with tighter border controls. A British-drafted U.N. Security Council resolution to be debated this week proposes the end of all sanctions on exports to Iraq with the exception of

weapons-related materials. Under the so-called “smart” sanctions plan, Iraq’s illicit oil exports to its neighbors would be brought into a U.N.-controlled oil-for-food account. The move to ease sanctions on civilian goods was partly in response to pressure from Iraq’s neighbors.

No Solutions for Iraq

The Bush administration is gearing up for a major effort this week to push its new scheme of "smart sanctions" on Iraq through the UN Security Council. To all appearances, this will be a difficult diplomatic feat. Opposition to the new sanctions plan from Russia, not to mention from Iraq itself, has been stiff. But more worrisome is the possibility that a victory in a council vote will prove hollow. Even if it is approved, the new sanctions system may prove impossible to effectively implement. And even if it worked, the United States still would be lacking a serious strategy for dealing with Saddam Hussein.

The sanctions plan was one of the first major foreign policy initiatives of the Bush administration, championed by Secretary of State Colin Powell during his first foreign trip, a tour of the Middle East. The idea was to replace the current UN sanctions regime, which is collapsing, with one that would allow Iraq more trade in consumer goods while tightening control over its exports of oil and imports of arms and other strategic materials. In particular, the Bush administration hopes to establish UN control over the oil that Iraq now ships, mostly illegally, to neighbors Syria, Jordan and Turkey, and to deprive Saddam Hussein of the up to \$3 billion a year that he now earns outside the UN-controlled

escrow fund for Iraqi oil revenue.

Despite the high-profile start, the sanctions initiative seems to have been shoved down the list of administration priorities. The Security Council resolution was first unveiled by Britain and is being pushed by a U.S. mission that still lacks a permanent ambassador. Its prospects of passage by June 4, the date on which the UN sanctions regime must be renewed, appear highly uncertain. Russia, which has introduced a competing resolution, has been seeking to postpone the issue by rolling over the existing sanctions regime for another six months.

Even if the new sanctions are approved, UN officials worry that they may prove impossible to administer. Iraq has threatened to cut off trade with countries that accept the system, meaning that Jordan, Turkey and Syria would have to be compensated for potentially huge losses. Baghdad might also respond by halting all of its legal oil exports, which could disturb world markets. Even if the new regime got off the ground, its effectiveness would depend heavily on how, or whether, border officials and customs inspectors in Iraq's neighbors enforced it. UN officials believe that it might be necessary to deploy a substantial force of international monitors, a step that would require still more tricky dip-

lomatic bargaining.

At best, the sanctions initiative might succeed in maintaining controls on Iraqi trade that now are in danger of collapsing altogether. But it would do nothing to finish the job of destroying Iraq's weapons of mass destruction — which was the original aim of the sanctions — or to stop the continuing reconstruction of Iraq's air defenses, missile factories and possibly other armaments programs. By shoring up the Iraqi consumer economy, it would bolster rather than weaken Saddam Hussein's government.

The Bush administration has promised repeatedly that sanctions are to be but one element of a revitalized Iraq policy that will also include steps to support opposition to Saddam Hussein and adjustments in the allied air patrols over the north and south of the country. But nothing has been done so far; the administration seems to be having trouble developing a credible plan for undermining Saddam Hussein or even establishing an internal consensus on its strategy. Before the election, Mr. Bush rightly assailed the Clinton administration for quietly abandoning the struggle against Saddam Hussein. The risk is growing that his own administration will, in effect, do the same.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
TUESDAY, MAY 29, 2001

PKK clutching at straws

PKK announces plans to start new campaign in Turkey

The Kurdistan Workers party (PKK) separatist terrorist organization has announced plans to give a fresh start to a campaign it had initiated in Europe but which saw very little interest, this time in Turkey, the Anatolia news agency reported yesterday. The "I'm PKK" campaign had been started in Britain, Germany, France and other countries where the PKK is considered a terrorist organization in order to swamp those countries' legal systems with cases against minors and the aged all of whom were to be supposed to confess to being supporters of a terrorist organization. The desired result apparently was not achieved and so the organization has announced plans to start the campaign afresh in Turkey starting on May 31.

Terrorist Osman Ocalan, younger brother of the PKK chieftain sitting in prison on Imrali island, reportedly addressed a gathering in northern Iraq and said this was the PKK's last chance. "If we do not see the support we are looking for, our party's difficulties will increase. We cannot find support in Europe and we cannot persuade the people to support us. May 31 is our turning point. Our last ace. However, our previous failures give me cause for concern," he said.

The PKK's so-called commander for Europe reportedly asked EU governments to apply more pressure on

Turkey to allow Kurdish to be spoken in the country. "Winning the Kurdish national struggle will only be possible if the Turkish Republic recognizes Kurdish as a mother tongue. If Turkey does not allow this, it will mean the end of our party's political struggle and we cannot allow this. We are fighting for Kurdish. We will paralyze those European countries that do not support us," he reportedly said.

CINEMA

23.10 ARTE
Le Mur

T Film franco-turc de Yilmaz Güney (1983). Scénario : Y. Güney. Image : Izzet Akay. Musique : Ozan Garip Sahin et Setrak Bakirel. VO.

Tuncel Kurtiz : Tonton Ali. Ayse Emel Mesici : la « Politique ». Malik Berrichi : l'Arabe. Nicolas Hossein : Unzun, l'« Echalas ». Isabelle Tissandler : Hatice, la mariée.

Le genre : pamphlet social.

Dans une prison d'Ankara, le dortoir n° 4, celui des enfants abandonnés - enfermés comme les prisonniers politiques et les détenus de droit commun -, est le plus sale, le plus répugnant, le plus atroce. Malgré la visite d'un personnage officiel, les conditions de détention ne sont pas améliorées. Une révolte éclate.

Yilmaz Güney a connu les prisons de son pays, la Turquie. Profitant d'un régime de pénitencier semi-ouvert, il s'évada en 1981, après la prise de pouvoir d'une junte militaire, et se réfugia en Suisse, où il termina *Yol*, que dirigeait son ami Serif Gören. Présenté inopinément au festival de Cannes en 1982, *Yol* partagea la Palme d'or avec *Missing* de Costa-Gavras. Güney, déchu de la nationalité turque, s'installa en France, où il put tourner, grâce à Marin Karmitz, ce qui devait être sa dernière œuvre : *Le Mur*. A Carnes, en 1983, l'accueil fut tiède. Dans sa volonté de dénoncer

le système pénitentiaire turc et les tares d'un régime d'oppression, Güney n'a pas lésiné sur les effets. Filmées avec une volonté de démonstration, la violence et l'horreur provoquent un réel malaise. Cette fiction nous rapproche

plus du cinéma de Cayatte ou de Boisset que du vrai Güney. Mais on ne peut pas juger définitivement sur ce film cet acharné défenseur des droits et de la dignité de l'homme, disparu en 1984.

Jacques Siclier



Le dernier film d'un défenseur de la dignité humaine. "Le Mur", 23.10, Arte.

DOCUMENTAIRE

22.00 HISTOIRE
L'Insoutenable
Condition des Kurdes

T Documentaire canadien d'André Dufréne et Benoît Roy (1999). Inédit.

En Turquie, les Kurdes représentent près d'un cinquième de la population. Considérés comme des citoyens de seconde zone, ils n'ont pas le droit de s'exprimer dans leur langue, et les militants font l'objet d'une répression sans pitié. Au Kurdistan, situé à l'est du pays, des millions de civils ont été contraints à l'exode à cause de la guerre qui fait rage entre l'armée turque et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Ce rappel étant fait, il y a à prendre et à laisser dans ce documentaire fourre-tout, qui témoigne de la condition des Kurdes de Turquie. Il s'ouvre sur des images d'émeutes, filmées en février 1999, au lendemain de l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le leader du PKK. On y voit une jeune Kurde de 14 ans, Nadjila, s'immoler devant les caméras, en signe de protestation. Pour comprendre ce geste, les réalisateurs ont mené l'enquête d'Istanbul jusqu'aux

montagnes du Kurdistan, et interrogé des civils. Nourri par des images clandestines, le film dresse un constat implacable de la situation, et évoque le sort de grandes figures de la résistance (dont Leila Zana, une ex-députée, condamnée à quinze ans de prison pour s'être exprimée en kurde au Parlement).

Les témoignages sont intéressants, mais le commentaire ne décolle pas de l'aspect factuel des choses : le rappel historique est minimal, et le film oublie de restituer les enjeux politiques et sociaux d'un conflit qui ruine un pays depuis quinze ans. Quant au rôle du PKK, il est carrément occulté. **Hélène Marzoff**



STICHAKE DE BOURNAVAL

Courte enquête sur la condition des Kurdes de Turquie. 22.00, Histoire.

IRAN Favori de l'élection présidentielle du 8 juin, le président iranien a néanmoins déçu de nombreux partisans

Le printemps agité de Khatami

La campagne électorale devrait battre son plein en Iran, à dix jours du scrutin présidentiel du 8 juin. Neuf candidats tentent leur chance contre le président sortant Mohammad Khatami, donné grand vainqueur. Mais un calme étrange règne à Téhéran et la campagne paraît bien pâle au regard de la guerre acharnée que se sont livrés conservateurs et réformateurs ces quatre dernières années.

Téhéran : Serge Michel

Tout se passe comme si les conservateurs, qui se savent impopulaires, tentaient par tous les moyens de se faire oublier. Ils veulent éviter de pousser une fois de plus les Iraniens au vote de protestation, qui profiterait forcément à Khatami puisque les candidats plus audacieux ont été interdits de concourir. Ali Fallahian, le candidat le plus conservateur, a ainsi soigneusement évité, lors d'un entretien avec *Le Figaro* (lire ci-dessous), d'attaquer Khatami sur le plan religieux. Ses confrères du séminaire Haqqani (lire également

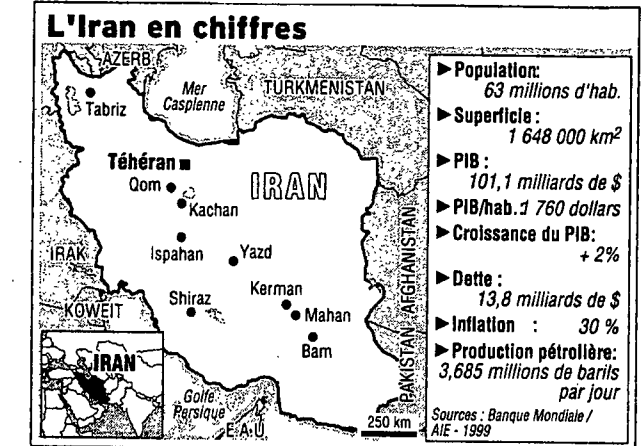
ci-dessous) répètent pourtant à longueur de sermons que les réformes ont porté plus de blessures à l'islam que tous les efforts du shah avant la révolution...

Le plus surprenant est que le camp présidentiel semble égale-

ment avoir peur de faire du bruit. Il en aurait pourtant besoin : la participation du 8 juin sera décisive. En 1997, le président Khatami a recueilli 20 millions de voix, soit 70 % des suffrages. Cette année, beaucoup d'observateurs doutent qu'il fasse autant, malgré 6 ou 7 millions de

jeunes électeurs supplémentaires, qui ont atteint l'âge légal de 15 ans. La victoire certaine de Khatami pourrait en effet décourager une partie des 42 millions d'électeurs d'aller voter.

Une fraction non négligeable de la jeunesse se dit déçue par le manque de courage du prési-



dent face à la résistance des conservateurs et pourrait également s'abstenir. Un échec de Khatami à rassembler à nouveau 20 millions de voix serait immédiatement utilisé par ses adversaires pour continuer d'affaiblir le président et freiner les réformes.

Ainsi le meeting du candidat Khatami lundi soir. Selon des sources émanant de son quartier général, c'était là son seul rassemblement de toute la campagne. Aucun déplacement en province n'est prévu alors qu'en 1997 Khatami avait conquis le cœur des Iraniens en arpentant



Lors du seul meeting de toute sa campagne, au stade Shiroudi de Téhéran, le président sortant Mohammad Khatami a, une fois de plus, défendu son idée d'une « démocratie religieuse ». (Photo Vahid Salemi/VAP.)

tout le pays dans un autobus. Pour une apparition unique, la participation fut très faible. Le stade Shiroudi, dans le sud-est de Téhéran, aurait pu contenir 30 000 supporters : on en compta à peine la moitié. De plus, c'est le premier meeting de Khatami - qui n'a habituellement pas son pareil pour galvaniser les foules - où plusieurs milliers de participants ont quitté les lieux avant la fin du

discours.

Il faut dire que les propos du candidat Khatami étaient semblables à ceux du président Khatami. « Certains disent que je devrais jouer avec vos sentiments, a-t-il lancé en préambule, mais je préfère en appeler à votre sagesse. Cela donnera plus de poids aux votes en ma faveur. » Le président a défendu une fois de plus son idée d'une

« démocratie religieuse » avant de broser un interminable tableau politique des 300 dernières années en Iran, d'où il ressort que les réformes progressives et respectueuses de la spiritualité iranienne sont la seule solution.

C'est encore son ancien bras droit, Saïd Hodjarian, qui a créé, lundi, la plus grande émotion. Miraculé d'une tentative d'assassinat en mars 2000, in-

capable encore de marcher, la voix brisée par les deux balles qui lui ont traversé la gorge, Hodjarian a cité le poète Fereydon Moshiri. « Quel gâchis pour moi si je ne danse pas comme une fleur dans le vent/Quel gâchis pour nous si nous ne dansons pas avec le printemps. » Des métaphores qui n'ont pas rendu au président sa fraîcheur perdue.

Ali Fallahian, un candidat qui sent le soufre

Téhéran :
de notre correspondant

Voilà un homme plus respectable que sa réputation ! L'ayatollah Ali Fallahian sourit avec bonhomie, serre chaleureusement la main de ses visiteurs et reçoit dans une grande et belle maison du nord de Téhéran - sans doute confisquée à la révolution -, entourée de verdure et... d'ennemis. Le voisin direct de l'ancien chef des services secrets iraniens n'est autre que l'ambassade d'Allemagne, pays qui a connu de tumultueuses relations avec l'Iran après le jugement de 1997 d'un tribunal de Berlin condamnant Ali Fallahian en personne pour le meurtre de quatre Kurdes en 1992.

Candidat de la faction ultra-conservatrice aux élections, Fallahian n'accorde pas grande importance à ces accusations. « J'ai été invité deux fois en Allemagne après ces meurtres pour des réunions de travail avec les services allemands », lance-t-il, ajoutant avec fierté que sa seconde visite, en 1997, est intervenue après que la justice eut émis un mandat d'arrêt contre lui.

Le candidat, dont le slogan est « l'économie a besoin d'expérience et de science », ne désire pas non plus commenter l'affaire des « meurtres en série ». C'est ainsi que l'on désigne en Iran l'assassinat d'au moins quatre dissidents par un escadron de la mort composé d'agents des services secrets dont le chef n'était autre que le vice-ministre des renseignements sous Fallahian, un certain Saïd Emami, qui s'est suicidé en prison au cours de l'enquête.

Le journaliste vedette Akbar Gandji, toujours en prison, a



Ali Fallahian, candidat de la faction ultra-conservatrice aux élections, estime que la priorité est à l'économie et ne ménage pas ses critiques à l'égard du président sortant. (Photo B. Mehr/VAFP.)

directement accusé Fallahian d'avoir commandité près de 80 assassinats politiques. « Ces articles étaient ridicules. C'étaient plutôt des romans policiers. Gandji était motivé par l'esprit de revanche. En 1982, il était un de nos agents des services et je l'ai puni parce qu'il a torturé un suspect sans autorisation judiciaire », raconte Fallahian, qui préfère parler de son programme électoral.

Sa première décision s'il est élu sera donc de dynamiser les exportations à haute valeur

« *pent des arts et de culture.* »

Affirmant qu'il n'est pas un « conservateur », Fallahian se ajoutée et de privatiser toutes les fondations révolutionnaires. Fallahian estime que la priorité est à l'économie et ne ménage pas ses critiques à l'égard du président sortant. « Khatami est un homme indécis, bourré de doutes. Il joue bien avec les mots, mais n'a pas le sens de l'action. C'est un doux rêveur, comme tous ceux qui s'occupe-
gardent pourtant de critiquer Khatami d'un point de vue reli-

gieux. « Bien sûr, on voit certains jeunes, filles et garçons, dont le comportement sort du cadre de la religion, sourit Fallahian. Mais ils reviendront à l'islam, parce qu'ils sont musulmans au fond d'eux-mêmes. Ils ont juste la tête un peu chaude à cause de leur jeune âge. »

Pragmatique, l'ayatollah Fallahian espère renouer des relations commerciales avec les Etats-Unis, mais estime que les relations politiques « doivent attendre que Washington cesse de soutenir les sionistes

et prenne soin de la sécurité des Palestiniens ».

Pour d'éventuelles relations avec Israël, les conditions sont plus difficiles encore : « Les juifs européens ou américains qui se sont installés en Israël doivent rentrer chez eux. De toute façon, la terre de Palestine n'offre pas assez d'eau et de confort pour eux : ils seraient mieux en Australie où il y a beaucoup de place. Ceux qui ont toujours vécu en Palestine pourront s'entendre avec les Palestiniens et former un Etat. Cela pourra même s'appeler Israël, le nom n'a pas d'importance. »

La seule question à laquelle Fallahian n'apporte pas vraiment de réponse est la raison de sa candidature. L'ayatollah doit savoir qu'il n'est pas très populaire : aux législatives de février 2000, il n'a récolté que 27 000 voix dans la circonscription d'Ispahan, soit 6,3 % des suffrages. On murmure donc qu'il se présente pour être lavé des soupçons qui pèsent sur lui. « Pas du tout, il se présente pour gagner, vous verrez », assure un de ses dévoués collaborateurs.

S. M.

Le journaliste Akbar Gandji, en prison, l'accuse d'avoir commandité près de 80 assassinats politiques

Le cercle Haqqani ou l'ENA des mollahs

Téhéran :
de notre correspondant

Quel est le point commun entre Ali Fallahian, l'ancien chef des services secrets iraniens, son prédécesseur Reyshari et ses deux successeurs ? Le séminaire Haqqani. Le point commun entre Gholam-Hossein Mohseni Ejei, président du Tribunal spécial du clergé, une véritable cour d'inquisition, Ali Razini, le représentant du guide suprême au sein des Gardiens de la révolution, et Mohammad Niazi, président de la justice militaire ? Le même séminaire Haqqani. Au cœur de la ville sainte de Qom, l'école religieuse Haqqani est un peu l'équivalent iranien de l'ENA. Les ayatollahs et hodjatoleslams enturbannés qui en sortent sont promis aux plus grandes destinées en République islamique.

Lorsqu'il est fondé à la fin des années 60 par l'ayatollah Mohammad Hossein Beheshti, qui sera une des éminences grises de la révolution, le séminaire bouscule toutes les traditions chiites. Beheshti est convaincu

que les membres du clergé doivent sortir du cadre étroit de leurs études exclusivement coraniques pour être un jour capable d'intervenir directement en politique. Pour la première fois, un « qhozé » (séminaire) encourage l'enseignement des langues étrangères et intègre des livres en anglais dans sa bibliothèque.

Assez vite, pourtant, un conflit divise le séminaire à propos d'Ali Shariati, un philosophe des années 70 très populaire auprès des jeunes, qui proposa une relecture révolutionnaire de l'islam et affiche ouvertement sa détestation du clergé. Une faction dure, menée par l'ayatollah Mesbah Yazdi, exige la destruction des livres de Shariati. Une faction plus tolérante, menée par Beheshti et par l'actuel chef des services secrets, Ali Yunessi, prône l'étude critique de Shariati. Les durs perdent la bataille : Mesbah doit quitter Haqqani, mais ce ne sera que partie remise.

A la révolution en 1979, Beheshti est nommé à la tête du système judiciaire qu'il doit islamiser d'urgence. Il fait donc appel à ses anciens collègues et

élèves de Haqqani pour occuper les centaines de postes vacants de juges. Mais il ne peut être partout à la fois. Mesbah Yazdi en profite pour opérer alors une sorte de putsch sur le séminaire Haqqani qu'il reprend en main et radicalise. Il a les coudées d'autant plus franches que Beheshti meurt en 1981 dans un attentat. Dès lors, la faction dure reprend le contrôle des diplômés d'Haqqani, qui occupent déjà des postes importants, et intensifie le noyautage des institutions de la République islamique, avec une prédilection pour la justice, les services secrets et l'encadrement idéologique du corps d'élite des Gardiens de la révolution.

La mort de l'ayatollah Khomeyni en 1989 renforcera encore ce qu'on appelle désormais le « cercle » Haqqani. La ligne, ultraconservatrice, est donnée par Mesbah Yazdi qui sera le plus farouche opposant des réformes lancées à l'élection surprise de Mohammad Khatami à la présidence en 1997. Il ne cesse de dénoncer les « nouvelles interprétations » du Coran comme des hérésies et prône l'usage de la violence à

l'égard des ennemis du système en place, assimilés aux ennemis de l'islam tout court.

Etonnamment, durant près de vingt ans, le « cercle » Haqqani parvient à rester dans l'ombre. Jusqu'à ce que le journaliste Akbar Gandji l'accuse, en 1999, d'avoir commandité des dizaines d'assassinats politiques. Ses articles, percutants, ont sans doute bénéficié d'informations privilégiées transmises par d'anciens membres des services secrets comme Saïd Hodjarian, le plus proche conseiller du président Khatami, qui surviva par miracle à un attentat en mars 2000.

Gandji paie ces accusations par de longs mois en prison, mais le journaliste a sans doute atteint un premier objectif : dénoncer le pouvoir occulte du « cercle » Haqqani, qui est désormais au cœur du débat politique en Iran. Plusieurs personnalités proches du Guide suprême Ali Khamenei ont reconnu que les « réactionnaires » (du cercle Haqqani) étaient plus dangereux que les « séculaires » (opposition libérale et laïque).

S. M.

Israel said to be planning to sell Arrow air defense systems to Turkey

Israel is reported to be willing to sell Arrow missile defense systems to Turkey, in an effort to revitalize an old offer.

According to a report published by the Defense News, Israeli officials will request permission from the George W. Bush administration for the sale of the system to friendly states.

Gen. Amos Yaron, a senior official of the Israeli Defense Ministry, reminded that former President Bill Clinton was not keen on such a project.

An Israeli mission, to be headed by Yaron, is reported to be visiting Washington this week to meet with the U.S. Defense Department at the Pentagon to discuss the project.

Yaron did not name the "friendly states" to which they are planning to sell Arrows. However, defense sources in Washington commented that Turkey is the leading state, among those friendly states.

Ankara - Turkish Daily News 30 mai 2001

Turkey tries to find a way out of 'sanction crisis'

Logoglu to visit Iraq

Kemal İter

Turkish Foreign Ministry Undersecretary Faruk Logoglu will pay an official visit to Iraq amid continuing discussions over the status of U.N. sanctions against Iraq in the middle of June.

Great Britain and the United States are trying to promote a new system of embargo called "smart sanctions" that would ease restrictions on imports of civilian goods while tightening controls on arm-related imports.

Turkey has previously announced that it would back revised sanctions on Iraq. But, Turkey says that the new sanction system should not bring additional costs to its economy. Moreover, Turkey demands that the "monitoring mechanism" for control of banned goods is not on the Turkish-Iraqi border, but in the country where the goods were being loaded.

However, Iraq has threatened to halt all oil exports if the new U.N. sanctions regime is enacted and two weeks ago said it would penalize its neighbors, Turkey and Jordan, if they cooperated with the United States and Great Britain.

Now it seems that Turkey is caught between Iraq's threat and its allies' proposal even though it has taken a more conciliatory approach in an effort to achieve consensus between Iraq and the United Nations.

U.S. Defense Secretary Donald Rumsfeld will visit Ankara next week and the issue is expected to be widely discussed during the visit.

It is understood that after Rumsfeld's visit, Turkey will try to find a way out of the crisis because it has long complained that it has lost \$30 billion in trade with Iraq since sanctions were imposed after the 1991 Gulf War.

Turkish President Ahmet Necdet Sezer said last week that the new sanctions against Iraq should not increase the burden on neighboring countries such as Turkey and Jordan.

Sezer made his views clear in a statement issued by his office after he met Jordanian Foreign Minister Abdel Elah al-Khatib in Ankara.

Ankara is seeking to improve commercial and political ties with Baghdad which was one of Turkey's biggest trading partners before the Gulf War. Two important Turkish business delegations visited Baghdad this year.

The U.N. oil-for-food program allows Iraq to sell oil to buy food, medicines and other humanitarian needs for its people. The United Nations has enforced sanctions on Baghdad since its 1990 invasion of Kuwait.

Turkish-Iraqi natural gas pipeline

Baghdad: Talks with Ankara on natural gas proceeding well

Iraqi Oil Ministry Undersecretary Taha Humud Moussa said negotiations on the installing of the natural gas pipeline between Turkey and Iraq are continuing.

In remarks to the Errafidain weekly, Taha Humud Musa evaluated the Turkish-Iraqi natural gas pipeline as a "strategic and alive project" and said the project would bring economic benefits to both Turkey and Iraq.

Efforts for a natural gas pipeline between Turkey and Iraq date back to 1966. No consensus to be reached between the two countries then. The talks recommenced in 1994-1995 and again no result was able to be reached.

In 1998 a project for the construction of a 1300 kilometer-long, \$1.5 billion-value project was launched with a capacity of 10 billion cubic meters of natural gas.

Struggling with sanctions

US proposals to target Saddam Hussein's regime more effectively have divided the UN security council and, even if approved, will be difficult to enforce, writes **Roula Khalaf**

Saddam Hussein is enjoying his rehabilitation. He plays host to Arab visitors all too eager to display opposition to the decade-old United Nations sanctions and sign trade deals. His regime is awash with cash accumulated from a vast network of smuggling.

The Bush administration, however, appears determined to spoil Mr Saddam's party. Last week it introduced its so-called smart sanctions to the UN security council through a UK-sponsored draft resolution. Designed to improve the flow of civilian goods to Iraq and tighten controls over the regime, the US proposals aim to deprive Mr Saddam of the sanctions propaganda tool he has exploited, and to curb smuggling, now worth about \$2bn a year.

But in attempting to reverse Mr Saddam's gains, the US faces an uphill battle. The plan is running into trouble at the security council, where Russia, a long-time friend of Iraq and a permanent member with veto power, has circulated a counter-proposal aimed at obstructing the UK-sponsored resolution and delaying for six months the vote the US is seeking in early June.

China too has shown resistance and France, though amenable to the US ideas, has proposed additional amendments, including allowing foreign investment into Iraq. Most important, the policy's success rests on co-operation from Iraq's neighbours - a requirement that appears far from guaranteed.

The US proposals are making the Iraqi leader nervous. He has warned his neighbours that their share of cheap, often smuggled, Iraqi oil will dry up if they co-operate with the US. World oil markets have been put on notice that Iraq's oil supply might be shut down next month if the UN resolution is passed.

"From Baghdad's perspective, the US ideas are like sanctions in perpetuity," says Raad al-Kadiri, country analyst at The Petroleum Finance Company in Washington. "They would ensure that the pressure Baghdad has put for lifting sanctions is undermined and they suggest that as long as the regime is in place, the embargo will not be lifted."

The smarter sanctions are the first part of a broader US effort to

toughen policy towards Iraq in an administration staffed with officials who led the Gulf war, the other two legs of the policy are even more difficult to implement - a more vigorous attempt at regime change and a potentially stronger military response to Iraqi provocation. These elements are still under review.

The sanctions amendments proposed by the US have the merit of allowing quick access into Iraq of virtually all civilian goods. This would enhance the efficiency of the oil-for-food programme, under which Baghdad since 1996 has been able to sell oil to buy humanitarian products. The scheme has been under-

mined by Iraqi obstruction and the US and UK practice of withholding goods on the grounds that they could be used to produce weapons.

But the impact of smart sanctions should not be exaggerated. According to the International Institute for Strategic Studies in London, as much as 85 per cent of civilian goods is allowed into Iraq under the current oil-for-food scheme. In addition, the US plan will not revive Iraq's devastated economy while control over Iraq's oil revenues remains in the hands of the UN, and foreign investment and credits are still prohibited. Sanctions would only be fully suspended when Iraq

allows UN weapons inspectors back in and wins a certification that it is free of weapons of mass destruction.

"In reality, this is a change in perceptions," says a US official. "Most people think Iraqis are starving because the evil west is keeping medicines away. There will be a more easy flow of goods in and out of Iraq but, more important, we're taking the tool of sanctions as propaganda away from Saddam."

US officials are hoping that the proposals, if approved by the security council, will improve Washington's damaged image in the Arab world. Arab perceptions of the US, however, are not easily



Goods for civilians: the US plan would enhance the efficiency of the oil-for-food programme

AP

changed, especially in times of conflict between Palestinians and Israelis. Since last September's outbreak of the Palestinian uprising against Israeli occupation, anti-US sentiment in the Middle East has been running high.

'From Baghdad's perspective, the US ideas are like sanctions in perpetuity'

driven primarily by the US's strong ties to Israel.

At the same time, the Middle East conflict has provided Mr Saddam with a new propaganda tool. By invading Kuwait in 1990, the Iraqi leader dealt Palestinians a severe blow. He divided Arab ranks for more than a decade and weakened their resolve in confronting Israel. Today, however, he is portraying himself as the defender of Palestinian rights. While Arab states have been slow to dispatch funds to the Palestin-

ians, Mr Saddam has been sending \$10,000 to every Palestinian family that loses a relative in the uprising.

So far, Arab commentators have been sceptical of US intentions, with some dismissing smart sanctions as a typical US ploy. Ragheda Dergham, an expert on UN relations with Iraq, recently wrote in Al-Hayat, the pan-Arab daily, that the US plan "falls somewhere between avoiding a solution and maintaining the status quo". The battle to win Iraq's neighbours, she added, "promises to be a tough one".

A central element in the UK-US draft resolution is that oil smuggled through neighbouring states should be brought under UN control. Borders of frontline states also would be more vigorously monitored. But UN border inspections have been attempted under the oil-for-food programme with little success. Meanwhile, promises of co-operation from Jordan and Turkey must be taken cautiously. Both allies of the US, they have also been keen to avoid a showdown with Baghdad.

Smuggling through Iran and Syria will be even more difficult to contain. The US has reached

out to Tehran for help through UK intermediaries. But Iran itself is under US sanctions and its willingness to help the US is doubtful. Syria, whose newly opened pipeline to Iraq is now believed to be the most active route for illegal trade, appears to be linking co-operation with the US plan to Washington's policy on the Middle East peace process - more specifically to US willingness to put pressure on Israel.

Bashar al-Assad, Syrian president, told Colin Powell, US secretary of state, this year that the pipeline would be brought under UN supervision. Curiously, however, Syrian officials since then have suggested that their leader may have been referring to a different pipeline.

"The worse things go with the Palestinians and the peace process, the harder it is to get tough with Iraq," says a western diplomat. "Now, we have the worst of all possible worlds."

The US smart sanctions may be an imperfect tool but there is no perfect way of containing Mr Saddam. The policy is unlikely to persuade Iraq to take back UN weapons inspectors. And the new US/Iraq stand-off runs the risk of

raising tensions in an already troubled region and provoking a disruption in oil supplies.

Broader US attitudes towards Iraq may hinge on the success of the amended sanctions. US policy analysts suspect a power struggle over Iraq between the State department, which is backing the smart sanctions, and the Pentagon, which is placing more emphasis on military tactics and régime change. These policies carry higher risk and meet with deep scepticism in the Arab world.

"The State department is saying we have one idea, smart sanctions, let's get on with it and then we'll see about the rest - the hidden agenda is that they'll create facts on the ground and set the tone of US policy," says a former US official. "This would allow them to relegate other things the Pentagon wants to second stage."

For that to happen the Bush administration's foreign policy team will have first to convince the UN security council to enact smart sanctions, then step up its marketing campaign for the new policy in the Middle East. Neither task will prove easy.

La Turquie en porte-à-faux entre l'Otan et les Quinze

Bruxelles
(quartier général de l'Otan) :
Eric Biegala

« Ce n'est pas un accord définitif mais c'est un accord », a expliqué Ismail Cem, ministre des Affaires étrangères turc. A priori, le blocage d'Ankara quant à l'Europe de la défense semble en passe d'être levé, même si les négociations doivent se prolonger quelques semaines encore. L'enjeu est d'importance : la méfiance d'Ankara vis-à-vis de l'Initiative européenne de sécurité et de défense (IESD) interdit tout renforcement de l'articulation pour le moment embryonnaire entre l'Europe et l'Otan.

Disposer d'une force européenne autonome est devenu une nécessité pour les Européens durant le conflit bosniaque de 1992-1996, lorsqu'ils ont pris conscience de leur inaptitude à intervenir tant que la puissante machinerie de l'Otan - dominée par les Américains - refuserait de leur prêter main-forte. Au-

jourd'hui, l'Europe veut pouvoir s'appuyer sur les moyens communs du Pacte atlantique (essentiellement des avions Awacs, véritables quartiers généraux volants) si les autres membres non européens de l'Alliance n'entendent pas participer à la mission envisagée.

L'Union européenne entend également accéder aux services de planification de l'Otan, c'est-à-dire aux douze mille hommes du grand quartier général des puissances alliées en Europe (Shape). « Concernant les moyens, nous pouvons nous contenter d'une « présomption de disponibilité », mais nous voulons des garanties pour ce qui est de la planification », résume un haut fonctionnaire européen.

De son côté, Onur Öymen, chef de la délégation turque à l'Otan, explique que la Turquie « ne veut pas que l'Union européenne dispose d'un accès automatique aux moyens de l'Otan tant que le problème de notre participation (à la défense européenne) n'est pas réglé ». Pour les Européens, le processus de décision doit de-

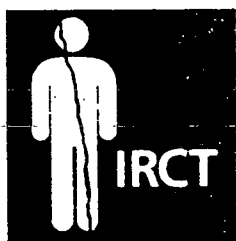
meurer politique, et donc sous la seule responsabilité des membres de l'Union. Acceptée comme candidate à l'intégration en 1999, la Turquie n'a pas encore entamé les négociations d'adhésion, l'Europe l'enjoignant de procéder à de sérieuses réformes politiques au préalable.

En fait, la grande peur d'Ankara c'est que le futur corps européen puisse un jour intervenir en mer Egée ou à Chypre ; ce dernier cas est le plus sensible. L'armée turque a débarqué sur l'île en 1974 pour répondre à un coup d'Etat fomenté par la junte grecque alors au pouvoir à Athènes. Depuis, trente mille de ses soldats sont positionnés en permanence dans le tiers nord du territoire où a été proclamée une République turque de Chypre Nord. Les efforts de réunification des Nations unies sont restés vains, et Ankara refuse de poursuivre les négociations plus avant.

Circonstances aggravantes du point de vue turc : l'Union européenne est en passe d'intégrer la République de Chypre alors que

personne ne fait mine de reconnaître Chypre Nord. Mardi, le tout-puissant Conseil de sécurité nationale réunissant l'élite politique et militaire de Turquie avertissait qu'une intégration de Chypre en Europe entraînerait des « incertitudes » quant à la paix en Méditerranée orientale.

« Si nous n'arrivons pas à bâtir un pilier européen au sein de l'Otan, c'est toute l'architecture de l'Alliance qui s'en ressent. La position des Turcs sape la crédibilité de l'organisation, et on espère que Washington fera pression sur eux », relève un responsable de l'Otan. Aujourd'hui, l'Administration Bush est en train de refondre ses concepts en matière de défense. Celle-ci sera probablement recentrée sur le sanctuaire américain. La montée en puissance de l'Europe au sein de l'Otan semble donc à l'ordre du jour, à condition que les Turcs y consentent. L'alternative serait une défense européenne découplée de l'Alliance atlantique beaucoup plus chère, et que personne ne semble envisager sérieusement.



TORTURE
Quarterly Journal
on Rehabilitation
of Torture Victims
and Prevention of Torture

Volume 11, Number 2
May 2001

Assessment of the psychic sequelae of torture and incarceration (II) – assessors' attitudes and objective appraisal

*Ferdinand Haenel, MD, Psychiatrist and Psychotherapist**

In the article "Assessment of the psychic sequelae of torture and incarceration (I)- a case study" published in TORTURE 1/2001 I have reported how reactive mental symptoms themselves can be an obstacle to an objective medico-legal evaluation. Now – with the following case – I will describe how the assessors' attitudes towards the survivor of torture and his or her history could also be a hindrance to an objective appraisal and evaluation.

Case report

Mr C. is a Kurdish farmer from Turkey. He comes from southeast Anatolia and has been living in Germany as an asylum seeker for two years. He complained of disturbed sleep and concentration, anxiety, nightmares, general anhedonia, and a lack of vitality. He reported that he had fled to Germany in the early summer of 1995. The previous year he had twice been detained, interrogated, and tortured by the Turkish police for 20 days, and he said it was likely that he would be arrested and tortured again in the future. As the owner of an isolated farmhouse four kilometres from the nearest village, he had been suspected of providing members of the PKK with food. When he was arrested the first time the military police had burnt down his house and forced the whole family to move to the next village.

When I asked him what form of torture he had undergone, Mr C. answered that he had been beaten with clubs over his whole body, including the soles of his feet (falanga). He had been hosed down with pressurized cold water while naked, subjected to electric shocks, and kept in solitary confinement without sufficient food.

At 44 Mr C. had aged prematurely. His manner at the interview was pleasant. Initially somewhat reserved he spoke quietly but hurriedly. He modestly did his best to answer all questions as quickly as possible. However, at the same time he appeared breathless and agitated, and this became worse when he began to tell the story of his persecution. He was sweating profusely. He started to mix up details and the chronological order of events, which confused the interpreter. In turn I, as the examiner, began to doubt the authenticity of his story. When I asked him to repeat the contradictory information, while at the same time assuring him that we had plenty of time for the interview, he was able to rectify the jumbled order of events in his report, reassembling them into a more plausible and comprehensible whole.

His basic mood was depressed. He showed evidence of emotional rigidity. Outwardly his drive appeared reduced, inwardly he showed clear signs of increased arousal. When, during the physical examination, I made a hand movement that he had evidently not expected, he started and involuntarily shrank back.

At the physical examination I noticed a large number of small scars spread across his back for which he was unable to account. He also had a 2½-inch long, sickle-shaped scar on the left shoulder. He reported that this had been caused by a blow with the butt of a gun during his first term of imprisonment. It had been treated in a makeshift manner with a few large stitches. A second, very obvious scar that ran across the inside of his right thigh and was about two inches long and one inch wide was below the surface of the skin and showed no signs of surgical stitches. This scar he attributed to an untreated stabbing during his second period of imprisonment. He reported that from time to time the soles of his feet became painful after he had been walking for some time. The balls of his feet were soft and could be easily depressed onto the underlying bones. When he walked, he placed his feet flat on the ground, failing to place his heels down first and roll forward onto his toes. This is an indication that he was subjected to falanga, i.e. blows to the feet.¹

At the second and third anamnestic interviews, the dissociation of events and their chronological sequencing was repeated in the same way as at the first interview. Here again, Mr C. was able to piece them together again and add further details when I took time to put my questions patiently and calmly. Despite the fact that Mr C. shifted his perspective on the events and actions several times, in the end his report was free of contradictions.

Towards the end of the third interview, Mr C. broke down in tears. I had persuaded him to describe an aspect of an event in greater detail, to tell me at what time of day he had been arrested the second time and which members of his family had been present.

All sources of information on the political situation in eastern Anatolia (for instance Amnesty International, reports of the German Foreign Office, press reports, and coinciding reports from other persons subjected to persecution in the same region) are in agreement that in the civil war between Turkey and the PKK pressure is being exerted on the rural population by both sides. They are forced either to join the so-called village-guard system organized by the Turkish authorities or to provide the PKK with medical aid, food, and logistic support. It is not possible for the rural population to retain a neutral position between these two strongly opposed forces. The German Foreign Office has for example stated that "Attacks carried out against uninvolved parties by the security forces in the form of destruction of property,

*

Center for the Treatment of Torture Victims
Spandauer Damm 130
D-14050 Berlin
Germany

detention, physical or psychic abuse or homicide are widespread in this region.”²

Together with what we know about the political situation in this region, Mr C.’s story and his mental and physical status indicated with almost absolute certainty that the information he had given in his application for asylum was correct. However, only for us, not for the Federal Office for the Recognition of Asylum. Mr C.’s application was rejected. According to the minutes of the hearing, Mr C. had been given exactly one hour to present, with the aid of an interpreter, his reasons for applying for asylum. This was a requirement that Mr C. was unable to comply with in his current mental condition.

At the time of my first contact with Mr C., his request for asylum had already been rejected by the highest court and his deportation was only weeks away. His lawyers submitted my medical report with the above-mentioned findings after which the Berlin Administrative Court granted a new hearing for Mr C.’s asylum procedure. The judges concurred with my medical report in that the authorities had neglected essential aspects in the previous asylum hearing of Mr C.

Discussion of the case

In this case-report hyper-arousal, disturbed concentration and memory were symptoms of the reactive, mental post-traumatic sequelae, which were an obstacle for an objective judgement in the asylum procedure. Furthermore, if we appreciate that Mr C., despite of his obviously disturbed concentration, had been given exactly one hour to present his reasons for applying for asylum, we may suppose some attitudes of the assessor towards Mr C. and his history, which have also hindered an objective judgement. Impatience of the assessor and his insufficient knowledge about post-traumatic mental symptoms might also have played a decisive role for his inappropriate decision.

In our experience, little or no attention is given by the German Federal Office for the Recognition of Asylum to the fact that survivors of torture could have disturbed concentration and reduced memory performance for crucial sequences of the traumatic events. Another important, but disregarded factor, is that asylum seekers, who have been tortured in their country of origin, associate the present hearing with past interrogations under torture.

As in psychotherapy with survivors of torture,³⁻⁶ widely divergent attitudes and countertransferences, from too great a distance with a lack of empathy to too little distance and too much empathy and over-identification, even personal empathic enmeshment with the survivor may occur in the relationship between an assessor and the person under assessment.⁷

Thus, an assessor may show too great a distance (and too little empathy) if he or she is insufficiently informed about the psychic sequelae of trauma, about the political and historical facts or about the conditions of imprisonment in the survivor’s country of origin. This may also occur if the assessors, basing themselves on their own experience of life and their image of a fundamentally harmonious world, consider the survivor’s reports to be exaggerated and implausible.⁴ From the perspective of the survivor, the assessor then assumes a characteristic of the former perpetrator when he or she also seems to deny and ignore what has happened. This kind of relationship may cause the frequently observed resigned reserve of survivors in exploratory interviews, and this often leads assessors incorrectly to assume that they have

no trauma-induced mental symptoms at all, or that these are only mild. This lack of recognition is a renewed injury to the survivor, and a time-consuming and expensive chain of appeals across all instances of the administrative system and courts may result.

Conversely, too little distance (and too much empathy) may develop in an assessor as a defence against his or her own feelings of guilt or shame.⁷ Assessors may also react in this way to the emotional shock and horror felt on hearing survivors’ descriptions of their traumatic experiences or to an unconscious fear that the survivor will associate or even equate him or her with the perpetrator. This can lead to an exaggerated, overly involved, militant desire to help the survivor, which, if it remains unreflected, leads the assessor to submit subjective, global, and polemic arguments to colleagues and authorities. That would not be very helpful for the survivor in the long run.

Thus, psychiatric expertise and knowledge of the political and historical background of survivors’ countries of origin are necessary but not sufficient requirements for the evaluation of psychic sequelae. Like psychotherapists, assessors must possess the ability to assume a position midway between the extreme countertransference poles of too great and too little distance, which can be described as “the greatest possible empathy combined with the greatest possible distance”⁸ or “controlled identification”.⁷

As I reported in my last article, assessors must also take into account the substantial resistance that post-traumatic psychic symptoms can present to exploration. Examiners must be prepared to take time and exercise patience to deal with disturbances in concentration and to sense intuitively when a person has buried memories of severe traumatic experiences. They must counter the survivors’ withdrawal and isolation tendencies, their mistrust of the world, and their frequent general attitude of passive resignation with an active willingness and an active interest in their stories and fate, and in the specific meanings of the trauma in their lives as a whole.

References

1. Skylv G. Falanga – diagnosis and treatment of late sequelae. *Torture* 1993(3):11-5.
2. German Foreign Office. *Lageberichte Türkei*. 1994 and 1995.
3. Lansen J. Vicarious traumatization in therapists treating victims of torture and persecution. *Torture* 1993(3):138-40.
4. Wilson J, Lindy J, editors. *Countertransference in the treatment of PTSD*. New York: Guilford Press, 1994.
5. Bustos E. Dealing with the unbearable: reactions of therapists and therapeutic institutions working with survivors of torture. In: Suefeld E, editor. *Torture and Psychology*. New York: Hemisphere Publishing, 1990.
6. Haenel F. Fremdkörper in der Seele. In: Graessner S, Gurriss N, Pross C, editors. *Folter: an der Seite der Überlebenden*. München: Verlag C.H.Beck, 1996:14-48.
7. Hoppe K. The emotional reactions of psychiatrists when confronting survivors of persecution. *The Psychoanalytic Forum* 1967(3): 187-96.
8. Lansen J. Was tut “es” mit uns? In: Graessner S, Gurriss N, Pross C, editors. *Folter: an der Seite der Überlebenden*. München: Verlag C.H.Beck, 1996: 253-70.

An associated article by Ferdinand Haenel “Assessment of the psychic sequelae of torture and incarceration (I) – a case study” was published in *TORTURE* 1/2001.

□

The summary of the report issued by Dutch Ministry of External Affairs: Country report North-Iraq (11 april 2001)

Summary in english, only the following chapters (others are left out because of minor importance)

1. Introduction
2. Basic facts
 - 2.4 Safety
 - 2.5 social-economic situation
3. Human rights
 - 3.1 Guarantees
 - 3.2 Supervision
 - 3.3 Observances and violations
4. Refugees and displaced persons
 - 4.2 internal flight alternative
 - 4.3 displaced persons
 - 4.4 Policy of other european countries
 - 4.5 UNHCR-policy

1. Introduction

In this report, North-Iraq is defined as the part of the country which is under control of the kurdish parties in the north.

The report is based on own observations and reports from Dutch embassies in the region. Besides, sources from the German Bundesamt, Amnesty International, Swiss Bundesamt, Schweizerische Flüchtlingshilfe, German and American ministries of foreign affairs, british ministry of the internal, ICRC, UNHCR have been used.

2. Basic facts

This is a detailed account of the political background of the area, including the Gulf-war, the elections in 1992, the attack by Central-Iraqi troops of Erbil, the Washington peace-agreement.

The Washington agreement includes a joint government and parliament, support for displaced persons, division of profit from smuggling, common army, common border-policy.

2.2 Government of the state

The Central-Iraqi government has no effective power in North-Iraq. However formally, the territorial integrity and unity of Iraq are not questioned. KDP as well as PUK strive after a federal system.

Both parties have full freedom of action in their own territory. There is no discussion about the daily authority of the ruling parties in their region. There is police, including traffic-police, hospitals, schools and universities.

Exceptions are:

- PKK is active in the border-region
- IMIK is active around Halabja
- KSDP has a lot of influence in Saidaadiq

There are no formal contacts between both parties. The joint parliament in Erbil has its meetings, but is no more recognized by the PUK. In both regional governments, smaller parties are also represented.

2.3 Political developments

After the Washington-agreement, the KDP paid only once money (profit from smuggling) to the PUK, in 1999 110 million Iraqi Dinar. There is no improvement in the execution of other parts of the agreement, like elections, the parliament, a common government, the unification of both administrations, normalisation of mutual relations, return of refugees. However, there is improvement in the mutual relations in the fields of education, culture and sport.

Since january 2001 Barzani and Talabani meet each other again. They agreed in april on:

- withdrawal of the peshmergas at the boundary,
- opening of party-offices in the others'region,
- meeting of the 1992 parliament to prepare new elections,
- establishment of a common supreme court,
- payment of 13.5 milion Dinar smuggling-money from KDP to PUK,
- a common foreign policy.

2.4 Safety

The general safety-situation in North-iraq is stable. Since the Washington-agreement, despite the sometimes growing tensions between the parties, no violent incidents between the parties are known. Both parties control their own territory. There is a lot of free traffic between these territories.

There are a lot of peshmergas on the streets, all important buildings are guarded. VN-organisations and ngo's are everywhere.

In principle, KDP and PUK must considered to be capable to protect the people in their region against attacks from third parties. However, certain persons run risks against which the parties are not able or willing to protect them. This concerns well-known politici or political activists who run risks from the side of the Central-Iraqi government, and people who run risks from the side of their family because of questions of honour. Also critical journalists and intellectuals may not be safe in North-Iraq.

Independent and well-informed local sources think that the amount of incidents, especially incidents with a political background, is very limited. Reports about Baghdad-inspired attacks and threats by peshmergas are denied.

Both parties have their own relations to Baghdad, these have a pragmatic background. There are frequent visits of officials from KDP and PUK to Baghdad and from Central-Iraqi officials to North-Iraq. Free movement of persons across the border is possible.

Apart from Osman Hasan Dizayee, no other attacks are known from the side of the Central-Iraqi secret service on members of the parties in North-Iraq. Iraqi from Central-Iraq who fled to North-Iraq and stayed there in some cases for a long time, didn't experience problems from the side of Baghdad recently. Generally it is supposed that the Central-Iraqi secret services are still present in North-Iraq. Their activities seem to be restricted to the collection of information, and possibly Central-Iraqi agents infiltrate in the area. Economic and financial aspects play more and more a role: the growing economic activities in the north are interesting for the secret services in their search for income. They are involved in the smuggling-activities between Turkey and Iraq.

Sometimes, people are asked to commit attacks in North-Iraq. Some bomb-explosions in Erbil and Sulaymaniyya recently could be caused by supporters of Baghdad. If so, then this seems to be meant to destabilize North-Iraq. The explosions took place at arbitrary places and the victims were merely simple passengers. They don't seem to be directed towards specific persons.

The arabic journal Al Hayat mentioned in june 2000 Central-Iraqi army-movements at the border to North-Iraq. In may 2000 another arabic journal informed about a report of the Central-Iraqi ministry of External Affairs that propogated reconstruction of the power of Baghdad in North-Iraq. PUK, KDP and the American government didn't react seriously on this information. In december 2000, Central-Iraq troops entered the KDP-region. Although this invasion was inspired by a vendetta about the Yezidi-leadership, it seems likely that the real purpose of the action was to bring the area under control of the Central-Iraqi authorities.

The patrols of American and British aeroplanes don't have implications for North-Iraq, apart from the fact that munition of the Central-Iraqi anti-aircraft-system falls down in the region.

Turkey feels uneasy about the growing independence of the kurdish area in North-Iraq. The economic succes of the North-Iraqi pseudo-state could inspire the self-esteem of the whole kurdish population in the region. But Turkey is on the other hand interested in intensification of the trade with Iraq.

In januari 2001 Turkey installed an ambassador in Baghdad, and proposed Baghdad to re-establish some services in North-Iraq like the distribution of passports, medical aid and electricity. But both PUK and KDP seem not to be uneasy about a closer contact between the two states.

The Turkish army and the Turkish intelligence is permanent present in the area.

The PUK takes its profits from smuggling-activities at the border with Iran. Iranian opposition-parties are present in the PUK-region. Iran supports the islamitic party of North-Iraq. The Iranian security service has its office in Suleymania.

Foreign ngo-personnel working in North-Iraq without permission from Baghdad can only enter the region through the border with Syria.

2.5 social-economic situation

The social-economic situation is further ameliorated. The prosperity is better than in Central-Iraq. But it is unclear how long this prosperity will last because the economy is based on the large-scale smuggling-activities and funds from the oil-for-food program of the VN. The productivity in North-Iraq is low and unemployment high. Electricity- and water-distribution are dependent from the weirs in PUK-region. The Central-Iraqi government

offered to connect North-Iraq to its electricity-network, but the VN refused to mediate.

3. Human rights

3.1 Guarantees

The Central-Iraqi constitution is valid in North-Iraq with minor adjustments.

In North-Iraq the same treaties are valid as in Central-Iraq, North-Iraq cannot sign independently.

3.2 Supervision

The presence of international organisations has a positive effect on the observance of human rights in North-Iraq. The authorities have a positive attitude towards the activities of the organisations and support in general the execution of their programs. Both ICRC and UNHCR have their offices in the area.

The United Nations Guard Contingent in Iraq follows the developments in the safety-situation in North-Iraq. The UNGCI advises humanitarian organisations about safety and escorts in case convoys and personnel of humanitarian organisations.

Local human rights organisations are mostly connected to one of the parties.

3.3 Observances and violations

Many local and international observers in (North-)Iraq have the impression that the human rights-situation in North-Iraq ameliorated. Striking is the cooperative attitude of both PUK and KDP in their cooperation with international organisations, as well as the number of measures that have been taken to ameliorate the observation of human rights in the area.

Political freedoms are relative. Within the marges that the parties allow, there is freedom of expression. Essential criticism on the ruling party could cause problems, especially for independent intellectuals. Detention for years only because of someones political conviction is seldom in North-Iraq.

Freedom of expression and publication are better respected in North-Iraq than in the surrounding countries.

There is freedom of association and political participation, but restricted within the margins set by both parties.

Movement between the regions controlled by the parties is relatively easy. The checkpoints are not always occupied, mostly only documents are controlled.

Controls between North-Iraq and Central-Iraq are strict, but people and goods can still cross the border. Lower government-officials visit the area to discuss safety, water-distribution and other practical subjects. Also smuggling takes place as well as illegal border-crossings.

The border with Turkey is well-controlled. Only people with an Iraqi or Turkish pasport or those who are born in Iraq are allowed entrance to Turkey. Only exceptionally entrance is allowed to others. On average, 30-50 people enter Iraq with a West-European pasport, mostly in the summer. People who travel from West-Europe through Turkey use generally a Turkish transit-visum. To enter Iraq, it appears that they use either an Iraqi pasport, or European travel documents like pasports, refugee-pasports, and laissez-passers. If they don't want their pasport to be stamped, they can enter illegally.

The legal system In North-Iraq functions reasonably. The juridicature is considered to be independent. But it is dubious wether the individual judges are always independent, particularly because of the influence of both parties in their appointment.

The amount of detainees with a (partial) political background is between a few hundred to maximum fifteenhundred people, evenly divided over PUK and KDP. The circumstances in the prisons are not in accordance with international requirements. The ICRC is allowed to enter all prisons. The exchange of about 600 prisoners by PUK and KDP, as agreed on in the Washington-agreement, is not yet realised.

The Baghdad government threatened since 1996 foreign ngo's working in the area. No attacks on persons are known. Only in the period march-july 1999 some attacks on VN-organisations became known.

4. Refugees and displaced persons

Reasons for refugees to leave North-Iraq are the general safety-situation, the economical situation and the uncertain future. In North-Iraq, people still fear for a return of Saddam Hussein, especially after the return of the Central-Iraqi army in 1996 and the subsequent evacuation of people working for American ngo's.

Especially the well-educated leave because of economic reasons. Representatives of political parties in North-Iraq say that refugees from North-Iraq leave the area especially because of economic reasons. Many of them have huge expectations of a stay in Europe, which is considered as a paradise. Both parties regret this exodus because especially the educated people leave. They try to stop this movement with the use of journal-articles and tv-programs.

The Dutch IOM-office received in 2000 dozens of requests to return voluntary to North-Iraq. Because both parties are concerned about the exodus, cooperation with voluntary return-projects can be expected. In the KDP- or PUK-region a long stay abroad is no reason to fear persecution from the side of the government.

Apart from the forced migration from Central-Iraq to North-Iraq, some kurds and turkmen move voluntary to North-Iraq because of the economic situation there, and possibly also the human rights situation. Some arabic people from Central-Iraq come as well, but in practice they leave North-Iraq within a few weeks or months to go abroad.

4.2 internal flight alternative

In the present situation, we can conclude that Iraqi who say they fear personal insecurity, can find safety by moving to North-Iraq or within North-Iraq. Only in specific cases threats on personal safety are so serious that North-Iraq cannot offer the necessary safety. At the moment this seems now only possibly applicable to well-known politicians, people who fear because of questions of honour, critical intellectuals and journalists. In general, there is no risk for persecution only because of ethnicity or religion.

4.3 displaced persons

Several groups are mentioned: victims of the Anfal-campaign, returnees from Iran, members of PUK of KDP, villagers from North-iraq, victims of the arabisation-politic, displaces people during the war of 1991, others. Most of them are dependent on support from local ngo's, ICRC, IFRC or VN-organisations. Some, especially kurds, turkmen, yezidi, and some groups of christians, get support through their family-and clan-connections. Food, shelter, medical care is available. Schools are not always available. Because of the unemployment-rate jobs are difficult to find.

4.4 Policy of other european countries

Most Iraqi refugees go to Germany, UK, Sweden, Netherlands, Denmark, Austria, Switzerland, Norway. On october 16, 1999 the European Council in Tampere agreed with the action-plan Iraq. In the action-plan, North-Iraq is described as a de-facto autonomous region where the Central-Iraqi government has no power. North-Iraq is considered as an internal flight/relocation alternative for those who fear persecution from the regime in Baghdad, except in the case of specified at-risk groups.

Germany: 58% recognitions in 1999. North-Iraq is considered as internal flight alternative for people from North-Iraq and people from Central-iraq with personal connections. However, deportation is impossible so that iraqi refugees get a Duldung.

Norway: Since december 1999, North-Iraq is considered as relatively safe and most asylum-claims are rejected, although most asylum-seekers get a temporary stay-permit. According to Norway, forced deportation is not yet possible.

Sweden: In the spring of 2000, Sweden decided that asylum-seekers from North-Iraq in general don't need protection. Because of practical obstacles, deportations don't take place.

Austria: North-Iraq is considered as a safe haven for asylum-seekers from north- and Central-iraq. Because practically, deportation is impossible, asylum-seekers get delays of deportations.

Denmark: Since august 1998 North-iraq is considered as a de facto autopnomous area and a safe haven. Deportations are not carried out. Some people returned voluntary via Turkey.

UK: Since medio 2000 North-Iraq is considered as a safe haven. The UK studies the practical possibility of deportations. Voluntary return is possible with the help of IOM.

4.5 UNHCR-policy

The UNHCR has no objections to the return of North-Iraqi asylum-seekers who, are not in need of protection, to North-Iraq. The UNHCR has no objections to the return of Central-Iraqi asylum-seekers who are not in need of protection and who have sufficient family, community or political links in the North.

Report on the results of the local elections held in the Kurdistan Democratic Party, KDP-controlled region of northern Iraq

The local elections in the Kurdistan Democratic Party-held area of northern Iraq were held on 26 May 2001. Following the announcement of the names of the winners in the election of chairmen and members of municipal councils in the Kurdistan region, the complete results of the elections are as follows:

The number of voters in Arbil Governorate: 559 304

The number of voters in Dohuk Governorate: 327 190

Total of number of voters in the two governorates: 886 494

Number of votes cast in Arbil Governorate: 422 912

Number of votes cast in Dohuk Governorate: 277 944

Total number of votes cast in the two governorates: 700 856

Percentage of votes cast in Arbil Governorate: 75.6 per cent

Percentage of votes cast in Dohuk Governorate: 85 per cent

Percentage of votes cast in the two governorates: 79 per cent.

The Kurdistan Democratic Party [KDP] candidates won the chairmanship and membership of all the municipal councils. The details are as follows:

Number of votes cast for the successful candidates for the chairmanship of municipal councils in Arbil Governorate: 322 343.;

Percentage of votes cast for the KDP in Arbil Governorate: 76.2

Total number of votes cast for the successful candidates for the chairmanship of municipal councils in Dohuk Governorate: 245 160;

Percentage of votes cast for the KDP in Dohuk Governorate: 88.2;

Total of the votes cast for the successful candidates for the chairmanship of municipal councils in Arbil and Dohuk Governorates, all of whom are from the KDP: 567 503.

Figures for the candidates of other political parties are not available because the other parties which took part in the municipal elections did not field candidates in some of the municipalities.

The following is a break down of the votes gained by the KDP and some of the major political parties in the elections for the chairmanship of the municipal councils. It should be noted that in the elections for the chairmanship of municipal councils, voters cast their votes for one candidate, while in the elections for membership of the municipal councils, voters cast their votes for six candidates. The votes cast for KDP candidates for the membership of municipal councils are not included in the lists below:

Chairmanship of City of Arbil Municipality

KDP candidate Najat Yasin Khurshid al-Najjar: 183 616 votes

Kurdish Islamic League candidate Zuhayr Muhammad Amin Rashid: 52 183 votes

Kurdistan Communist Party candidate Fattah Taqwfiq Fattah (Mala Hasan): 17 311 votes

Independent Action Party candidate Khalid Abdullah Isma'il: 1 012

Membership of Arbil Municipal Council

Kurdish Islamic League (Yekgirtu):

Usamah Jamil Ali: 59 768

Anwar Muhammad Ghafur: 50 489

Payman Muhammad Khidr: 42 014

Ahmad Hamad-Amin: 37 837

Ja'far Rahman Sulayman Pir Dawud: 37 256

Salar Muhammad Abdullah: 35 803

Wurya Baha-al-Din Dawud: 35 454

Jirjis Nabi Aziz: 35 049

Shmasah Ahmad Tawfiq Sherwani: 34 622

Farhad Salih Karim	34 517
Khasro Umar Abd-al-Rahman	34 390
Qasim Rasul Mahmud	33 390
Ali Ahmad Ali	33 250
Isma'il Ibrahim Mustafa	32 997
Ali Salih Karim	32 511
Tahir Mahmud Faqe Ali	32 417

Kurdistan Communist Party:

Khidr Qadir Khidr	15 659
Tal'at Qassab Aziz	11 309
Shukriyah Muhammad Amin Ali	9 642
Muhsin Sadiq Qadir	9 397
Afin Ibrahim Ahmad	9 143
Nawzad Jalal Muhammad Amin	8 622
Imad Ali Husayn Kasrah	8 564
Chato Shekha Abdullah	8 042
Zirwar Qadir Karim	8 012
Qarani Mawlud Sa'id	7 771
Najm-al-Din Mamo Hamad	7 768
Abbas Sharif Abbas	7 757
Maghdid Ahmad Basha	7 631
Hasan Taha Fattah	7 579
Sabihah Hasan Hama Kawani	7 364
Yusuf Abdullah Mahmud	7 203
Hamza Ahmad Rasul	7 019

Chairmanship of the city of Soran Municipality

KDP candidate Aram Ahmad Hasan: 18 772

Kurdish Islamic League candidate: Muhammad Bayiz Fattah: 1 350

Membership of Soran Municipality

Kurdish Islamic League

Fakhr-al-Din Waysi Abdullah	1 136
Rahmah Yasin Ali	827
Talib Abd-al-Samad Abd-al-Rahman	699
Ziro Hasan Chalabi	692
Tayyib Qadir Mir	658

Kurdistan Communist Party

Shawkat Karim Abdullah	481
Fakhri Awyah Chato	204
Muhammad Miro Taha	179
Husayn Mustafa Nabi	107

Chairmanship of the City of Dohuk Municipality

KDP candidate Muhammad Salim Mufti	85 226
Kurdish Islamic League Isma'il Sakiri	19 375
Kurdistan Communist Party Sherzad Ali	337

Members of Dohuk Municipality

Kurdish Islamic League	
Jamal Ahmad Muhammad	20 357
Umar Salih Umar	18 092
Bayan Ahmad Hasan	17 882
Ramadan Haji Mustafa	16 628
Muhammad Siddiq Hasan	16 416
Zubayr Najman Shafiq	16 149
Ghazi Sa'id Sulayman	16016
Mushir Ilyas Abdullah	15 905
Sa'id Sulayman Sa'id	15 897
Imat Majid Husayn	15 601
Salah-al-Din Tahir Sa'id	15 217
Rashid Ali Na'man	14 853
Fu'ad Jamil Murad	159
Sa'id Yusuf Hasan	116

Kurdistan Communist Party	
Fathiyah Ibrahim Abdullah	1286
Kor'il Isho Khamis	1012
Toma Dawud Toma	1003
Ramadan Sa'id	926
Muhammad Salih Mirza Siyari	841
Amin Yunis Amin	678
Nazik Husayn Botan	502
Kayfi Rajab Ahmad	356

Chairmanship of Aqrah Municipality

KDP candidate Ahmad Ibrahim Omer:	13 112
ONLY one candidate listed.	

Membership of Aqrah Municipality

No Kurdish Islamic League or Communist Party candidates listed.

Chairmanship of Zakho Municipality

KDP candidate Sharif Musa	48 099
Kurdish Islamic League candidate Nasr-al-Din Sa'id Mustafa	2 646
Kurdistan Communist Party candidate Bahnam Rasho Sulayman	110

Membership of Zakho Municipality

Kurdish Islamic League	
Ahmad Haji Ahmad	2 067
Taha Yahya Sa'id	1 785
Ramadan Abdullah Sindi	1 668
Muhammad Ahmad Muhammad	1 641
Qasim Abo Qasim	1 629
Shafiq Rashid Abd-al-Hamid	1 583
Miqdad Isa Ghazi	1 538

Abd-al-Karim Fattah Abd-al-Qadir	1 533
Nazir Abd-al-Qadir Fattah	1 530

Kurdistan Communist Party

Jamal Abd-al-Rahman Hasan	237
Fakhir Nuri Khalil	225
Hasan Kori Husayn	74
Kigham Harifun	68
Muhammad Isma'il Isa	55

Chairmanship of Amadiyah Municipality

KDP candidate Tawfiq Abd-al-Rahman Tawfiq:	2 567
Kurdistan Communist Party candidate Awaz Abd-al-Rahman Ali:	575

Members of Amadiyah Municipality

Kurdistan Communist Party

Nafi Ibrahim	338
Reber Isma'il	413
Islam Ahmad	342
Layla Hasan	361
Ahmad Ali Abd-al-Qahar	404
Salih Sha'ban	364

Kurdish Islamic League

Ayub Huseyn	503
Jamil Ahmad	282
Muhammad Mustafa	557

Independent Action Party

Sa'id Mustafa	178
---------------	-----

Assyrian Democratic Movement

Ilyas Dawud	86
-------------	----

Chairmanship of Sarsang Municipality

KDP candidate Farhad Abdi Abd-al-Latif:	2 895
Independent candidate Yukhina Toma Bakoz:	688

Membership of Sarsang Municipality

Kurdish Islamic League

Ramadan Ahmad Ibrahim	524
Faysal Hasan Salim	406

Assyrian Democratic Movement

Dawud Yukhina Sham'un	281
Ishaq Sha'un Shammo	262
Dinha Aywar Birkho	259

Kurdistan Communist Party

Tha'ir Yilda Gurgis	224
---------------------	-----

Source: Kurdistan Democratic newspaper, Brayati, 30 May 01

End

Kurdistan d'Irak

Bulletin d'informations

L'application de la résolution « Pétrole contre nourriture » au Kurdistan d'Irak

La résolution 986 « Pétrole contre nourriture », selon laquelle 13% des revenus pétroliers ont été alloués à la région kurde non contrôlée par le gouvernement irakien a été votée fin 1996 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Depuis son application, une nette amélioration est intervenue dans tous les domaines : la santé, l'éducation, la réhabilitation et la reconstruction de la campagne kurde, l'amélioration des conditions de vies... Cette page est consacrée aux quelques projets réalisés ou en voie de réalisation par les fonds de cette résolution.

Halabja :

La ville d'Halabja a été bombardée aux armes chimiques le 16 mars 1988 par le régime de Saddam Hussein et en quelques secondes, cinq milles civils ont été tués et plus de dix milles blessés. Depuis 1992, un effort particulier a été consacré à Halabja afin que cette ville de 70 000 habitants puisse se relever de ses blessures. L'hôpital de la ville a été déjà aménagé dans le cadre de la résolution 986 et reçoit quotidiennement 400 patients. L'agence des Nations Unies (UNDP) a installé cinq générateurs d'une puissance de 500 KV.

Qara-Dakh

Dans le cadre de la résolution « pétrole contre nourriture », le Ministère de la reconstruction a achevé cinq projets de purification de l'eau dans cette région, permettant ainsi à la population de huit villages de bénéficier d'eau potable.

Taq-Taq

Plusieurs projets dans la région de Taq-Taq ont débuté. Ces projets concernent la reconstruction des maisons, trois d'entre eux la construction de canalisations d'eau, une clinique vétérinaire et un parc. D'autre part, l'agence de l'UNICEF a entamé trois projets pour la purification de l'eau à Hamamok, Darbero et Serziné.

Sulaimania

Depuis 1992, le régime irakien a coupé l'électricité de la région kurde non contrôlée par le gouvernement central. Suite à cette décision, le manque d'électricité pose un véritable problème au Kurdistan d'Irak. Dans cette perspective, le gouvernement régional du Kurdistan, en étroite coopération avec les agences des Nations Unies, essaie de trouver des solutions adaptées aux besoins de la population. Dans son discours d'inauguration de la station d'électricité, M. Jalal Talabani, Secrétaire de l'Union Patriotique du Kurdistan, a exprimé la gratitude du peuple kurde et du gouvernement régional aux agences des Nations Unies travaillant sur place. Le chef de l'agence

UNDP ainsi le Premier Ministre Barham Salih et plusieurs membres du gouvernement régional ont participé à cette inauguration. Cette station, d'une capacité de MW29, a été installée par la société danoise BWSC et sera en phase d'expérimentation pendant un mois à raison de huit heures par jour.

Koysinjak

Le gouverneur d'Arbil, avec la participation du responsable de l'agence des Nations Unies, Habitat, ont jeté les bases de la construction d'une école qui comprendrait six classes. Ce projet est entièrement financé par les Nations Unies dans le cadre de la résolution 986.

Pinjlwin

L'agence des Nations Unies, Habitat, a entamé la construction d'un pensionnat d'élèves sur un terrain de 2 800 m². Il comprendra vingt chambres, deux grands salons, une cuisine et un jardin. Ce pensionnat pourra recevoir une centaine d'élèves venant des alentours de la ville.

Chamchamal

Dans le district de Chamachmal, l'agence des Nations Unies UNDP a terminé les travaux de câblage électrique sur 60 km ainsi que l'installation de onze générateurs d'une puissance de 400 KW. Elle a également installé un générateur électrique dans le dispensaire du village de Serojaw. D'autre part, le Ministère de la municipalité a reçu trente six voitures de la part de l'agence UNICEF afin de mener à bien les travaux du Ministère à travers le Kurdistan.

Charbajère

L'agence des Nations Unies «Habitat» a jeté les bases de la construction d'un centre de loisir pour les jeunes. Ce centre des activités comprendrait une grande salle, deux salles pour les activités sportives, une salle pour installer une unité informatique, deux jardins de loisirs et des bureaux pour l'administration. Ce projet est entièrement financé par les Nations Unies dans le cadre de la résolution 986.

Epuration Ethnique à Kirkuk

Le régime irakien continue sa politique d'épuration ethnique dans les zones sous son contrôle en expulsant les Kurdes, les Turkmènes et les Assyriens notamment de la ville de Kirkuk et ses alentours. Les autorités irakiennes ont distribué 340 parcelles de 600m² de terrain, dans la municipalité de Zab à l'ouest de Kirkuk, à des familles arabes venant du sud et de l'ouest de l'Irak. D'autre part, la direction, du Parti Baas au pouvoir, a décidé d'accorder un prêt de trois millions de dinars irakien soit 1700 dollars pour permettre à ces familles de construire leurs maisons. Dans la région Toz -Khormato le régime irakien a distribué 1000 parcelles de terrain sur les membres des services de renseignements Il est à noter que les Kurdes, les Turkmènes et les Assyriens non pas le droit de vendre leurs maisons ni d'en acheter. Cette mesure a été prise par les autorités irakiennes afin d'obliger les populations non arabes de quitter la région..

Dossier

La ville de Kirkuk et ses alentours constituent les régions les plus riches d'Irak en pétrole. Après la première guerre mondiale et l'occupation d'Irak actuel (qui n'existait par au début du siècle mais fut créé de toutes pièces par les Anglais) le gouvernement britannique a commencé l'exploitation des gisements de Kirkuk à partir de 1927. Aujourd'hui soixante quatorze ans plus tard, et sur tout après que les Nations Unies aient permis au gouvernement irakien d'exporter le pétrole, la majeure partie de cette exportation pétrolière irakienne provient des gisements de Kirkuk et ses alentours. Il faut rappeler également que durant la guerre irako-iranienne, 1980-1988, les autorités irakiennes exportaient uniquement leur quota de pétrole du gisement de Kirkuk. Les premiers actes d'arabisation de la ville ont commencé après le coup d'état 8/2/1963 et lors duquel le parti Baas est arrivé au pouvoir. Les bassistes ont d'abord expulsé les employés kurdes travaillant dans les compagnies pétrolières puis c'était le tour des fonctionnaires kurdes et turkmènes de la ville. Mais la véritable arabisation de Kirkuk a commencé après la chute de la résistance kurde dirigée par Molla Mustafa Barzani. A partir de cette époque les Kurdes ont été privés de tous leurs droits civiques. Ils n'ont pas eu le droits d'occuper un emploi, à un poste quel qu'il soit, d'ouvrir un commerce ni de réaliser aucun projet. Les Kurdes de Kirkuk et de ses alentours n'avaient pas le droits non plus d'acheter ou de construire une maison. Un véritable plan d'arabisation a été mis en place et des milliers de familles kurdes, turkmènes et assyriennes ont été expulsées et replacées par des familles arabes venues du sud et de l'ouest du pays. Le régime irakien leur accorde toute sorte de facilité et des crédits presque gratuits afin de les encourager à venir s'installer sur la terre kurde.

Exemple :Dakok

Le district Dakok est situé au sud-ouest de la ville de Kirkuk sur la route allant de Kirkuk à Bagdad, d'après les résultats du recensement de 1957 la petite ville avec ses 82 villages alentours comptait 18 848 habitants : 2760 turkmènes, 1370 arabes et le reste des habitants kurdes. Depuis 1975, le régime irakien a considérablement changé le caractère démographique de la population.

En 1976 le régime de Bagdad a construit une colonie de 480 maisons du nom d'al-Assriya pour les familles arabes.

En 1979, un village 430 maisons au nom de Muhawish a été construit pour les familles arabes d'albo-Saraj.

En 1980, une autre colonie de 200 maisons a été construite pour la tribu arabe Algawi.

En 1982 une autre colonie au nom de Dakok a été construite pour abriter 500 familles arabes badawites.

Entre 1973 et 1987 plus de 860 familles villageoises kurdes ont été obligé de quitter leurs foyers et d'abandonner leurs terres, les noms des villages kurdes ont été changés et remplacés par les noms arabes comme Al Wahda, (Unité) Al Uroba (L'arabisme) ou encore comme Al- Karama(La dignité), Quant aux noms des rues et des routes kurdes, elles ont pour noms de Jaffa, Haïfa ou Qudisse (Jérusalem). Ainsi le régime de Saddam Hussein compte-il « libérer » la Palestine. Cette politique d'épuration ethnique a été accélérée ces dernières années et chaque semaine des familles kurdes sont expulsées par les autorités irakiennes de Kirkuk, de Khanaquine et ses alentours. Leur nombre, depuis 1992, a largement dépassé 100 000 personnes. Le gouverneur de Kirkuk M. Quaisse Al-Azawi a déclaré le 21/05/2001 qu la ville (c'est-à-dire Kirkuk) est une ville arabe et qu'il n'ay pas de place pour les kurdes et les turkmènes. Les autorités irakiennes confisquent les maisons, les biens ainsi que les cartes d'identité des familles expulsées. Ceci a pour conséquence le fait que ces familles éprouvent de nombreuses difficultés à bénéficier auprès des agences des Nations Unies de l'aide alimentaire distribuer selon la résolution « pétrole contre nourriture ».

Pour faire face à cet afflux de réfugiés et pour aider les familles déplacées ainsi que celles d'anfal, le gouvernement régional du Kurdistan a créé au début de cette année un nouveau ministère: le Ministère des Droits de l'homme et des Déportés.

La presse au Kurdistan d'Irak

Dans un pays où la terreur fait la loi, le culte de la personnalité depuis plus d'un demi-siècle n'a jamais atteint un tel degré, où les paroles du maître remplacent la constitution et les lois, où tout est au service de la pensée unique : les journaux, les livres, les films, la télévision et la radio, l'Irak de Saddam Hussein est devenu d'aujourd'hui une grande prison. Depuis 1991 une population de trois millions et demi d'habitants échappe à cet état de fait ainsi qu'au régime de la propagande du maître de Bagdad. Ces privilégiés sont les Kurdes d'Irak. Depuis cette époque de liberté tant attendue, un climat de liberté extraordinaire c'est créé dans les trois provinces kurdes qui échappent au contrôle de Saddam Hussein. La publication des journaux, des magazines, des revues se sont multipliés par dizaines. Des centres de recherche, culturels, des associations de jeunesse sportives et culturelles ont poussé comme des champignons. Outre que les journaux et les magazines publiés au Kurdistan, dans les kiosques on peut également trouver la plupart de la presse de l'opposition irakienne ainsi que les journaux publiés à Bagdad par le régime irakien.

Aujourd'hui, au Kurdistan existent trois quotidiens et plus de vingt magazines mensuels et hebdomadaires, ainsi que de nombreuses stations de radio. On compte aujourd'hui plus de dix chaînes de télévisions locales et deux chaînes de télévisions par satellites. Les minorités nationales et religieuses (Turkmènes, Assyriens, Cal daniens et Yazidites) ont leurs propres journaux, radios, télévisions, maison de publication et centre de recherches. Voici ci-après nous publions quelques exemples de ces médias :

Les quotidiens :

- 1) Kurdistani Niwé (le nouveau Kurdistan). Journal de 12 pages, dont le siège se trouve à Sulaimania, publié par l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak.
- 2) Birayati (fraternité) : Journal de 12 pages dont le siège se trouve à Arbil, publié par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak.
- 3) Harème (région) : Journal général édité par le ministère de la culture basée à Sulaimania

Les hebdomadaires :

- 1) Al-Itihad (l'Union), dont le siège se trouve à Sulaimania, publié en langue arabe par l'union du Kurdistan d'Irak et comportant 20 pages
- 2) Alay Azadi (drapeau de la liberté), publié par le parti des Travailleurs du Kurdistan d'Irak
- 3) Jiyawaw (la renaissance), dont le siège se trouve à Sulaimania, publié en langue kurde, par l'union des femmes du Kurdistan, comportant 8 pages. Cet hebdomadaire a la

particularité d'être dirigé uniquement par une équipe de femmes.

- 4) Xhabat (la lutte), basé à Arbil et publié en langue arabe par le Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak.
- 5) Regay Kurdistan (le chemin du Kurdistan), publié en langue kurde, par le parti communiste du Kurdistan d'Irak basé à Arbil et comportant 12 pages.
- 6) Hawalati (citoyens), édité par un groupe d'intellectuels indépendants, basé à Sulaimania.
- 7) Tariq-al Shaib l'organe du Parti Communiste irakien publié en langue arabe

Les magazines :

- 1) Golan (Avril), publié à Arbil en Kurde et en Arabe par le Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak.
- 2) Pachko, supplément du journal Kurdistani Niwé, écrit en langue kurde.
- 3) Sixourma, (piquer) magazine satirique et humoristique, publié par un groupe d'artistes indépendants à Sulaimania
- 4) Papoula (pappillon), édité en langue kurde par un groupe d'artistes à Sulaimania et destiné enfants.
- 5) Xhak (Terre), publié en kurde à Sulaimania par un groupe d'écrivains indépendants
- 6) Ayende (Le future) publié en kurde par l'Institut Serdam de recherche et de publication basée à Sulaimania
- 7) Abori (Economie) publié en kurde par l'Institut Serdam de recherche et de publication.
- 8) Chioon Deweliye (Les affaires internationales) publié par l'Institut des Etudes et Recherches internationales, spécialisé dans différents domaines
- 9) Raman (réflexion) magazine culturel édité par le Parti Démocratique du Kurdistan à Arbil.
- 10) Jiyani Niwé (la nouvelle vie) édité par le Parti des Travailleurs du Kurdistan d'Irak à Sulaimania.

Les chaînes de télévisions :

- 1) Kurdsat, qui diffuse ses programmes initiaux en kurde de 17h à 23 h. Une partie des programmes rediffusés tous les après midi. L'actualité est également diffusée en arabe et en anglais.
- 2) Kurdistan TV diffusant de 17 h à 23h en kurde, arabe, et perse.

Les chaînes locales :

- 1) Gali Kurdistan (le peuple du Kurdistan), dirigé par le bureau d'information de l'Union Patriotique du Kurdistan. Il y a plus de 12 heures de diffusion, basé à Sulaimania
- 2) Azadi (liberté), dirigé par le Parti des Travailleurs du Kurdistan basé a Sulaimania
- 3) Parèzgarane (conservateur), dirigé par le Parti des Conservateurs du Kurdistan basé à Sulaimania.

- 4) Télévision Islamique, dirigé par le Mouvement Islamique du Kurdistan et basé à Sulaimania
- 5) Xhak (Terre), dirigé par un centre indépendant d'intellectuels basé à Sulaimania
- 6) Golan (Avril), dirigé par le Parti Démocratique du Kurdistan, basé à Arbil.
- 7) Socialiste dirigé par le Parti Socialiste Démocratique du Kurdistan basée à Sulaimania.

- 8) Xhabat dirigé par le Parti Démocratique du Kurdistan basée à Arbil

Radios :

Au Kurdistan d'Irak, existent plus de 20 stations radios FM et une dizaine de stations de radios diffusant sur les ondes MW et SW. Ces stations de radios diffusent des programmes spéciaux en langues arabes afin de toucher la population irakienne ainsi que celle des autres pays arabes. Les programmes spéciaux sont également diffusés à la diaspora kurde en Europe.